

André HEIDERSCHEID

Aspects de Sociologie Religieuse
du Diocèse de Luxembourg

Tome I

André HEIDERSCHEID

Docteur ès Sciences sociales de l'Institut Catholique de Paris
Diplômé de l'Institut d'Etudes politiques de l'Université de Paris

Aspects de Sociologie Religieuse du Diocèse de Luxembourg

TOME I

L'Infrastructure de la Société Religieuse
La Société Nationale

F. F. Allen

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Préface	11
Remarques préliminaires	14
 Chapitre I: ASPECTS GÉOGRAPHIQUES DU LUXEMBOURG ...	
1. Élévation du sol et climat	18
2. Richesses naturelles	18
3. Moyens de communications	19
4. Administration civile et religieuse	19
 Chapitre II: L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE.....	
1. <i>L'évolution démographique sur le plan national</i>	21
1. Accroissement de la population	22
2. Les facteurs de nuptialité, de natalité et de mortalité	24
a) la nuptialité.....	25
b) la natalité	26
c) la mortalité	29
3. Les migrations extérieures	30
4. L'âge de la population luxembourgeoise	32
 II. <i>Aspects démographiques régionaux</i>	
A. Répartition de la population.....	37
B. Les facteurs du mouvement démographique sur le plan régional	42
1. Au cours du 19 ^e siècle	42
a) la nuptialité.....	43
b) la natalité	44
c) la mortalité	46
d) les excédents de naissances	47
e) les mouvements migratoires	48
2. De 1900 à 1956	49
a) la nuptialité.....	49
b) la natalité	51
c) la mortalité	54
d) la balance des naissances et des décès	55
e) les mouvements migratoires.....	55
aa) les migrations intérieures	55
bb) les migrations internationales	61
f) le vieillissement démographique	65
	5

3/61. - IMPRIMATUR

LUXEMBURG, HAC 31. JANUARI 1961

J. HENGGEN
Vicarius Generalis

	Pages
Chapitre III: L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE	71
I. La situation économique pendant la première moitié du 19 ^e siècle	72
II. L'éclosion industrielle	77
a) l'agriculture	80
b) l'industrie sidérurgique	84
III. De la première guerre mondiale à nos jours	89
1. L'agriculture	91
a) la structure agricole	91
b) la population agricole	102
c) la production agricole	108
2. L'industrie sidérurgique	111
a) aspects structurels	111
b) aspects démographiques	112
c) la production	116
3. Les autres activités économiques	118
4. La population et les grands secteurs de la vie économique	122
5. L'évolution du Revenu National	127
Chapitre IV: LE PEUPLE LUXEMBOURGEOIS	131
1. Quelques traits dominants de la psychologie nationale	133
2. Les différents milieux sociaux	136
a) le milieu agricole	136
b) le milieu ouvrier	137
c) les classes moyennes	141
d) le milieu bourgeois	142
Chapitre V: L'ÉVOLUTION SOCIALE	145
I. La famille luxembourgeoise	145
1. Les dimensions de la famille	145
2. La stabilité du lien conjugal	151
3. Le logement familial	158
II. Le monde du travail	164
1. Le syndicalisme ouvrier	164
2. Les groupements patronaux	171
3. Les Chambres professionnelles	173
4. La politique sociale du patronat	173
5. L'évolution de la législation sociale	175
a) lois concernant les groupements professionnels	177
b) lois concernant le droit du travail	179
c) lois concernant la prévoyance et la sécurité sociales	182
6. L'évolution des revenus salariaux	186
7. Les migrations professionnelles	189
III. L'équipement sanitaire	194
IV. L'évolution de l'enseignement	197
1. L'enseignement primaire	197
2. L'enseignement secondaire	198
3. L'enseignement professionnel	206
V. Les loisirs	207
Chapitre VI: L'ÉVOLUTION POLITIQUE	215
1. Le Parti de la Droite (Parti chrétien-social; P.C.S.)	227
2. Le Parti ouvrier socialiste luxembourgeois (P.O.S.L.)	230
3. Le Parti libéral et le Groupement démocratique	233
4. Le Parti communiste	236

TABLE DES CARTES ET GRAPHIQUES

Planches

- no 1: Grand-Duché de Luxembourg
Régions naturelles; Principales rivières; Gisements de minerais de fer oolithiques
- no 2: Réseaux ferroviaire et routier
- no 3: Division politique: Les 12 cantons
- no 4: Division politique: Les 126 communes
- no 5: Évolution de la population (1821-1956) et balance des migrations
- no 6: Évolution des taux de nuptialité, de natalité et de mortalité (1841-1955)
- no 7: Évolution du taux de natalité dans différents pays
- no 8: Évolution de la population urbaine, rurale, masculine, féminine, étrangère, en pourcentage de la population totale
- no 9: Pyramides des âges de la population du Luxembourg
- no 10: Évolution des différents groupes d'âge (1880-1956)
- no 11: Évolution de la densité humaine des différents cantons (1821-1956)
- no 12: Variation de la population de résidence habituelle par cantons (1823-1956)
- no 13: Variation de la population par communes de 1865 à 1900
- no 14: Variation de la population par communes de 1900 à 1947
- no 15: Densité humaine des communes d'après le recensement de 1865
- no 16: Densité humaine des communes d'après le recensement de 1900
- no 17: Densité humaine des communes d'après le recensement de 1947
- no 18: Pourcentages d'étrangers de la population de chaque canton
- no 19: Évolution des taux de nuptialité, de natalité et de mortalité dans les différents cantons (1896-1954)
- no 20: Évolution de l'excédent des naissances vivantes sur les décès suivant le canton (1896-1954)
- no 21: Enfants âgés de moins de 10 ans en pourcentage de la population totale de chaque canton (1900-1947)
- no 22: Enfants âgés de moins de 15 ans en pourcentage de la population totale des différentes communes en 1900
- no 23: Enfants âgés de moins de 15 ans en pourcentage de la population totale des différentes communes en 1947

Planches

- no 24: Personnes âgées de 65 ans et plus en pourcentage de la population totale des différents cantons (Évolution de 1900 à 1947)
- no 25: Personnes âgées de 65 ans et plus en pourcentage de la population totale des différentes communes en 1900
- no 26: Personnes âgées de 65 ans et plus en pourcentage de la population totale des différentes communes en 1947
- no 27: Aspects démographiques de chaque canton
- no 28: Aspects démographiques de chaque canton
- no 29: L'industrie sidérurgique luxembourgeoise d'avant 1860
- no 30: Aspects du secteur agricole
- no 31: La population et les secteurs économiques (1871-1947)
- no 32: La population active agricole en pourcentage de la population active totale suivant le canton en 1907, 1935 et 1947
- no 33: Personnes vivant aux frais d'une exploitation agricole en 1950
- no 34: La main-d'œuvre agricole masculine familiale et salariée, âgée de 15 à 20 ans, en % du nombre total des jeunes gens de 15 à 20 ans de chaque commune en 1950
- no 35: La main-d'œuvre agricole féminine familiale et salariée, âgée de 15 à 20 ans, en % du nombre total des jeunes filles de 15 à 20 ans de chaque commune en 1950
- no 36: Les principaux centres d'activité industrielle
- no 37: Mariages dissous par la mort selon la fécondité légitime à diverses époques
- no 38: Évolution de la fécondité des mariages au moment de leur dissolution par la mort (1900-1955)
- no 39: Naissances vivantes légitimes selon leur rang à diverses époques
- no 40: Évolution des naissances suivant leur rang (1901-1955)
- no 41: Migrations professionnelles et scolaires quotidiennes assurées par la S.N.C.F.L. en janvier 1958
- no 42: L'origine socio-professionnelle des élèves (jeunes gens) du secondaire (1956-1957)
- no 43: L'origine socio-professionnelle des élèves (jeunes filles) du secondaire (1956-1957)
- no 44: Élections législatives de 1919
- no 45: Élections législatives de 1934 et de 1937
- no 46: Élections législatives de 1954
- no 47: Élections législatives du 30 mai 1954
Taux de voix des différents partis par cantons

INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS
21, Rue d'Assas - VI^e
Institut d'Études sociales, d'Ethnologie
et de Sociologie religieuse

P R E F A C E

Ancien professeur de M. l'abbé André Heiderscheid, je n'ai pas d'autre titre à écrire la Préface de ce livre que cette amitié qu'il voulut bien me conserver et qui me fait grand plaisir. Connaissant bien peu le Luxembourg, je puis dire du moins qu'un étudiant peut apprendre beaucoup à ses maîtres.

Mais je puis aussi, — car il ne songerait peut-être pas à le faire — dire l'origine de cet ouvrage, et éclairer, du même coup, le lecteur, sur les qualités de sérieux qu'il peut attendre de ce travail.

Lorsque Monsieur Heiderscheid, ayant suivi brillamment les cours de l'Institut d'Études sociales à l'Institut Catholique de Paris, décida de poursuivre sa formation universitaire par les Cours de l'Institut de Sciences politiques de l'Université de Paris, il fit en même temps le projet d'étudier la Sociologie religieuse de son Pays et me proposa d'en faire le sujet de sa thèse de Doctorat auprès de l'Institut d'Études sociales.

Sa préoccupation était multiple. Prêtre, il lui semblait utile d'entrer par ce biais dans la connaissance approfondie de son Diocèse. Les enquêtes diocésaines menées en France, la plupart sous la direction de M. le Chanoine Bouland, un autre de ses professeurs, les enquêtes préparatoires à des missions interparoissiales, sous l'impulsion du Centre pastoral pour les Missions intérieures, lui montraient la valeur effective de ce genre de travaux. Étudier ainsi le Grand-Duché, c'était un sujet neuf, mais plein de garanties et de promesses.

Bien vite, ensemble, nous supputions ses chances, qui n'étaient pas petites, et surtout celle qui résulte, au Grand-Duché, de la coïncidence absolue entre l'unité territoriale religieuse et l'unité administrative nationale, valable à la fois pour l'ensemble et pour les subdivisions territoriales. Il faut avoir fait quelques enquêtes de ce genre pour savoir ce que cette coïncidence signifie pour le chercheur.

Toute recherche de sociologie religieuse, en effet, est amenée de quelque façon à confronter ses résultats, statistiques ou qualitatifs, avec des données plus générales de la population à laquelle appartiennent

les personnes dont elle fait l'étude. Des enquêtes de pratique religieuse, par sexe, âge, profession, situation sociale etc... ne prennent tout leur sens que sous la forme d'une démographie différentielle; des enquêtes sur les attitudes chrétiennes ne sont corroborées que si elles marquent les différences ou des ressemblances avec des ensembles de population; plus généralement encore l'étude des obstacles à la diffusion religieuse, à la pastorale, à la vie militante suppose une connaissance assez précise de la vie même dans laquelle s'insèrent les personnes que l'on veut étudier, de la vie toute entière avec ses possibilités et ses difficultés familiales, sociales, économiques, politiques et culturelles.

On conçoit dès lors la chance d'un chercheur lorsque le domaine territorial de son étude religieuse est, tout en restant aux dimensions de sa recherche, celui-là même d'une société globale ou d'une communauté nationale.

Mais cette «chance» toute particulière de M. l'abbé Heiderscheid, dans son étude de Sociologie religieuse, était aussi pour lui une «défaillance», à laquelle il succomba. Fort heureusement, puisque c'est à cette faiblesse que nous devons ce volume.

Son travail l'obligeait à recourir à des statistiques, à se faire une bibliographie, au moins sommaire, concernant le passé, à rechercher quelques chiffres, les quelques traits dont il avait besoin pour étoffer sa recherche religieuse et assurer une suffisante confrontation du fait religieux au fait social. Il ne s'en est pas contenté; il a voulu aller à fond, à la bibliographie qu'il nous donne en tête de chaque chapitre en est une preuve suffisante. Au prix d'un effort, parfois excessif eu égard à ses autres travaux, à ses autres fonctions, il a, pour ainsi dire, bloqué deux thèmes en une seule et le volume que nous présentons en représente la première moitié.

Grâce à cela nous avons donc un inventaire méthodique et précis de la sociologie générale sur le Grand-Duché de Luxembourg, une information de première valeur qui utilise à la fois l'ensemble des ouvrages antérieurs et des statistiques publiées mais qui n'avaient pas encore été utilisées dans ce sens, pour en tirer, par une élaboration fort soignée, utiles les conclusions valables.

* * *

Que faudrait-il dire encore de ce livre? Il est classique en sa division: aspects géographiques, évolution démographique, évolution économique, étude du tempérament, évolution sociale, évolution politique. Il est assis parce qu'il est complet, parce qu'il ne néglige aucun aspect essentiel et parce qu'alors une telle division correspond à la nature des choses.

Ce n'est pas un livre d'histoire, mais bien un livre de sociologie ou de géographie humaine. Il ne retrace pas l'histoire des événements, mais, depuis un siècle, l'histoire des hommes pris collectivement; tout ce qui permet, en un sens, de comprendre la situation actuelle et d'envisager l'évolution future, pour autant qu'il ne se passera pas d'imprévisibles bouleversements. Il est alors à peine besoin de souligner combien ce travail vient à son heure dans une Europe économique et humaine qui se cherche et peu à peu se construit. Il suffira pour appuyer un tel propos de signaler que, sans même attendre la publication de ce volume, d'autres chercheurs se penchent déjà sur le manuscrit de la Thèse qui en a été l'occasion, pour y puiser les éléments luxembourgeois d'une information sérieuse, dans le cadre plus vaste d'une Europe économique, démographique ou culturelle.

Et tel est bien l'apport particulier de ce livre. Quelques personnes seulement le liront dans sa totalité. Mais certains chapitres seront lus attentivement par un grand nombre. Et tous seront heureux de l'avoir à portée de la main pour y puiser, au fur et à mesure de leurs besoins, des renseignements qu'ils ne pourraient trouver ailleurs sans une recherche approfondie, soit sur l'ensemble du Grand-Duché, soit sur l'un des secteurs qui le composent. Livre de base pour l'époque de sa publication, il permettra par la suite de confronter les situations nouvelles et la situation présente.

En publiant ce livre, je ne doute pas que M. l'abbé Heiderscheid a rendu un réel service à son Pays.

Paris, le 1er janvier 1961.

P. VIRTON S.J.
de l'Action Populaire,
professeur à l'Institut d'Etudes sociales
de l'Institut catholique de Paris

REMARQUES PRELIMINAIRES

Plusieurs raisons majeures ont rendu nécessaire la publication en deux volumes de cette thèse sur des «Aspects de Sociologie Religieuse du diocèse de Luxembourg».

A y regarder de plus près, l'inconvénient qui en résulte pour le lecteur se révèle beaucoup moins grave qu'on ne pourrait le craindre. La division adoptée s'impose, en effet, par le sujet même et apparaît ainsi toute naturelle.

Le présent volume contient la première partie de la thèse, c'est-à-dire ensemble des recherches consacrées à la société profane qui, dans le cas luxembourgeois, est en même temps notre société nationale. Par le fait même, devient un tout et justifie largement sa publication à part.

Le second volume comprendra les II^{me} et III^{me} parties des recherches, à savoir l'étude de la société religieuse proprement dite ainsi que la confrontation de la société profane avec la société religieuse. Si tel lecteur pouvait donc, à la guerre, se contenter de ce premier volume pour acquiescer simplement une vue d'ensemble sur la société luxembourgeoise, il n'en est plus ainsi à propos du second volume, lequel supposera connue la première partie de nos recherches.

Le R. P. Vinton, dans sa préface, a suffisamment souligné la nécessité ; l'importance de ces recherches destinées à nous donner une connaissance légitime du Luxembourg en général pour qu'il ne soit plus besoin de les justifier. Cependant nous nous permettons d'y ajouter quelques remarques.

L'objet principal de notre étude ayant été le facteur religieux, les recherches présentées dans ce premier volume, en dépit du nombre de pages, en constituent qu'une sorte d'introduction. Aussi n'avons-nous pas, dans divers chapitres, retenu et analysé tous les détails géographiques, démographiques, économiques, sociaux et politiques qu'un spécialiste de ces questions pourrait peut-être y voir traités. Il ne pouvait entrer dans nos intentions de présenter, dans le cadre de cette thèse, une étude absolument exhaustive du Luxembourg. Mais nous croyons que, dans sa forme actuelle, le présent volume permettra néanmoins au lecteur de mieux connaître le Grand-Duché.

Au sujet des références ou annotations, nous avons cru nécessaire de joindre une voie moyenne. Afin de ne pas trop rebuter le lecteur, pareille étude ant déjà en elle-même suffisamment aride, les annotations ont été limitées au minimum. En outre, si nous avons souvent préféré donner une référence oblique plutôt que des justifications à propos de tel ou tel chiffre, il ne faut pas perdre de vue que bon nombre d'entre eux ont dû être calculés par nous-même, les données de base ayant été fournies par des publications citées en référence.

Les recherches elles-mêmes ont été faites, pour la plupart, en 1958. C'est reconnaître que le caractère d'actualité de certains résultats a entretiens diminué. Un remaniement du texte dans le sens d'une mise à jour complète des chiffres de ce volume, avant sa publication, aurait cependant exigé un travail considérable pour lequel le temps nécessaire nous fait entièrement défaut. D'autre part, si nous savons que tel aspect, valable en 1957-58, est aujourd'hui dépassé, il n'en reste pas moins vrai que souvent les chiffres les plus récents continuent de faire défaut. Dans beaucoup de domaines, nous devons attendre les résultats du recensement qui vient d'avoir lieu le 31 décembre 1960 pour obtenir à nouveau des renseignements précis.

Toutes ces considérations nous semblent justifier la publication de nos recherches telles qu'elles ont été arrêtées en 1958. Car, en dépit du caractère désormais historique de certains résultats, nous espérons qu'elles pourront contribuer à mieux connaître et peut-être à servir quelque peu le Luxembourg.

* * *

Il me reste l'agréable charge de remercier bien vivement mes professeurs, tant de l'Institut Catholique de Paris que de l'Institut d'Etudes politiques de l'Université de Paris, qui m'ont introduit dans les sciences humaines. Ma reconnaissance toute particulière s'adresse à Monsieur le Chanoine F. Bouland et au R. P. Vinton, S.J., auxquels je dois en premier lieu d'avoir entamé ces recherches. Que toutes les autres personnes qui, en cours de route, ont pu me faciliter la tâche ou me rendre des services, parfois très appréciables, — je tiens à citer spécialement les Religieuses Franciscaines de Luxembourg, MM. les archivistes de l'Évêché ainsi que l'Imprimerie Saint-Paul — veuillent également trouver ici l'assurance de ma profonde gratitude.

André Heiderscheid

CHAPITRE I

ASPECTS GEOGRAPHIQUES DU LUXEMBOURG

Renseignements bibliographiques:

- Dr. Fr. Schneider, «Géographie du Luxembourg», Luxembourg 1935.
- «Luxemburger Geographie», Verlagsgenossenschaft des Luxemburger Lehrerverbandes, Luxembourg, 1938.
- «Statistiques économiques luxembourgeoises», Luxembourg, 1949.
- «Recensement de la population du 31 décembre 1947», Fascicule 78 des Publications de l'Office de la Statistique Générale, Luxembourg. — Aperçu géographique, politique et administratif, p. 6.

*

Le traité de Londres de 1839, qui régla définitivement la séparation de la Hollande et du nouveau Royaume de Belgique, se solda pour le Grand-Duché de Luxembourg par une troisième mutilation de son territoire.¹⁾

Après ce nouveau démembrement il ne restait qu'un minuscule Etat couvrant une superficie totale de 2586,36 km², sa plus grande longueur, du nord au sud, étant de 82 km, et sa plus grande largeur, de l'est à l'ouest, de 57 km.

Situé au centre de l'Europe occidentale, le territoire luxembourgeois est limité à l'est par l'Allemagne, au sud par la France, à l'ouest et au nord par la Belgique.

1) — A la suite du traité des Pyrénées, en 1659, le Duché de Luxembourg dut céder à la France la partie méridionale de son territoire avec les localités de Thionville, Montmédy, Ivroy-Carignan, Darnvillers et Marville. En 1814 la Prusse s'empara des territoires situés à l'est de la Moselle, de la Sûre et de l'Our, territoires comprenant notamment les cantons de Biltbourg et de St. Vith. — En 1839 les cinq districts wallons formant aujourd'hui la province belge du Luxembourg furent attribués à la Belgique. Il ne restait plus que trois districts pour constituer le Grand-Duché actuel.

1. *Élévation du sol et climat*

Au point de vue de l'élévation du sol, le Luxembourg est composé de deux régions nettement distinctes: l'«Ösling», comprenant la moitié nord du pays, et le «Bon Pays», englobant la partie méridionale du Grand-Duché.²⁾

L'«Ösling», contre-fort des Ardennes, occupe une superficie de 828 km². Formée de couches schisteuses irrégulièrement disposées et très pauvres en chaux, cette région présente aujourd'hui l'aspect d'un plateau d'une hauteur moyenne de 500 m. Ce plateau est non seulement très accidenté par suite de l'érosion, mais différents cours d'eau y ont également creusé de profondes vallées, laissant ainsi apparaître trois chaînes de montagnes nettement distinctes.

Le «Bon Pays» s'étend sur une superficie de 1758 km² et atteint une hauteur moyenne de 300 m. Composé de couches de sable, d'argile et de calcaire, il forme un plateau sédimentaire surmonté de quelques collines et coupé de vallées généralement peu profondes, très larges et fertiles.

Situé à 280 km seulement de l'Océan Atlantique, le Luxembourg dispose d'un climat moyen: la température moyenne annuelle est de 11°. Au mois de juillet elle monte à 19°, au mois de janvier elle descend à +1,5°. Quant à l'«Ösling», sa température moyenne est en hiver de 3 à 4° plus basse que celle du «Bon Pays».

2. *Richesses naturelles*

Les richesses naturelles du pays sont essentiellement du domaine agricole et forestier.

Il y a un peu plus d'un siècle, l'industrie du fer, pourtant très ancienne, n'avait à sa disposition que le minerai de fer d'alluvion, recueilli en divers endroits du pays. C'est seulement vers 1840 que l'on redécouvrit, dans la partie méridionale du Grand-Duché, des gisements plus abondants de minerais de fer oolithiques, couvrant une surface de 3670 ha.³⁾ Au rythme actuel de l'extraction, les couches de «minette» directement exploitables seront épuisées vers l'an 2000.

Quoique la teneur en fer du minerai soit faible (elle varie entre 26 % et 32%), c'est sur ces gisements que s'est installée et développée la puissante industrie sidérurgique luxembourgeoise.

En dehors du minerai de fer, le sol du Grand-Duché ne renferme que peu de métaux qu'on n'exploite d'ailleurs plus à l'heure actuelle.

²⁾ Voir planche N° 1.
³⁾ Voir planche N° 1.

Dans le domaine des richesses naturelles, il convient de mentionner également les carrières, qui fournissent des pierres de taille, des pavés et du sable, ainsi que les exploitations de chaux hydraulique, de gypse, d'ardoises et de gravier.

Une des lacunes les plus sensibles est l'absence totale de charbon. Mais celle-ci pourra être comblée dans une certaine mesure grâce à l'énergie électrique provenant des barrages actuellement en construction sur les cours de la Sûre et de l'Our.

3. *Moyens de communications*

Les principaux cours d'eau du Luxembourg sont la Moselle, la Sûre, l'Alzette, la Chiers et l'Our; mais à part une partie de la Sûre inférieure, seule la Moselle est vraiment navigable.⁴⁾

Par contre, le pays possède un réseau routier excellent et très dense, d'une longueur totale, en 1954, de 4503 km, soit plus de 1,7 km de route par km².

Après l'abandon de certaines liaisons ferroviaires au profit des transports routiers, les lignes de chemin de fer ne portent plus actuellement que sur 420 km, soit environ 162 m de rails par km². Ce réseau ferroviaire est raccordé aux grandes lignes européennes et permet des communications faciles avec tous les centres de l'Europe.⁵⁾

En outre, un aéroport, répondant à toutes les exigences de l'aviation moderne, rend possible les liaisons avec les principales villes du monde entier.

4. *Administration civile et religieuse*

Le Grand-Duché de Luxembourg forme une monarchie constitutionnelle, la couronne étant héréditaire dans la maison de Nassau-Weibourg.

Le Souverain exerce le pouvoir exécutif par ses Ministres, responsables devant le Parlement.

Une Chambre des Députés, élue au suffrage universel, partage avec le Souverain le pouvoir législatif.

Les pouvoirs exécutif et législatif sont assistés d'un Conseil d'Etat, «appelé à délibérer sur les projets de loi et sur les amendements qui pourraient y être proposés, à régler les questions du contentieux administratif, et à donner son avis sur toutes autres questions qui lui seront déferées par le Grand-Duc ou par les lois.»⁶⁾ Ses membres sont nommés par le Souverain.

⁴⁾ Voir planche N° 1.
⁵⁾ Voir planche N° 2.
⁶⁾ Voir le Conseil d'Etat 1856-1956, Luxembourg, 1957, p. 25.

Sous le rapport judiciaire, le Grand-Duché comprend deux arrondissements (Luxembourg et Diekirch), chacun comptant six cantons. Au point de vue de l'administration civile, on distingue 3 districts (Luxembourg, Diekirch et Grevenmacher), 12 cantons et 126 communes.⁷⁾

La superficie totale du pays, de 2586,36 km², se répartit de la façon suivante sur les 12 cantons et la capitale:

Luxembourg-Ville	51,46 km ²		
Clervaux	302,34 km ²	Grevenmacher	211,37 km ²
Wiltz	294,32 km ²	Capellen	199,21 km ²
Redange	267,14 km ²	Lux.-Campagne	187,00 km ²
Esch-sur-Alzette	242,76 km ²	Echternach	185,54 km ²
Diekirch	239,37 km ²	Remich	127,87 km ²
Mersch	223,90 km ²	Vianden	54,08 km ²

Sur le plan religieux, le Luxembourg proclame la liberté des cultes. Mais comme les 97 % de la population adhèrent à la religion catholique, les confessions non-catholiques ne jouent aucun rôle représentatif.

L'ensemble du Grand-Duché forme un seul diocèse, relevant directement du Saint-Siège. Au point de vue administratif, le diocèse comprend 14 doyennés et 266 paroisses.⁸⁾

CHAPITRE II.

L'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE

Renseignements bibliographiques:

- Louis Chevalier, «Démographie Générale», Dalloz, Paris, 1951.
- «Mémoires du Grand-Duché de Luxembourg», (Journal officiel du Gouvernement, paraissant périodiquement). — Les résultats des recensements de la population antérieurs à 1900 ont été publiés dans les Numéros respectifs du «Mémoires».
- Henri Neuman, «Les Communes», Bück, Luxembourg, 1894.
- «Publications de l'Office de la Statistique Générale», (19, avenue de la Porte Neuve, Luxembourg):
 - «Etat de la population dans le Grand-Duché d'après les résultats du recensement du 1er décembre 1900», 2 volumes, 1903.
 - «Mouvement de la population dans le Grand-Duché pendant les années 1891 à 1902», 2 volumes, 1904.
 - «Mouvement de la population dans le Grand-Duché pendant l'année 1903», 1905.
 - «Etat de la population dans le Grand-Duché d'après les résultats du recensement du 1er décembre 1905», 2 volumes, 1906 et 1907.
 - «Mouvement de la population dans le Grand-Duché pendant les années 1904 et 1905», 1906.
 - «Mouvement de la population dans le Grand-Duché pendant l'année 1906», 1907.
 - «Ergebnisse der Volkszählung vom 1. Dezember 1910», 1911.
 - «Résultats du recensement de la population du 1er décembre 1922», 1923.
 - «Résultats du recensement de la population du 1er décembre 1927», 1929.
 - «Résultats du recensement de la population du 31 décembre 1930», 1932.
 - «Résultats du recensement de la population du 31 décembre 1935», 3 tomes, 1937, 1938 et 1940.
 - «Recensement de la population du 31 décembre 1947», fasc. 78.
- «Bulletin du Service d'Etudes et de Documentation Economiques et de l'Office de la Statistique Générale»:
 - Vol. I, 1950, No 4; Vol. II, 1951, No 1.
- «Bulletin Statistique»:
 - Vol. VII, 1956, No 4; Vol. VIII, 1957, No 3; Vol. VIII, 1957, No 4.
- «Statistiques économiques luxembourgeoises, Résumé rétrospectif, août 1949.
- «Annuaire Statistique 1955», Janvier 1956.

⁷⁾ Voir les planches Nos 3 et 4.

⁸⁾ Fin 1960 on dénombre 15 doyennés et 270 paroisses.

I. L'évolution démographique sur le plan national

1. Accroissement de la population

En matière démographique, un premier fait s'impose: depuis la fin des guerres napoléoniennes jusqu'à nos jours, la population luxembourgeoise ne cesse de croître de façon continue.

Le premier recensement officiel que nous pouvons invoquer, est celui du 1er janvier 1821. A cette date, le territoire du Grand-Duché actuel était peuplé de 134.082 habitants. Au 31 décembre 1956, la population du Luxembourg est évaluée à 313.587 âmes,¹⁾ ce qui représente, en 135 ans, un gain de 179.505 habitants, soit 133,8‰.

La représentation graphique²⁾ de cette évolution, tout en mettant en relief le mouvement ascendant très prononcé, nous indique cependant que, s'il s'agit bien d'un accroissement continu de la population, cette croissance ne s'est pourtant pas produite de façon uniforme et régulière. Nous devons en effet constater, dans l'évolution démographique luxembourgeoise, plusieurs phases de durée inégale où des années de croissance rapide alternent avec des années d'accroissement au ralenti, sinon de stagnation, voire de régression de la population.

Au total, il nous est possible de distinguer 7 phases différentes. Durant une première période, qui s'étend de 1821 à 1851, nous assistons à une montée en flèche de la population. Celle-ci passe en effet de 134.082 à 194.719 habitants, ce qui représente un gain de 60.637 personnes ou de 45,2‰.

Dans une seconde phase, qui comprend les années 1851 à 1890, le mouvement ascendant des années précédentes n'est pas réellement compromis. Il se poursuit cependant, pour des raisons auxquelles nous reviendrons à la suite, à un rythme beaucoup plus lent. Si les années 1875 à 1885, par leur poussée démographique, se situent un peu en dehors du cadre général de cette période, en revanche, l'évolution des années 1851 à 1855 et celle des années 1885 à 1890 aboutit à un solde nettement négatif, dû à l'émigration massive de cette époque. Au total, cette seconde phase voit croître la population de 16.762 individus, soit, en 39 ans, une augmentation de 8,9‰ seulement.

La troisième grande phase démographique commence en 1891 et ne finit qu'avec le début de la première guerre mondiale. Son allure générale d'accroissement très prononcé rappelle tout à fait les années de la première moitié du 19e siècle. Entre 1891 et 1914 la population

augmente de 54.319 unités ou de 25,9‰ environ, et ceci malgré quelques légères régressions en 1894-1895, 1899-1900 et 1904-1905. Relief fidèle de l'essor économique de la fin du 19e et du début du 20e siècle, ce développement démographique se trouve brusquement interrompu en 1914.

Avec la première conflagration mondiale s'ouvre une quatrième phase, de recul très net qui ne prend fin qu'en 1920. En 6 ans, la population passe de 265.800 à 260.655 habitants, enregistrant ainsi une perte de 5.145 personnes ou de 1,9‰.

Une fois la paix signée et le statut national et international du Luxembourg assuré, la population du pays reprend sa montée en flèche jusqu'en 1934, année où la crise économique engendre une nouvelle crise démographique. C'est sans doute au cours de cette période de 14 ans que le Luxembourg a connu, avec un gain moyen annuel de 3.159 habitants, l'accroissement démographique le plus fort et le plus rapide des 150 dernières années et probablement de toute son histoire. Entre 1920 et 1934, le total de la population passe en effet de 260.655 à 304.880 âmes, soit une augmentation de 44.225 habitants ou de 16,9‰. Durant cette période, nous assistons également à l'accroissement annuel le plus élevé qui ait été enregistré jusqu'à ce jour: entre 1926 et 1927, la population s'accroît de 13.874 unités, soit une augmentation de 5,1‰.

Le passage de la cinquième phase à la sixième est marqué par une césure très nette, puisque de 1934 à 1935 nous devons enregistrer une diminution de la population de 7.967 habitants, ce qui représente la diminution annuelle la plus élevée observée jusqu'à ce jour. Cette régression cependant ne devait être qu'éphémère, puisque la reprise s'annonce dès 1935 pour durer jusqu'en 1938. Survint alors la seconde guerre mondiale qui eut pour conséquence une baisse très rapide et très sensible de la population luxembourgeoise. Au terme de cette sixième phase, qui va de 1934 à 1944, les pertes s'élèvent à 21.880 personnes, ce qui est de l'ordre de 6,1‰.

Dès 1945 s'ouvre une septième période qui, en 1958, ne semble pas encore être arrivée à son terme. Caractérisée à nouveau par un mouvement ascendant régulier et très prononcé, elle se solde à la date du 31 décembre 1956 par un gain de 30.587 personnes, la population luxembourgeoise atteignant alors le chiffre record de 313.587 habitants.

Le tableau ci-après doit nous résumer l'évolution ainsi parcourue de 1821 à 1956:

1) Fin 1959 ce chiffre est de 325.437 habitants; cf. «Bulletin Statistique» N° 43 Sept. 1960, p. 249
2) Cf. planche N° 5.

Phase	Période	Durée (années)	Qualification	Gains (+) ou pertes (—) en chiffres abs.	en %
1	1821-1851	30	croissance rapide	+ 60.637	+ 45,2
2	1851-1890	39	fluctuation et croissance très lente	+ 16.762	+ 8,6
3	1890-1914	24	fluctuation et croissance rapide	+ 54.319	+ 25,7
4	1914-1920	6	régression	— 5.145	— 1,9
5	1920-1934	14	croissance lente, puis très accélérée	+ 44.225	+ 16,9
6	1934-1944	10	fluctuation, puis chute rapide	— 21.880	— 6,1
7	1944-(1956)	12	croissance rapide	+ 30.587	+ 10,8
Total: 1821-1956		135		+ 179.505	+ 133,8

Entre 1821 et 1957, la population luxembourgeoise, malgré une émigration particulièrement massive dans la seconde moitié du 19^e siècle, a donc plus que doublé puisqu'elle enregistre un gain de 133,8 %. Ce taux d'accroissement n'a pourtant rien d'extraordinaire; il souligne simplement le fait que le Luxembourg aussi a suivi l'évolution générale des pays européens. Bien que le taux de 133,8 % reste inférieur à celui de l'ensemble de l'Europe, dont la population a triplé en 150 ans, il est néanmoins largement supérieur à celui de la France, par exemple, dont la population n'a augmenté que de 50 % pendant la même période.

En 1956, avec une densité humaine de 121,2 habitants par km², densité d'autant plus appréciable que le pays est entièrement dépourvu de grandes villes, contre une densité de seulement 51,8 habitants par km² en 1821, le Grand-Duché, sans être un pays surpeuplé, prend néanmoins place parmi les régions fortement peuplées.³⁾

Les causes qui, successivement, ont suscité et favorisé cette évolution démographique que l'on pourrait qualifier de cyclique, sont multiples. Aussi convient-il, afin de mieux saisir quels éléments ont contribué à l'accroissement démographique pendant une période donnée, d'examiner de plus près les divers facteurs qui sont à la base du mouvement d'une population.

2. Les facteurs de nuptialité, de natalité et de mortalité

Dans le développement d'une population, la natalité joue sans aucun doute un rôle prépondérant. Mais comme le nombre des naissances dépend largement du nombre des mariages, nous allons d'abord analyser le facteur de nuptialité.

3) Densité par km² de quelques pays limitrophes: France: 78 (en 1953); Allemagne de l'Ouest: 100 (en 1953); Belgique: 288 (en 1953); Pays-Bas: 324 (en 1954).

a) La nuptialité

Au Luxembourg, comme dans tous les pays, la courbe de la nuptialité n'a que peu varié au cours de la dernière centaine d'années.

Pour les années antérieures à 1841, tous les renseignements nécessaires font défaut. Aussi n'est-ce qu'à partir de cette date que nous pourrions suivre l'évolution des divers facteurs.

Entre 1841 et 1865 on enregistrerait une moyenne annuelle de 7 à 8 mariages pour 1.000 habitants.⁴⁾ Puis, probablement à la suite des émigrations, le taux de nuptialité oscille entre 6 et 7 ‰ jusqu'en 1900. Pendant la période qui va de 1900 à 1914, la nuptialité atteint son maximum en 1907, avec un taux de 8,4 ‰; le taux le plus faible ayant été noté en 1903, avec 7,2 ‰.

La première guerre mondiale provoque un réel effondrement du nombre des mariages avec, en 1915, un taux de seulement 4,6 ‰. Mais, comme partout ailleurs, les années d'après-guerre ne manquent pas de compenser largement les pertes antérieures. Ainsi, dès 1919, nous enregistrons un taux de 9,4 ‰. En 1920 il monte même à 11 ‰ et en 1921 il est toujours de 9,7 ‰.

Entre 1922 et 1925, le taux de nuptialité redevient plus normal en se situant entre 8,5 et 8,9 ‰; ensuite, la fréquence des mariages accuse une nouvelle hausse puisque, à partir de 1926 et jusqu'en 1930, le taux de nuptialité oscille entre 9 et 9,6 ‰. Pendant les années 1931 à 1939, le taux maximum est de 8,7 ‰; le taux minimum de 7,4 ‰.

Les années de guerre déclenchent un nouvel effondrement — le taux enregistré en 1944 est de 4,2 ‰ —, suivi d'une compensation moins nette que celle des années 1919 à 1921. Les taux constatés en 1945, 1946 et 1947 sont de respectivement 7,8 ‰, 10 ‰ et 9 ‰.

Depuis 1948, nous assistons de nouveau à une baisse, lente et régulière de la nuptialité, dont le taux passe de 8,8 ‰ à 8 ‰ en 1956. Compte tenu des oscillations provoquées par les troubles économiques et politiques auxquels la nuptialité est, dans tous les pays, très sensible, l'on peut aisément conclure qu'au Luxembourg la fréquence des mariages varie autour d'un taux moyen d'environ 8 ‰. Il reste toutefois à noter que le taux des 10 dernières années est plus élevé que celui de la décade 1930-1940, constatation qui retiendra notre attention lors de l'examen du facteur de natalité.

Un dernier détail à souligner concerne l'âge des nouveaux mariés. Depuis quelques années, en effet, on se marie plus jeune qu'autrefois, ainsi qu'il résulte des chiffres que voici: Alors que pendant la période

4) Cf. planche N° 6.

1931-1935, 29,1 % des jeunes époux étaient âgés de moins de 25 ans, cette proportion s'élève à 39,1 % entre 1951 et 1955, du côté des épouses, on observe le même phénomène: entre 1931 et 1935, 54,9 % d'entre elles se mariaient à l'âge de moins de 25 ans, contre 60,3 % au cours des années 1951-55.

b) La natalité

Pendant les 100 dernières années, le Luxembourg a successivement traversé les stades de forte et de moyenne natalité pour se situer aujourd'hui à un niveau particulièrement bas. Dans ce domaine encore, il n'a fait que suivre l'évolution générale de tous les pays industrialisés de l'Europe occidentale, sauf en ce qui concerne le redressement récent de la natalité, redressement constaté un peu partout après la seconde guerre mondiale. A cette époque de l'après-guerre, le Grand-Duché accusait la natalité la plus faible de toute l'Europe et peut-être du monde entier.

En 1841 on notait encore 37,1 naissances vivantes pour 1000 habitants; en 1851 ce taux se maintenait toujours à 35⁰/₀₀; en 1908 il atteignit pour la dernière fois le niveau de 30⁰/₀₀, mais la moyenne des années 1891-1895 ne se situait cependant plus qu'à 28,4⁰/₀₀ taux déjà plus faible que celui de presque tous les pays environnants.⁹⁾ Bien que la moyenne des années 1901-1905 s'établisse une dernière fois au niveau de 30,5⁰/₀₀, la chute de la natalité ne put plus être arrêtée à partir de cette date, ainsi qu'il ressort du tableau que voici:

Période:	Taux moyen:	Période:	Taux moyen:
1906-1910	29,3 ⁰ / ₀₀	1931-1935	16,8 ⁰ / ₀₀
1911-1915	25,5 ⁰ / ₀₀	1936-1940	14,7 ⁰ / ₀₀
1916-1920	18,4 ⁰ / ₀₀	1941-1945	14,9 ⁰ / ₀₀
1921-1925	20,4 ⁰ / ₀₀	1946-1950	14,1 ⁰ / ₀₀
1926-1930	21,0 ⁰ / ₀₀	1951-1955	14,8 ⁰ / ₀₀

Les taux les plus faibles ont été enregistrés en 1940, avec 13,5⁰/₀₀ en 1945, avec 13,6⁰/₀₀, et en 1949, avec 13,6⁰/₀₀.)

Voici comment a évolué la natalité depuis la fin de la deuxième guerre mondiale:

1945: 13,6 ⁰ / ₀₀)	1949: 13,6 ⁰ / ₀₀	1953: 15,0 ⁰ / ₀₀
1946: 14,8 ⁰ / ₀₀	1950: 13,8 ⁰ / ₀₀	1954: 15,3 ⁰ / ₀₀
1947: 14,4 ⁰ / ₀₀	1951: 13,9 ⁰ / ₀₀	1955: 15,0 ⁰ / ₀₀
1948: 14,2 ⁰ / ₀₀	1952: 15,0 ⁰ / ₀₀	1956: 15,4 ⁰ / ₀₀

5) Cf. planches Nos 6 et 7.
6) Avant 1946 il s'agit des naissances de fait, à partir de 1946 seules sont prises en considération les naissances de droit.

7) Avant 1946, il s'agit des naissances de fait, tandis que le taux de 1949 est calculé d'après les naissances de droit.

8) Le taux de 1945 est basé sur les naissances de fait, les autres taux ne tiennent plus compte que des naissances de droit.

Depuis le début de notre siècle, nous assistons donc à une diminution des naissances extrêmement rapide, diminution qui s'est traduite en véritable chute au cours de la première guerre mondiale. Il en était de même, comme nous l'avons vu précédemment, pour la natalité qui connut ensuite une véritable reprise et une large compensation de ses pertes antérieures. Dans le domaine de la natalité nous pouvons à peine parler d'une reprise au cours des années de l'après-guerre lorsque nous ne perdons pas de vue les taux élevés de natalité de cette époque. Il ne doit donc pas y avoir de doute qu'entretiens un changement radical s'est opéré dans le comportement de la population luxembourgeoise vis-à-vis des naissances, changement dont les origines remontent en plein 19^e siècle.

Si le taux moyen des années 1926 à 1930 se situe de nouveau à 21⁰/₀₀, cette amélioration, due à la forte immigration et à la natalité accrue de l'époque, n'apporte aucun revirement durable, mais rendra encore plus sensible l'effondrement des naissances au cours des années 1930 à 1940. A la veille de la seconde guerre mondiale, on n'enregistrait plus qu'un nombre moyen de 14,7 naissances pour 1.000 habitants. Ce taux était si faible qu'il ne fut même pas ébranlé pendant la guerre, malgré une chute assez nette de la fréquence des mariages, ce qui laisse penser que la natalité avait atteint un niveau des plus bas possibles.

Le creux de cette évolution se situe en 1949, c'est-à-dire au moment précis où pour ainsi dire toutes les autres nations entraient dans une forte augmentation de leur natalité. Depuis lors, le taux luxembourgeois s'est légèrement amélioré et semble vouloir se fixer autour de 15⁰/₀₀.) — Il n'est pas sans intérêt de noter que cette amélioration coïncide avec une nouvelle vague d'immigration ainsi qu'avec le fait qu'on se marie plus jeune qu'autrefois.

En revanche, nous ne devons pas nous cacher que le taux de natalité de la dernière décennie est plus élevé que celui des années 1930 à 1940 et que, malgré cette fréquence accrue des mariages, il n'a pas été possible d'obtenir un taux de natalité plus élevé.

Pour nous faire rien qu'une idée superficielle de la chute de la fécondité des mariages, il suffit de comparer les chiffres que voici:

En 1880 on comptait au Luxembourg 66.552 gens mariés, lors du dernier recensement de 1947, on en dénombrait 132.251.

9) Voici les taux de natalité de quelques pays étrangers: En 1948, Allemagne fédérale: 16,6⁰/₀₀; France: 21⁰/₀₀; Belgique: 17,6⁰/₀₀; Pays-Bas: 25,3⁰/₀₀; Royaume-Uni: 18,1⁰/₀₀; U.S.A.: 24,2⁰/₀₀. En 1956, Allemagne fédérale: 16,2⁰/₀₀; France: 18,3⁰/₀₀; Belgique: 16,8⁰/₀₀; Pays-Bas: 21,2⁰/₀₀; Royaume-Uni: 16,1⁰/₀₀; U.S.A.: 24,9⁰/₀₀.

En 1881 l'état civil enregistrerait 1.287 mariages nouveaux et 6.752 naissances vivantes; en 1956 les chiffres respectifs sont de 2.510 mariages nouveaux et de 4.833 naissances vivantes.

Entre 1880 et 1947 le nombre des gens mariés a donc doublé (grâce, en partie, à une longévité accrue). Mais entre 1881 et 1956 le nombre annuel des mariages nouveaux a également doublé, tandis que le nombre annuel des naissances vivantes a diminué de 28,4 %!

Bien que les taux bruts de natalité soient discutables, parce qu'ils ne tiennent pas compte de la seule population en état de procréer, les taux de fécondité et de reproduction qui, dans une certaine mesure, remédient à cette insuffisance, ne font que souligner le caractère alarmant de la situation démographique luxembourgeoise.

Voici les taux de fécondité calculés pour 1.000 femmes en âge de procréer:¹⁰⁾

1907: 132,6	1930: 81,8	1947: 53,3
1922: 74,5	1935: 57,9	

Si 1.000 femmes luxembourgeoises, entre 15 et 49 ans, mettaient encore au monde 132 enfants en 1907, elles ne donnent plus naissance qu'à 53 enfants en 1947, soit une diminution de la fécondité de presque 60 %.

L'évolution du taux de reproduction nette n'est pas moins éloquente et critique:¹⁰⁾

1907: 1,941	1930: 1,132	1947: 0,844 ¹¹⁾
1922: 1,118	1935: 0,805	

Depuis 1935 le taux de reproduction nette du Grand-Duché se situe donc au-dessous de l'unité, ce qui signifie que, depuis plus de 20 ans, le remplacement des générations ne se trouve plus assuré. Ceci prouve avec une netteté qui ne laisse rien à désirer que, si nous n'assistons pas sous peu à un revirement fondamental dans le domaine de la natalité, la reproduction de la population luxembourgeoise sera sérieusement compromise. Dans les conditions actuelles, et quelle que soit la baisse de la mortalité qui puisse être enregistrée un jour, le peuple luxembourgeois, en tant que tel, est condamné à s'éteindre dans un délai plus ou moins long, et ceci parce qu'il lui manque la volonté de vivre.

Si, malgré cette crise très grave, la population a néanmoins tendance à s'accroître sans cesse, cette évolution est due à une baisse

10) Cf. *Bulletin du Service d'Etudes et de Documentation Economiques et de l'Office de la Statistique Générale*, Vol. II, 1951, n° 1; pp. 8 et ss.

11) Voici les taux correspondants de quelques pays voisins: France: 1,31 (en 1947); Belgique: 1,00 (en 1947); Pays-Bas: 1,75 (en 1946).

très sensible de la mortalité ainsi qu'à un nombre annuel d'immigrants assez considérable.¹²⁾

c) La mortalité

Tout au long de la période envisagée, le taux de mortalité n'a cessé de baisser.¹³⁾

En 1841 il n'était déjà plus que de 21,30/00 en 1851 et en 1861 il se situait à 20,70/00. La guerre de 1870 le fit remonter à 25,40/00 (1871), ensuite la baisse reprit, d'abord rapidement, puis plus lentement, jusqu'à la première guerre mondiale.

En 1894, avec 18,80/00, il se situe pour la première fois au-dessous de 20/00, taux qui ne sera plus atteint qu'en 1904 et en 1918.

A la veille de la première guerre mondiale, la mortalité est bien tombée à 16,50/00, mais les circonstances de la guerre la font rebondir de 15,60/00 en 1915, à 180/00 en 1917, et à 21,40/00 en 1918, d'où elle retombe brusquement à 13,10/00 en 1920.

Pendant la période de l'entre-deux-guerres, le taux de mortalité atteint son niveau le plus bas en 1936, avec seulement 11,50/00, puis il accuse une légère reprise dont le point culminant se situe en 1944 avec 16,10/00. Depuis la seconde guerre mondiale la mortalité a de nouveau cédé du terrain, de sorte qu'on put enregistrer un taux de 11,10/00 en 1954 et en 1955. En 1956 elle a légèrement augmenté puisqu'elle se situe à 12,40/00.

Malgré ces quelques irrégularités, la courbe de la mortalité est en baisse continue, et ceci grâce à tous les progrès réalisés dans les domaines de l'alimentation, de l'hygiène et de la médecine. Vu cependant le taux de natalité particulièrement faible, tout relèvement de la mortalité devient aussitôt alarmant. Ainsi, à plusieurs reprises, la balance des naissances et des décès s'est soldée par un déficit: en 1917, en 1918, en 1944 et en 1945.

Si l'emprise de la mort a pu être sensiblement limitée, il est facile de comprendre que les enfants et les adolescents ont profité des premiers de cette évolution. Entre 1901 et 1947 la mortalité infantile, en effet, a baissé de 63%, celle des enfants de 1 à 4 ans a baissé de 73% de même que celle des adolescents de 20 à 24 ans.¹⁴⁾

Malgré ces résultats assez flatteurs, la situation démographique luxembourgeoise reste aujourd'hui très alarmante du fait même que

12) Un seul exemple peut suffire pour rendre compte de cette situation. De 1955 à 1956 la population s'est accrue de 2554 habitants. Or ce gain est imputable pour 1/3 seulement aux facteurs naturels et pour les 2/3 à l'immigration.

13) Voir planche N° 6.

14) Voir planche N° 6.

la natalité a baissé plus vite que la mortalité, ainsi qu'il ressort nettement d'une comparaison entre les deux courbes. La courbe des excédents de naissances en traduit les effets: En 1841 le peuple luxembourgeois possédait une marge de croissance naturelle très substantielle, de l'ordre de 15,7‰; durant la guerre de 1870, celle-ci s'effondra une première fois pour n'atteindre plus que 8,3‰ en 1871. L'augmentation enregistrée en 1881 (9,9‰) est déjà uniquement due à une baisse plus sensible de la mortalité que de la natalité. Après une nouvelle chute, un revirement assez heureux se manifesta au début du 20^e siècle où le taux moyen des excédents de naissances se situe, pendant la période 1901-1905, à 11,4‰. Cette évolution favorable doit être imputée à deux causes dont l'effet s'est produit simultanément: d'un côté, la baisse constante de la mortalité, et, de l'autre côté, un relèvement très net, mais malheureusement éphémère, de la natalité, relèvement qui est d'ailleurs en rapport étroit avec les immigrations massives de cette époque. Durant la première guerre mondiale la chute très brusque de la natalité et la reprise de la mortalité ont pour résultat un effondrement presque total des excédents de naissances. Pendant la période de 1916 à 1920, leur taux n'atteint plus que 1,2‰. Une fois la guerre terminée, la conjoncture économique favorable suscite bientôt une nouvelle vague d'immigration qui ne manque pas d'influer avantageusement sur le taux de natalité. Compte tenu aussi d'un nouveau recul de la mortalité, le taux des excédents de naissance peut s'améliorer, mais il n'atteint plus le niveau d'avant-guerre. Dès 1930, à la suite de la chute très rapide de la natalité, il s'engage de nouveau dans un mouvement de baisse très prononcée qui se trouve ensuite renforcée par le relèvement de la mortalité durant la seconde guerre mondiale. C'est ainsi que pendant les années 1941 à 1945, nousregistrons la moyenne la moins élevée connue jusqu'à ce jour: 0,6‰. Quant aux quatre années où la mortalité l'emportait sur la natalité, en voici les taux respectifs: 1917: -0,8‰; 1918: -4,6‰; 1944: -1‰; 1945: -2,2‰.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, la situation s'est légèrement améliorée, grâce surtout à une nouvelle baisse de la mortalité. Entre 1946 et 1950 le taux moyen des excédents de naissances se situe à 2,6‰; entre 1951 et 1955 la moyenne atteint 3,3‰. Ces chiffres sont évidemment trop faibles pour pouvoir expliquer l'accroissement démographique durant les dernières années. Aussi convient-il d'examiner maintenant un autre facteur primordial, à savoir les migrations internationales.

3. Les migrations extérieures

En raison du taux d'accroissement naturel très élevé, le Luxembourg souffrait vers le milieu du 19^e siècle d'un surpeuplement par

rapport à ses possibilités économiques, principalement agricoles. Il en résultait un courant émigratoire particulièrement intense entre 1841 et 1891. Durant cette période la balance des immigrations et des émigrations se soldait en effet par un excédent d'émigration de 72.595 personnes.

A partir de la dernière décade du 19^e siècle, les émigrations ne s'arrêtèrent pas totalement, mais, de plus en plus, elles sont désormais compensées, voire dépassées, par un mouvement inverse que suscite l'essor industriel. Entre 1891 et 1905 nousregistrons ainsi un excédent d'immigration de 2.694 personnes.

Ce premier grand courant d'immigration, qui se tarit vers 1903, est immédiatement suivi d'une nouvelle période d'émigration qui se prolonge jusqu'en 1922 et pendant laquelle les excédents d'émigration sont de l'ordre de 15.502 personnes. Un trait nouveau caractérise cependant cette seconde vague d'émigration: ce n'est plus uniquement des Luxembourgeois qui quittent le pays, mais en grande majorité des étrangers précédemment immigrés qui rentrent maintenant chez eux pour des motifs divers, principalement économiques et militaires.

La prospérité des années 1923 à 1930 amène de nouveau un flot considérable d'étrangers. Au cours de cette courte période de 7 ans, les excédents d'immigration se montent à 22.727 personnes. Mais cette fois encore, les crises, économique d'abord, politique ensuite, déclenchent un mouvement en sens inverse qui ne s'arrête qu'en 1944. Entre 1931 et 1944, les excédents d'émigration s'élèvent à 28.556 personnes.

Depuis 1945, enfin, les migrations extérieures se soldent tous les ans par un excédent d'immigration de l'ordre de 1.060 à 3.000 personnes.

Les immigrants étrangers se dirigent le plus souvent vers les mines, le bâtiment et l'agriculture, c'est-à-dire vers les emplois les plus désertés par les Luxembourgeois, ce qui en dit déjà long sur la mentalité de la population indigène. Mais la présence des étrangers en nombre considérable pose encore un autre problème assez grave, celui de l'homogénéité et de l'équilibre interne de la population luxembourgeoise.

Entre 1871 et 1930, le pourcentage des étrangers sur le sol du Grand-Duché n'a cessé de croître et si, depuis lors, il est en légère régression, il se maintient néanmoins à un niveau très élevé, le plus élevé d'ailleurs de tous les pays du monde!

Voici quel a été le pourcentage d'étrangers dans la population luxembourgeoise aux divers recensements.¹⁵⁾

1871: 2,97%	1910: 15,28%	1935: 12,92% ¹⁶⁾
1900: 12,29%	1930: 18,61%	1947: 10,01%

A partir de 1947 nous ne connaissons plus que le nombre d'étrangers âgés de plus de 15 ans; ce nombre représente en 1957 à lui seul 11,7% de la population luxembourgeoise.

Si le problème de l'assimilation des étrangers est moindre lorsqu'il s'agit d'immigrants venus des régions limitrophes du Grand-Duché, il reste cependant entier pour les ressortissants des pays plus éloignés. Et il devient d'autant plus délicat que ces étrangers se fixent souvent dans des régions déterminées où ils forment des corps compacts, difficiles à pénétrer. Il est évident que cette densité de l'élément étranger ne peut pas ne pas influencer le milieu et l'individualité luxembourgeois.

Les immigrations, comportant normalement un nombre plus élevé d'hommes que de femmes,¹⁷⁾ se trouvent sans doute aussi à l'origine d'un autre phénomène curieux: Contrairement aux pays voisins, le Luxembourg enregistre, pour ainsi dire à chaque recensement, un excédent d'hommes sur les femmes.¹⁸⁾

4. L'âge de la population luxembourgeoise

La baisse conjointe de la natalité et de la mortalité est à l'origine d'un vieillissement progressif de la population, phénomène lourd de conséquences, devant lequel une large partie de l'opinion publique reste cependant d'une insouciance effrayante.

Avant d'insister sur ce problème, il convient de suivre l'évolution générale de la structure des âges.¹⁹⁾

En 1880 la pyramide des âges présente à peu près toutes les caractéristiques d'une population jeune, à natalité forte. Partant d'une base très large, les côtés de la pyramide se rétrécissent de gradin en gradin par suite d'une mortalité encore assez élevée et des pertes causées par les émigrations. Il s'agit sans aucun doute d'une pyramide correspondant à une population de type progressif, c'est-à-dire en pleine croissance, grâce à un nombre annuel de naissances très remarquable. Ainsi les enfants de 0 à 4 ans représentent, du côté masculin,

15) Voir planche N° 8.

16) Vers la même époque, la Suisse, qui se range parmi les pays les plus hospitaliers, ne comptait que 8,74% d'étrangers.

17) Sur 1000 étrangers on comptait en 1871 615 hommes et 385 femmes, et en 1947 528 hommes et 472 femmes.

18) Voir planche N° 8.

19) Voir planche N° 9.

128‰ et du côté féminin 130‰ de tous les membres de leur sexe. Si, au delà de l'âge de 50 ans, le monde féminin est mieux représenté que le monde masculin — phénomène que nous retrouvons d'ailleurs sur toutes les pyramides, — ceci est dû au fait de la surmortalité masculine, particulièrement sensible à partir de cet âge.

La pyramide de 1922 nous fait voir de façon saisissante l'effet de l'effondrement des naissances pendant la première guerre mondiale. Bien qu'une légère reprise de la natalité semble s'annoncer du côté masculin, elle reste néanmoins totalement insuffisante pour compenser les pertes antérieures. Les enfants de moins de 5 ans ne représentent plus que 85‰ des effectifs masculins et 83‰ des effectifs féminins. Si cette tendance doit persister, nous aurons bientôt affaire à une population de type régressif dont les effectifs ne pourront à un moment donné se maintenir à leur niveau actuel, — et ceci uniquement jusqu'à une certaine limite — que par une baisse sensible de la mortalité ou par un appel à l'immigration. A partir de l'âge de 10 ans, la pyramide garde un aspect normal. Seules les classes adultes masculines sont quelque peu gonflées par rapport aux classes féminines, du fait de l'immigration précédente. Ce phénomène restera désormais un des traits caractéristiques des pyramides luxembourgeoises, de sorte que nous n'y insisterons plus.

La pyramide de l'année 1947 est déjà d'un tout autre genre. Ne gardant un aspect normal que pour les classes nées avant 1900, elle prend sensiblement la forme d'une urne, figure d'une population en régression et dont la seule planche de salut reste une immigration massive. — Entre 15 et 0 ans, la base de la pyramide se rétrécit de plus en plus, signe de la dénatalité croissante. Sur 1000 habitants masculins, nous ne comptons effectivement plus que 67 garçons de 0 à 5 ans; sur 1000 représentants féminins, nous notons tout juste 64 filles au-dessous de 5 ans. Tant du côté masculin que du côté féminin, ces proportions ont donc baissé d'environ 50% par rapport à 1880. Ce recul n'est cependant pas entièrement attribuable à la chute des naissances, mais aussi à une longévité plus grande ainsi qu'aux excédents d'immigrations, les deux derniers facteurs étant de nature à grossir les effectifs des classes d'âges supérieurs.

Cette même pyramide nous fait voir également comment le corps d'une population enregistre toute perturbation démographique et en garde les traces à travers tous les âges jusqu'à l'extinction de la génération touchée. Bien visibles restent en effet les creux affectant les générations nées entre 1912 et 1922. Ni les immigrations, ni la reprise de la natalité après 1919 n'ont pu combler les lacunes creusées par le déficit des naissances durant la première guerre mon-

diale. Le relèvement de la natalité entre 1922 et 1932 demeure manifestement insuffisant. Mais au lieu de gagner en ampleur, il tourne visiblement à un effondrement très net du nombre des naissances, effondrement qui confère justement à la pyramide son profil si alarmant.

Le dernier recensement officiel ayant été effectué en 1947, les données de la pyramide de 1955 reposent entièrement sur des estimations. Comme précédemment, nous y retrouvons les entailles creusées par la dénatalité au cours de la première conflagration mondiale. Le déclin progressif de la natalité à partir de 1930 n'est pas moins nettement visible. Un phénomène plus heureux apparaît cependant cette fois-ci, à savoir le léger élargissement de la base de la pyramide, phénomène dont il faut souhaiter qu'il dure et qu'il s'amplifie. Mais il y a lieu de souligner que, sauf en ce qui concerne les dernières années, cette situation nouvelle n'est nullement due à une natalité plus élevée, mais avant tout à une diminution constante et rapide de la mortalité infantile (au sens large), et probablement aussi, au moins partiellement, à l'immigration.

Un dernier aspect de la pyramide de 1955 reste à relever, à savoir le gonflement des effectifs des classes d'âge élevé, dû à l'abaissement constant et général de la mortalité et à une longévité prolongée.

Au cours des années 1880 à 1955, la part respective des personnes âgées de plus de 80 ans pour 100 représentants du même sexe a évolué comme suit:

	1880	1922	1947	1955
Hommes ...	0,5 %	0,6 %	0,9 %	1,3 %
Femmes	0,5 %	0,7 %	1,1 %	1,7 %

Nous constatons donc non seulement que, parmi les deux sexes, les proportions des gens âgés de plus de 80 ans sont en progression constante, mais aussi que, quant à la mortalité, les femmes restent privilégiées, jusque dans les classes d'âge les plus élevées, par rapport au sexe dit fort.

Le vieillissement progressif du peuple luxembourgeois, quoique quelque peu freiné par le courant immigratoire, ressort parfaitement de l'importance numérique relative des 3 grands groupes d'âge. En voici l'évolution.²⁰⁾

²⁰⁾ Cf. planche N° 10. — Voici, à titre de comparaison, les mêmes chiffres pour la France en 1954: 0-19 ans: 30,3 %; 20-59 ans: 53,6 %; 60 ans et plus: 16,1 %. (Données fournies par M. L. Chevalier).

	1880	1900	1910	1922	1930	1935	1947	1956
Jeunes (0-19 ans).	44,5	41,5	41,6	36,6	33	31,4	28	25,7
Adultes (20-59 ans).	46,6	49,2	49,2	49,2	57,1	57,5	57,8	59
Vieux (60 ans et plus)	8,9	9,3	9,2	9,8	9,9	11,1	14,2	15,3
Enfants (0-14 ans)	35,2	31,7	32,1	26,7	24,6	24,6	19,8	19,5
Actifs (15-64 ans)	59,3	62,3	61,9	67	69	68,3	70,7	70,2
Retraités (65 ans et plus)	5,5	6	6	6,3	6,4	7,1	9,5	10,3

L'évolution ainsi parcourue depuis 1880 est donc on ne peut plus claire:

- La part relative des jeunes de 0 à 19 ans a diminué de 42,25 %.
- Celle des enfants de 0 à 14 ans a même baissé de 44,6 %.
- La part des adultes de 20 à 59 ans a augmenté de 26,61 %.
- Celle des actifs de 15 à 64 ans s'est accrue de 18,38 %.
- La proportion des personnes âgées de plus de 60 ans a grossi de 71,91 %.

— Celle des retraités a augmenté de 87,27 %.

— Pour toutes les catégories, des transitions brusques se produisent au cours de la première guerre mondiale, puis entre 1935 et 1947.

L'accroissement de la population active est certes un événement heureux. Il ne faut pourtant pas s'en faire des illusions, car cette situation est appelée à changer dans les années à venir, ainsi qu'il résulte de la composition par âges de la population productive:

	1880	1900	1922	1947	1956
20-29 ans	29,65 %	33,04 %	30,74 %	24,02 %	24,56 %
30-39 ans	25,35 %	24,74 %	24,69 %	24,38 %	22,77 %
40-49 ans	21,13 %	19,65 %	22,41 %	25,59 %	23,23 %
50-64 ans	23,87 %	22,57 %	22,16 %	26,01 %	29,42 %

Si, entre 1947 et 1956, la part relative des effectifs de 20 à 29 ans s'est légèrement améliorée, ce redressement reste néanmoins insignifiant devant l'ampleur prise par le groupe des personnes âgées de 50 à 64 ans. Or, il est évident que, dans un avenir tout proche, ce dernier viendra renforcer les effectifs des gens âgés de 65 ans et plus qui, comme nous venons de le voir, représentent en 1956 déjà 10,3 % de la population luxembourgeoise.

Aussi faut-il s'attendre à un nouveau relèvement de l'âge moyen de la population, qui est de 34,8 ans en 1947, alors qu'il n'était que de 28 ans en 1900. L'âge moyen au décès, d'autre part, a évolué

de la façon suivante: 38 ans en 1907, 58,3 ans en 1947 et 64,09 ans en 1956 (61,8 ans pour le sexe masculin et 66,83 ans pour le sexe féminin).

Ainsi que le font prévoir nos statistiques, le vieillissement de la population se poursuivra inévitablement au cours de la prochaine décennie. Comme il ira de pair avec une réduction de la population active, il ne manquera pas d'avoir de profondes répercussions sur le plan social et économique et de renforcer presque nécessairement la mentalité conservatrice vers laquelle penche traditionnellement le Luxembourgeois. Bien que cet état d'esprit ne soit pas à condamner à priori, il peut néanmoins considérablement freiner les transformations nécessaires et les adaptations indispensables qui incombent de nos jours aux nations occidentales.

A l'heure actuelle, le vieillissement du peuple luxembourgeois se traduit sans doute dans un refus très net de tout risque et dans une recherche prononcée de la sécurité économique et sociale.²¹⁾ D'autre part, le vieillissement progressif créera des charges sociales de plus en plus lourdes et d'autant plus difficiles à supporter que l'évolution actuelle conduira inévitablement vers une diminution de la population active.

A la campagne où, par suite de l'exode rural, la situation se révèle beaucoup plus critique, le vieillissement démographique doit plus d'une fois rendre illusoire tout investissement neuf.

*

Au terme de cette prise de contact avec l'évolution démographique des 150 dernières années, nous pouvons nous contenter d'en rappeler brièvement les étapes principales:

1. Dans une première phase qui s'étend sans doute de 1800 jusque vers la fin du 19^e siècle: Baisse de la mortalité avec maintien d'une natalité élevée; d'où excédents de naissances très importants, provoquant un accroissement naturel de la population tel que les surplus sont obligés d'émigrer.

2. Dans une seconde phase qui va de la fin du 19^e siècle jusque vers 1930: Baisse constante de la mortalité, mais diminution beaucoup plus rapide de la natalité; d'où accroissement naturel ralenti, mais

accroissement global assez remarquable, grâce aux excédents d'immigration.

3. Dans une troisième phase qui commence après 1930 et qui n'est pas close à l'heure actuelle: Baisse conjointe de la mortalité et de la natalité, mais la chute de la natalité s'avère telle que les seuls facteurs naturels ne peuvent plus assurer un développement progressif de la population. Si celle-ci augmente néanmoins sensiblement, cet accroissement est dû, pour plus de la moitié, à l'immigration. En revanche, chaque crise économique ou politique est de nature à réduire sensiblement les effectifs de la population du Grand-Duché.

II. Aspects démographiques régionaux

A. Répartition de la population

En 1821 le Grand-Duché, dans sa délimitation actuelle, ne comptait qu'une seule agglomération humaine de quelque importance, à savoir la ville de Luxembourg avec 15.091 habitants.²²⁾ Venaient ensuite les communes et chefs-lieux de canton suivants: Echternach, sur la frontière allemande, avec 3.251 habitants, Mersch, dans le centre, avec 2.223 habitants, Wiltz, dans le nord, avec 2.135 habitants, et Grevenmacher, sur la frontière allemande, avec 2.014 habitants. Aucune autre localité ou commune n'atteignit le chiffre de 2.000 habitants. Esch-sur-Alzette, aujourd'hui deuxième ville du pays, ne comptait que 810 habitants.

Aussi ne faut-il pas s'étonner de ne rencontrer que peu d'écarts de densité humaine d'une région à l'autre.²³⁾ Tout le centre et le sud du pays, une partie de l'est et du nord, soit 7 cantons sur 12, gravitaient autour de la densité moyenne nationale qui était de 51,8 habitants par km². Seule la ville de Luxembourg accusait une densité exceptionnelle de 293,2 habitants par km².

Deux autres cantons, situés tous les deux dans la partie est du Grand-Duché, dépassaient, l'un modérément, l'autre sensiblement, la moyenne générale. Grâce surtout à son chef-lieu, le canton d'Echternach enregistrait une densité de 57,6 habitants par km², tandis que celle du canton de Remich s'élevait à 87,8 habitants par km². Ce dernier chiffre est d'autant plus impressionnant qu'il s'agit d'un

²¹⁾ En voici quelques exemples: Dans le cadre de la sécurité sociale le nombre des assurés de l'assurance-maladie a passé de 55.407 en 1938 à 122.879 en 1956; celui des assurés de l'assurance-accidents est passé de 75.369 en 1938 à 106.215 en 1956; celui des assurés de l'assurance-pension n'était que de 73.833 en 1949 contre 94.889 en 1956. Les prestations versées par la Sécurité Sociale s'élevaient à 87,2 millions en 1936 et à 1.752,4 millions (= 475 millions de francs 1936) en 1956. Dans le domaine des Assurances privées, le nombre de contrats en cours passe de 175.289 en 1936 à 246.133 en 1956.

²²⁾ Encore faut-il savoir qu'il s'agit là de la population totale du territoire actuel de la ville de Luxembourg et que sont donc compris dans ce chiffre les habitants des communes qui, en 1821, ne faisaient pas encore partie de Luxembourg-Ville.

²³⁾ Voir planche N° 11.

canton entièrement rural dont le chef-lieu ne dépasse pas le nombre de 1.742 habitants. La forte densité humaine de cette région résulte donc d'une occupation du territoire effectivement plus dense qu'ailleurs. Aussi restera-t-elle, jusqu'à nos jours, une des caractéristiques frappantes du canton de Remich.

Dans les régions ardennaises, par suite des conditions de vie particulièrement rudes, la densité humaine se situait forcément à un niveau plus bas qu'ailleurs. Le canton de Clervaux n'atteignit que le chiffre de 28,6 habitants par km²; celui de Wiltz, malgré une concentration humaine relativement importante au chef-lieu, ne dépassa pas 35,3 habitants par km²; la densité du canton de Redange, situé à cheval sur le «Bon Pays» et l'«Ösling», fut de 38,7 habitants par km².

L'accroissement démographique réalisé entre 1821 et 1865, date à laquelle la campagne luxembourgeoise a connu, jusqu'ici, sa plus forte densité humaine, ne comporte pas encore de changements substantiels dans la répartition de la population. La carte de la variation de la population²⁴⁾ nous montre bien que ce sont surtout les cantons les moins peuplés en 1821 qui accusent les taux d'accroissement les plus élevés, mais ce phénomène n'a rien de surprenant, puisque ces régions disposaient au point de départ d'une marge de croissance nettement plus importante. Quant aux cantons de l'est et à celui de Mersch, dans le centre, tout porte à croire que leurs possibilités d'accroissement démographique, eu égard aux conditions économiques existantes, sont, pour ainsi dire, épuisées. Vers la même époque, ces cantons fournissent d'ailleurs les plus forts contingents d'émigrants.

Sauf en ce qui concerne le relèvement général de la densité humaine dans toutes les régions, la carte de la densité ne subit, en 1865, que peu de modifications.

Pendant la période de 1865 à 1900, des transformations capitales s'opèrent à l'intérieur des frontières luxembourgeoises. Au cours de ces années, tous les cantons, à part un seul, enregistrent une diminution, parfois notable, de leur population, alors que le canton d'Esch-sur-Alzette et la ville de Luxembourg voient le nombre de leurs habitants monter en flèche. Cette concentration massive de la population dans la partie sud du pays et autour de la ville de Luxembourg apparaît nettement dès 1890. Elle est sans aucun doute l'événement fondamental de l'évolution démographique régionale du Grand-Duché, événement qui impose encore aujourd'hui sa loi à la répartition de la population sur le territoire luxembourgeois. Si, en effet, le chiffre

global de la population n'a cessé de croître, la campagne luxembourgeoise, depuis 1865, n'a cessé de se dépeupler, alors que deux régions seulement ont poursuivi une marche ascendante: la ville de Luxembourg et les centres industriels du canton d'Esch-sur-Alzette. Une partie de plus en plus importante de la population se concentre ainsi sur une partie minuscule de la superficie totale du pays.²⁵⁾

Entre 1865 et 1900 la réduction de la population varie entre 13 et 18% dans les cantons de l'est et du centre qui, comme nous l'avons signalé, avaient apparemment atteint leur optimum de peuplement en 1865. Les cantons ardennais de Wiltz et de Vianden accusent, eux aussi, une diminution de respectivement 18,7 et 18,4% tandis que le canton le plus pauvre, celui de Clervaux, ne voit sa population baisser que de 6,8%. La raison en est à chercher dans la plus faible densité humaine d'abord, puis dans le manque de moyens matériels qui auraient permis l'émigration. Car, comme nous le verrons à la suite, l'exode rural luxembourgeois, dans sa première phase, a surtout profité aux pays étrangers, alors que les centres industriels du canton d'Esch subissaient l'afflux de la main-d'œuvre étrangère immigrée.

En 1900, la densité humaine moyenne du Grand-Duché s'établit à 90,7 habitants par km². La ville de Luxembourg se situe au niveau de 760,2, soit une augmentation de 61,6% par rapport à 1865. La densité du canton d'Esch s'est accrue, pendant la même période, de 190,3% et atteint le chiffre de 213,4 habitants par km². Dans toutes les autres régions, la densité a plus ou moins fortement baissé par rapport à 1865.

La période comprise entre 1900 et 1947 voit simplement se poursuivre l'évolution précédemment amorcée. De plus en plus les campagnes se vident au profit de la capitale et des centres industriels. Mais dans ce schéma apparaît cependant une nuance nouvelle: les cantons limitrophes de Luxembourg-Ville et de la région sidérurgique bénéficient, eux aussi, quelque peu de l'afflux de la population vers ces centres.²⁶⁾

Entretiens la densité humaine de la capitale et du canton d'Esch s'est considérablement accrue. Les nombres moyens d'habitants par km² sont les suivants: Luxembourg-Ville: 1204,7; ville d'Esch-sur-Alzette: 1872,4 (la superficie de la ville d'Esch n'est que de 14,34 km² contre 51,46 km² pour la ville de Luxembourg); canton d'Esch-sur-Alzette: 391. Quant au reste du pays, la carte de la densité n'accuse que peu de variations par rapport à 1900.

24) Voir planche N° 12.

25) Voir planche N° 13.
26) Voir planche N° 14.

L'évolution des dix dernières années ne contredit nullement le passé. Aussi semble-t-il qu'un point soit désormais acquis et hors de doute, à savoir la part croissante que prennent les cantons de Luxembourg-Campagne et de Capellen dans la concentration démographique autour de la capitale et des centres du bassin minier, dont la force d'attraction est loin d'être épuisée. Y aurait-il la le premier signe d'un retour à la campagne, d'une préférence de l'habitat rural aux entassements humains des cités? Cette hypothèse pourrait trouver sa confirmation dans l'évolution des cantons du centre et de l'est dont, pour la première fois depuis 1865, la population reste stationnaire, si elle n'est pas en légère progression. Il en va tout autrement des cantons de Clervaux, de Wiltz et de Redange où la dépopulation continue comme par le passé.

La carte de la densité humaine en 1956 fait nettement apparaître les perturbations provoquées dans la répartition de la population. Il ne subsiste plus grand-chose de la relative uniformité de jadis; par contre, un régionalisme de plus en plus clair se confirme. Avant d'y arriver, voyons d'abord les chiffres exacts de la densité des différents cantons depuis 1865:

Canton:	1865	1900	1947	1956
	habitants par km ²			
Luxembourg-Ville	470,3	760,2	1204,7	1337,6
Esch/Alzette	73,5	213,4	391	437,1
Luxembourg-Campagne ...	74,3	66,7	80	89,7
Capellen	82,9	78,7	80,4	87,7
Remich	112,6	95,3	82,8	83,4
Diekirch	80,8	76,1	70,2	76,1
Grevenmacher	75,3	72,9	68,3	71,4
Echternach	76,8	67,4	55	58,6
Mersch	68,4	56,2	55,6	56,4
Vianen	64,5	52,6	43,5	45,2
Redange	61,3	52,8	43,6	42,6
Wiltz	58,3	47,4	42,3	39,5
Clervaux	49,3	45,9	40	37,6
Grand-Duché	78,7	90,7	112,5	121,2

A l'heure actuelle nous pouvons donc facilement distinguer les zones humaines suivantes:

1. Les régions à très fort potentiel humain: Luxembourg-Ville et le bassin minier, dans l'extrémité sud et sud-ouest du pays.
2. Les cantons de Luxembourg-Campagne et de Capellen, avec une densité de population assez élevée par suite de leur contiguïté avec les régions précédentes.

3. Les cantons ardennais de Clervaux, de Wiltz, de Vianen, ainsi que celui de Redange, avec le niveau de densité le plus faible du Grand-Duché.

4. Entre les deux pôles extrêmes se situent des régions de transition: les cantons de l'est, à densité traditionnellement élevée, accusent depuis 10 ans une certaine stabilité, voire une légère progression de leurs effectifs. Le canton de Diekirch, traversé par la ligne de démarcation de l'«Ösling» et du «Bon Pays», ne doit le maintien ou même l'accroissement récent de son taux de densité qu'à l'expansion des deux centres commerciaux et administratifs de Diekirch et d'Ettelbruck, tandis que la population des localités profondément agricoles est, elle aussi, en régression. Le canton de Mersch, au centre du pays, présente deux aspects nettement différents. Certaines de ses localités, situées sur les grands réseaux routiers et ferroviaires, tirent profit de la proximité de la capitale et voient ainsi leur population s'accroître — tout comme les communes de Luxembourg-Campagne — alors que les effectifs des villages agricoles ne cessent de diminuer. Mais les deux mouvements contraires s'équilibrent finalement de sorte que l'ensemble du canton annonce une population à niveau stationnaire, et ceci depuis le début de notre siècle.²⁷⁾

L'ampleur qu'a prise la redistribution de la population sur le territoire luxembourgeois ressort de façon éclatante du tableau ci-après:

Canton ou région	de la superficie totale du pays	Part respective de la population totale du pays			
		1865	1900	1947	1956
Luxembourg-Ville.....	2 %	11,9 %	16,8 %	21,3 %	21,95 %
Canton d'Esch/Alzette.	9,4 %	8,76 %	22 %	32,6 %	33,84 %
Capellen et Luxembourg-Campagne	14,9 %	14,92 %	11,8 %	10,6 %	10,92 %
Les 5 cantons ardennais ²⁸⁾	45 %	35 %	26,7 %	19 %	17,56 %
Les autres cantons ...	28,7 %	29,42 %	22,7 %	16,5 %	15,73 %
Luxembourg-Ville et canton d'Esch/Alzette .	11,4 %	20,66 %	38,8 %	53,9 %	55,79 %

En 1956 plus de la moitié de la population (55,79 %) vit donc sur seulement 11,4 % de la superficie totale du pays. En ajoutant au bassin minier et à Luxembourg-Ville les cantons de Luxembourg-Campagne et de Capellen, on trouve que 66,71 % de la population

27) Voir à ce sujet les cartes par communes, planches N° 15, 16 et 17.

28) Clervaux, Vianen, Wiltz, Diekirch et Redange.

occupent actuellement un peu plus d'un quart seulement (26,3%) du territoire grand-ducal. Par contre, 45 % de la surface du pays (cantons ardennais et régions contiguës) ne comptent plus que 17,56 % de la population, contre 35 % en 1865!

Un autre phénomène, intimement lié à la concentration humaine dans quelques districts limités, mérite d'être signalé ici, à savoir la prédominance de la population urbaine²⁹⁾ sur la population rurale. En voici l'évolution parcourue entre 1871 et 1947:

	1871	1880	1890	1900	1910	1922	1930	1935	1947
Population rurale	76,3	73,8	67,3	63	52,7	50,4	42,9	43,1	41,8
Popul. urbaine..	23,7	26,2	32,7	37	47,3	49,6	57,1	56,9	58,2
					en %				

En 1871 les 3/4 de la population luxembourgeoise vivaient donc dans des localités rurales.³⁰⁾ Depuis lors la population urbaine s'est accrue, d'abord lentement, puis, à partir de 1900, très rapidement. Normalement elle aurait dû égaler la population rurale aux environs de la première guerre mondiale. Les circonstances particulières d'alors ont retardé cet événement jusqu'à vers 1925. Depuis cette date, et nonobstant une légère régression au moment de la grande dépression économique, la population urbaine l'emporte nettement sur la population rurale.

À la fois signes et conditions du développement économique, la concentration humaine et la croissance rapide de la population urbaine vont de pair avec l'industrialisation du pays. Comme celle-ci a été réalisée avec un certain retard sur les grandes nations, les phénomènes humains concomitants se sont manifestés, eux aussi, plus tardivement qu'ailleurs.³¹⁾

B. Les facteurs du mouvement démographique sur le plan régional

1. Au cours du 19^e siècle

Pour la période antérieure à 1891, nous ne disposons malheureusement que de renseignements isolés, se rapportant aux années de 1841, 1851, 1861, 1871, 1881 et 1891. Comme les chiffres annuels sont toujours susceptibles de varier sensiblement d'une année à l'autre, ils ne nous permettent évidemment pas de nous faire une idée de ce qui s'est passé au 19^e siècle avec autant de précision que

²⁹⁾ Sont considérées comme urbaines les communes ayant au moins 2 000 personnes agglomérées au chef-lieu. Au Luxembourg, en 1947, 15 communes sur 126 répondent à cette définition. Sur ces 15 communes, 9 sont situées dans le bassin minier.

³⁰⁾ Voir planche N° 8.

³¹⁾ La population urbaine dépassait la population rurale, en Angleterre vers 1825, en Allemagne en 1870, mais en France seulement en 1930.

si nous disposions d'un chiffre moyen pour une série d'années successives. C'est donc avec beaucoup de réserve que nous devons aborder l'examen des facteurs démographiques de la période 1841-1891.

a) La nuptialité

Entre 1841 et 1861 la nuptialité moyenne au Grand-Duché semble avoir été assez élevée et relativement stable, son taux passant au cours de cette période de 7,90/00 (1841) à 7,50/00 (1851), puis à 7,60/00 (1861). Sur le plan régional, nous sommes cependant loin de pareille uniformité.

Sans entrer dans tous les détails, il est digne d'intérêt de relever le comportement de certaines circonscriptions, tant à cause de leur taux exceptionnel par rapport au reste du pays que par la stabilité de leur niveau de nuptialité. Ainsi la ville de Luxembourg se distingue par des taux vraiment impressionnants, s'élevant à 9,50/00 en 1841, à 9,70/00 en 1851, et à 10,20/00 en 1861. Si la ville de Luxembourg se classe ainsi parmi les régions où la nuptialité est la plus forte, le canton d'Esch-sur-Alzette, par contre, accuse des taux assez faibles, de 6,00/00 en 1841, de 6,10/00 en 1851, et de 5,90/00 en 1861, taux qui lui valent toujours une des toutes dernières places. Parmi les autres circonscriptions, les cantons de Clervaux, de Luxembourg-Campagne et de Remich conservent également des taux relativement stables autour de la moyenne du pays. Tous les autres cantons accusent des fluctuations trop considérables pour qu'il soit possible d'en dégager une ligne d'évolution précise.

Tous ces taux se rapportent évidemment à l'ensemble de la population et ne tiennent compte ni de la composition par sexes ni des seules personnes en âge de se marier. Or la structure démographique ne devait pas être la même dans toutes les régions du Grand-Duché ce qui peut expliquer pas mal de problèmes soulevés par les taux bruts de nuptialité.

Ces mêmes réflexions gardent encore toute leur valeur pour la période 1871-1891, au cours de laquelle la fréquence des mariages accuse une baisse assez sensible. Les taux nationaux enregistrés en 1871, 1881 et 1891 sont de respectivement 6,50/00, 6,10/00 et 6,20/00.

Parmi les faits nouveaux qui caractérisent cette époque, signalons la chute impressionnante du taux de Luxembourg-Ville, taux qui est de 6,60/00 en 1871, de 7,20/00 en 1881 et de 6,80/00 en 1891. Bien que ces taux se maintiennent légèrement au-dessus de la moyenne na-

tionale, leur baisse explique, en partie au moins, la diminution du taux national. Au stade actuel de nos recherches, il s'avère très difficile de mettre en évidence les facteurs précis auxquels doit être attribué ce revirement de Luxembourg-Ville. Mais il se peut très bien que ces taux de nuptialité reflètent simplement le bouleversement de la structure démographique de la capitale après le démantèlement de la forteresse, le départ de la garnison prussienne et l'afflux d'une population nouvelle.

D'autres cantons connaissent, eux aussi, un recul très net de leur nuptialité. Les taux de la circonscription de Redange ne dépassent pas le niveau de 5,1‰ (3,8‰ en 1871), alors qu'ils étaient de 7,7, 7,6 et de 8,2‰ au cours de la période 1841-1861. Voici les résultats de quelques autres cantons avec, entre parenthèses, leurs taux de la période précédente: Remich: 5,5‰/00 4,8‰/00 et 5,3‰/00 (7,9; 7,3; 7,9‰/00); Mersch: 5,9‰/00 5,7‰/00 5,0‰/00 (9,1‰/00; 6,4‰/00; 8,3‰/00); Diekirch: 6,3‰/00 5,7‰/00 et 5,9‰/00 (9,8‰/00; 7,9‰/00 et 5,7‰/00).

Quant au canton d'Esch qui traverse, au cours de ces années, sa première phase d'industrialisation, il n'enregistre encore qu'un très léger accroissement de son faible taux de nuptialité. Ses valeurs respectives sont de 6,8‰/00 en 1871, de 6,9‰/00 en 1881 et de 7,8‰/00 en 1891, ce dernier résultat traduisant sans doute l'effet de la concentration humaine dans le bassin minier.

b) La natalité

Si la natalité luxembourgeoise reste très élevée en 1841, 1851 et 1861, elle accuse néanmoins déjà à cette époque une nette tendance vers la baisse. Rappelons à ce propos les taux nationaux pour les trois années: 37,1‰/00 35‰/00 et 34,2‰/00.

Si les chiffres isolés dont nous disposons ne faussent pas trop l'évolution réelle de nos contrées, il semble permis d'en dégager les faits suivants: Bien que la natalité dépende étroitement de la nuptialité, on ne saurait cependant y voir la seule explication du mouvement des naissances. Sur le plan régional, nous ne repérons pas, en effet, de corrélation stricte entre une nuptialité élevée et une natalité particulièrement forte, et vice-versa. Dans l'évolution des naissances, d'autres facteurs jouent donc également un rôle non négligeable, des facteurs qu'il est difficile de saisir et de définir, à cause non seulement de leur multiplicité, mais aussi de leur complexité. Voici à présent les taux respectifs de chaque canton:

	1841		1851		1861	
	Nuptialité	Natalité	Nupt.	Nat.	Nupt.	Nat.
Luxembourg-Ville	9,5	39,3	9,7	35,8	10,2	35,1
Capellen	8,5	37,4	6,9	33,7	7,3	36,3
Esch-sur-Alzette	6,0	31,0	6,1	32,0	5,9	31,8
Luxembourg-Campagne ..	7,8	39,2	7,9	38,0	8,5	37,0
Mersch	9,1	37,3	6,4	35,5	8,3	36,5
Clerveaux	7,9	41,7	7,5	36,7	7,3	36,9
Diekirch	9,8	37,9	7,9	35,2	5,7	32,7
Redange	7,7	40,5	7,6	29,4	8,2	32,2
Wiltz	9,4	39,0	7,4	37,2	7,3	36,0
Vanden	6,4	41,1	9,8	44,1	9,3	38,9
Echternach	5,9	35,4	7,6	36,3	7,1	30,9
Grevenmacher	6,3	32,6	7,0	35,4	8,1	32,7
Remich	7,9	34,1	7,3	32,8	7,9	29,8
Grand-Duché	7,9	37,1	7,5	35,0	7,6	34,2

En parcourant ces chiffres, nous pouvons affirmer, sans risque de nous tromper, que, dès cette époque, la baisse de la natalité s'est installée dans les moeurs luxembourgeoises. Or, pendant toutes ces années, et ceci est important, le Luxembourg restait un pays presque exclusivement agricole. La diminution des naissances a donc pris son origine dans une société absolument rurale et agricole qui ne pouvait en aucune manière prévoir l'industrialisation future du pays. Peut-être y a-t-il là un des éléments qui nous permettent de mieux comprendre la ténacité avec laquelle la natalité luxembourgeoise se maintient de nos jours à un niveau particulièrement faible.

Si, au cours des années de 1841 à 1861, les cantons ardennais conservent généralement des taux de natalité plus forte que le reste du pays, il convient de signaler aussi que la natalité «urbaine»³²⁾ de Luxembourg-Ville dépasse celle de la plupart des autres cantons ruraux. Relevons également le fait que les cantons de l'est, — l'exemple de Remich est particulièrement frappant — accusent traditionnellement une natalité moins élevée que celle des autres régions.

Loin de contredire ces conclusions, l'évolution postérieure nous en apporte une confirmation très nette, ainsi qu'il ressort des chiffres que voici:

³²⁾ Il est vrai toutefois qu'à cette époque, la ville de Luxembourg, retranchée derrière ses bastions et redoutes, ressemblait plus à un gros bourg qu'à une véritable ville.

	Taux de natalité en:		
	1871	1881	1891
Luxembourg-Ville	30,7	30,9	28,2
Capellen	34,1	32,7	29,5
Esch-sur-Alzette	31,9	41,4	37,4
Luxembourg-Campagne	38,0	33,6	30,0
Mersch	30,1	29,9	26,3
Clerveaux	35,3	30,8	32,1
Diekirch	32,1	30,7	26,6
Redange	33,6	29,4	26,4
Wiltz	37,5	29,9	26,8
Vlinden	35,6	27,3	31,1
Echternach	33,1	31,5	26,2
Grevenmacher	33,2	30,6	28,3
Remich	31,5	27,4	24,6
Grand-Duché	33,7	32,1	29,5

Entre 1871 et 1891, la natalité ne cesse donc de baisser dans tous les cantons ruraux tant de l'«Ösling» que du «Bon Pays», cependant que les taux de Luxembourg-Ville, inférieurs cette fois-ci à la moyenne nationale, restent relativement stables et que le canton d'Esch, en pleine expansion industrielle, enregistre une montée en flèche de sa natalité.

Ce sont donc encore une fois les cantons ruraux qui accusent la chute la plus forte. Bien que nous ne connaissions pas les dimensions exactes des perturbations démographiques, survenues dans beaucoup de régions à la suite des vagues successives d'émigration et de l'afflux de la population vers les nouveaux centres industriels, il ne doit pas être interdit de voir dans ce recul, pour partie au moins, la suite logique des tendances que les mêmes milieux ruraux et agricoles avaient déjà manifestées quelques dizaines d'années plus tôt.

c) La mortalité

Avec le niveau relativement bas de 21,3 décès pour 1000 habitants en 1841, la mortalité semble avoir atteint une sorte de palier d'où elle ne descend que lentement, puisque nous notons toujours un taux de 20,7‰ en 1851 et 1861. En 1871, probablement à la suite de la guerre, le nombre des décès se relève à 25,4‰ pour tomber ensuite à 22,1‰ en 1881, puis à 21,1‰ en 1891.

Sur le plan régional, nous ne nous trouvons évidemment pas devant une uniformité totale des taux de chaque canton, mais les chiffres disponibles nous font néanmoins croire que toutes les circonscriptions luxembourgeoises ont pu profiter à la fois, ou dans des délais assez brefs, de la diminution générale de la mortalité. Par ailleurs, nous

devons reconnaître que beaucoup de facteurs locaux (présence d'hôpitaux, de maisons de vieux, épidémies, structure démographique défavorable, etc.) peuvent orienter l'évolution de la mortalité dans un sens ou dans un autre, pour qu'il soit vraiment utile d'examiner dans le détail les taux de chaque canton. Signalons simplement que, dans le cas luxembourgeois, la thèse qui veut qu'à une natalité élevée corresponde également une mortalité élevée, trouve, d'après les données disponibles, presque autant de réutations que de confirmations.

d) Les excédents de naissances

Vers le milieu du 19e siècle, les excédents de naissances, bien que variables d'une région à l'autre, restent, en moyenne, très élevés.

Par suite de la baisse de la natalité, mais surtout à partir de 1871, où une diminution rapide de la natalité va de pair avec une certaine recrudescence de la mortalité, le surplus de naissances accuse bientôt une régression constante et parfois très appréciable, sauf en ce qui concerne le canton d'Esch qui, grâce à l'immigration due au développement industriel, suit une marche ascendante.

Voici, pour tous les cantons, les taux respectifs des années 1841 et 1891:

	1841	1891
Luxembourg-Ville	9,40‰	6,60‰
Capellen	16,50‰	7,40‰
Esch-sur-Alzette	13 0‰	14,40‰
Luxembourg-Campagne	19,50‰	11,50‰
Mersch	14,80‰	6,50‰
Clerveaux	15,80‰	14,40‰
Diekirch	17,10‰	3,10‰
Redange	19,90‰	5,90‰
Wiltz	15,60‰	7,50‰
Vlinden	21,20‰	10,30‰
Echternach	15,50‰	4,30‰
Grevenmacher	14,40‰	5,50‰
Remich	14,30‰	4 0‰
Grand-Duché	15,80‰	8,40‰

Ces excédents n'étant que le résultat arithmétique des facteurs précédents, il n'y a pas lieu de s'étonner de voir baisser le monde rural dans des proportions beaucoup plus fortes que la ville de Luxembourg ou les centres industriels d'Esch et de Luxembourg-Campagne. Avouons néanmoins que la marge d'accroissement naturel de 8,4‰ (moyenne nationale) en 1891 reste malgré tout appréciable.

e) Les mouvements migratoires

L'augmentation rapide de la population, le manque de moyens de subsistance dans une économie presque exclusivement agricole, le mirage d'une vie meilleure dans les pays étrangers, parfois le simple goût du voyage, voilà les facteurs essentiels qui sont à l'origine d'un vaste courant émigratoire.

De l'étude d'un contemporain de cette émigration massive, nous pouvons tirer quelques indications utiles.³³⁾

En 1891, c'est-à-dire au moment où la balance des entrées et des sorties devait bientôt se solder par un excédent d'immigration, on comptait 31.232 Luxembourgeois émigrés en France, 11.189 en Allemagne (dont 9.677 en Alsace-Lorraine), 9.712 en Belgique et environ 25.000 aux Etats-Unis d'Amérique.

Contrairement à ce que l'on pourrait opiner, ce ne sont point les cantons ruraux des Ardennes qui en fournissaient les plus forts contingents, mais ceux de l'est, traditionnellement très peuplés et moins pauvres que ceux du nord. Entre 1871 et 1893 nous comptons, en effet, 1 émigré pour 257 habitants dans le district de Grevenmacher (région de l'est); 1 émigré pour 323 habitants dans le district de Diekirch (Ardennes) et 1 émigré pour 325 habitants dans le district de Luxembourg (centre et sud). Sur le plan individuel, c'est le canton de Mersch (centre) qui se range en première position avec 1 émigré pour 136 habitants.

La preuve que ces émigrés ne se recrutaient pas parmi les gens les plus pauvres, résulte du fait suivant: Entre 1889 et 1893, 4.204 émigrés luxembourgeois (1987 hommes, 916 femmes et 1301 enfants), chiffre dans lequel ne sont pas compris les émigrants de Luxembourg-Ville, ont emporté avec eux la somme impressionnante de 1.512.167 francs! — Or, à cette époque le Luxembourg se trouvait en pleine transformation industrielle, ce qui prouve également que l'émigration, dans sa phase ultime, ne peut pas s'expliquer uniquement par un manque d'emplois à l'intérieur du pays qui, en ce moment, devait déjà faire appel aux bras étrangers.

Le recensement de 1890 relève, en effet, la présence sur le territoire luxembourgeois de 17.959 étrangers, soit 9.624 hommes et 8.335 femmes. Au point de vue de la nationalité, les Allemands l'emportent avec 12.296 ressortissants, suivis des Belges (3.234), des Français (1425), des Italiens (439) et de quelques autres groupes restreints.

Il n'y a absolument rien d'étonnant à constater que l'immense majorité de ces immigrés se sont fixés dans les agglomérations urbaines et les nouveaux centres industriels en plein essor. Ainsi 37,3 % des étrangers ont élu leur domicile dans le canton d'Esch, 13,9 % dans la seule ville de Luxembourg, et 10,8 % dans la région industrielle des environs de Luxembourg-Ville. Les pourcentages les moins élevés sont enregistrés dans les cantons ruraux de Redange (2,1 %), de Mersch (2,8 %) et de Capellen (2,8 %), le canton de Vianden ne pouvant pas réellement entrer en ligne de compte à cause de l'exiguïté de son territoire.

Sur le plan cantonal, cette immigration conduit aux résultats que voici: Dans le canton d'Esch on compte, en 1890, 19,8 étrangers pour 100 habitants; à Luxembourg-Ville, ce taux est de 13,7 %; dans les communes limitrophes de la capitale il s'élève à 7,1 %. Si le canton de Clervaux atteint, lui aussi, le taux de 7,7 % d'étrangers, ceci est uniquement dû à sa position géographique exceptionnelle entre les territoires belges et allemands; cette immigration reste d'ailleurs d'une toute autre nature que celle de la partie méridionale du Grand-Duché. — Signalons enfin que le pourcentage le moins élevé revient au canton rural de Redange, avec 3,1 %. Mais ce chiffre est encore nettement supérieur aux taux analogues des pays étrangers.³⁴⁾

2. De 1900 à 1956

a) La nuptialité

Au cours de ces années, la nuptialité reste en moyenne supérieure à ce qu'elle fut au siècle précédent. Comme dans tous les pays, les deux guerres ont provoqué une chute assez sensible de la fréquence des mariages, mais ces pertes se virent largement compensées par un rebondissement du taux de nuptialité à la fin des hostilités. Entre 1920 et 1935 le mouvement compensatoire a encore été renforcé par l'afflux d'éléments jeunes dans la grande vague d'immigration de ces années.

Notre carte³⁵⁾ représente cinq périodes assez expressives de l'évolution parcourue depuis 1896.

Entre 1896 et 1900 le taux moyen s'élève à 7,30/00 le niveau le plus remarquable étant atteint par le canton d'Esch, avec 8,90/00 suivi de Luxembourg-Campagne avec 7,90/00 et de Luxembourg-Ville avec 70/00. A l'opposé, nous trouvons le canton de Remich avec un

33) H. Neuman, *Les Communes, Luxembourg, 1894*, pp. 204 et ss.

34) Voir planche N° 18.
35) Voir planche N° 19.

taux de seulement 5,90‰. Ces taux, représentant la moyenne d'une période de 5 ans, confirment donc dans une certaine mesure ce que nous avaient appris les chiffres isolés du 19^e siècle: le taux de Luxembourg-Ville reste plus élevé que celui de la plupart des cantons ruraux; le taux d'Esch, grâce aux circonstances favorables que nous connaissons, est en progression très nette, tandis que celui de la circonscription de Remich, depuis 1871 environ, se range parmi les moins élevés.

Pour le début du 20^e siècle nous possédons également une documentation suffisante³⁶⁾ qui nous permet des comparaisons entre les taux bruts de nuptialité et les taux obtenus à partir de la seule population en état de se marier. Sans entrer dans le détail de cette opération qui dépasserait le cadre de notre étude, signalons simplement que la marge d'erreur affectant une appréciation basée uniquement sur les taux bruts s'avère moins importante que ne le laisserait supposer le bouleversement démographique des dernières décades du 19^e siècle. Comme il fallait bien s'y attendre, la ville de Luxembourg et le canton d'Esch, d'après le taux de nuptialité «corrigé», ne conservent plus les toutes premières places; certains autres cantons, comme ceux de Wiltz, de Clervaux et de Mersch, peuvent améliorer leur classement, cependant que d'autres ne bougent guère, comme c'est notamment le cas pour Remich qui se range toujours en bas de l'échelle.

Comme il a déjà été dit plus haut, la période 1911-1915, caractérisée par le début de la première guerre mondiale, provoque un fléchissement très net de la nuptialité dans presque toutes les circonscriptions.

En revanche, les années de 1921 à 1925 déclenchent un mouvement compensatoire non moins appréciable dont profitent tous les cantons, sauf celui de Remich qui, décidément, suit une évolution démographique fort individuelle. Entre 1911 et 1915 les taux bruts les plus élevés avaient pu être enregistrés dans la partie méridionale du pays, aussi la reprise de 1921-1925 ne fait-elle que souligner et renforcer cette tendance.

Entre 1931 et 1935 les écarts existant entre les taux des différents cantons s'accroissent légèrement, surtout dans l'«Ösling». Seul Luxembourg-Ville garde à cette époque un taux brut de 8,90‰, cependant que le canton d'Esch accuse une régression assez sensible, du sans doute à la crise économique et le départ de beaucoup de travailleurs étrangers, phénomènes qui se répercutent traditionnellement sur la fréquence des mariages.

36) «Publications de la Commission permanente de statistique», 6^e fasc., Luxembourg, 1904, pp. 56 et ss.

Pour ce qui est de la période récente (1951-1954), l'ensemble du Luxembourg connaît une nuptialité assez élevée de 8,40‰. Avec un taux de 9,30‰, le canton d'Esch se classe de nouveau en tête, alors que le taux brut de Luxembourg-Ville a complètement perdu son caractère prédominant de jadis. L'explication de ce phénomène nécessiterait une étude approfondie de la structure démographique, étude pour laquelle la plupart des éléments de base nous font défaut à l'heure actuelle.

Signalons, pour terminer, que les cantons de Remich et de Diekirch n'ont pas suivi le mouvement général de relèvement du taux brut de nuptialité, et que le canton d'Echternach accuse même une régression par rapport à la période 1931-1935.

b) La natalité

Depuis les dernières décades du 19^e siècle jusque vers 1950, la natalité luxembourgeoise a suivi une évolution de plus en plus régressive, évolution qui n'a pas pu être redressée de façon durable par le mouvement de reprise survenu entre 1920 et 1930.

Vers la fin du siècle passé, le taux brut de Luxembourg-Ville, comme celui de l'ensemble du Grand-Duché, avait déjà notablement baissé, mais nous nous souvenons qu'à cette époque plusieurs cantons ruraux accusaient des taux encore plus faibles que celui de la capitale. Au cours des années de 1900 à 1950³⁷⁾, la natalité luxembourgeoise subit une première chute verticale durant la tourmente mondiale de 1914. Au terme de cette crise, le taux brut de natalité de Luxembourg-Ville, n'atteignant plus que le niveau de 15,10‰ entre 1916 et 1920 contre 28,80‰ entre 1901 et 1905, est effectivement le plus faible de toutes les circonscriptions luxembourgeoises.

Après la fin des hostilités, et malgré une nuptialité fortement accrue, aucun canton ne parvient à récupérer sa position d'avant-guerre; mais entre 1920 et 1935, la ville de Luxembourg réussit à améliorer sa position par rapport aux autres régions, de sorte qu'il semble que l'effondrement des années 1914-1920 ait eu des répercussions plus profondes sur les taux des cantons ruraux que sur celui de la capitale. Mais il se peut très bien — faute de renseignements précis, nous n'avons pas le droit d'être trop formel — que ce fait s'explique aisément par un nouveau regroupement de la population en faveur de Luxembourg-Ville et au détriment de la campagne.

Un second effondrement s'est produit lors de la crise économique des années 1930, suivie de la seconde guerre mondiale. Au cours de

37) Voir planche N° 19.

cette période, l'évolution observée depuis 1920 semble se confirmer: les taux ruraux enregistrent en effet un recul plus net que ceux de Luxembourg-Ville³⁹).

Au lendemain de la libération, entre 1946 et 1950, le taux de Luxembourg-Ville (en 1949: 11,90/100) redevient, avec celui de Luxembourg-Campagne, le plus faible du Grand-Duché; il en reste de même entre 1951 et 1954 où la natalité de la capitale est de 13,20/100.

Le sursaut prodigieux de la natalité du canton d'Esch à la fin du siècle passé atteint son apogée au cours de la période 1901-05, avec un taux brut de 36,90/100. Seul le canton ardennais de Clervaux, d'une natalité traditionnellement très forte, dépasse en ce moment encore le niveau des 30/100 (32,20/100).

De 320/100 entre 1911 et 1915, le taux du canton d'Esch s'effondre brusquement à 20,10/100 entre 1916 et 1920, sacrifiant ainsi la première place qui lui était acquise depuis plus de 30 ans. Au moment de la reprise, il réussit à récupérer ce premier rang, mais son taux moyen de 24,50/100 entre 1926 et 1930 ne lui donne plus qu'une faible avance sur les autres régions.

Le second effondrement, celui des années 1930, a pour effet de ramener simplement et définitivement le taux du canton d'Esch au niveau de celui d'une circonscription quelconque. De la forte avance de jadis il ne lui reste absolument rien et maints cantons ruraux le dépassent en 1946-1950 où son taux se situe à 14,60/100. Entre 1951 et 1954, son taux moyen étant de 15,60/100 il se range en 3e position derrière les cantons de Diekirch et de Vianden.

En ce qui concerne le reste du pays, nous pouvons noter qu'en dépit de variations parfois très prononcées d'une période à l'autre, ce sont les cantons ruraux du Centre et de l'Est qui accusent les chiffres les plus bas, tandis que l'«Ösling» parvient généralement à maintenir une natalité plus élevée. Ce regroupement ne doit d'ailleurs pas nous surprendre, puisqu'il ne rappelle que ce que nous avons déjà pu constater vers le milieu du siècle passé.

Prétons notre attention un moment seulement à l'évolution du canton de Clervaux. La régression du taux de natalité s'y est poursuivie sans arrêt depuis le début de notre siècle. D'un niveau de 32,20/100 entre 1901 et 1905, ce canton passe à 20,40/100 entre 1916 et 1920, puis à 17,30/100 entre 1931 et 1935, période à laquelle il ne peut plus prétendre à l'une des premières places dans la natalité du pays.

38) Il se peut néanmoins qu'il s'agisse là d'une appréciation erronée, due aux méthodes d'enregistrement des naissances. Avant 1936 les naissances sont classées suivant le lieu de naissance de l'enfant et non suivant le lieu de résidence des parents. Le tout serait donc de savoir si, avant 1936, beaucoup d'enfants, domiciliés de droit dans un canton rural, sont nés en maternité à Luxembourg-Ville.

Entre 1936 et 1940, il se classe en 6e position avec un taux de seulement 14,70/100; ce n'est qu'en 1946-1950 qu'avec un taux de 15,10/100 il redevient 3e, laissant derrière lui les circonscriptions de Luxembourg-Ville et d'Esch-sur-Alzette.

Quant aux taux bruts mêmes dont nous nous sommes servis jusqu'ici, il reste à signaler que, pour le début de notre siècle au moins, les comparaisons avec les taux de fécondité (les naissances sont rapportées aux femmes en âge de procréer) ne laissent pas apparaître des modifications importantes dans le classement de chaque canton. Ainsi le taux de fécondité ne fait que confirmer la première place de la circonscription d'Esch, tandis que la ville de Luxembourg, dont nous avons suffisamment souligné la chute du taux brut vers la fin du 19e siècle, se range en bas de l'échelle, précédée du canton de Remich qui, tant en ce qui concerne le taux brut que le taux de fécondité, reste toujours un candidat sérieux à la dernière place.

Sans exagérer les conclusions à tirer d'une telle comparaison qui porte sur un nombre d'années réduit, nous croyons pouvoir affirmer que l'enseignement contenu dans l'évolution des taux bruts de natalité s'avère largement valable, tout au moins dans ses grandes lignes.

Par ailleurs, l'Office de la Statistique Générale a publié³⁹ pour les années 1900 et 1947 les chiffres de la fécondité régionale de Luxembourg-Ville, du canton d'Esch et de 6 cantons essentiellement ruraux, à savoir les cantons de Redange, de Wiltz, de Clervaux, de Vianden, d'Echternach et de Remich. En voici les résultats:

	Taux de fécondité pour 1000 femmes de 15-49 ans	
	1900	1947
Luxembourg-Ville	86,9	45,5
Canton d'Esch-sur-Alzette	169,6	53,8
Les 6 cantons ruraux	119,8	58,1

Nous constatons donc une nouvelle fois, bien que ces chiffres demandent une certaine réserve, puisque la base de comparaison reste toujours chancelante lorsqu'il s'agit d'un seul résultat annuel, combien la natalité de Luxembourg-Ville était déjà peu élevée au début de ce siècle; aussi ne faut-il point s'étonner d'assister ici à une diminution moins prononcée que celle des cantons ruraux et notamment du secteur d'Esch dont l'effondrement prend une ampleur considérable.

39) Cf. Bulletin du Service d'Etudes et de Documentation Economiques et de l'Office de la Statistique Générale, Vol. II, 1951, N° 1, p. 8.

En 1947, d'après les données ci-dessus, la fécondité des cantons ruraux dépasse de respectivement 8 et 25 % celle du canton d'Esch et de Luxembourg-Ville. Ceci prouve une fois de plus qu'à plus ou moins longue échéance le développement urbain se répercute défavorablement sur la natalité. Il en fut ainsi pour Luxembourg-Ville à partir de 1870, et le même phénomène s'est répété au 20^e siècle dans le canton d'Esch. Mais il n'est certes pas besoin de souligner que l'explication de la diminution des naissances ne doit pas être cherchée dans cette seule direction. Rappelons simplement le fait que les premiers symptômes de la dénatalité se sont déclarés dans les campagnes, en plein milieu agricole.

c) La mortalité

Après le léger redressement de la mortalité pendant les dernières décades du siècle passé, nous assistons dès 1896 à une nette tendance vers la baisse, tendance qui, d'une manière générale, se maintient et s'accroît jusqu'à l'époque actuelle. Entre 1951 et 1954 le Luxembourg accuse un taux de mortalité de 11,7‰ qui se situe à peu près au même niveau que celui des autres pays occidentaux.

Sur le plan régional nous enregistrons dès la fin du 19^e siècle une relative uniformité des taux de mortalité⁴⁰⁾. Si, malgré l'afflux de nombreux travailleurs jeunes, le canton d'Esch garde un taux élevé de 21‰, la raison en peut être cherchée, en partie au moins, dans les ravages que causait encore à cette époque la mortalité infantile dont ce canton, avec une natalité de 36‰, devait particulièrement souffrir.

Entre 1911 et 1915 nous retrouvons une uniformité non moins nette à travers la presque totalité du pays. Si la baisse a été quasi générale, le canton d'Esch en profite désormais dans une plus large proportion, grâce surtout — ce facteur ne peut pas faire de doute — à l'immigration ininterrompue d'éléments jeunes et, probablement aussi, aux premiers effets de la lutte contre la mortalité infantile. Quant au taux de Diekirch qui se maintient au niveau de 19,6‰, signalons que ce canton accuse traditionnellement une mortalité élevée, résultant d'ailleurs du décès, sur son territoire, de nombreuses personnes non originaires de ladite circonscription.

En ce qui concerne le canton de Remich, il est facile de comprendre que, par suite de sa natalité peu élevée, la structure démographique comporte un nombre relativement important de gens âgés, ce qui explique également les décès plus nombreux.

L'évolution comprise entre 1921 et 1954 est caractérisée par des variations de taux plus grandes entre les divers cantons. Depuis la fin de la première guerre mondiale, le canton d'Esch accuse la mortalité la plus faible du Grand-Duché, ceci grâce à sa population plus jeune. Comme les conditions hygiéniques ne diffèrent plus sensiblement d'une région à l'autre, à l'heure actuelle, la véritable cause de ces écarts doit d'ailleurs être cherchée dans la composition par âges de la population de chaque canton.

d) La balance des naissances et des décès

Par suite de la baisse rapide et constante de la natalité, l'accroissement naturel de la population se réduit de plus en plus au cours du 20^e siècle, et ceci dans tous les cantons. Aussi constatons-nous qu'entre 1931 et 1935 trois cantons accusent des excédents de décès et qu'un 4^e n'arrive plus qu'à équilibrer sa balance⁴¹⁾.

Entre 1951 et 1954, la situation n'est pas beaucoup plus rassurante, puisque les cantons de Remich et de Capellen annoncent des excédents nuls, tandis que le canton de Redange présente une balance négative.

Quant aux divergences existant entre les taux des divers cantons, elles ne nécessitent aucune explication spéciale, vu qu'elles résultent uniquement de l'évolution des taux respectifs de natalité et de mortalité, précédemment examinés.

Avant de terminer ce paragraphe, rappelons donc simplement ce que nous avons pu constater au terme de l'analyse de l'évolution générale de la population, à savoir que seuls les cantons de la partie méridionale du Grand-Duché ont réellement vu augmenter leur population au cours de la période 1900-1947. Les excédents de naissances, des autres cantons, par le truchement des mouvements migratoires, tournaient finalement au profit des régions urbaines, sinon de certains pays étrangers.

e) Les mouvements migratoires

aa) Les migrations intérieures

Afin d'acquiescer une vue quelque peu précise sur l'ampleur et le sens des migrations intérieures dans le Grand-Duché, nous allons examiner quelques renseignements recueillis lors des recensements de la population de 1910 et de 1935.

40) Voir planche N° 19.

41) Voir planche N° 20.

En 1910⁽⁴²⁾ le tableau des pertes et des gains que tiraient les divers cantons des mouvements migratoires de la population née sur le territoire luxembourgeois, s'établit de la façon suivante:

	Pertes	Gains	Solde	
			négatif	positif
Luxembourg-Ville	3769 pers.	7887 pers.		+ 4118
Capellen	4749 pers.	2330 pers.	-2419	
Esch-sur-Alzette	4264 pers.	14773 pers.		+10509
Luxembourg-Campagne	6974 pers.	9842 pers.		+ 2868
Mersch	4746 pers.	2679 pers.	-2067	
Clervaux	3742 pers.	1454 pers.	-2288	
Diekirch	4918 pers.	4108 pers.	-810	
Redange	3841 pers.	1934 pers.	-1907	
Wiltz	4148 pers.	1941 pers.	-2207	
Vianen	1096 pers.	454 pers.	-642	
Echternach	3496 pers.	1405 pers.	-2091	
Grevenmacher	4097 pers.	2370 pers.	-1727	
Remich	2493 pers.	1156 pers.	-1337	
Total	52333 pers.	52333 pers.		

Le recensement de 1910 dénombre donc 52.333 personnes, soit 23,7% de la population originaire du Grand-Duché, qui ne vivent plus dans leur canton d'origine. Lorsqu'on prend comme base de référence non plus le canton, mais la commune, ce pourcentage s'élève à 32,39. Tous ces chiffres prouvent de la façon la plus nette combien sont fortes, en ce début de siècle, les migrations intérieures.

Il est évident que tous les cantons ne participent pas dans les mêmes proportions à ces changements de domicile. Si le nombre d'habitants de chaque circonscription joue, certes, un premier rôle non négligeable, il ne faut cependant pas exagérer ce critère, car d'autres y interviennent également, à savoir la proximité ou la distance des grands centres, le manque d'emplois dans une région déterminée, la mobilité plus ou moins prononcée de telle ou telle population, etc.

Ainsi nous constatons que, parmi les 52.333 personnes émigrées de leur canton de naissance, ce ne sont ni les cantons pauvres des Ardennes, ni les cantons fortement peuplés de l'est qui fournissent les plus forts contingents. La première place revient, en effet, au canton de Luxembourg-Campagne qui représente 13,33% des émigrés; viennent ensuite les régions de Diekirch avec 9,40%, de Mersch et de Capellen avec 9,07%. Les circonscriptions de Remich et de Vianen se situent en bas de l'échelle avec respectivement 4,76 et 2,09%.

⁴²⁾ Cf. Publikationen der ständigen Kommission für Statistik, Heft XXXVI, Luxembourg, 1911, S. 63 ff.

Lorsque, au lieu de nous occuper des départs, nous nous intéressons aux personnes qui sont restées dans leur canton d'origine, nous obtenons le tableau que voici:

Sur 100 personnes nées dans le canton, ont été recensées dans ce canton d'origine:	
1. Esch-sur-Alzette	88,21
2. Remich	79,90
3. Luxembourg-Campagne	76,90
4. Clervaux	76,42
5. Grevenmacher	75,11
6. Redange	74,80
7. Echternach	73,40
8. Wiltz	73,22
9. Capellen	72,73
10. Diekirch	72,65
11. Luxembourg-Ville	72,17
12. Vianen	65,73
13. Mersch	65,32

Si le tableau précédent nous a fourni les nombres absolus des départs de chaque canton, celui-ci nous présente en premier lieu le degré de sédentarité des diverses populations; mais par un simple calcul mental, il nous est aisé de connaître les proportions que représentent, dans chaque circonscription, les personnes émigrées. Aussi ce tableau ne fait-il que confirmer ce que nous avons précédemment souligné, à savoir que le principal motif des départs ne doit pas être cherché uniquement dans une éventuelle «surpopulation», mais dans un ensemble de facteurs multiples et complexes. Ainsi la population du canton de Remich, malgré sa densité la plus forte de toutes les régions rurales, se révèle peu encline à quitter le territoire de naissance.

Le tableau des gains et des pertes résultant des migrations intérieures⁽⁴³⁾ a fait apparaître un solde positif pour 3 circonscriptions seulement, à savoir: Esch-sur-Alzette, Luxembourg-Ville et Luxembourg-Campagne, ce dernier canton devant l'afflux de population uniquement au fait qu'en 1910 les communes fortement industrialisées de la banlieue immédiate de Luxembourg-Ville n'étaient pas encore incorporées à la capitale.

Sans insister sur tous les aspects de ces migrations, dont l'étude détaillée ne peut pas rentrer dans le cadre de ce travail, nous allons présenter un dernier tableau qui nous renseigne sur le sens ou la direction des divers mouvements d'émigration:

⁴³⁾ Voir page précédente.

Sur 100 personnes ayant quitté leur canton d'origine, se sont fixées en 1910:				
Canton d'origine	à Lux-Ville	aux cantons de Lux-Camp.	d'Esch	dans les autres cantons
Luxembourg-Ville ..	—	57,4	20,9	21,7
Capellen	12,6	21,1	42,2	24,1
Esch-sur-Alzette ..	19,2	29,2	—	51,6
Lux.-Campagne ..	33,2	—	37,1	29,7
Mersch	12,7	23	30	34,3
Clerveaux	11,9	13,2	29,5	45,5
Diekirch	13,3	15	29,2	42,5
Redange	11	13,1	27,9	48
Wiltz	11,6	12,9	28,3	47,2
Vanden	11,5	11,8	23,1	53,6
Echternach	11,1	12,2	30,5	46,2
Grevenmacher	14,8	23,5	25,8	35,9
Remich	16,3	21,7	31,7	30,3

Il résulte de ces chiffres que l'échange de population entre Luxembourg-Ville et le reste du pays devient d'autant plus fort qu'on se rapproche géographiquement de la capitale. Il en est de même pour le canton de Luxembourg-Campagne, vers lequel les régions limitrophes dirigent une fraction plus importante de leurs émigrants que les circonscriptions plus éloignées. En ce qui concerne le canton d'Esch toutefois, les choses se passent un peu différemment. Les courants migratoires y restent certes les plus animés entre régions géographiquement contiguës, mais il est important de souligner que les cantons ardennais, de même que ceux de l'est du pays, orientent vers le bassin minier une fraction de leurs émigrants nettement supérieure à celle qui choisit domicile à Luxembourg-Ville ou dans les centres industriels environnants. L'on peut donc affirmer que les habitants de ces cantons ne se préoccupent nullement de la distance et que l'attrait exercé sur eux par les possibilités d'emplois du canton d'Esch s'avère plus grand et plus décisif que celui de Luxembourg-Ville et de ses environs. Notons cependant qu'une fraction très importante des émigrants ardennais a choisi son nouveau domicile ailleurs que dans les trois circonscriptions qui nous occupent ici.

Afin de pouvoir effectuer des comparaisons valables, nous allons nous intéresser aux mêmes résultats du recensement de 1935⁴⁴⁾.

En 1935 le bilan des migrations intérieures s'établit pour chaque canton de la manière suivante:

44) Cf. Résultats du recensement de la population du 31 décembre 1935, Tome I, Luxembourg, 1938, pp. 81 et ss.

	Pertes		Gains		Solde négatif positif
Luxembourg-Ville	9026 pers.	18426 pers.	—2564	+ 9400	
Capellen	6334 pers.	3770 pers.	—2564	+ 17326	
Esch-sur-Alzette	8057 pers.	25383 pers.	—1013		
Luxembourg-Campagne ..	5508 pers.	4495 pers.	—1945		
Mersch	5531 pers.	3586 pers.	—4004		
Clerveaux	5461 pers.	1457 pers.	—1974		
Diekirch	6481 pers.	4507 pers.	—3559		
Redange	5366 pers.	1807 pers.	—904		
Vanden	1434 pers.	530 pers.	—3154		
Wiltz	5298 pers.	2144 pers.	—3023		
Echternach	4751 pers.	1728 pers.	—2973		
Grevenmacher	5686 pers.	2713 pers.	—1613		
Remich	3193 pers.	1580 pers.			
Total	72126 pers.	72126 pers.			

Les 72.126 personnes domiciliées en 1935 ailleurs que dans leur canton d'origine, représentent 28,68 % de la population née dans le Grand-Duché, ce qui prouve que la mobilité démographique s'est même accentuée par rapport à 1910 où elle portait sur 23,7 % seulement. Sur le plan communal nous rencontrons évidemment une évolution analogue: en 1935, 37,62 % des habitants nés du pays vivent dans une autre commune que celle où ils sont nés, en 1910 cette proportion n'avait été que de 32,39 %.

A part cette première constatation, les résultats du recensement de 1935 présentent d'autres divergences par rapport à ceux de 1910. Ainsi nous ne comptons plus que deux cantons dont le bilan final accuse un gain. La disparition de Luxembourg-Campagne s'explique cependant aisément par l'incorporation de ses centres industriels dans la municipalité de Luxembourg-Ville. Par ailleurs, les gains des deux régions à bilan positif sont plus substantiels qu'en 1910; celui du canton d'Esch passe en effet de 10.509 habitants en 1910 à 17.326 habitants en 1935, tandis que celui de Luxembourg-Ville, montant de 4.118 personnes à 9.400, a plus que doublé au cours de cette période.

Il y a lieu également de souligner la part importante que prennent le centre de Luxembourg-Ville et le canton d'Esch dans le nombre total des gens ayant quitté leur région d'origine. En 1910 ces proportions avaient été de 7,20 % pour Luxembourg-Ville et de 8,15 % pour le canton d'Esch; en 1935 elles s'élevèrent respectivement à 12,51 % et 11,17 %. Ceci prouve que nombreux sont également ceux qui quittent les villes et les centres industriels pour s'établir ailleurs dans le pays. Et puisqu'il s'agit de personnes nées dans ces circonscriptions, on ne peut pas expliquer ce phénomène par le retour dans leurs cantons d'origine de travailleurs chassés auparavant par la crise économique.

Il est plutôt possible que nous trouvions là le premier signe d'une préférence de la résidence rurale à l'habitat urbain.

Le tableau suivant nous renseigne sur le degré de sédentarité de la population des différents cantons en 1935. Sur 100 personnes nées dans le canton en question, on a recensé dans le même canton les pourcentages que voici:

1. Esch-sur-Alzette	86,60 %	8. Redange	63,74 %
2. Luxembourg-Ville ...	76 %	9. Diekirch	63,41 %
3. Remich	71,95 %	10. Echternach.....	62,38 %
4. Clervaux	66,46 %	11. Luxembourg-Camp.	61,35 %
5. Wiltz	66,07 %	12. Mersch	58,49 %
6. Grevenmacher	65,61 %	13. Vianden	55,69 %
7. Capellen	64,78 %		

A part Luxembourg-Ville dont le gain de stabilité doit s'expliquer par l'incorporation des centres industriels limitrophes, tous les cantons accusent, à des degrés variables, une mobilité accrue de leur population par rapport à 1910. Si elle est toujours assez faible dans le canton d'Esch, nous pouvons en déduire que le principal motif des déplacements reste d'ordre économique. La même conclusion s'impose à propos du gain de stabilité de Luxembourg-Ville. Ceci ne contredit d'ailleurs pas ce que nous venons de voir plus haut où il fut question des nombres absolus d'émigrants de chaque région, un accroissement de la stabilité relative pouvant très bien aller de pair avec une augmentation, même sensible, du nombre absolu des partants.

En ce qui concerne le reste du pays, nous constatons que la mobilité démographique s'est proportionnellement le plus développée, depuis 1910, dans les cantons ardennais et dans certains secteurs de l'est.

Quant à l'orientation des divers courants migratoires, les renseignements de 1935 aboutissent aux résultats suivants:

Canton d'origine	Lux.-Ville	à	dans le	dans un
			canton d'Esch	autre canton
Luxembourg-Ville	—		48,8	51,2
Capellen	24,9		51,1	24
Esch-sur-Alzette	46,7		—	53,3
Luxembourg-Campagne ...	38,4		36,1	25,5
Mersch	27,5		36,5	36
Clervaux	23		36,9	40,1
Diekirch	27,4		33,4	39,2
Redange	21,5		35,8	42,7
Wiltz	23,4		34,3	42,3
Vianden	18,8		32,4	48,8
Echternach	21,9		42,2	35,9
Grevenmacher	29,6		37,3	33,1
Remich	31,4		37,7	30,9

Sur 100 personnes ayant quitté leur canton d'origine, ont été recensées en 1935:

Soulignons en premier lieu le gonflement substantiel des courants migratoires entre la ville de Luxembourg et le bassin minier. En 1910, 20,9 % des émigrants de Luxembourg-Ville s'étaient fixés dans le canton d'Esch; en 1935 cette proportion monte à 48,8 %. Le canton d'Esch, de son côté, dirige en 1935 46,7 % de ses partants vers la capitale, contre 19,2 % seulement en 1910. Or un examen plus détaillé des chiffres de chaque canton prouve que cet accroissement ne résulte que partiellement de l'extension territoriale de Luxembourg-Ville.

Par ailleurs, presque tous les cantons orientent, par rapport à 1910, une fraction plus importante de leurs émigrants vers le centre de Luxembourg-Ville, constatation qui reste également vraie lorsqu'on tient compte des changements territoriaux intervenus entre la ville de Luxembourg et le canton de Luxembourg-Campagne. Ceci semble donc indiquer que la force attractive de la capitale s'est accrue, même et surtout, par rapport aux cantons les plus éloignés.

Il faut néanmoins convenir que cet accroissement reste toujours loin derrière celui que peut enregistrer le canton d'Esch qui, comparé aux autres circonscriptions du pays, dénombre en 1935, dans ses centres industriels, les proportions les plus fortes des personnes ayant quitté leur région d'origine. Seul le canton de Luxembourg-Campagne y fait exception en dirigeant la fraction la plus importante de ses émigrants vers la capitale et non vers le bassin minier.

Dans la mesure où l'influence des deux grands centres de concentration démographique s'est affirmée, les autres cantons du pays voient évidemment affluer une proportion moindre d'immigrants.

Nos renseignements sur les migrations intérieures s'arrêtent malheureusement en 1935. Le recensement de la population de 1947, le seul qui ait eu lieu depuis lors, n'a pas été dépouillé sous ce point de vue. Mais nous pouvons être certains que, de nos jours encore, les déplacements de la population n'ont rien perdu de leur ampleur et qu'ils tournent toujours au profit de Luxembourg-Ville et du bassin minier, ainsi que nous l'avons d'ailleurs vu dans une autre partie de ce chapitre⁴⁵⁾.

bb) Les migrations internes

En ce qui concerne les émigrations vers les pays étrangers, nous ne disposons malheureusement pas de renseignements qui soient de quelque utilité pour une étude régionale. Voilà pourquoi seules les immigrations de ressortissants étrangers vont retenir notre attention.

45) Voir pp. 40 et 41.

En 1900 la population luxembourgeoise comptait 12,3% d'étrangers, en 1910 ce taux monte à 15,28%, en 1930 il est de 18,61%, en 1935, par suite surtout du départ de bon nombre d'étrangers au moment de la crise économique, il retombe à 12,92%. Lors du recensement de 1947 il ne dépassait plus les 10%, proportion cependant encore très élevée en comparaison des chiffres correspondants des pays étrangers. En dépit du manque de renseignements précis pour l'époque actuelle, nous devons admettre que le nombre d'étrangers de 15 ans et plus, groupe dont le nombre est connu, représentent, à eux seuls, déjà 11,7% de la population totale du Grand-Duché⁴⁶⁾.

En ce qui concerne la nationalité des ressortissants étrangers, nous observons l'évolution suivante:

	1900	1910	1930	1935	1947	1957
	en nombres absolus			Cartes d'étrangers		
Allemands.	14.931	21.762	23.576	16.815	7.525	8.514
Français ..	1.895	2.103	4.669	3.478	3.660	3.210
Belges	3.877	3.964	4.080	3.273	3.645	3.199
Italiens ...	7.432	10.138	14.050	9.268	7.622	15.024
Polonais ..	—	—	2.607	1.555	—	562
Autres	863	1.756	6.849	3.980	6.690	4.336
Totaux ...	28.998	39.723	55.831	38.369	29.142	34.835
	en %					
Allemands.	51,5	54,8	42,2	43,8	25,8	24,4
Français ..	6,5	5,3	8,3	9,1	12,5	9,2
Belges	13,4	10	7,3	8,5	12,5	9,1
Italiens ...	25,6	25,5	25,1	24,2	26,1	43,1
Polonais ..	—	—	4,6	4,1	—	1,5
Autres	3	4,4	12,5	10,3	23,1	12,7
Totaux ...	100	100	100	100	100	100

Si les Allemands fournissent donc, jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, la plus forte proportion d'étrangers domiciliés au Luxembourg, ce sont néanmoins les Italiens qui ont vu leur contingent s'accroître le plus considérablement. En 1947 les ressortissants italiens l'emportent pour la première fois sur les Allemands, et en 1957, d'après les seules cartes d'étrangers en cours, ils représentent 43,1% de l'ensemble des étrangers du Grand-Duché. L'immigration italienne a été particulièrement forte pendant les 10 dernières années du 19e siècle, puisqu'en 1890 on n'en recensait encore que 439, contre

7.432 en 1900. Aux mêmes recensements les Allemands atteignent les chiffres de respectivement 12.296 et 14.931. Ce sont encore les Allemands et les Italiens dont le nombre a diminué le plus entre 1935 et 1945. Depuis lors l'immigration allemande n'a que légèrement progressé tandis que les effectifs italiens ont doublé. — Parmi les autres nationalités représentées, les Belges et les Français occupent une position prépondérante, sans pourtant atteindre les dimensions des colonies italiennes et allemandes.

Tout comme la population en général manifeste une tendance très prononcée à se concentrer dans les agglomérations de Luxembourg-Ville et du canton d'Esch, la grande majorité des étrangers se fixe également dans ces mêmes circonscriptions.

En 1910 le canton d'Esch héberge 52,91% de tous les ressortissants allemands, 43,62% des Belges, 40,47% des Français et 93,72% des Italiens. Le canton de Luxembourg-Campagne rassemble sur son territoire 12,29% des Allemands, 13,97% des Belges, 18,31% des Français et 2,65% des Italiens; la ville de Luxembourg abrite 8,82% des Allemands, 9,08% des Belges, 14,74% des Français et 0,99% des Italiens. A elles seules, ces trois régions réunissent donc la majorité écrasante de tous les étrangers établis dans le Grand-Duché. Les proportions des autres cantons varient essentiellement en fonction des contacts géographiques qu'ils peuvent avoir avec tel ou tel pays limitrophe.

Des chiffres analogues pour les années 1935 et 1947 il résulte qu'une part croissante d'étrangers se retrouve désormais dans les cantons ruraux, probablement par suite de l'engagement d'une main-d'œuvre agricole étrangère, encore qu'il ne faille pas y voir la seule explication. Cette évolution est particulièrement nette pour les ressortissants allemands, cependant que les autres groupes étrangers enregistrent surtout un grossissement de leurs effectifs à Luxembourg-Ville. Bien que cette nouvelle tendance soit très nette, il n'en reste pas moins vrai que l'immense majorité des personnes étrangères habite toujours les centres industriels du bassin minier.

Si la répartition des différents groupes ethniques sur le territoire luxembourgeois revêt certes une importance capitale sur tous les plans de la vie humaine, vu les multiples incidences qu'elle comporte, la connaissance du pourcentage global d'étrangers dans la population des différents cantons n'en est pas moins indispensable pour juger du degré d'homogénéité des habitants. Or, de tout ce que nous venons de voir, il résulte indéniablement que cette homogénéité est fortement ébranlée dans les cités industrielles.

⁴⁶⁾ En 1958 cette même proportion s'établit à 12,14%. Cf. *Bulletin Statistique*, juin 1959, p. 167.

Rappelons tout d'abord qu'en 1910, le pourcentage d'étrangers de la population du Grand-Duché s'élevait à 15,2%. A cette date, aucun des cantons ruraux, ni même l'agglomération de Luxembourg-Ville n'atteignaient une moyenne aussi élevée, cependant que la circonscription d'Esch-sur-Alzette accusait le taux extraordinaire de 35,6%. La ville de Luxembourg, nettement distancée, se classait en deuxième position avec un taux de 13,7%; le canton de Luxembourg-Campagne enregistrait le chiffre de 11,1%. Les proportions d'étrangers de la population des autres cantons⁴⁷⁾ variaient entre 3,3% (Redange) et 9,5% (Echternach).

Il est nécessaire de souligner ici la situation peu commune du canton d'Esch qui ne compte pas moins de 356 étrangers pour 1000 habitants. Or, à cette transformation profonde des données démographiques viennent encore s'ajouter toutes les modifications apportées à la population de souche par les migrations intérieures. Aussi la conjonction des deux genres de migrations nous conduit-elle finalement aux résultats suivants: En 1910 le canton d'Esch ne recense plus, dans sa population, que 46,34% de personnes nées sur son territoire; sur le plan communal, cette proportion descend même à 39,66%. Dans la ville d'Esch elle se situe à 33,71% et dans la ville de Differdange elle atteint, avec 31,65%, le niveau le plus bas de toutes les communes du Grand-Duché.

Qu'il nous suffise ici de remarquer que pareille hétérogénéité, qui fut oeuvre accomplie en moins de 20 ans, devait nécessairement s'accompagner, d'un côté, de déracinements parfois cruels, et de l'autre, de heurts et d'affrontements non moins violents d'où résultaient finalement des changements de mentalité et de comportement assez profonds, notamment dans le domaine moral et religieux.

En 1930 le nombre des étrangers dans la population luxembourgeoise atteint son apogée avec le taux global de 18,61%. Quant à leur répartition régionale, aucune modification essentielle n'est à signaler. Le canton d'Esch se situe toujours en tête avec 325 étrangers pour 1000 habitants; la ville de Luxembourg, en seconde position, en compte alors 17,2%. Les proportions respectives des autres cantons évoluent entre 5,1% et 11,9%. Si le chiffre du canton d'Esch a donc légèrement baissé, ceux de Luxembourg-Ville et du reste du pays marquent, au contraire, une certaine tendance à la hausse, évolution qui a déjà été soulignée lorsqu'il fut question des diverses nationalités représentées sur le sol luxembourgeois.

En 1947, au lendemain d'une forte émigration de sujets étrangers et par suite également des mesures de naturalisation intervenues

dans l'entre-deux-guerres, le Grand-Duché ne compte plus que 10 étrangers pour 100 habitants. La baisse des taux a été particulièrement forte dans le canton d'Esch qui n'atteint plus que le chiffre de 14,6% d'étrangers; le taux de la ville de Luxembourg, de 9,2%, reste même en dessous de la moyenne nationale et se voit dépassé par ceux des cantons de Vianden (10,1%) et d'Echternach (10,2%). Les pourcentages des cantons ruraux oscillent en effet entre 5,5 et 10,2 pour 100.

Pour ce qui est de l'époque actuelle, nous manquons entièrement de renseignements précis.

f) Le vieillissement démographique

Afin de cerner les aspects régionaux de ce problème, nous allons nous attacher à deux groupes d'âge, celui des enfants de moins de 10 ans et celui des personnes de plus de 64 ans, pour en suivre l'évolution à travers les 50 dernières années.

En 1900 les enfants de moins de 10 ans représentaient 21,8% de la population luxembourgeoise. Fait frappant, ce taux se rencontrait presque uniformément dans toutes les circonscriptions du pays. Faisaient seuls exception les cantons de Clervaux, avec une proportion de jeunes de 24,89%, le canton de Vianden avec 23,11%, le canton de Luxembourg-Campagne avec 23,16% et, à l'opposé, la ville de Luxembourg avec seulement 17,3% et le canton de Remich, dont il n'est plus besoin de relever les particularités démographiques, avec 18,88%⁴⁸⁾.

En 1922 le Grand-Duché ne compte déjà plus que 16,7% d'enfants de moins de 10 ans. Ce recul est dû tant à la diminution des naissances qu'au renforcement des classes d'âge adulte par les vagues successives d'immigration.

Sur le plan régional nous constatons cette fois-ci une différenciation plus nette qu'en 1900. Les cantons ardennais et les cantons ruraux le long de la frontière belge conservent toujours un taux relativement élevé, oscillant entre 18 et 19%, cependant que les circonscriptions de Mersch et de Diekirch, de même que celles de l'est du pays n'accusent plus que des proportions allant de 15,6% à 16,9%.

A Luxembourg-Ville, où l'effondrement des naissances se conjugue avec les effets de l'immigration, le taux des jeunes n'est plus que de 12,7%; dans le canton d'Esch l'afflux continu d'immigrants

⁴⁸⁾ Voir planches N° 21, 22 et 23. Pour ce qui est des taux communaux (planches N° 22 et 23) nous avons dû nous référer aux enfants de moins de 15 ans, les renseignements relatifs à ceux de moins de 10 ans faisant défaut.

⁴⁷⁾ Voir planche N° 18.

contrecarre l'influence d'une natalité encore très remarquable, de sorte que son taux ne dépasse pas les 17,9‰.

En 1935, grâce à un rebondissement des naissances qui a commencé après 1922, mais qui, hélas, ne fut pas de longue durée, le taux des jeunes n'a pas trop baissé par rapport à l'époque précédente. Pour l'ensemble du pays, il se maintient au niveau de 16,2‰.

De 17,9‰ en 1922, le taux du canton d'Esch passe à 18,6‰ en 1935 et se place ainsi en tête du pays, tandis que la ville de Luxembourg conserve sa position de 1922. Les autres cantons voient varier leurs chiffres de 13,8‰ à 17,8‰ et se regroupent plus ou moins de la même manière que lors du recensement précédent. La baisse de leurs taux est la conséquence logique de la diminution des naissances et de l'exode rural, affectant surtout les éléments jeunes de la population (familles constituées depuis quelques années seulement, avec des enfants en bas âge).

Entre 1935 et 1947 la proportion d'enfants de moins de 10 ans de l'ensemble de la population tombe de 16,2‰ à 13,1‰. En ce moment, la carte du pays ne comporte plus que peu d'écart d'un canton à l'autre. Seul le canton ardennais de Wiltz atteint une proportion de jeunes de 14,5‰. De toutes les autres régions aucune ne dépasse plus le niveau de 14‰, la chute la plus spectaculaire devant être enregistrée dans le canton d'Esch qui passe de 18,6‰ en 1935 à seulement 13,5‰ en 1947. Des reculs analogues se sont opérés dans la circonscription de Capellen où le taux des moins de 10 ans tombe de 17,3‰ à 12,3‰, et dans le canton ardennais de Clervaux dont le taux dégringole de 17,5‰ à 12,9‰. Avec la région d'Echternach qui, elle aussi, ne dépasse plus les 12,3‰, le canton de Capellen se range ainsi en bas de l'échelle nationale, précédé de Luxembourg-Ville, avec un taux de 12,4‰.

Pour les années postérieures à 1947, nous ne connaissons guère que des taux moyens nationaux qui s'établissent à 12,8‰ en 1951 et à 13,3‰ en 1955, cette modeste amélioration récente devant s'expliquer par une légère reprise des naissances par rapport à l'immédiat après-guerre.

Au recul des naissances des dernières 50 années s'ajoute un phénomène inverse, à savoir l'allongement substantiel de la vie humaine. Cette double évolution conduit finalement au gonflement des classes d'âge adulte, et notamment de celles groupant les gens âgés de plus de 64 ans.

En 1900 le Grand-Duché ne dénombre encore que 6 personnes de 65 ans et plus pour 100 habitants.

Sur le plan régional⁴⁹, le canton d'Esch, grâce aux conditions démographiques que nous savons, ne compte que 3,16‰ de personnes de 65 ans et plus dans sa population. Les circonscriptions de Luxembourg-Ville et de Luxembourg-Campagne qui, comme le bassin minier, bénéficient, elles aussi, d'une immigration assez forte, accusent des taux de respectivement 5,6‰ et 5,3‰. Cette position plus favorable du canton d'Esch et de la région de Luxembourg, par rapport au reste du pays, se maintiendra, pour les raisons indiquées, pendant toute la période envisagée.

Quant aux autres cantons, leur pourcentage de personnes âgées varie essentiellement en fonction des émigrations dont ils sont le théâtre. Ces émigrations laissent évidemment dans les villages de départ une proportion croissante de vieux. Aussi verrons-nous généralement les pourcentages les plus élevés dans les cantons du centre et de l'est, régions à gros effectifs d'émigrants, tandis que les circonscriptions ardennaises, grâce, d'une part, à une natalité plus élevée et, d'autre part, à une émigration moins forte, gardent un pourcentage de gens âgés plus modeste. Le canton de Remich accuse évidemment une proportion de vieux très élevée, conséquence simplement de toutes ses particularités démographiques. Pour l'époque plus récente, il ne faut pas oublier que certaines différences de taux entre cantons, et plus encore entre communes, doivent leur origine à l'existence de maisons de retraites pour vieux dans telle ou telle localité.

En 1947, 9,4‰ de la population luxembourgeoise ont atteint ou dépassé l'âge de 65 ans; en 1922 cette proportion n'avait été que de 6,3‰, en 1935 de 7,1‰.

Si, en ce début du second après-guerre, le canton d'Esch n'accuse toujours qu'une proportion de 7,1‰ de vieux, en revanche, celle du canton d'Echternach se situe au niveau de 11,8‰, celle de Redange à 12,05‰, celle de Mersch à 12,1‰ et celle de Remich à 13,4‰.

L'évolution future ne peut que conduire à un vieillissement progressif de la population du Grand-Duché et, par conséquent, à un gonflement encore plus prononcé du groupe des gens âgés. De 9,4‰ en 1947, la part proportionnelle des personnes ayant atteint ou dépassé l'âge de 65 ans est d'ailleurs passée à 10‰ en 1951, et à 10,3‰ en 1955⁵⁰.

Outre le déclin de la natalité et le recul de la mortalité, le phénomène dominant de l'évolution démographique des 100 dernières années est à voir dans la concentration de la population dans quelques centres industriels du bassin minier et autour de la capitale. Ce re-

⁴⁹ Voir planches Nos 24, 25 et 26.

⁵⁰ Fin 1958 ce pourcentage s'établit à 10,4‰; cf. *Bulletin Statistique*, juin 1959, p. 98.

groupement se trouve particulièrement mis en lumière lorsque nous comparons, indépendamment de la superficie territoriale, les parts respectives de la population qui revenaient à chaque canton entre 1865 et 1957. En voici l'évolution:

	Part (en %) de la population luxembourgeoise résidant dans chaque canton en:			
	1865	1900	1947	1956
Luxembourg-Ville	11,9	16,8	21,3	21,95
Capellen	8,1	6,6	5,5	5,57
Esch-sur-Alzette	8,76	22	32,6	33,84
Luxembourg-Campagne	6,82	5,2	5,1	5,35
Mersch	7,53	5,3	4,3	4,03
Clerveaux	7,32	5,9	4,1	3,63
Diekirch	9,5	7,7	5,7	5,81
Redange	8,04	6	4	3,63
Vianen	1,71	1,2	0,9	0,78
Wiltz	8,43	5,9	4,3	3,71
Echternach	7	5,3	3,5	3,47
Grevenmacher	7,81	6,5	4,9	4,81
Remich	7,06	5,1	3,6	3,4

L'évolution ainsi retracée est des plus éloquentes: En 1865 le canton d'Esch et la ville de Luxembourg (dans ses frontières actuelles), représentant ensemble 11,4% de la superficie du Grand-Duché, étaient habités par 20,66% de la population; en 1900 ils en abritent déjà 38,8%, en 1947, 53,9% et en 1956, 55,79%. Or, à l'heure actuelle, tout porte à croire que cette évolution est encore loin de son terme.

En 1900 ces deux mêmes circonscriptions enregistraient 37,9% de tous les enfants de moins de 10 ans et 19,7% de toutes les personnes âgées de 65 ans et plus; en 1947 elles rassemblent 53,8% des enfants de moins de 10 ans et 46% des personnes de 65 ans et plus⁵¹).

Plus de la moitié de la population luxembourgeoise se trouve donc aujourd'hui concentrée sur quelques km² du territoire grand-ducal. Le poids de cette masse pèse lourdement dans la balance de l'ensemble de la population. Les mentalités et les comportements des grands centres déterminent de façon décisive l'aspect du peuple luxembourgeois. Or nous savons que cette masse humaine, en bonne partie déracinée par suite de l'abandon de la terre et du cadre villageois dont elle est originaire, se trouve encore fortement saturée de ressortissants étrangers dont l'assimilation pose des problèmes toujours délicats et parfois insolubles. Rien n'est donc moins surprenant que de constater que de ce creuset humain aient surgi et surgissent encore des formes de vie et des idées nouvelles qui, par une sorte de

lente contagion, gagnent peu à peu le reste du pays. Extrêmement ouvert, par la force même des choses, à tout ce qui se passe en dehors des frontières nationales, ces creusets jouent également, dans une certaine mesure, de lieu de transition entre l'étranger et le plat pays.

D'autre part, les concentrations humaines possèdent les promesses de vie les plus solides. Profitant sans cesse, et plus que toute autre région du Grand-Duché, de l'afflux immigratoire, le vieillissement démographique de la nation s'y fait moins sentir qu'ailleurs. Représentant 53,9% de la population totale du pays, ces grands centres réunissent en 1947 également 53,3% des enfants de moins de 10 ans, mais seulement 46% des personnes âgées de 65 ans et plus.

En ce qui concerne l'évolution des 10 dernières années, nous manquons malheureusement de renseignements précis.

51) Voir planches N° 27 et 28.

CHAPITRE III

L'EVOLUTION ECONOMIQUE

Renseignements bibliographiques:

- Philippe Vandermaelen: «Dictionnaire géographique du Luxembourg», Bruxelles, 1838.
- Prosper Müllendorff: «Das Großherzogtum Luxemburg unter Wilhelm I.», Victor Büch, Luxembourg, 1921.
- «Das Großherzogtum Luxemburg unter Wilhelm II. und Wilhelm III.», Luxembourg, 1945.
- Fischer et Koltz: «L'état de l'agriculture dans le Grand-Duché de 1839-1889», Luxembourg, 1895.
- Metz et Gemen: «La situation de l'industrie et du commerce de 1839 à 1889», Luxembourg, 1889.
- Paul Weber: «Geschichte des Luxemburger Landes», 3. Ausgabe, Victor Büch, Luxembourg, 1948.
- «Histoire de l'Economie Luxembourgeoise», publiée à l'occasion du Centenaire de la Chambre de Commerce MDCCCCL.
- Carlo Hemmer: «L'Economie du Grand-Duché de Luxembourg», 2 tomes, Jos. Belfort, Luxembourg, I, 1948; II, 1953 (comporte une bibliographie détaillée).
- Albert Calmes: «Der Zollanschluss des Großherzogtums Luxemburg an Deutschland», 2 tomes, Luxembourg, 1919.
- «Histoire contemporaine du Grand-Duché de Luxembourg»
 - Vol. I: «Le Grand-Duché de Luxembourg dans le Royaume des Pays-Bas», Bruxelles, L'Edition Universelle, S.A., 53, rue Royale, 1932.
 - Vol. II: «Le Grand-Duché de Luxembourg dans la Révolution Belge», L'Edition Universelle, S.A., 53, rue Royale, Bruxelles, 1939.
 - Vol. III: «La Restauration de Guillaume Ier, Roi des Pays-Bas», L'Edition Universelle, S.A., Bruxelles et Editions de l'Imprimerie Saint-Paul, S.A., Luxembourg, 1947.
 - Vol. IV: «La Création d'un Etat», Imprimerie Saint-Paul, Luxembourg, 1954.
 - Vol. V: «La Révolution de 1848 au Luxembourg», Editions de l'Imprimerie Saint-Paul, S.A., Luxembourg, 1957.

- Albert Calmes: «Aperçu de l'Histoire Economique 1839-1939», dans «Le Luxembourg, Livre du Centenaire», Luxembourg, 1949 (comporte une bibliographie plus détaillée).
- Les Publications de l'Office de la Statistique Générale, Luxembourg:
 - «Le Recensement professionnel et industriel du 1er juin 1907», 12 tomes en 3 séries.
 - «Le Recensement général de l'Agriculture en 1950», 2 volumes, 1952 et 1955.
 - «Le Recensement de l'Artisanat au Grand-Duché de Luxembourg», 1954
 - «Statistiques économiques luxembourgeoises», Résumé rétrospectif, août 1949.
 - «Annuaire Statistique 1955», Luxembourg, janvier 1956.
- Le «Bulletin trimestriel du Service d'Etudes et de Documentation Economiques et de l'Office de la Statistique Générale», (1950-1955 incl.), à partir de 1956: «Bulletin Statistique».
- Les Cahiers économiques du Service d'Etudes et de Documentation Economiques, Luxembourg.

*

I. La situation économique pendant la première moitié du 19^e siècle

De tout temps et jusqu'à une époque assez récente, le Luxembourg a été un pays foncièrement agricole où l'industrie n'existait qu'au stade artisanal, voire embryonnaire. Seule la sidérurgie, de vieille tradition luxembourgeoise, avait acquis à certaines époques une réelle importance.

Pendant des siècles les procédés du travail de la terre et les genres de culture n'ont guère changé. Aussi l'agriculture même se trouve-t-elle, en plein 19^e siècle, dans un état fortement arriéré et non moins lamentable. Il semble que cette situation ait été particulièrement due à la faible densité de la population puisque, à en croire un auteur de l'époque, «ce n'est pas l'amour du travail et l'esprit d'industrie qui manquent aux habitants, ce sont les bras qui ne suffisent pas aux nombreux travaux et aux améliorations réclamées par un sol immense et à peu près vierge, souvent fertile, et presque toujours dépositaire de richesses minérales»¹⁾. Un autre observateur de l'époque, l'abbé D. C. München, estimait que le mal principal résidait dans «l'indolence millénaire» et l'inconcevable négligence des fermiers²⁾.

Morcelée à l'infini, la propriété foncière, seule fortune du pays, ne consistait souvent qu'en une humble cabane et quelques champs,

mais elle n'en est pas moins à l'origine d'un profond attachement à la terre de la population et d'une égalité sociale non théorique, mais réelle.

L'«Ösling» (Ardenne), avec un sol peu fertile et un climat plus rude que dans le reste du pays, était principalement une région de pâturage avec des prairies naturelles. Vers 1835 les prairies artificielles avaient à peine fait leur apparition. L'assolement des champs, réglé de 10 à 12, sinon de 10 à 25 ans, s'opérait selon les besoins de l'élevage. Entre les diverses récoltes, comprenant le seigle, l'avoine et les pommes de terre, les champs se transformaient en prairies envahies par les troupeaux de moutons et de bêtes à cornes. Avant chaque nouvel emblavement on pratiquait l'écobuage, seul engrais de l'époque, à côté du fumier d'étable.

Le «Bon Pays», dans la partie méridionale du Grand-Duché, disposait de larges surfaces de culture où l'on récoltait le seigle, le méteil et le froment, le lin, le chanvre, la betterave et toutes espèces de légumes. Contrairement à ce qui se passait dans l'Ardenne, le «Bon Pays» suivait un assolement triennal. Après deux récoltes successives comprenant, la première année, le froment, le méteil ou le seigle, la deuxième année, l'avoine, l'orge ou les pommes de terre, le champ restait en jachère pendant la troisième année.

Quoique de moindre importance que dans l'Ardenne, l'élevage avait également sa place dans les fermes du «Bon Pays» qui comptait de nombreuses prairies, tant naturelles qu'artificielles.

En 1841, d'après le premier rapport de la Chambre de Commerce, le Grand-Duché actuel disposait de 129.530 ha de surface cultivée³⁾, soit un peu plus de la moitié de la superficie totale du pays qui est de 258.636 ha. Les prairies se plaçaient en première position avec une surface de 25.000 ha; l'avoine occupait une surface de 20.000 ha, le froment et le méteil se contentaient de 15.000 ha; les pommes de terre de 14.000 ha; les terres en jachère représentaient 18.000 ha. Quant au cheptel, il fut estimé à 70.000 ovins, 58.000 bovins, 15.000 porcs et 18.000 chevaux.

Les régions de la Moselle et de la Sûre inférieure, comprises dans le «Bon Pays», se distinguaient par la culture de la vigne⁴⁾ et celle des arbres fruitiers. Mais dans le domaine viticole on se pré-occupait malheureusement plus de la quantité que de la qualité. Par ailleurs, les quantités de vin récoltées présentaient de fortes oscillations annuelles. Alors qu'en 1831, par exemple, la récolte totale ne donnait que 10.493 hl de vin, celle de 1837 atteignit le chiffre

1) Philippe Vandermaelen, Op. cit. p. 131.

2) Paul Weber, «Histoire de l'Economie luxembourgeoise», Luxembourg, 1950, p. 106.

3) Cf. P. Weber, op. cit. p. 120.

4) La vigne était même cultivée à Vianden, sur l'Our.

exceptionnel de 75.503 hl⁹⁾. Mais dès cette époque les vignerons se lamentaient du bas prix du vin (de 7 à 8 francs par hl en 1833), prix qui ne couvrait même pas les frais d'exploitation. Aussi de nombreux vignerons décidèrent-ils d'émigrer. En 1841 les vignobles occupaient une surface de 1.030 ha⁹⁾.

La production fruitière s'orientait en majeure partie vers les nombreuses distilleries dont il existait 1800 en 1841. Aussi l'alcoolisme est-il stigmatisé comme l'un des grands fléaux sociaux de l'époque.

Source de richesse souvent principale, l'abondance des forêts (sous la République et l'Empire, le Luxembourg avait reçu nom de «Département des Forêts») jouait un rôle économique essentiel. Par ailleurs, l'existence de vastes forêts communales eut des conséquences sociales assez heureuses et tournait nettement en faveur des pauvres. Annuellement une part des coupes effectuées dans ces bois fut répartie entre tous les habitants, à raison de 4 ou 5 stères par feu⁷⁾. En 1841, la forêt occupait 30% de la superficie totale du territoire luxembourgeois.

Lorsque le travail des champs ne pressait pas, beaucoup de petits propriétaires se livraient à l'exploitation du minerai de fer d'alluvion, vu qu'il est peu de contrées où la nature ait prodigué le minerai avec autant de libéralité; presque sur tous les points de la surface on rencontre cette matière première si précieuse, maintenant que la fabrication du fer prend en Europe un essor qui dépasse toutes les prévisions⁸⁾. Ce travail aux moments creux de l'année apportait donc un gain supplémentaire au petit exploitant agricole.

A l'époque napoléonienne, le «Département des Forêts» occupait même le premier rang parmi toutes les régions productrices de fer de la France. En 1806 le chiffre de production était de 14.000 t de fonte, en 1811 de 13.025 t, production exigeant l'extraction de 39.377 t de minerai de fer dont 28.000 t en provenance même des gisements luxembourgeois⁹⁾.

5) Cf. Ph. Vandermaelen, op. cit. p. 77.

6) Cf. P. Weber, op. cit. p. 120.

7) Après déduction du bois distribué gratuitement aux familles, le Grand-Duché d'alors (avec les territoires aujourd'hui belges) disposait encore d'environ 860.000 stères destinés aux usines indigènes et à l'exportation. A cette époque il fallait 18 stères de bois pour obtenir 1/2 tonne de fonte; l'affinage, de son côté, exigeait 20 stères par tonne de fonte.

8) Cf. Ph. Vandermaelen, op. cit. p. 53: On peut y recueillir en outre les informations suivantes: «Le minerai de fer fort recueilli dans le sud-ouest du territoire luxembourgeois actuel, se vendait sur place de 14 à 16 fr. la tonne. Les frais d'extraction et de lavage étant de 12 fr., le propriétaire du sol encaissait un gain de 2 à 4 fr. par t. de minerai. Le minerai de fer tendre, abondant aux alentours de Mersch notamment, ne valait que 2 à 3 fr. la t, mais les frais d'extraction et de lavage y étaient presque nuls.»

9) Carlo Hemmer, «L'Economie du Grand-Duché de Luxembourg», 2e partie, Luxembourg, 1953, pp. 28 et 29; par ailleurs, il faut rappeler que le Département des Forêts comprenait également le Luxembourg belge actuel ainsi que les cantons de Biltbourg et de St. Vith, cédés à la Prusse en 1814/1815. — Voir aussi planche N° 29.

Après les guerres napoléoniennes, la sidérurgie luxembourgeoise connut une période de récession très nette. Les premières tentatives de rénovation se firent jour durant la révolution belge. En juillet 1837 fut créée la «Société d'Industrie Luxembourgeoise», filiale de la Banque de Belgique. Ce début de concentration industrielle suscita, en octobre de la même année, la fondation de la «Société des Hauts-Fourneaux, Forges et Usines du Luxembourg», société patronnée par la Société Générale de Belgique.

Sous le régime belge, l'ensemble du Luxembourg disposait de 87 usines, à savoir 30 hauts-fourneaux, dont 21 étaient sous feu, 50 feux d'affinerie, dont 38 restaient en activité, et 7 platineries. A la même époque (1830-1839) une autre vingtaine d'usines tombaient en ruines. La production s'élevait alors à 9.200 t de fonte dont 6.200 t s'acheminaient vers les affineries, le surplus étant vendu aux usines de la région liégeoise.

En 1841, après le démembrement de 1839, le Grand-Duché comptait encore 11 hauts-fourneaux dont la production s'élevait à environ 7.000 t de fonte, cependant que l'activité des affineries ne portait plus que sur 450 t de fonte¹⁰⁾. Par ailleurs, les salaires versés par la sidérurgie procuraient un revenu ou un gain supplémentaire à environ 2.000 familles¹¹⁾.

Voici quelles furent, vers cette époque, les principales autres activités industrielles du Luxembourg:

Les ardoisières, parmi lesquelles il faut surtout citer celles de Martelange, à la nouvelle frontière belge, produisaient environ 1 million d'ardoises par an.

La tannerie, représentée avant tout dans les Ardennes où elle occupait quelque 200 ouvriers, versait, dans l'ensemble du Grand-Duché, des salaires à 300 familles.

Vers 1838 la ganterie disposait de 3 manufactures à Luxembourg-Ville où travaillaient 250 ouvriers, sans compter les ouvrières à domicile, au nombre d'environ 1800.

Les 6 papeteries du pays fournissaient du travail à 300 ouvriers. Sous l'administration belge (1830-1839), la faïencerie, aux alentours de Luxembourg-Ville et à Echternach, occupait quelque 300 ouvriers.

Vieille activité des Ardennes, à cause même des nombreux troupeaux de moutons, l'industrie textile traversait une crise très grave

10) Si les rapports de l'époque rendent responsables de cette stagnation industrielle le manque de capitaux et de voies de communications, ils ne s'en prennent pas moins à la nonchalance et à l'esprit arrêté, fermes et techniques modernes, des maîtres d'entreprise. — Voir à ce sujet: C. Hemmer, op. cit., pp. 29/30.

11) Cf. P. Weber, op. cit., p. 125.

vers 1840. Il en fut de même de la draperie de Luxembourg-Ville (Schleifmühle) qui ne comptait plus que 150 ouvrières contre 300 en 1839; par contre, la draperie de Larochette (canton de Mersch), fournissant du travail à une centaine d'ouvriers, s'en ressentait moins.

En 1841 les métiers à tisser, dispersés à travers la campagne, connurent également une réduction de leur nombre. Des 300 qui travaillaient auparavant pour le commerce, il ne restait plus que 230.

Les manufactures de tabac, installées à Luxembourg, à Ettelbruck, à Diekirch et à Remich, occupaient une centaine d'ouvriers.

En dehors des 1800 distilleries déjà mentionnées, le Luxembourg comptait en 1841 quelque 45 brasseries, produisant 15.000 hl de bière.

L'artisanat peuplait en majeure partie les villes. En 1841 cette branche socio-professionnelle comptait 7.054 maîtres et seulement 1985 aides, soit un total de 9.039 artisans. Les aubergistes étaient au nombre respectable de 1526, suivis des charretiers dont les effectifs atteignaient le chiffre de 1163, ce qui s'explique aisément lorsqu'on pense aux multiples industries qui devaient faire appel à leurs services.

Parmi l'artisanat proprement dit, la confectionnerie l'emportait nettement avec les nombres respectifs de 992 maîtres et de 348 aides. Les tailleurs, au nombre de 589 maîtres et de 272 aides se rangeaient en deuxième position, suivis des forgerons (517 maîtres et 166 compagnons), des menuisiers (470 maîtres et 257 compagnons), des charçons (388 maîtres et 70 aides)... etc. En bas de l'échelle se plaçaient les ferblantiers au nombre de 37 maîtres et de huit compagnons¹²⁾.

Malgré la diversité de ce tableau économique, le Luxembourg de 1841 n'en restait pas moins un pays essentiellement agricole. La presque totalité des artisans villageois ainsi que la majorité des ouvriers d'industrie étaient en même temps, voire principalement, de petits cultivateurs qui ne se prétaient au travail industriel que pendant une période limitée de l'année.

Les entreprises elles-mêmes ne dépassaient jamais des limites très modestes. Par ailleurs, elles restaient toujours dispersées, géographiquement, et ne créaient aucune véritable zone industrielle, mais s'inséraient parfaitement dans le cadre villageois en s'accommodant de la structure agricole du milieu environnant¹³⁾. Par le fait même, le travailleur ne courait pas le danger, comme c'est le cas dans les grandes agglomérations urbaines, de perdre sa personnalité pour sombrer dans une masse complètement anonyme. Dans son

village, l'homme se sentait toujours chez lui, il gardait toute sa dignité et sa valeur personnelles et trouvait également un appui réel et un minimum de sécurité dans cette petite propriété foncière qui le reliait à la terre.

Lorsqu'on considère tous ces facteurs, on comprendra facilement que si les richesses n'abondaient pas dans le Luxembourg et si, en certaines années, la situation matérielle de la majeure partie de ses habitants était des plus précaires, en revanche, le pays n'a pas connu cette «misère imméritée» d'un prolétariat urbain, déraciné et exploité.

II. L'éclosion industrielle

Entre 1840 et la première guerre mondiale se déclenche, puis se développe la révolution industrielle luxembourgeoise qui devait faire de ce pays minuscule une des premières puissances sidérurgiques de l'Europe. S'accompagnant du profond bouleversement démographique que nous savons, elle renversa le sens des courants migratoires et causa la concentration de plus d'un tiers de la population sur une petite bande de territoire au sud-ouest du Grand-Duché. Source de richesse jadis insoupçonnée, l'industrialisation transforma peu à peu les modestes conditions de vie du 19^e siècle pour procurer finalement aux habitants un niveau d'existence des plus élevés.

Plusieurs facteurs ont rendu possible et favorisé cette transformation des structures économiques; ce sont, dans l'ordre chronologique, tout d'abord la présence d'une équipe clairvoyante de maîtres de forges et de chefs d'entreprise, l'accession du Luxembourg au «Zollverein» allemand, la redécouverte des gisements de minerais de fer, la construction des chemins de fer et, enfin, en 1879, l'invention, par les Anglais Thomas-Gilchrist, d'un procédé rendant aisé le traitement de la fonte phosphoreuse. Deux de ces facteurs s'avèrent tout simplement irremplaçables, puisque sans eux nous n'aurions jamais assisté à l'essor industriel actuel du Luxembourg. Ces facteurs sont la présence des gisements de «minette» et l'invention des Thomas-Gilchrist.

Tant de pays nous prouvent encore à l'heure actuelle qu'il ne suffit pas que la nature ait doté de trésors leur sous-sol pour qu'il s'ensuive immédiatement un enrichissement général de la population. Encore faut-il, pour que cela se produise, que d'autres conditions soient réalisées au moment opportun. Au Luxembourg il en était heureusement ainsi.

12) Cf. P. Weber, op. cit., p. 123.

13) Voir planche N° 27.

Vers 1840 déjà, les positions-clés de la vie économique du Grand-Duché étaient occupées par des hommes avides de créer du nouveau. Esprits ouverts sur le progrès technique et les transformations économiques qui se réalisaient à travers le monde, les Metz, les Pescatore, les Wurth etc. et leurs successeurs étaient vraiment de la race de ces pionniers et de ces innovateurs, sans lesquels aucune Économie ne peut prospérer. Grâce à leur initiative, la première Chambre de Commerce fut créée le 3 octobre 1841.

Au traité de Londres du 19 avril 1839, le Grand-Duché avait perdu 5 des 8 districts qu'il comptait en 1830. Devant cette exiguité territoriale, avec un marché intérieur presque inexistant, il était indispensable que le pays abondonnât son isolement économique pour être économiquement viable. Mais si les milieux industriels prônaient dès 1839 l'union douanière avec l'un des trois voisins, l'agriculture, le commerce et l'artisanat, craignant la concurrence étrangère, se montraient beaucoup plus réticents, sinon hostiles devant pareille exigence.

Malgré cette opposition, des négociations furent entamées avec la Prusse, porte-parole du Zollverein allemand, créé le 1^{er} janvier 1834; des échanges de vue eurent lieu avec Bruxelles où un Luxembourgeois occupait le poste de ministre de l'Intérieur; des pétitions en faveur d'une union économique avec la France circulaient dans le Grand-Duché et recueillirent 40.000 signatures¹⁴).

Après de multiples péripéties, dont résultait une tension aiguë entre les chancelleries de La Haye et de Berlin, l'opinion publique luxembourgeoise dut céder. Guillaume II, Roi des Pays-Bas et Grand-Duc du Luxembourg, donna finalement son accord à Berlin, et le 8 février 1842 l'union douanière fut signée entre le Grand-Duché et les États allemands réunis dans le Zollverein.

Peu à peu il se confirma que ce traité ne profitait pas seulement à l'industrie, mais aussi à l'agriculture, si bien que l'union, prévue pour 4 ans au début, dura finalement jusqu'en 1918 où elle fut dénoncée par le gouvernement luxembourgeois en signe de protestation contre la violation de la neutralité du pays en 1914.

Vers 1840 se produisit également un des plus heureux et des plus importants événements de l'histoire économique du Luxembourg. Il s'agit de la redécouverte¹⁵ de deux bassins de minerais de fer oolithiques, longeant la frontière française dans l'extrême sud-ouest du pays. Bien que leur exploitation industrielle n'ait réellement

commencé qu'en 1868, les premières tentatives d'utilisation de ce minerai, appelé «minette», étaient effectuées dès 1845. Après l'ouverture, en 1859, de la première ligne de chemin de fer, cette découverte des gisements de minerai devait bouleverser de fond en comble la structure économique du Grand-Duché.

Désormais les puits d'extraction du minerai de fer d'alluvion, dont l'épuisement était d'ailleurs proche, purent être abandonnés. Grâce aux réseaux ferroviaires — dont la mise en place constituait un précieux stimulant pour l'industrie sidérurgique — l'approvisionnement en combustible, et notamment en coke, se posait sur un plan entièrement nouveau, et les installations sidérurgiques, disséminées auparavant à travers tout le «Bon Pays», mais de préférence aux abords des vastes forêts, étaient libérées de leur dépendance étroite du charbon de bois.

Dès 1858 nous comptons un premier haut-fourneau marchant exclusivement au coke. Avec l'exploitation systématique du nouveau minerai, le charbon de bois disparaît de plus en plus, tandis que nous assistons, à partir de 1870, à une concentration extraordinaire des usines sidérurgiques sur les gisements mêmes de minerai. En ce moment la vieille industrie du fer, née sur le sol luxembourgeois, peut-être à l'aube des temps historiques, avait vécu; une nouvelle industrie sidérurgique était née et devait conduire le pays vers une très grande prospérité économique.

Dans l'esquisse de cette évolution, il nous manque encore un dernier jalon important, à savoir le procédé Thomas, permettant la déphosphorisation de la fonte pour la transformer en acier. Jusqu'alà, en effet, la fonte luxembourgeoise dut être exportée vers les centres du nord-ouest de l'Allemagne ou vers la Sarre, le procédé Bessemer n'étant pas applicable à la fonte phosphoreuse. Mais quelques jours seulement après que l'invention des Thomas-Gilchrist eût été démontrée en Angleterre, en 1879, une société luxembourgeoise en obtint la première licence d'exploitation sur le continent.

Dès lors l'évolution se poursuit à pas de géant. En 1886 est mise en marche, à Dudelange, une première usine mixte, comprenant des hauts-fourneaux, une aciérie Thomas et des laminoirs. Quelques années plus tard, entre 1900 et 1912, trois autres aciéries Thomas sont construites dans le bassin minier.

Facteur décisif de l'essor industriel du Grand-Duché, l'invention des Thomas-Gilchrist devait, en outre, complètement révolutionner l'agriculture luxembourgeoise, et ceci grâce aux scories Thomas, sous-produit de la déphosphorisation de la fonte. Contenant de la chaux et de l'acide phosphorique, ces scories constituent un engrais excellent

14) Cf. P. Weber, *Geschichte des Luxemburger Landes*, 3. Ausgabe, Luxemburg, 1948, p. 248.

15) Il semble en effet aujourd'hui établi que certains gisements aient été connus et exploités à l'époque romaine.

qui changea complètement les conditions de fertilité du sol, notamment dans les Ardennes. Sir Sidney Gilchrist Thomas et son cousin Percy Gilchrist n'avaient certes pas pensé si bien faire! — Il faut néanmoins avouer que l'agriculture luxembourgeoise se montra tout d'abord très réticente et méfiante à l'égard de ce «déchet industriel» qui lui était d'ailleurs offert à un prix très modique. Mais dès la fin du 19^e siècle la consommation de scories Thomas augmenta rapidement; en 1913 elle s'éleva à 22.770 t contre seulement 8.920 en 1898.

Ayant ainsi pris connaissance des faits et des événements majeurs qui révélaient le Grand-Duché de son «indolence millénaire», nous allons voir quels furent les progrès réalisés au cours de cette période dans les divers secteurs de l'économie nationale.

a) L'agriculture

En 1914 la surface cultivée s'élève à 155.979 ha contre 129.530 ha en 1841¹⁶⁾. Pendant le même intervalle, les terres emblavées de froment et de méteil passent de 15.000 ha à 25.000 ha, celles d'avoine de 24.000 ha à 31.200 ha, tandis que le seigle recule de 20.000 ha à 10.438 ha, le sarrasin de 1.500 ha à 528 ha, l'orge de 2.500 ha à 1.497 ha. Les terres en jachère accusent également une nette régression puisqu'on n'en compte plus que 7.935 ha contre 18.000 ha en 1841. Quant à la surface des terres proprement incultes, elle n'est plus en 1898 que de 18.332 ha contre 36.614 ha en 1847.

La surface des prairies a sensiblement augmenté puisqu'elle passe de 25.000 ha en 1841 à 31.042 ha en 1914.

Les vignobles s'étendaient en 1841 sur une superficie de 1.030 ha; en 1847 on n'en enregistrait plus que 837 ha; en 1914 ils occupent 1.518 ha.

On constate donc pour l'ensemble de cette période non seulement une augmentation des surfaces cultivées, mais encore une progression très nette des cultures plus riches, comme le froment, au détriment des cultures plus pauvres, sans parler d'une variation des espèces cultivées beaucoup plus prononcée en 1914 qu'en 1841.

En ce qui concerne les rendements au ha, on note également en quelques années un progrès indéniable, ainsi qu'en fait preuve le tableau que voici¹⁷⁾:

¹⁶⁾ Les chiffres pour l'année 1914 sont tirés de l'Annuaire Statistique 1955, Luxembourg, janvier 1956, pp. 146 et ss.; ceux de 1841 proviennent du livre de M. P. Weber, «Histoire de l'Economie luxembourgeoise», pp. 120 et ss.

¹⁷⁾ P. Weber, op. cit. p. 261.

Rendement en quintaux métriques au ha:					
	Froment	Seigle	Méteil	Avoine	Pommes de terre
1870-1875	10	11	11	9	70
1910-1919	16	17	16	16	110

En ce qui concerne le cheptel luxembourgeois, les progrès ne sont pas moins nets¹⁸⁾:

	Chevaux	Bovins	Porcs	Ovins	Caprins
1841	18.000	58.000	32.000	70.000	
1856	19.965	93.818	49.092	63.015	12.278
1913	19.158	101.793	137.144	5.310	10.500

La réduction des troupeaux ovins et caprins rend compte de façon éloquent de l'introduction de méthodes nouvelles dans l'utilisation et l'exploitation d'un sol auparavant abandonné au parcours des animaux.

L'ensemble de ces améliorations prouve abondamment qu'en ce début du 20^e siècle, un esprit nouveau souffle dans l'agriculture luxembourgeoise, esprit qui n'est pas en dernier lieu l'oeuvre des associations agricoles qui se créent et se développent un peu partout. En 1900 le Luxembourg comptait en effet 352 associations locales, réunissant 12.777 membres¹⁹⁾. Le fonctionnement de ces associations devait d'ailleurs être d'autant plus facile que les exploitations agricoles luxembourgeoises sont pour ainsi dire toutes agglomérées dans les villages et non dispersées à travers les campagnes, comme il est souvent le cas dans d'autres pays²⁰⁾.

Au début du 20^e siècle nous obtenons également pour la première fois des renseignements précis sur le nombre et la superficie des exploitations, grâce au recensement professionnel et industriel de 1907²¹⁾.

En cette année, le Grand-Duché comptait 39.934 exploitations agricoles, se répartissant comme suit sur les différentes classes de grandeur:

¹⁸⁾ P. Weber, op. cit. p. 120, et Annuaire Statistique 1955, p. 164.

¹⁹⁾ P. Weber, op. cit. p. 238.

²⁰⁾ Cf. surtout: Dr. Michel Rohl, «Das landwirtschaftliche Genossenschaftswesen des Großherzogtums Luxemburg, 1875-1925», Luxembourg, 1925.

²¹⁾ Publications de la Commission permanente de Statistique, Luxembourg, «Recensement professionnel et industriel du 12 juin 1907», voir notamment: II. Reihe: Landwirtschaftliche Betriebsstatistik, Bd. I.

Grandeur	Exploitations:	
	nombre absolus	nombre proportionnels
0,01- 1 ha	19.217	48,1%
1 - 2 ha	5.575	13,9%
2 - 3 ha	3.335	8,4%
3 - 5 ha	3.700,3327	9,3%
5 - 10 ha	4.117	10,3%
10 - 20 ha	2.674	6,7%
20 - 50 ha	1.131	2,8%
50 - 100 ha	163	0,4%
100 ha et plus	22	0,1%
	39.934	100 %

Le fait saillant de ce tableau est sans aucun doute la forte prédominance de la petite et moyenne exploitation. Les propriétés de moins de 10 ha représentent en effet 90 % de toutes les exploitations, tandis que celles cultivant plus de 50 ha ne dépassent pas la proportion de 0,5 %! Il est vrai toutefois que sur les 24.792 exploitations comptant moins de 2 ha, 4.020²²⁾ propriétaires seulement tirent leur revenu principal de l'agriculture. Mais ceci met encore une fois en évidence combien d'ouvriers, d'artisans et de petits commerçants ont gardé un lien réel avec la terre.

Quant à la superficie des terres cultivées par les différentes catégories d'exploitation, elle s'exprime dans le tableau que voici:

Classes de grandeur:	Superficie totale:		Superficie moyenne:
	nombre absolus	nombre proportionnels	
0,01- 1 ha	5.221 ha	3,5%	0,27 ha
1 - 2 ha	8.078 ha	5,5%	1,45 ha
2 - 3 ha	8.197 ha	5,5%	2,46 ha
3 - 5 ha	14.300 ha	9,7%	3,86 ha
5 - 10 ha	29.222 ha	19,8%	7,10 ha
10 - 20 ha	37.298 ha	25,3%	13,95 ha
20 - 50 ha	32.120 ha	21,8%	28,40 ha
50 - 100 ha	10.552 ha	7,1%	64,74 ha
100 ha et plus	2.707 ha	1,8%	123,09 ha
Total	147.696 ha	100 %	3,69 ha

Les exploitations de 10 à 20 ha se placent donc au premier rang avec 25,3 % de la surface cultivée; elles sont suivies de celles de 20 à 50 ha, avec 21,8 % de la surface cultivée, puis de celles de 5 à 10

ha avec 19,8 % de la surface cultivée. Les 19.217 exploitations de moins de 1 ha n'occupent que 3,5 % de la surface, et les 22 exploitations de 100 ha et plus n'en représentent à leur tour que 1,8 %.

Si, dans l'agriculture au sens large, c'est-à-dire y compris toutes les petites exploitations de moins de 1 ha, nous n'obtenons déjà plus qu'une moyenne de 3,69 ha par exploitation, la situation de la viticulture est encore davantage caractérisée par la toute petite propriété. Pour une superficie de 1.675 ha de vignobles, en 1907, on recense en effet 3.477 exploitations, ce qui donne une moyenne de 0,48 ha par exploitation.

En 1871 les personnes travaillant dans l'agriculture (et les activités annexes: sylviculture, viticulture, jardinage, élevage et pêche) représentaient 60,4 % de la population active totale du Grand-Duché (soit 60 % des hommes et 60,8 % des femmes). Lorsqu'on tient compte des membres de famille sans profession, l'agriculture occupait en 1871 quelque 66,3 % de la population luxembourgeoise.

En 1907 l'agriculture marque déjà un recul relatif très net. Bien qu'elle occupe toujours 60,5 % de toutes les femmes actives, la proportion masculine tombe de 60 % en 1871 à seulement 35,8 % en 1907. Au total, la part de la population dépendant de l'agriculture ne s'élève plus qu'à 37,6 %, contre 66,3 % en 1871.

Il convient cependant de souligner que ces chiffres prêtent facilement à confusion. Car il ne faut pas oublier qu'entre 1871 et 1907 le chiffre de la population luxembourgeoise est passé de 197.528 habitants à 249.822. Ainsi, lorsqu'on s'en tient aux seuls nombres absolus, on constate que les effectifs agricoles n'ont non seulement pas diminué, mais augmenté, puisqu'ils passent de 50.445 unités en 1871 à 53.184 unités en 1907; le nombre des hommes accuse même un accroissement très net, puisqu'il atteint le chiffre de 30.993 contre 25.081 auparavant; seul le nombre des femmes et celui des membres de famille sans profession accusent une régression sensible. Au sein de la population active, l'agriculture n'enregistre donc une baisse de ses effectifs que par rapport aux autres professions, ce qui est un phénomène absolument normal, lorsqu'on pense à l'essor industriel de cette époque. Comme elle connaît par ailleurs, en chiffres absolus, un gain appréciable de population active masculine, nous pouvons en déduire qu'au début de notre siècle il n'existait encore que relativement peu de Luxembourgeois ayant complètement abandonné le travail de la terre au profit du travail industriel.

Suivant la position sociale, la population active agricole se compose en 1907 de 16.860 patrons, de 25.533 membres de famille aidants,

22) «Statistiques économiques luxembourgeoises», 1949, p. 31.

de 226 fonctionnaires et employés et de 10.565 ouvriers, journaliers et domestiques.

Au point de vue de la nationalité, la population active agricole ne comptait en 1907 que 2.315 ressortissants étrangers, soit 1,9%.

En conclusion, nous pouvons donc noter qu'au début du 20^e siècle, l'agriculture luxembourgeoise se distinguait, d'un côté, par la prédominance de la petite propriété, et, de l'autre côté, par le caractère familial de l'exploitation, deux phénomènes qui se conditionnent mutuellement. Les gens de service n'appartenant pas à la famille même de l'exploitant ne représentaient que 20% de l'ensemble de la population active du secteur agricole. Signalement également que l'agriculture restait une activité foncièrement nationale, puisque le nombre des étrangers n'y dépassait pas la proportion de 1,9%⁽²³⁾.

b) L'industrie sidérurgique

Dans le domaine sidérurgique, les transformations radicales intervenues entre 1841 et 1914 ont mis en place un équipement entièrement nouveau et provoqué un essor inouï de la production.

Voici un aperçu sur l'évolution de l'équipement⁽²⁴⁾:

	1865	1875	1886	1900	1914
Hauts-fourneaux					
- au coke ...	12	21		28	45
- en activité					
- au bois ...	2				6
Acieries en service					
Laminoirs en service			2	1	5

En dehors de cet extraordinaire accroissement de l'équipement, donc du potentiel sidérurgique, la voie parcourue depuis 1850 est marquée par une triple concentration: concentration géographique, puisque la presque totalité des usines se trouve établie sur les gisements miniers du sud-ouest du territoire luxembourgeois; concentration technique à double sens: la plupart des usines nouvellement construites sont non seulement du type mixte, fortement intégré, comprenant des hauts-fourneaux, des aciéries et des laminoirs, mais certaines d'entre elles se voient encore matériellement reliées dans un complexe impressionnant; concentration financière enfin, rendant tout d'abord possible les réalisations précitées, s'exprimant ensuite dans la fusion de sociétés sidérurgiques avec des entreprises charbonnières de la Ruhr et de la région d'Aix-la-Chapelle. C'est ainsi

d'ailleurs que le capital allemand envahit la sidérurgie luxembourgeoise pour y évincer peu à peu le capital belge. Preuve éloquente de cette concentration multiple, l'ARBED, le plus puissant groupement sidérurgique du Luxembourg, vit le jour en 1911⁽²⁵⁾.

Au moment où la première guerre mondiale vint brusquement interrompre la poursuite d'un vaste programme de développement et d'intégration, l'industrie sidérurgique luxembourgeoise était organisée de la façon suivante⁽²⁶⁾:

Nom de la Société	Localisation géographique des usines	Nombre des Hts.-Fourneaux	Production journalière convertisseurs	Nombre des
«Deutsch-Lux» ⁽²⁷⁾	Differdange	10	1350 t	5
	Rumelange	3	500 t	—
«Gelsenkirchener» ⁽²⁸⁾	Esch	12	2500 t	4
«Fellen-Guillaume»	Steinfort ⁽²⁹⁾	2	210 t	—
«ARBED»	Dudelange	6	850 t	4
	Dommeldange ⁽³⁰⁾	3	360 t	—
	Esch	6	1100 t	4
«Ougrée-Marhay» ⁽³¹⁾	Rodange	4	560 t	3

La production sidérurgique elle-même suivit une marche non moins vertigineuse que l'équipement de base. En voici les chiffres essentiels⁽³²⁾:

Genre de production	1868	1875	1895 (milliers de tonnes)	1900	1913
Minerais de fer	722	1090	3910	6177	7333
Fonte	112	270,3	694,8	970,8	2547,8
Acier	.....		134,8	184,7	1425,3
Produits laminés			134,5	145,3	1175
Scories Thomas.					255,9 (en 1914)

25) L'ARBED est issue de la fusion entre l'usine de Dommeldange et les forges d'Esch avec les trois sociétés suivantes: la S.A. des Hauts-Fourneaux et Forges de Dudelange, la S.A. des Mines de Luxembourg et Forges de Sarebruck (Burbach), et la Société en Commandite Le Grailange-Metz et Cie. La nouvelle société prit le nom de «Acieries Réunies de Burbach-Eich-Dudelange» (ARBED). Peu de temps après sa constitution l'ARBED absorba le plus puissant charbonnage du bassin d'Aix-la-Chapelle, en acquérant la quasi totalité des actions du «Eischweiler Bergwerks-Veren» (voir P. Weber, op. cit. pp. 212-215).

26) P. Weber, op. cit. p. 215.

27) = La «Deutsch-Luxemburgische Bergwerks- und Hütten-A.G.», Bochum.

28) = «Gelsenkirchener Bergwerks A.G.»

29) et 30) Les usines de Steinfort et de Dommeldange sont les seules à ne pas être localisées dans le bassin minier.

31) En 1905 la Société des Hauts-Fourneaux de Rodange, constituée en 1872, fusionna avec la puissante entreprise belge «Ougrée-Marhay».

32) P. Weber, op. cit. p. 216, et «Annuaire Statistique 1955», pp. 206 et 218.

23) Tous les chiffres concernant la population agricole sont tirés de l'«Annuaire Statistique 1955», Luxembourg, 1956, pp. 37 et 38.

24) P. Weber, Hist. Ec., p. 182 (pour l'année 1865) et «Annuaire Statistique 1955», pp. 220 et ss

Ce prodigieux développement industriel renversa complètement les données de la démographie luxembourgeoise, ainsi que nous l'avons déjà souligné à plusieurs reprises.

En 1871 les mines, les industries et métiers occupaient 16.889 personnes, soit 20,2 % de la population active du pays. En 1907, ce secteur économique représentait, avec 47.262 personnes, 38,4 % de la population active, ce qui fait une augmentation, par rapport à 1871, de presque 180 % (au niveau des nombres absolus). Le nombre des représentants du sexe masculin a entretemps presque quintuplé, puisqu'il passe de 8.848 unités en 1871 à 42.517 en 1907, alors que celui des femmes tombe de 8.041 unités à 4.745 au cours de la même période.

En 1907 le nombre des hommes actifs du secteur industriel (42.517) dépasse largement et les effectifs masculins de l'agriculture (30.993) et ceux du «tertiaire»³³⁾ (12.937). Au même moment, l'ensemble des personnes dépendant de l'activité industrielle (au sens large) atteint le chiffre de 103.350, soit 43,5 % de la population luxembourgeoise; en 1871 ce nombre était de seulement 26.922 personnes, représentant 16,9 % de la population totale³⁴⁾.

Au chapitre traitant de l'évolution démographique, nous avons vu comment le Luxembourg, de foyer d'émigration qu'il fut pendant presque tout le 19^e siècle, s'est transformé en pays d'immigration. La première vague de travailleurs étrangers, attirés par les possibilités d'embauche du bassin minier, déferla sur le Grand-Duché entre 1875 et 1885, c'est-à-dire au moment où les nouvelles usines s'installaient sur les gisements de minerai de fer. Voici ce qu'on peut lire à ce sujet dans l'Histoire de l'Économie luxembourgeoise de M. P. Weber: «... la construction des quatre premières usines sur le gisement de minerai avait posé des problèmes économiques et sociaux très graves. Devant l'impossibilité où l'on se trouvait à l'époque de déplacer des milliers d'ouvriers à de longues distances de leurs foyers il s'avéra indispensable de construire des habitations dans les petites localités du bassin minier.»

«Tandis que l'offre de travail attirait les travailleurs étrangers par milliers, la rude vie de baraquement, l'âpre atmosphère des villages boulevrés répugnèrent à bon nombre d'indigènes. Aussi beaucoup de Luxembourgeois allèrent-ils travailler en Lorraine³⁵⁾».

Voici comment a évolué, d'après ce même auteur, le nombre des ouvriers du bassin minier³⁶⁾:

³³⁾ Par tertiaire, les économistes entendent généralement l'ensemble des secteurs services, commerce, administration, professions libérales, etc.

³⁴⁾ Annuaire Statistique 1955, p. 37.

³⁵⁾ et ³⁶⁾ P. Weber, Histoire de l'Économie luxembourgeoise, Luxembourg 1950, pp. 207-208.

	1880	1885	1890	1907
Luxembourgeois	3.000	3.000	4.426	6.124
Étrangers	1.000	2.700 ³⁷⁾	2.491 ³⁸⁾	1.340
dont: Allemands				485
Belges				241
Français				425
Italiens				6.129 ³⁹⁾
Autres				4.125
Totaux	4.000	5.700	6.917	16.378

En 1896 déjà, les ouvriers étrangers égalaient en nombre les ouvriers luxembourgeois dans la sidérurgie et dans les mines, et en 1907 les seuls effectifs italiens dépassaient légèrement le total des ouvriers indigènes qui resteront désormais en minorité jusqu'au déclenchement de la première guerre mondiale.

Le tableau suivant nous apprend la répartition, en 1900, de l'ensemble des ouvriers sur les différentes branches de l'industrie sidérurgique, ainsi que le nombre des enfants et des femmes appartenant aux familles de chaque catégorie d'ouvriers⁴⁰⁾:

	Ouvriers	Femmes et enfants	Total
Miniers	6.207	13.406	19.613
Hauts-Fourneaux	3.274	9.131	12.405
Fonderies	352	890	1.242
Acieries	966	3.590	4.556
Totaux	10.799	27.017	37.816

La supériorité numérique des mineurs sur les ouvriers métallurgistes ne provient pas seulement d'une mise en valeur particulièrement poussée des gisements de minerai — en 1900 la production s'élève à 6.171.000 t contre seulement 3.913.000 t en 1895 — mais encore du fait que plusieurs usines sidérurgiques ne furent construites qu'après 1900 et 1913.

³⁷⁾ Pour comprendre le gonflement soudain de ce chiffre, il faut se rappeler qu'en 1885 fut mise en marche la nouvelle usine mixte de Dudelange.

³⁸⁾ Pendant la crise industrielle de 1890, les effectifs étrangers ont baissé au profit des ouvriers luxembourgeois.

³⁹⁾ En 1891 commença l'immigration italienne qui prit d'abord racine à Dudelange. ... La construction de l'usine de Differdange (1896) attira de nouveaux ouvriers transalpins, au point qu'ils constituèrent bientôt la colonie étrangère la plus forte et la plus compacte. Elle fit choix dans les villes industrielles de quartiers à part, vibrant de vie météorologique. (P. Weber, op. cit., p. 208) — En 1907 l'ensemble de la population italienne au Grand-Duché atteignit le chiffre de 11.776 personnes.

⁴⁰⁾ Cf. Publications de la Commission Permanente de Statistique 6^e fascicule, «Mouvement de la population dans le Grand-Duché pendant les années 1891 à 1902», Premier Volume, Luxembourg, 1904, p. 12.

Un autre aspect de ce tableau mérite d'être relevé, à savoir le rapport entre les ouvriers et les membres de leur famille. Si nous comptons en effet un nombre de 27.017 femmes et enfants pour 10.799 ouvriers dont une bonne partie ne devait d'ailleurs pas être mariée, il faut en conclure que les familles ouvrières possédaient en général un nombre d'enfants élevé, constatation qui ne peut pas nous surprendre lorsque nous nous rappelons le taux de natalité du bassin minier à cette époque, taux qui était de 35,8⁹⁰/1000 entre 1896 et 1900.

En 1913, à la veille donc de la première conflagration mondiale, les effectifs ouvriers du Luxembourg se composaient, au point de vue nationalité, de la manière suivante⁴¹⁾:

— dans l'ensemble du secteur industriel:

Luxembourgeois	16.764 ouvriers
Italiens	7.252 ouvriers
Allemands	4.798 ouvriers
Belges	1.826 ouvriers
Français	669 ouvriers
Autres nationalités	477 ouvriers
Total	31.786 ouvriers

Dans l'ensemble du secteur industriel, les Luxembourgeois, au nombre de 16.764 pour un total de 31.786 ouvriers, ne figuraient donc que dans une proportion de 52,74% contre 47,26% pour les ressortissants étrangers.

— dans l'industrie sidérurgique et minière:

Luxembourgeois	7.707 ouvriers
Italiens	5.565 ouvriers
Allemands	3.886 ouvriers
Belges	1.185 ouvriers
Français	517 ouvriers
Autres nationalités	308 ouvriers
Total	19.168 ouvriers

Si, dans l'ensemble du secteur industriel, les ouvriers luxembourgeois représentaient encore un peu plus de la moitié de tous les effectifs, ils devenaient nettement minoritaires dans la seule industrie sidérurgique et minière. Les ouvriers étrangers y accusent en effet un taux proportionnel de 59,79%, contre seulement 40,21% pour les ressortissants luxembourgeois.

41) Annuaire Statistique 1955, Luxembourg, 1956, p. 132.

Les autres branches de l'activité économique dont nous ne pouvons retracer ici l'évolution, ont réalisé, au cours de cette même période, des progrès non moins remarquables. Qu'il nous suffise donc, pour terminer cet aperçu historique, de mesurer l'enrichissement général du pays à l'aide des dépôts effectués auprès de la caisse d'épargne: De 2,1 millions de frs en 1880 ceux-ci montent à 17,1 millions de frs en 1900 et à 66,2 millions en 1913!

D'après une statistique française⁴²⁾, la fortune nationale par tête d'habitant à la veille de la première guerre mondiale s'établit de la manière suivante: Luxembourg: 11.568 frs; Belgique: 7.247 frs; France: 5.851 frs; Allemagne: 4.700 frs.

C'est donc en quelques décades que de pays qui auparavant comptait parmi les plus pauvres de l'Europe, venait d'atteindre, grâce à ses qualités de travail et d'organisation, grâce surtout à la très forte accumulation de capitaux étrangers, le premier rang de l'aisance matérielle⁴³⁾.

III. De la première guerre mondiale à nos jours

La marche triomphale de l'économie luxembourgeoise et de la sidérurgie, en particulier, fut brusquement freinée en 1914. Depuis lors la vie économique suit très fidèlement les aléas de la conjoncture internationale dont elle dépend dans une plus forte mesure que celle des pays voisins: Récession de 1920; hausse incomparable en 1929, suivie de la grave crise des années 1930-34; seconde guerre mondiale, puis réorganisation de l'activité économique dans un pays appauvri, pillé et sinistré aux 3/5 de sa superficie; telles sont les grandes étapes parcourues depuis 1919, avant d'aboutir, en ces dernières années, à une prospérité matérielle jamais encore enregistrée dans l'histoire millénaire du peuple luxembourgeois.

Cette évolution n'a pourtant pas été favorable à tous les secteurs industriels; au contraire, certaines branches, jadis très florissantes, comme la ganterie, la tannerie et les cuirs, la faïencerie et le textile ont connu, après la perte de leurs marchés traditionnels, déboires sur déboires.

L'agriculture elle-même a subi de profondes transformations dont nous parlerons par la suite.

Signalons également que, depuis la première guerre mondiale, l'industrie du tourisme s'est installée non seulement à Luxembourg-

42) et 43) P. Weber, op. cit. p. 239.

Ville, mais également dans tous les sites pittoresques des Ardennes, dans la région mosellane et dans le canton d'Echternach.

Depuis la disparition ou la mise hors de compétition des branches les plus représentatives de l'industrie moyenne, la vie économique luxembourgeoise tourne de plus en plus autour d'un pivot unique qui est l'industrie lourde. C'est finalement à la sidérurgie seule que le Luxembourg doit sa prospérité et sa richesse actuelle.

Or, pareille structure monolithique s'avère extrêmement vulnérable puisque la sidérurgie luxembourgeoise doit écouler sur les marchés extérieurs les 98 % de sa production. Ainsi tout l'édifice économique et social construit sur une base aussi étroite et chancelante peut s'écrouler d'un jour à l'autre, si la conjoncture internationale aboutit à la fermeture des débouchés extérieurs.

Avant d'examiner en détail l'évolution des différents secteurs économiques, voyons d'abord quel fut le cadre international dans lequel l'économie du Grand-Duché a progressé au cours des 40 dernières années.

A peine sortie du marasme de la première guerre mondiale dont les conséquences économiques avaient été d'autant plus désastreuses qu'il s'agissait d'une situation entièrement inédite et inconnue auparavant, le Luxembourg se trouvait acculé devant des problèmes économiques et politiques extrêmement graves. Le 30 décembre 1918 le gouvernement grand-ducal avait dénoncé le Zollverein et repris en main son entière autonomie économique. Mais on ne tarda cependant pas à comprendre que le salut du pays ne pouvait être assuré que par une union ou un accord économique avec l'un de ses voisins. Et cette fois encore, les Luxembourgeois, comme en 1830 et en 1840, se tournaient vers la France, pour être une nouvelle fois déçus⁴⁴⁾.

Après de longues négociations, l'union économique belgo-luxembourgeoise vit le jour le 25 juillet 1921 et entra en vigueur le 1er mai 1922.

Vers la même époque, d'autres tentatives envisageaient déjà un rapprochement économique plus étroit entre les trois pays des anciens Pays-Bas. Elles aboutirent à la convention d'Ouchy, laquelle prévoyait un abaissement progressif et préférentiel des tarifs entre l'union belgo-luxembourgeoise et les Pays-Bas. Mais tout devait néanmoins en rester là jusqu'à la convention douanière du 5 septembre 1944, conclue entre les trois gouvernements en exil à Londres. Les pays du Benelux projetaient d'abord une simple union tarifaire,

laquelle devait aboutir plus tard à une union douanière, puis à l'union économique totale. Or, à la fin de la seconde guerre mondiale, les disparités économiques entre les trois pays étaient telles qu'il fallait pour le moment renoncer à l'exécution de ce plan.

Quant à l'union belgo-luxembourgeoise, elle redevenait effective le 1er mai 1945.

Sur le plan «Benelux», les premières réalisations virent le jour le 14 mars 1947 où fut signée une convention tarifaire qui entra en vigueur le 1er janvier 1948. Après de multiples péripéties, on conclut finalement un accord de Pré-Union, le 15 octobre 1949. Mais ce n'est qu'au début de 1958 que ce projet entraînait dans une nouvelle phase qui doit aboutir à l'union économique effective entre les trois pays.

Signalons également que depuis la fin de la dernière guerre, le Luxembourg fait partie de toutes les organisations économiques internationales de l'Europe occidentale: OEEC, UEP, CECA, EURATOM et Marché Commun.

Tel est donc le cadre dans lequel l'économie luxembourgeoise a évolué au cours des dernières décades. Voyons à présent où elle en est à l'heure actuelle.

1. L'agriculture

De profonds bouleversements secouent l'agriculture à l'heure présente, et il est encore impossible de prévoir vers quelles solutions l'orienteront finalement les crises qui la traversent depuis de nombreuses années.

Bien qu'elle occupe toujours un nombre non négligeable d'habitants et qu'elle continue ainsi à jouer un rôle important non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan social, la part de l'agriculture dans le revenu national a considérablement baissé au cours des années récentes pour ne plus s'élever qu'à environ 10 % du total à l'heure actuelle⁴⁵⁾.

a) La structure agricole

La superficie des terres consacrées à l'agriculture a subi de fréquentes modifications entre les deux guerres mondiales; mais depuis 1945 elle accuse une régression assez notable⁴⁶⁾.

44) Lors du référendum organisé le 28 septembre 1919, 60.133 voix se prononcèrent en faveur d'une union économique avec la France, contre 22.242 suffrages pour la Belgique. Mais le 10 mai 1920 Paris fit savoir son refus pour ne pas brusquer Bruxelles dont elle avait soutenu certaines prétentions.

45) En France cette part s'élève à 20, voire à 25 %; en Allemagne elle est de 11 % environ.
46) Certaines oscillations doivent pourtant s'expliquer par des variations dans les méthodes employées pour établir ces statistiques.

En 1921 les terres de culture occupaient une surface de 154.249 ha, en 1940 elles atteignaient leur maximum avec 161.971 ha, en 1945 nous enregistrons le chiffre de 145.855 ha, et en 1957 les terres cultivées ne représentent plus que 140.191 ha, soit 54,2 % de la superficie totale du Grand-Duché, contre seulement 50 % en 1841.

A chaque Luxembourgeois correspond ainsi à l'heure actuelle une surface cultivée d'environ 44 ares, contre 81 ares pour chaque Français, mais seulement 28 ares pour chaque Allemand de l'ouest⁴⁷⁾.

Plus sensible encore que la diminution de l'ensemble de la surface cultivée, la réduction des terres labourables s'exprime dans les chiffres suivants: de 122.279 ha en 1910, les terres labourables ne couvrent plus, en 1957, qu'une superficie de 75.937 ha, soit une baisse d'environ 38 %.

En revanche, les prairies et les pâturages qui, en 1910, n'occupaient qu'une surface de 27.432 ha, atteignent en 1957 le chiffre exceptionnel de 61.776 ha, ce qui représente un accroissement de plus de 125 %. Il en résulte incontestablement que l'agriculture luxembourgeoise s'oriente désormais, et de plus en plus, vers l'élevage, au détriment des surfaces emblavées.

Voici comment se présente cette évolution des superficies cultivées entre 1910 et 1957⁴⁸⁾:

	1910	1957
Terres labourables	122.279 ha	75.937 ha
— Céréales panifiables ..	36.125 ha	25.293 ha
— Céréales secondaires ..	32.678 ha	25.072 ha
— Légumes secs	3.461 ha	463 ha
— Plantes racines	20.735 ha	9.930 ha
— Plantes industrielles ..	17 ha (en 1921)	32 ha
— Plantes fourragères ..	20.181 ha	13.480 ha
— Engrais verts	153 ha	52 ha
— Jachères	8.928 ha	1.615 ha
— Prairies et pâturages ..	27.432 ha	61.776 ha
— Prairies à faucher ..	26.289 ha	25.844 ha
— Pâturages	1.143 ha	35.932 ha
Autres terres de culture ..	4.813 ha	2.478 ha
— Vignobles	1.459 ha	1.194 ha

Il résulte de ce tableau que l'agriculture luxembourgeoise est essentiellement orientée vers la production de céréales et vers l'éle-

vage. Les autres genres de culture n'accusent en effet quelque importance que dans la mesure où ils favorisent l'élevage.

Au cours de la même période 1910-1957, le cheptel luxembourgeois a d'ailleurs évolué de la manière suivante⁴⁹⁾:

	Chevaux	Bovins	Porcs	Ovins	Caprins
1910 ..	18.625	94.183	128.035	5.580	10.315
1957 ..	8.107	132.691	116.275	2.851 ⁵⁰⁾	520 ⁵¹⁾

D'après ce que nous venons de voir, l'augmentation notable du cheptel bovin ne doit plus causer de surprise. La disparition presque totale du cheptel caprin, jadis particulièrement représenté dans le bassin minier, traduit bien l'enrichissement général de la population. Il en est de même d'ailleurs de la réduction des ovins, cependant que l'évolution des effectifs de l'espèce porcine dépend étroitement des fluctuations du marché. La diminution sensible du nombre des chevaux s'explique par la mécanisation très poussée des fermes, de même que par l'abandon d'un nombre appréciable d'exploitations.

Alors qu'en 1907 le Luxembourg comptait un total de 39.934 exploitations agricoles, il n'en dénombre plus que 25.222 en 1950. Depuis lors ce nombre diminue rapidement d'année en année. Pour les seules exploitations de plus de 1 ha de surface cultivée, nous devons en effet enregistrer une baisse de l'ordre de 10 %, le nombre de ces exploitations passant de 13.570 en 1950 à 12.232 en 1957.

Quant à la structure des 25.222 exploitations de toutes grandeurs, enregistrées en 1950, elle s'établit comme suit⁵²⁾:

Superficie	Nombre absolus d'exploitations	Nombre proportionnels en 1950	en 1907
0,01- 1 ha	11.644	46,1 %	48,1 %
1 - 2 ha	2.133	8,5 %	13,9 %
2 - 3 ha	1.542	6,1 %	8,4 %
3 - 5 ha	1.857	7,4 %	9,3 %
5 - 10 ha	2.844	11,3 %	10,3 %
10 - 20 ha	3.270	13 %	6,7 %
20 - 30 ha	1.220	4,8 %	2,8 %
30 - 50 ha	570	2,3 %	0,4 %
50 - 100 ha	131	0,5 %	0,1 %
100 ha et plus	9	0,0 %	0,1 %

⁴⁷⁾ Cf. Jean Chardonnet, Les Grandes Puissances, Etude Economique, Paris, Dalloz, tome I 1953, pp. 260 et 261.

⁴⁸⁾ Annuaire Statistique 1955, pp. 146 et 147, et Bulletin Statistique, N° 3, 1957, pp. 150 et ss.

⁴⁹⁾ Annuaire Statistique 1955, p. 164, et Bulletin Statistique, N° 3, 1957, p. 152.
⁵⁰⁾ et ⁵¹⁾ Résultats de 1954.
⁵²⁾ Annuaire Statistique 1955, p. 149.

L'enseignement à tirer du recensement de 1950 est donc très clair: l'agriculture luxembourgeoise repose toujours sur la petite, voire la très petite exploitation, puisque 68,1 % des exploitations possèdent moins de 5 ha, et 92,4 % des exploitations moins de 20 ha de terres de culture. Par rapport à 1907 une légère amélioration se dessine néanmoins, puisque les proportions correspondantes étaient alors de respectivement 79,7 % et de 96,7 %. Aussi pouvons-nous affirmer que l'évolution générale tend vers un renforcement de l'importance relative des exploitations moyennes, au détriment de la petite et de la très grande exploitation.

Ainsi les exploitations de 10 à 20 ha ont non seulement augmenté en chiffres absolus (3.270 en 1950 contre 2.674 en 1907), mais leur importance relative a presque doublé par rapport à 1907 (13 % contre 6,7 %). Il en est de même, mais dans une plus forte mesure encore, des exploitations de 20 à 50 ha qui passent du nombre de 1.131 en 1907 à 1.790 en 1950 où elles représentent 7,1 % de toutes les exploitations contre 2,8 % en 1907. En revanche, les exploitations de 100 ha et plus diminuent de plus de la moitié, puisqu'elles passent du nombre de 22 en 1907 à seulement 9 en 1950, et celles de moins de 1 ha rétrogradent de 19.217 à 11.644.

L'évolution récente ne fait qu'accentuer ce renforcement de la propriété moyenne. Voici, pour les seules exploitations de 2 ha et plus, l'évolution des 7 dernières années⁵³:

Superficie	Nombres absolus des exploitations		Nombres proportionnels	
	1950	1957	1950	1957
2-3 ha	1.542	992	13,5	10,2
3-5 ha	1.857	1.311	16,2	13,4
5-10 ha	2.844	2.201	24,8	22,5
10-20 ha	3.270	2.976	28,6	30,4
20-30 ha	1.222	1.426	10,7	14,6
30-50 ha	570	722	5	7,4
50 ha et plus	140	149	1,2	1,5
Totaux	11.446	9.777	100	100

En 7 ans les seules exploitations de 2 ha et plus ont donc diminué de 14,6 %; pour celles de moins de 2 ha l'évolution doit être encore plus rapide. — Si, d'après le tableau ci-dessus, les disparités sont particulièrement nombreuses parmi les exploitations de 2 à 10 ha, en revanche, celles de 20 ha et plus ne voient pas seulement augmenter leur nombre absolu, mais aussi leur importance relative.

⁵³ Cf. *Bulletin Statistique*, 1957, N° 3, p. 155.

Sous le rapport de la surface cultivée, les exploitations de moins de 5 ha représentaient, en 1907, 24,2 % des terres agricoles, contre 11,7 % en 1950; la part de l'ensemble des exploitations de moins de 20 ha est passée, au cours de la même période, de 69,3 % à 58,6 %.

En 1957, pour les seules surfaces cultivées par les exploitations de 2 ha et plus, soit 137.928 ha contre 138.269 ha en 1950, la part des exploitations de 2 à 5 ha s'élève à 5,5 % (7,9 % en 1950) et celle de l'ensemble des exploitations de 2 à 20 ha à seulement 48,4 % contre 56,9 % il y a sept ans.

L'évolution générale de l'agriculture tend donc indubitablement vers une disparition progressive de la très petite exploitation au profit de l'exploitation moyenne.

Mais quelles que soient les classes de grandeur, l'exploitation agricole luxembourgeoise a largement conservé son caractère familial de toujours. Aussi constatons-nous que le faire valoir direct, mode sous lequel sont cultivés les 74 % de la surface agricole, l'emporte de loin sur le fermage et le métayage. D'après le recensement de 1950, plus de la moitié de toutes les exploitations, 53 % exactement possèdent la totalité de leurs terres en propriété; 27 % en possèdent plus de la moitié en propriété; 11 % ont plus de la moitié de leurs terres en location et 5 % seulement en ont la totalité en location⁵⁴.

Quant aux surfaces cultivées, elles sont extrêmement morcelées, phénomène qui conduit à un parcellement très fâcheux de la propriété. Les renseignements obtenus en 1950, portant sur 24.222 exploitations — 1.000 exploitations n'ont pas répondu à cette question — font constater l'existence de 215.946 parcelles, soit, en moyenne, 8,9 parcelles par ferme, la superficie moyenne par parcelle étant de 0,63 ha.

S'il existe par ailleurs 7.586 exploitations, soit 31,3 % de celles ayant fourni des renseignements, dont la propriété comprend une seule parcelle, il faut savoir que ce chiffre contient 7.245 exploitations de moins de 1 ha. En revanche, nous apprenons que 21,6 % des exploitations disposent de 2 à 4 parcelles, 9 % environ de 20 à 29 parcelles, 5,3 % de 30 à 49 parcelles et 2,1 % de 50 parcelles et plus.

Mais en dépit de ce parcellement excessif, et malgré un terrain agricole souvent très accidenté, tant dans le «Bon Pays» que dans l'«Osling», l'agriculture luxembourgeoise a réalisé des progrès techniques énormes, surtout au cours des toutes dernières années. Ces progrès sont tels, à l'heure actuelle, que l'agriculture luxembourgeoise se range parmi les mieux équipées d'Europe.

⁵⁴ Cf. *Annuaire Statistique* 1955, p. 151.

En 1949 on dénombrait encore 16.325 chevaux et seulement 880 tracteurs; en 1957 le nombre des chevaux n'est plus que de 8.107, tandis que les tracteurs atteignent le chiffre de 5.587. Voici quelques renseignements qui donnent une idée de l'évolution de l'équipement agricole entre 1950 et 1957⁵⁵⁾:

	1950	1956	1957
Tracteurs	1.332	5.018	5.587 ⁵⁶⁾
Moissonneuses-batteuses.....	7	67	135
Presses à fourrages.....		225	391
Chargeurs de fumier			349
Trayseuses mécaniques	1.635	3.810	4.072
Silos	320	877	1.332

Ainsi qu'il ressort de ce tableau, la mécanisation a fait des progrès sensationnels au cours de quelques années seulement.

En revanche, la main-d'oeuvre agricole, surtout indigène, diminue de plus en plus. Le tableau ci-après nous fournit les données essentielles de cette évolution⁵⁷⁾:

	1947	1950	1954	1956	1957
Main-d'oeuvre salariée (effectif total)	4439	3211	2588	2080	1799
Sexe: masculin.....	3756	2693	2167	1698	?
féminin	683	518	421	382	?
Domestiques			2025	1582	1392
Journaliers (hommes et femmes)			166	129	131
Servantes			397	369	276
Nationalités:					
— Luxembourgeoise.....	1755	1032	937	790	?
— Allemande.....			1241	887	
— Italienne.....			127	109	
— Hollandaise.....			95	87	
— Autres			188	207	
Total étrangers	2684	2230	1651	1290	?

En 10 ans les effectifs de la main-d'oeuvre agricole salariée ont donc baissé de 59,5 % et ne dépassent plus, en 1957, le chiffre de 1.799 unités. Entre 1947 et 1956, les représentants du sexe masculin accusent une diminution de 54,8 %; ceux du sexe féminin de 44,1 %. Pendant

55) Cf. «Bulletin Statistique», 3/1957, p. 154.

56) En 1957 nous comptons donc environ 40 tracteurs pour 1000 ha de surface cultivée ou plus de 73 tracteurs pour 1000 ha de terres labourables. En France on dispose à la même époque de 16 tracteurs pour 1000 ha de surface cultivée.

57) Cf. «Bulletin Statistique», 3/1957, et «Annuaire Statistique 1955», p. 173.

la même période les ressortissants luxembourgeois voient diminuer leur nombre de 55 %, cependant que le total des étrangers baisse de 52,4 %. En 1957 les Luxembourgeois représentent 38 % de la main-d'oeuvre agricole, les nombres proportionnels des autres nationalités étant de 42,6 % pour les Allemands, de 5,2 % pour les Italiens, de 4,2 % pour les Hollandais et de 10 % pour l'ensemble des autres nationalités étrangères.

Devant cette pénurie de main-d'oeuvre, il est facile de comprendre qu'en 1954, dernière année pour laquelle nous disposons de renseignements précis, 1.923 exploitations sur un nombre total de 12.951 exploitations recensées, soit 14,8 %, aient eu à leur service un aide salarié. La même année, 78 % des 1.923 exploitations occupaient un seul salarié; 15,1 % disposaient de 2 salariés; 4,3 % en avaient 3; 1,2 % comptaient 4 salariés et 1,4 % seulement occupaient 5 salariés et plus. Ces chiffres, valables en 1954 où l'on comptait encore un total de 2.588 salariés dans l'agriculture, ne traduisent aucunement la situation actuelle, car en 1957, le nombre total des salariés était déjà tombé à 1.799.

Pareille évolution conduit évidemment à un renforcement du caractère familial de l'exploitation luxembourgeoise. Mais vu la fécondité réduite de la famille paysanne, la main-d'oeuvre familiale fait, elle aussi, de plus en plus défaut. Devant ces faits — auxquels s'ajoute le mirage de la condition de l'ouvrier d'industrie: salaire fixe relativement élevé, congé payé, sécurité sociale etc. — beaucoup d'agriculteurs abandonnent purement et simplement le travail de la terre; d'autres remplacent de plus en plus la culture intensive, demandant beaucoup de bras, par une culture plus extensive (élevage p. ex.); la troisième solution, qui va d'ailleurs presque toujours de pair avec la seconde, consiste à chercher le salut dans une mécanisation poussée à l'extrême. Vu l'endettement qui s'ensuit, et compte tenu de la structure générale des surfaces agricoles du pays, rendant souvent illusoire l'emploi avantageux et l'amortissement des machines agricoles, cette solution peut conduire également, à plus ou moins longue échéance, à l'abandon de la terre.

Sur le plan régional, ce qui doit nous intéresser au premier chef, c'est évidemment la diminution du nombre des exploitations, puisque celle-ci peut le mieux nous rendre compte de l'orientation socio-professionnelle des différentes régions du Grand-Duché.

Si des renseignements précis nous font malheureusement défaut pour suivre pendant une période plus longue cette évolution, il nous semble néanmoins possible de combler quelque peu cette lacune en nous référant à l'évolution du nombre des détenteurs de bovins. Faute de mieux, cet indice se révèle sans doute un des plus valables.

Entre 1913 et 1937, le nombre des détenteurs de bovins, dans l'ensemble du pays, est passé de 20.144 à 15.878, soit une diminution de 21,2%; en 1954 nous ne comptons plus que 11.135 détenteurs de bovins, ce qui représente, par rapport à 1937, une nouvelle baisse de 29,9%. Cette régression, particulièrement rapide au cours des 17 dernières années, ne signifie cependant pas que l'effectif bovin lui-même ait diminué. Au contraire, comme nous l'avons signalé plus haut, celui-ci est en nette progression. Aussi constatons-nous que pendant les seules années de 1948 à 1954, le nombre moyen de bovins par exploitation est passé de 8 à 11. Ici encore ce sont les producteurs ne possédant qu'un nombre restreint d'animaux qui disparaissent — on en dénombre 1.905 entre 1948 et 1954, soit une diminution de 14,6% —, tandis que les détenteurs de plus de 16 bovins se multiplient.

Dans les différents cantons, entre 1937 et 1954, les détenteurs de bovins ont vu diminuer leur nombre dans les proportions suivantes⁵⁸⁾:

Classement des cantons	Diminution en %
1. Capellen	41,5
2. Luxembourg-Campagne et Luxembourg-Ville	40,6
3. Esch-sur-Alzette	40,5
4. Mersch	34,9
5. Grevenmacher	31,6
6. Diekirch	28,2
7. Echternach	26,3
8. Redange	26
9. Remich	25,7
10. Vianden	25
11. Wiltz	20,6
12. Clervaux	18,4

Il apparaît clairement de ce tableau que l'évolution régressive est particulièrement prononcée dans la région industrielle et aux alentours de Luxembourg-Ville ainsi que dans les cantons qui subissent directement l'influence de ces deux centres de gravité de la structure démographique et économique du Grand-Duché. En remontant de là vers l'est et vers le nord, l'ampleur de la régression s'atténue de plus en plus pour aboutir au taux de seulement 18,4% dans le canton de Clervaux.

Pour ce qui est de l'époque toute récente, allant de 1954 à 1957, nous disposons de chiffres qui nous permettent de mesurer non plus

la réduction des détenteurs de bovins, mais celles des exploitations agricoles de 2 ha et plus. Pour les grands inférieurs à 2 ha, les renseignements font défaut.

Voici, pour chaque canton, l'ampleur des réductions, exprimée en chiffres absolus et proportionnels⁵⁹⁾:

Classement des cantons			
d'après les chiffres absolus	d'après les chiffres proportionnels		
1. Capellen	215	1. Luxembourg-Ville	31,7%
2. Esch-sur-Alzette	206	2. Esch-sur-Alzette.....	24 %
3. Redange	183	3. Capellen	22,8%
4. Mersch	150	4. Mersch	20 %
5. Clervaux	142	5. Luxembourg-Campagne	16,6%
6. Grevenmacher	135	6. Redange	14,1%
7. Diekirch	120	7. Echternach	14 %
8. Luxembourg-Campagne ..	119	8. Grevenmacher	13,2%
9. Echternach	118	9. Diekirch	12,3%
10. Wiltz	107	10. Clervaux	9,3%
11. Remich	89	11. Wiltz	9,2%
12. Luxembourg-Ville	67	11. Remich	9,2%
13. Vianden	17	13. Vianden	8,8%

Les chiffres absolus ne nous fournissent évidemment pas une image exacte de la situation, puisque le nombre même des exploitations varie de canton à canton. Mais ils ne sont pas pour autant dénués de toute signification. Ainsi le chiffre élevé d'exploitations disparues dans le canton de Capellen nous laisse entrevoir dans quelle mesure cette circonscription subit les multiples influences en provenance du bassin minier et de la zone de Luxembourg-Ville. Par ailleurs, les chiffres respectifs des cantons de Redange, de Clervaux, de Grevenmacher et de Diekirch ne permettent plus de nourrir des illusions au sujet de la dislocation progressive du cadre foncièrement agricole de ces régions.

Sous le rapport de la diminution proportionnelle du nombre des exploitations agricoles, rapport qui rend possible une comparaison valable et significative entre cantons, nous rencontrons de nouveau en tête les zones de Luxembourg-Ville et du bassin minier, suivies des cantons du centre, tandis que la disparition du monde agricole reste relativement moins sensible dans les circonscriptions de l'est et dans l'Ardenne.

Quant à la grandeur des exploitations sur le plan régional, le recensement de 1950 nous fournit les chiffres suivants⁶⁰⁾:

⁵⁸⁾ Calculs effectués à partir des données du «Bulletin Statistique» N° 3/1955, p. 241. — Voir planche N° 30.

⁵⁹⁾ Cf. «Bulletin Statistique», N° 3/1957, p. 155. — Voir planche N° 30.
⁶⁰⁾ Ces calculs ont été effectués à partir des données contenues dans «Le Recensement Général de l'Agriculture en 1950», Luxembourg 1956, 1re partie, p. 38.

Exploitations de —5 ha de 5 à 20 ha de 20 ha et plus (nombres proport. pour 100 exploitations)			
Esch-sur-Alzette	86,8	8,5	4,7
Luxembourg-Ville	85,1	11,9	3
Luxembourg-Campagne	74	19,6	6,4
Mersch	71,7	19,2	9,1
Remich	71,3	24,2	4,5
Capellen	71,1	20,9	8
Grevenmacher	69,9	21,6	8,5
Echternach	61,5	28,8	9,7
Diekirch	58,6	30,5	10,9
Redange	55,2	34,8	10
Wiltz	53,2	38,4	8,4
Vianden	50	37,2	12,8
Clerveaux	38,2	51	10,8

Il est facile de retrouver, à travers ces chiffres, un « zoning » désormais presque classique: Les toutes petites exploitations de moins de 5 ha dominent largement autour des centres industriels et de la capitale ainsi que dans les cantons limitrophes des grandes agglomérations, tandis que les cantons de l'est et notamment ceux de l'« Ösling » dénombrent une proportion, beaucoup plus élevée que dans les zones précitées, d'exploitations comptant de 5 à 20 ha ou plus de 20 ha.

Par rapport à la surface moyenne cultivée par exploitation, nous obtenons évidemment le même schéma: la zone de Luxembourg-Ville et le canton d'Esch comprennent une pléthore d'exploitations minuscules, puisque la superficie moyenne n'y dépasse pas 3 ha. Les cantons situés autour de ces deux régions (cantons de Luxembourg-Campagne, de Capellen, de Mersch et également ceux de Grevenmacher et de Remich) enregistrent une superficie moyenne un peu plus élevée, se situant entre 4,7 et 6 ha par exploitation. Abstraction faite des cantons de Grevenmacher et de Remich, où la petite propriété se retrouve surtout dans le domaine viticole, ces régions doivent leur superficie moyenne réduite à la multitude de petites exploitations qu'entretiennent, à ses heures libres, une population ouvrière relativement dense. — Tous les autres cantons accusent une superficie moyenne légèrement plus élevée, allant de 7,2 ha à 9,2 ha.

Ces renseignements se rapportent à l'année 1950 où avaient été prises en considération, comme on le sait, toutes les exploitations, même celles cultivant une superficie inférieure à 1 ha. C'est pour cette raison avant tout que les différentes moyennes restent si peu élevées. Aussi devons-nous signaler qu'une fois les exploitations de moins de 1 ha éliminées, l'ensemble du pays, sauf les cantons de Grevenmacher et de Remich, dont la moyenne est plus basse par suite

des particularités de la structure viticole, présente une relative uniformité avec des moyennes de superficie cultivée par exploitation allant de 9,4 à 14 ha. (Ces résultats se rapportent au recensement agricole de 1954.) — Si les zones de Luxembourg-Ville et du canton d'Esch atteignent également cette moyenne, il faut en conclure que ces deux régions connaissent un nombre particulièrement élevé d'exploitations inférieures à 1 ha, exploitations qui doivent surtout s'occuper de jardinage.

Dans le domaine de l'équipement agricole nous nous contenterons de faire le point de la répartition du parc des tracteurs d'après le recensement de 1954⁽⁶¹⁾:

	Nombre de tracteurs pour 1000 ha de terres de culture		de terres labourables		Nombres absolus de tracteurs	
1. Remich	51	96			443	
2. Grevenmacher	31	62			404	
3. Echternach	29	53			304	
4. Wiltz	27	41			332	
5. Luxembourg-Ville	25	51			59	
6. Diekirch	23	38			387	
7. Redange	23	41			370	
8. Clerveaux	21	32			387	
9. Vianden	20	31			53	
10. Luxembourg-Campagne ..	19	36			174	
11. Mersch	19	39			210	
12. Capellen	16	36			196	
12. Esch-sur-Alzette	16	36			211	
Moyenne nationale	24	44			Total	3.428

Bien que les écarts entre les cantons soient parfois très sensibles, il faut néanmoins reconnaître que les moyennes des régions les moins bien placées restent toujours appréciables. Par ailleurs, ce tableau nous permet de nous faire une idée de l'équipement presque hypertrophié de certaines exploitations. Ainsi nous avons souligné à plusieurs reprises la forte prédominance de la toute petite exploitation dans la région mosellane. Or nous constatons que c'est justement le canton de Remich qui se place ici en tête avec 51 tracteurs pour 1000 ha de terres de culture, et 96 tracteurs pour 1000 ha de terres labourables.

Lorsqu'on établit le rapport entre le nombre de tracteurs et le nombre d'exploitations dans chaque canton, on enregistre dans la

(61) Ces calculs ont été effectués à partir des données publiées dans le « Bulletin Statistique », 3/1954, pp. 405 et 407.

Plupart des circonscriptions 1 tracteur pour 4 exploitations. Seules 4 régions accusent un résultat différent: les cantons de Luxembourg-Campagne et de Capellen ne comptent que 1 tracteur pour 5 exploitations, tandis que ceux de Remich et d'Echternach en dénombrent 1 pour 3 exploitations.

Signalons encore que ces chiffres se rapportent à l'année 1954 et qu'ils ne sont donc plus valables aujourd'hui, puisque le nombre des tracteurs s'est entretenu considérablement accru (5.587 en 1957 contre 3.428 en 1954).

En ce qui concerne la répartition de la main-d'œuvre salariée, nous devons reconnaître qu'elle s'opère selon des critères extrêmement complexes, allant des simples «relations» de l'agriculteur-patron jusqu'aux conditions de travail qu'il veut bien consentir. De la répartition effective de cette main-d'œuvre, nous ne pouvons donc dégager aucune conclusion précise. Constatons simplement le fait que les exploitations occupant de la main-d'œuvre salariée sont relativement plus nombreuses dans le centre et le sud du pays que dans l'est et dans le nord (d'après les résultats du recensement de 1954).

Ayant ainsi pris connaissance des principaux aspects structurels de l'agriculture luxembourgeoise, il convient d'analyser un peu plus dans le détail l'ensemble de la population agricole du Grand-Duché.

b) La population agricole

Voici tout d'abord comment a évolué, au cours du 20^e siècle, la population qui, d'une manière ou d'une autre, dépend de l'agriculture⁶²⁾:

	1907	1935	1947	Diminution 1907-1947
Population active agricole... en % de la population active totale	53,184	40,766	35,050	—34,1 %
Hommes	43,2 %	30,2 %	26,1 %	—33,5 %
en % des hommes actifs.....	30,993	24,216	20,614	—33,5 %
Femmes.....	35,8 %	25,1 %	21,4 %	—34,5 %
en % des femmes actives ...	22,191	16,550	14,436	—34,5 %
Population totale dépendant de l'agriculture	89,373	60,941	50,121	—44 %
en % de la population totale.	37,6 %	22,8 %	19,8 %	
Etrangers actifs dans l'agriculture	2,315	3,196	3,585	
Proportion de ces étrangers dans la population active totale	1,9 %	2,4 %	2,7 %	

62) Cf. «Annuaire Statistique 1955», pp. 37 et 38. — Voir planche N° 31.

Nous avons vu antérieurement que pendant la période 1870-1907 la population agricole n'avait baissé que par rapport aux autres activités économiques, et qu'en chiffres absolus, elle s'était même légèrement accrue. Depuis le début de notre siècle, ainsi qu'il appert de ce tableau, la situation de l'agriculture se trouve complètement modifiée et ses effectifs humains ne diminuent plus seulement en nombres proportionnels, mais aussi en nombres absolus.

Au cours de 40 ans, de 1907 à 1947, la population active agricole accuse une baisse de 34,1 % pour ne représenter plus que 26,1 % de la population active totale du pays. Cette proportion est non seulement inférieure à celle qu'enregistrait l'Allemagne en 1950 (27 %), mais aussi à celle de la France vers 1953 où la population active agricole représentait toujours 36 % de la population active totale. Or les chiffres luxembourgeois datent tous de 1947 de sorte que nous pouvons être convaincus que depuis lors cette proportion a de nouveau baissé de façon appréciable, ainsi que le fait supposer la diminution constante et rapide des exploitations.

En ce qui concerne les deux sexes, nous constatons qu'ils ont reculé dans presque les mêmes proportions.

L'ensemble de la population luxembourgeoise dépendant de l'activité agricole accuse une régression encore plus sensible, de l'ordre de 44 % et ne représente plus, en 1947, que 19,8 % de tous les habitants du Grand-Duché. Cette faible proportion souligne de façon on ne peut plus nette toute l'évolution parcourue en moins d'un demi-siècle⁶³⁾.

Malgré une certaine augmentation entre 1907 et 1947, les étrangers travaillant dans l'agriculture représentent toujours une infime minorité.

Par rapport à la position sociale, la population active agricole accuse l'évolution que voici⁶⁴⁾:

	1907	1935	1947	Diminution 1907-1947
Patrons	16,860	12,558	10,765	—36,1 %
— Hommes	13,264	11,407	9,515	—28,3 %
— Femmes.....	3,596	1,151	1,250	—65,2 %
Membres de famille aidant...	25,533	22,194	19,355	—24,2 %
— Hommes	10,852	7,682	6,854	—36,9 %
— Femmes.....	14,681	14,512	12,501	—14,9 %

63) En 1953, 25 % de la population française dépendaient de l'agriculture; aux U.S.A. cette proportion était de 15 %, aux Pays-Bas de 20 %, en Italie de 47 %.

64) Cf. «Annuaire Statistique 1955», p. 38.

	1907	1935	1947	Diminution 1907-1947
Fonctionnaires et employés	226	193	120	-48 %
— Hommes	209	185	118	-43,6 %
— Femmes	17	8	2	-88,2 %
Ouvriers, domestiques, journaliers	10.565	5.821	4.810	-54,5 %
— Hommes	6.668	4.942	4.127	-38,1 %
— Femmes	3.897	879	683	-82,5 %

Le fait que la diminution la plus forte des effectifs soit enregistrée chez les ouvriers agricoles, ne peut pas être surprenant pour celui qui connaît quelque peu l'évolution générale de ce secteur. Également très prononcée, la baisse du nombre des fonctionnaires et employés pèse cependant peu dans l'ensemble du monde agricole, puisque cette position y reste absolument insignifiante.

La réduction du nombre des patrons va évidemment de pair avec celle des exploitations, alors que la main-d'œuvre familiale, parmi toutes les autres branches sociales, accuse finalement la diminution la moins élevée, tout en restant appréciable. Il convient de signaler le fait, assez normal d'ailleurs, que la main-d'œuvre familiale féminine a le mieux conservé sa position et qu'elle l'emporte en 1947 sur les aidants masculins dans une proportion qui va presque du simple au double. Or, dans toutes les autres positions sociales, le monde féminin accuse une diminution numérique nettement supérieure à celle des représentants masculins. On peut en conclure que les fils de paysan quittent plus facilement que leurs soeurs la ferme paternelle, pour trouver ailleurs un autre emploi. Si la main-d'œuvre familiale baisse néanmoins de 24,2 % entre 1907 et 1947, ceci trouve son explication principale dans l'éclosion de la famille restreinte en milieu paysan même, ainsi que dans le fait que, de nos jours, les frères et soeurs de celui qui prend la succession du chef de famille quittent le plus souvent le domaine paternel, alors qu'autrefois ils y restaient en célibataires, travaillant et vivant dans le ménage de leur frère marié.

Quant à la proportion revenant aux diverses positions sociales dans l'ensemble de la population active agricole, on ne note que des variations peu sensibles.

Ainsi, entre 1907 et 1947, le pourcentage de patrons n'a que très légèrement baissé, allant de 31,7 % à 30,7 %; les seules modifications notables concernent la main-d'œuvre familiale dont la représentation proportionnelle passe de 48 % en 1907 à 55,2 % en 1947, et la main-d'œuvre salariée qui recule de 19,9 % en 1907 à 13,7 % en 1947.

Sur le plan régional, la part proportionnelle de la population active agricole dans l'ensemble de la population active du canton nous livre

évidemment un moyen excellent pour apprécier la place qu'y tient effectivement l'agriculture. En voici l'évolution⁽⁶⁵⁾:

	Proportion de population active agricole pour 100 personnes actives en général:		
	1907	1935	1947
Luxembourg-Ville	2,42 ⁽⁶⁶⁾	3,79	2,94
Luxembourg-Campagne	32,47 ⁽⁶⁷⁾	39,4	31,24
Capellen	60,7	35,4	33,2
Esch-sur-Alzette	15,6	7,1	6,18
Mersch	61,9	44	38,6
Clerveaux	73,06	68,09	64,6
Diekirch	56,06	44,70	37,8
Redange	73,4	66,03	59,96
Vanden	69,1	55,9	50,1
Wiltz	68,5	56,1	52,7
Echternach	63,1	51,1	48,08
Grevenmacher	64,02	51,3	48,3
Remich	72,3	62,5	57,3
Grand-Duché	43,2	30,2	26,1

Alors qu'en 1907 seuls les cantons industrialisés d'Esch-sur-Alzette et de Luxembourg-Campagne (ancienne délimitation territoriale) ainsi que la zone de Luxembourg-Ville comptaient dans leur population active une faible minorité d'agriculteurs, et que tous les autres cantons enregistraient une population agricole atteignant des proportions de 60 à 73 %, nous nous trouvons en 1947 devant une situation totalement bouleversée. A peine reste-t-il à cette époque 5 cantons dont les personnes travaillant la terre dépassent en importance numérique la population des autres activités économiques. Par ailleurs, les différents cantons se regroupent actuellement selon les mêmes zones que d'autres phénomènes nous ont déjà fait repérer sur le plan régional.

Tous les cantons proprement ardennais, de même que celui de Redange, chevauchant sur l'Ardenne et le «Bon Pays», et la circonscription viticole de Remich, gardent une majorité absolue de population active agricole, les taux respectifs variant entre 50,1 et 64,6 %. Mais par rapport à 1907, la baisse est bien appréciable.

Si le canton de Diekirch, lui aussi à cheval sur l'«Ösling» et le «Bon Pays», n'accusa déjà en 1907 qu'un taux de 56,06 % pour se situer en 1947 au niveau de seulement 37,8 %, la raison principale et

(65) Cf. Annuaire Statistique 1955, p. 39. — Voir également les cartes correspondantes, planche N° 32.

(66) et (67) En 1907 les chiffres de Luxembourg-Ville et de Luxembourg-Campagne se rapportent à l'ancienne délimitation de ces circonscriptions, d'où, pour les deux, en 1935, une évolution hâtive.

déterminante en est à trouver dans la présence des deux villes de Diekirch et d'Ettebrück, dont la population urbaine pèse évidemment lourd dans la balance du canton. Mais il est certain que la plupart des localités rurales de ce canton ont gardé une structure agricole dominante et qu'elles peuvent ainsi se ranger dans la zone ardennaise.

Les cantons d'Echternach et de Grevenmacher conservent en 1947 une population active agricole assez importante, mais néanmoins moins dominante que dans l'Ardenne.

Les taux de population agricole les plus bas sont évidemment enregistrés dans les zones d'Esch-sur-Alzette et de Luxembourg-Ville, tandis que les cantons de Luxembourg-Campagne, de Capellen et de Mersch occupent une place intermédiaire traditionnelle entre les deux régions précitées et les circonscriptions foncièrement agricoles de l'est et du nord du Grand-Duché.

Le tableau que nous présentent ces divers taux reste néanmoins imprécis du fait que nous n'avons pris en considération que la population active. Or le nombre des inactifs, enfants, adolescents et retraités, ne doit pas être négligé. Afin d'éliminer ce facteur d'imprécision, nous avons calculé, pour l'année 1950, quel pourcentage de la population totale représentaient, dans chaque commune du pays, les personnes vivant aux frais d'une exploitation agricole⁶⁸⁾. Qu'il nous suffise ici de présenter simplement les résultats globaux par canton. Avant d'y arriver, signalons qu'entre 1947 et 1950, donc en 3 ans seulement, la part, dans la population luxembourgeoise totale, des personnes dépendant de l'agriculture est passée de 19,1 % à 16,6 %.

Voici les résultats correspondants sur le plan cantonal⁶⁹⁾:

	Vivent aux frais d'une exploitation agricole... % de la population totale du canton en 1950:			
Luxembourg-Ville...	1,6 %	Echternach ..	35,4 %	Clerveaux. 53,9 %
Capellen	21,3 %	Grevenmacher	34,4 %	Diekirch. 25,2 %
Esch-sur-Alzette...	3,3 %	Remich	45,6 %	Redange. 47,5 %
Luxembourg-Camp.	19,8 %			Vianden. 36,9 %
Mersch	26 %			Wiltz..... 40,5 %

Bien que ces proportions soient partout nettement plus faibles que lors de la prise en considération de la seule population active et qu'il ne reste donc en 1950 que le seul canton de Clerveaux où le travail agricole subvienne aux besoins de la majorité de la population,

l'agriculture, nous constatons qu'en moyenne les ordres de grandeur et le regroupement des cantons en zones géographiques plus vastes ne varient guère par rapport aux taux du tableau précédent. En ce qui concerne le classement du canton de Diekirch, il faut évidemment se rappeler ce qui a été dit tout à l'heure au sujet de ses deux centres urbains, cependant qu'il est évident que le canton de Remich, s'il ne doit pas se ranger à part, trouve sa place dans l'ensemble de la zone mosellane.

Du tableau ci-dessus il se dégage une constatation très importante: Dans tous les cantons, à l'exception d'un seul, dont la population est d'ailleurs très clairsemée, la population agricole proprement dite reste désormais minoritaire; il est donc nécessaire de faire une distinction qui n'a rien d'artificiel, entre la population rurale, qui habite la campagne, et la population agricole, qui travaille réellement la terre. Or, ce qui était déjà vrai en 1950, l'est certes encore davantage en 1958!

Le sens de l'évolution future se trouve sans doute inscrit dans tous les éléments que nous avons analysés jusqu'à présent. Un autre indice particulièrement significatif, bien que non infallible, nous est fourni par les nombres proportionnels de jeunes qui, dans chaque canton, s'adonnent encore au travail agricole. En 1950 les jeunes gens de 15 à 20 ans incl., travaillant dans les exploitations agricoles, étaient au nombre de 2.078⁷⁰⁾, ce qui représente, pour un total d'environ 10.270 jeunes de cet âge, une proportion de 20,2 %. Dans les différents cantons les proportions respectives s'établissent ainsi⁷¹⁾:

Luxembourg-Ville...	2,4 %	Grevenmacher	23,5 %	Clerveaux. 44,3 %
Esch-sur-Alzette...	2,6 %	Echternach ..	32,2 %	Redange. 32,2 %
Luxembourg-Camp.	12,4 %	Remich	34,1 %	Vianden. 33 %
Capellen	13,3 %			Wiltz..... 30,3 %
Mersch	19,2 %			Diekirch. 22 %

Si ces chiffres se passent d'un long commentaire et n'introduisent aucune perturbation dans le regroupement des cantons en zones plus vastes, il faut néanmoins souligner qu'en 1950, dans toutes les régions, les jeunes agriculteurs de 15 à 20 ans ne représentent plus qu'une fraction minoritaire de leurs égaux. Dans la mesure où ces pourcentages préfigurent l'avenir, l'on doit évidemment s'attendre à une baisse rapide des effectifs agricoles, et ceci également dans les cantons qui, jusqu'ici, étaient restés particulièrement fidèles au travail de la terre.

68) Voir les cartes correspondantes des planches Nos 32 et 33.

69) Ces chiffres ont été effectués à partir des renseignements contenus dans «Le Recensement Général de l'Agriculture en 1950», Office de la Statistique Générale, Luxembourg, 2e partie, 1955, pp. 46 et ss., et dans le «Bulletin Statistique», 3/1957, p. 148.

70) Ce chiffre comprend 1465 membres de famille aidants et 583 salariés.

71) Voir les cartes correspondantes, planches Nos 30, 34 et 35.

c) La production agricole

Comme nous l'avons vu dans une autre partie de ce chapitre, des modifications notables sont intervenues dans l'utilisation du sol au cours des 50 dernières années. Voilà pourquoi il convient de connaître en premier lieu l'évolution des rendements moyens par ha⁷²⁾:

	1914	1938	1957
(Quintaux métriques par ha)			
Froment d'hiver	13,4	21,6	21
Seigle d'hiver	14,6	17,8	20,3
Avoine	15,7	16,7	18,1
Pommes de terre	96,2	165,6	213,8
Betteraves fourragères ..	410,3	420,2	540
Foin	36,5	25,6	32,3

Bien que ces rendements traduisent une amélioration très nette, due à l'emploi progressif d'engrais nouveaux et à une sélection plus rationnelle des semences, il y a lieu de ne pas se cacher que les rendements luxembourgeois restent inférieurs à ceux des pays voisins, sauf la France. Si cette infériorité est réelle et ne doit pas être attribuée à une différence dans le mode d'établissement des statistiques, elle ne peut s'expliquer que par une fertilité moindre du sol luxembourgeois d'une part et, d'autre part, par le fait que chaque agriculteur veut produire et produit effectivement la presque totalité des cultures essentielles, de sorte que beaucoup de terres marginales interviennent dans le calcul des rendements pour en baisser la moyenne.

La production totale elle-même, sujette évidemment aux modifications intervenues dans les cultures, a évolué de la manière suivante⁷³⁾:

	1914	1938	1957
quintaux métriques			
Froment	144.361	498.087 ⁷⁴⁾	429.949 ⁷⁵⁾
Seigle	142.578	128.731	80.225
Avoine	549.266	415.699	301.318
Pommes de terre	1.439.148	2.855.600	1.338.674
Betteraves fourragères ..	2.485.049	4.652.155	1.938.065
Foin	960.010	688.000	834.767

⁷²⁾ Cf. *Annuaire Statistique 1955*, p. 154, et *Bulletin Statistique*, 4/1957. — Afin d'éliminer quelque peu les fluctuations annuelles, nous avons choisi des années de référence où la récolte n'avait pas trop souffert des conditions météorologiques défavorables.

⁷³⁾ Cf. *Annuaire Statistique 1935*, p. 156, et *Bulletin Statistique*, 4/1957, p. 295.

⁷⁴⁾ En 1935, la production s'élevait à 278.053 qx, en 1939 elle était encore moins élevée avec seulement 257.145 qx.

⁷⁵⁾ La moyenne des années 1952-1957 s'établit à 373.000 qx.

	1914	1938	1957
Production viticole	49.130 ⁷⁶⁾	81.500	78.553 ⁷⁷⁾
Production de viande		Moyennes d'avant-guerre	1956
— Bovides		4.550 t	6.787 t
— Veaux		1.150 t	1.100 t
— Porcs		12.000 t	12.200 t
Production laitière	1913	1937	1956
— Lait (milliers de l) ...	99.000	143.000	188.000
— Beurre (tonnes)	2.342	2.900	4.973 ⁷⁸⁾
— Fromage (tonnes)		350	1.084

Ces chiffres ne font pas seulement ressortir les changements intervenus dans la production agricole, mais traduisent aussi, au moins dans une certaine mesure, l'orientation nouvelle qu'a prise la consommation même des produits agricoles. Signalons d'ailleurs à ce sujet que l'agriculture luxembourgeoise souffre aujourd'hui, au moins périodiquement, d'une grave crise de surproduction, notamment en ce qui concerne le blé, le lait, le beurre et la viande de porc. Au manque de débouchés intérieurs s'ajoutent de multiples difficultés d'exportation, par suite non seulement d'une saturation des marchés extérieurs dans le secteur justement des produits que le Luxembourg pourrait vendre à l'étranger, mais aussi de la non-compétitivité des prix luxembourgeois en concurrence libre.

Quant à la valeur de la production agricole luxembourgeoise, nous observons l'évolution suivante entre 1938 et 1951⁷⁹⁾:

	Valeur exprimée en millions de francs:	1951
	1938	
Produits végétaux (valeur brute)	163.553 = 38,4 %	438.460 = 24,7 %
Produits animaux (valeur brute)	258.591 = 60,7 %	1.318.179 = 74,5 %
Autres revenus bruts	4.000 = 0,9 %	13.250 = 0,8 %
Revenu brut global	426.144	1.769.889
Dépenses	149.887	556.650
Revenu net global	276.257	1.214.239
Revenu net réel (1938 = 100)	276.257	348.919

⁷⁶⁾ En 1915, pour une même superficie, on récoltait 254.050 hl de moût.

⁷⁷⁾ Ce chiffre représente la moyenne des années 1952-1957; la récolte en 1957 n'avait été que de 4360 hl.

⁷⁸⁾ La même année 1956, la consommation de beurre n'atteignait que le chiffre de 3852 t.

⁷⁹⁾ Cf. *Le Revenu National du Grand-Duché de Luxembourg* en 1950 et 1951, Service d'Etudes et de Documentation Economiques, Luxembourg 1952, pp. 73 et ss.

Ce tableau nous fait une nouvelle fois saisir l'ampleur des modifications intervenues dans la production agricole: Alors qu'en 1938 les produits végétaux représentaient encore 38,4 % de la valeur de la production agricole, leur part tombe à 24,7 % en 1951, cependant que celle de la production animale passe de 60,7 % en 1938 à 74,5 % en 1951.

Lorsqu'on analyse dans le détail ces deux secteurs de la production agricole, on aboutit aux résultats suivants:

Valeur exprimée en % du produit brut global:			
	1938	1951	
Produits végétaux	38,4 %	24,7 %	
— Céréales	23,7 %	14,0 %	
— Pommes de terre	6,4 %	6,6 %	
— Divers	8,3 %	4,1 %	
Produits animaux	60,7 %	74,5 %	
— Viande	35,2 %	38,7 %	
— Produits laitiers	21,6 %	31,5 %	
— Divers	3,9 %	4,3 %	
Autres produits	0,9 %	0,8 %	0,8 %
	100 %	100 %	

Comme il résulte de ce tableau, ce sont avant tout les céréales qui accusent une régression notable, tandis que les produits laitiers et, dans une moindre mesure toutefois, la production de viande enregistrent un développement appréciable.

Avant de terminer notre exposé sur l'agriculture luxembourgeoise, jetons un coup d'œil sur les valeurs produites par la viticulture et la sylviculture⁸⁰⁾:

Valeur exprimée en milliers de francs lux.			
Viticulture		1938	1951
Revenu brut global	20.741	110.013	
Dépenses	10.604	56.250	
Revenu net global	13.137	53.763	
Revenu net réel (base 1938) ...	13.137	15.450	

La production viticole varie évidemment trop d'une récolte à l'autre pour qu'il puisse être possible de dégager de ces chiffres quelque conclusion valable.

⁸⁰⁾ Cf. note 79.

Valeur exprimée en milliers de francs lux.			
Sylviculture ⁸¹⁾		1938	1951
Valeur de la production	14.230	122.087	
Valeur, base 1938	14.230	35.082	

Connaissant maintenant les valeurs produites par l'ensemble de l'agriculture, au sens large, nous pouvons calculer la part qu'elle détient en 1951 dans le Revenu National total:

Revenu National en 1951: 13.447,3 millions de francs lux.	
Agriculture proprement dite: 1.214,239 millions de francs	
Viticulture: 53,763 millions de francs	
Sylviculture: 122,087 millions de francs	
Total de l'agriculture: 1.390,089 millions de francs	

Dans le Revenu National de 13.447,3 millions de francs, l'ensemble de l'agriculture est donc représenté avec une somme de 1.390,089 millions de francs, soit une part bien modique de seulement 10,3 %. Il y a lieu toutefois de relever que l'année 1951 s'était distinguée par un développement très prononcé de la production industrielle et que, de ce fait, la part des autres activités économiques a subi une réduction peu habituelle. En ce qui concerne l'agriculture, il faut néanmoins reconnaître qu'en 1950, sa part dans le Revenu National ne dépassait pas non plus le niveau de 12,3 %.

2. L'industrie sidérurgique

a) Aspects structurels

Au lendemain de la première guerre mondiale, l'économie luxembourgeoise, sortie du «Zollverein», devait réorganiser tout son système commercial. En même temps s'opérait un profond remaniement de la structure financière des sociétés sidérurgiques.

Dès décembre 1919, le capital allemand céda la place aux capitaux venus de France et de Belgique. Après de multiples transactions, dont les dernières ne prirent fin qu'en 1937, la sidérurgie luxembourgeoise se retrouva entre les mains de 3 sociétés, à savoir l'«ARBED», créée en 1911, qui, grâce à ses multiples participations à l'étranger,

⁸¹⁾ La production des hautes à écorce est déjà comprise dans le produit agricole proprement dit et n'entre donc plus ici en ligne de compte.

revêt une envergure mondiale; la société «HADIR» (S. A. des Hauts-Fourneaux et Acieries de Differdange, St.-Ingbert, Rumelange), créée en 1920 avec du capital français et belge, à la suite de la liquidation de l'ancienne «Deutsch-Lux»; enfin la «S. A. Minière et Métallurgique de Rodange», sortie en 1935 de la Société Ougrée-Marihay».

Au cours de l'entre-deux-guerres, de même qu'à l'époque récente, la plupart des usines sidérurgiques ont été modernisées et perfectionnées, cependant que celles de Rumelange et de Steinfort ont cessé leur activité.

A l'heure actuelle, la sidérurgie luxembourgeoise dispose de 32 hauts-fourneaux avec une capacité de production annuelle de 3,5 millions de tonnes de fonte, de 5 aciéries Thomas et de 2 aciéries électriques, capables de produire également 3,5 millions de tonnes d'acier, enfin 7 installations de laminoirs, permettant la fabrication d'une grande variété de produits laminés⁸²⁾.

La société «ARBED» détient à elle seule jusqu'à 65 % de la capacité de production totale. Elle possède 17 des 32 hauts-fourneaux, 3 aciéries Thomas sur 5, et les 2 seules aciéries électriques du pays. D'autre part, elle occupe environ les 2/3 des effectifs ouvriers de la sidérurgie, le nombre moyen d'ouvriers par usine étant de 4.200 à Belval, de 4.200 à Dudelange, de 2.900 à Schifflange/Esch, de 850 à Esch-«Terres Rouges», et de 1.050 à Dommeldange-Eich.

Représentant environ 25 % de la capacité de production, la société «HADIR» occupe la seconde place dans la sidérurgie luxembourgeoise. Dans son usine de Differdange, elle dispose de 10 hauts-fourneaux, d'une aciérie Thomas, comprenant 6 convertisseurs, et 2 laminoirs dont l'un fabrique les poutrelles «Grey», de renommée mondiale; le nombre moyen d'ouvriers y est de 3.750.

La «S. A. Minière et Métallurgique de Rodange» possède une usine à Rodange, laquelle est dotée de 5 hauts-fourneaux, d'une aciérie Thomas avec 4 convertisseurs et d'un laminoir, sans mentionner, comme dans les cas précédents, toutes les autres installations secondaires. L'usine de Rodange fournit du travail à quelque 2.400 ouvriers.

b) Aspects démographiques

En 1913 la sidérurgie occupait déjà 42,03 % de la main-d'œuvre industrielle totale; en 1919 sa part s'élève à 53,64 %, en 1929 elle est

⁸²⁾ Cf. Carlo Hemmer, *L'Economie du Grand-Duché de Luxembourg*, IIe partie, Luxembourg, 1953, pp. 106 et ss. — En 1960 la production d'acier a dépassé le chiffre de 4 millions de t.

de 52,52 % en 1949 de 52,8 %, pour tomber en 1957 à 47,7 %. La sidérurgie et l'industrie minière ensemble occupent cependant en 1957 toujours 53,1 % du total de la main-d'œuvre industrielle du pays⁸³⁾.

L'évolution de la main-d'œuvre sidérurgique et minière présente, depuis la fin de la première guerre mondiale, les fluctuations suivantes⁸⁴⁾:

	1921	1929	1934	1957
Sidérurgie	12.110	23.080	14.776	20.989 ouvriers
Mines de fer	3.359	5.858	2.626	2.423 ouvriers
Totaux	15.469	28.938	17.402	23.412 ouvriers

Comme il est facile de comprendre, l'évolution des effectifs de la main-d'œuvre reste intimement liée aux phases de la conjoncture économique. Après un accroissement rapide au lendemain du premier conflit mondial, le nombre des ouvriers atteint le chiffre de 28.938 en 1929, pour retomber à 17.402 en 1934, au moment où la récession battait son plein.

Pareille évolution engendre évidemment des conséquences extrêmement graves sur le plan humain, vu que l'économie luxembourgeoise, ainsi que nous l'avons déjà souligné, repose presque uniquement sur l'industrie sidérurgique. Heureusement pour la main-d'œuvre luxembourgeoise, mais malheureusement pour les ressortissants étrangers, le Luxembourg dispose en cette circonstance d'une soupape de régulation consistant dans le licenciement des étrangers. Comme ces derniers représentent toujours un nombre assez important de la main-d'œuvre totale, le degré d'emploi de la population ouvrière luxembourgeoise reste généralement très élevé, même pendant les crises les plus graves. Sur le plan purement humain et social, cette exportation du chômage constitue sans doute un problème délicat et non moins douloureux, mais on ne peut pas nier les avantages qu'elle apporte au monde ouvrier indigène.

Voici d'ailleurs comment a évolué, entre 1921 et 1957, la composition par nationalités de la main-d'œuvre sidérurgique et minière⁸⁵⁾:

⁸³⁾ Cf. C. Hemmer, op. cit. p. 22, et *Bulletin Statistique*, 4/1957, pp. 244 et 245.

⁸⁴⁾ Cf. Marcel Stedtes, *Die Luxemburger Eisenindustrie*, Esch-Alzette, 1946, p. 115, et *Bulletin Statistique*, 4/1957, p. 245.

⁸⁵⁾ Cf. *Annuaire Statistique 1953*, p. 133; Marcel Stedtes, op. cit. p. 115, et *Bulletin Statistique*, 4/1957, pp. 244 et 245.

	1921	1929	1934	1940	1957
Luxembourgeois	11.696	17.390	13.147	16.336	19.879
Allemands	1.104	3.267	1.469	721	120
Italiens	892	3.624	1.061	969	1.141
Belges	1.183	1.662	908	878	1.451
Français	415	869	403	?	394
Autres	179	2.126	414	623	427
Totaux	15.469	28.938	17.402	19.527	23.412
	en %				
Luxembourgeois	75,6	60,1	75,5	83,6	84,9
Allemands	7,2	11,3	8,5	3,7	0,5
Italiens	5,7	12,5	6,1	5	5
Belges	7,7	5,7	5,2	4,5	6,2
Français	2,7	3	2,3	?	1,6
Autres	1,1	7,4	2,4	3,2	1,8
Totaux	100	100	100	100	100

La guerre de 1914 a marqué une césure très nette dans la position du monde ouvrier du Grand-Duché. En 1913 la main-d'œuvre étrangère représentait encore 59,8 % des ouvriers du secteur sidérurgique et minier, en 1921 sa part n'est plus que de 24,4 %. Depuis cette date la nationalité luxembourgeoise reste largement prépondérante. Il faut cependant relever que cette évolution s'explique, au moins partiellement, par le fait qu'un nombre croissant d'étrangers a peu à peu acquis la nationalité du pays d'accueil.

Comme nous l'avons signalé plus haut, les crises économiques frappent toujours plus durement la main-d'œuvre étrangère que les ouvriers luxembourgeois. Il en était notamment ainsi entre 1929 et 1934, période où les ressortissants étrangers ont vu baisser leur nombre de 63,2 %, alors que les effectifs ouvriers luxembourgeois ne diminuaient que de 24,3 %.

Ainsi qu'il résulte du tableau ci-dessus, le secteur sidérurgique et minier ne compte plus, en 1957, que 3.533 ouvriers étrangers, soit 15,1 % de la main-d'œuvre totale. Il faut cependant ajouter que, depuis plusieurs années, les étrangers sont de plus en plus fortement représentés dans d'autres branches industrielles, en dehors de la sidérurgie et des mines. L'ensemble du secteur industriel accuse en effet, en 1957, le nombre de 43.944 ouvriers dont 11.915 étrangers, soit une proportion de 27,1 %. En voici les chiffres respectifs pour chaque nationalité⁸⁶⁾:

	1957 Industrie en général	1957 Industrie sidérurgique et minière	% en 1938
Belges	1.961	1.451 = 74 %	85,9
Allemands	1.597	120 = 7,5 %	65,1
Italiens	6.657	1.141 = 17,1 %	61,2
Français	668	394 = 59 %	87
Autres	1.032	427 = 41,4 %	66,5
Toutes nationalités étrangères	11.915	3.533 = 29,6 %	60,1

La part des ouvriers étrangers travaillant dans la sidérurgie et les mines accuse donc une diminution très sensible; en 1938 cette part représentait encore 60,1 % de tous les ouvriers étrangers, contre seulement 29,6 % en 1957. Si cette baisse affecte toutes les nationalités étrangères, elle est particulièrement impressionnante chez les ressortissants allemands et italiens dont les proportions respectives reculent de 65,1 % à seulement 7,1 % et de 61,2 % à 17,1 %.

Lorsque nous prenons en considération non plus la seule main-d'œuvre industrielle, mais aussi les effectifs d'employés, nous constatons que partout la sidérurgie maintient sa large prédominance par rapport aux autres branches industrielles, prises individuellement. En voici les chiffres pour 1954⁸⁷⁾:

	Propriétaires	Employés	Ouvriers	Total
Personnel occupé dans l'ensemble du secteur in- dustriel	702	4.657	36.662	42.021
Sidérurgie	—	2.225	17.912	20.167
% du total	—	48 %	48,8 %	48 %
Industrie minière	9	223	2.409	2.641
% du total	1,28 %	4,8 %	6,6 %	6,3 %
Sidérurgie et industrie minière (% du total) .	—	52,8 %	55,4 %	54,3 %

Qu'il s'agisse donc des employés ou des seuls ouvriers, la sidérurgie représente toujours presque 50 % des effectifs; lorsqu'on y ajoute l'industrie minière, les deux branches d'activité l'emportent nettement sur l'ensemble du personnel occupé dans les autres secteurs industriels.

86) Cf. «Bulletin Statistique», 4/1957, p. 244

87) Cf. «Annuaire Statistique 1955», pp. 255 et 256.

Enfin le recensement de 1947, le dernier en date, nous apprend que la sidérurgie représente 13,65 % de la population active totale du Grand-Duché⁸⁹.

c) La production

D'une année à l'autre, la production minière accuse des variations parfois notables. Le nombre même des minières en activité est en nette diminution, puisqu'il tombe de 81 en 1926 à 24 en 1956. Pendant la même période le nombre moyen d'ouvriers occupés dans les mines recule de 5.610 à 2.487. Cependant cette évolution résulte plutôt des mesures de rationalisation que d'une véritable diminution de la production qui, entre 1913 et 1957, a évolué de la façon suivante⁸⁹:

1913	....	7.333.372 t	1946	.....	2.246.908 t
1921	....	3.031.626 t	1953	.....	7.169.646 t
1929	....	7.571.206 t	1954	.....	5.887.068 t
1932	....	3.312.618 t	1955	.....	7.205.000 t
1937	....	7.766.254 t	1956	.....	7.594.000 t
1939	....	5.852.538 t	1957	.....	7.843.000 t

Au cours de cette période, le plus fort tonnage a donc été extrait en 1957, puisque le chiffre de production de cette année est d'environ 70.000 t supérieur à celui de 1937, qui fut le plus élevé d'avant-guerre. Une bonne partie de cette production se dirige régulièrement vers les centres de consommation extérieurs, notamment la Belgique et l'Allemagne. Les quantités de minerai achetées par la France et la Sarre, quantités souvent appréciables, restent aujourd'hui insignifiantes.

Entre 1951 et 1957 la moyenne annuelle des exportations a atteint le chiffre de 2.035.000 t. En revanche, le Luxembourg importe chaque année de France et de Suède des quantités importantes de minerai à plus forte teneur en fer. La moyenne annuelle des importations effectuées entre 1951 et 1957 s'élève à 4.810 millions de t. En 1957 la consommation intérieure a en effet porté sur 11.622.229 t de minerais, chiffre qui se composa ainsi: minerai luxembourgeois: 6.285.411 t; minerai français: 5.270.874 t; minerai suédois: 65.944 t.

La production sidérurgique, déjà remarquable pour la fonte avant 1914, a depuis lors réalisé des progrès prodigieux, notamment en ce qui concerne l'acier et les produits laminés.

⁸⁸ Cf. Carlo Hemmer, «L'Economie du Grand-Duché de Luxembourg», IIe partie, Luxembourg, 1953, p. 23.

⁸⁹ Cf. «Annuaire Statistique 1955», pp. 206 et ss., et «Bulletin Statistique», 4/1957, p. 297.

En voici quelques chiffres annuels⁹⁰:

	1912	1920	1929	1939	1947	1957
	(en millions de tonnes)					
Fonte	2.252	0.692	2.906	1.837	1.818	3.367
Acier	1.088	0.584	2.705	1.844	1.714	3.492
Produits laminés ...	0.923	0.496	2.127	1.532	1.401	2.794

Devant ces chiffres, dont les oscillations ne font que traduire l'évolution de la conjoncture économique internationale, il faut bien se rendre à l'évidence que la sidérurgie luxembourgeoise accuse une puissance remarquable et d'autant plus impressionnante que le pays qui lui a donné naissance reste insignifiant au point de vue territorial et démographique et ne possède, en outre, aucun gisement houiller.

Dès 1870, la part du Luxembourg dans la production mondiale de minerai de fer s'élevait à 3,1 %. En 1949, elle représente toujours environ 2 % de la production mondiale évaluée à 225 millions de tonnes. A la même époque, le Luxembourg occupe, sur le plan mondial, la 7e place, immédiatement après les grands producteurs de minerai de fer, à savoir les États-Unis d'Amérique, l'URSS, la France, l'Angleterre, la Suède et, à un moindre degré, l'Allemagne⁹¹.

En ce qui concerne la fonte, la part du Luxembourg dans la production mondiale est passée de 1,05 % en 1870 à 3,24 % en 1913 pour se maintenir à environ 2 % en 1956. Parmi les pays de la CECA, le Grand-Duché se range en 4e position pour la production de la fonte, laissant derrière lui la Sarre, l'Italie et les Pays-Bas. Sur le plan mondial, il occupe en 1956 la 8e ou la 9e place.

Pour ce qui est de l'acier, le Luxembourg en fournit 1,8 % de la production mondiale en 1913, 2,24 % en 1929 et environ 1,2 % en 1956. Avec une production de plus de 10 tonnes d'acier par tête d'habitant, le Grand-Duché se classe évidemment premier de tous les pays du monde, place dont il ne sera pas délogé de si tôt, puisque les USA, avec un tonnage de production exceptionnel, n'enregistrent qu'environ 0,621 tonnes par tête d'habitant.

Devant ces chiffres il y a lieu de se rappeler les paroles d'un Ministre luxembourgeois des Affaires Économiques: «L'industrie sidérurgique luxembourgeoise n'est pas qu'une industrie; elle est le pays même et plus encore, elle est ce pays dans le monde⁹²».

⁹⁰ Cf. «Annuaire Statistique 1955», pp. 218 et ss., et «Bulletin Statistique», 4/1957, p. 297.

⁹¹ Cf. «Échanges Internationaux», Cours de M. A. Siegfried à l'Institut d'Études politiques de l'Université de Paris, cours publié par le Centre de Doc. Univ., Paris, 1951, pp. 122 et 123.

⁹² Paroles citées par C. Hemmer, op. cit. p. 149.

Dans la valeur totale de la production industrielle luxembourgeoise, la sidérurgie intervient évidemment pour une part largement dominante. En 1954 la valeur brute de la production industrielle s'élevait à 16.828.169.000 frs⁹³). Dans cette somme, la sidérurgie seule était représentée par 9.979.793.000 frs, soit une part proportionnelle de 59,3 %; la valeur de la production minière, de son côté, atteignait le chiffre de 543.692.000 frs, soit 3,2 % du total; la part globale de la sidérurgie et de l'industrie minière (non compris les fabrications métalliques) représente donc 62,5 % de la valeur brute de la production industrielle.

Quant à la seule «valeur ajoutée», elle se chiffrait en 1954 à 6.078.762.000 frs pour l'ensemble du secteur industriel. Les chiffres correspondants de la sidérurgie et des minières s'élevaient à respectivement 3.019.869.000 et 442.401.000 frs, soit des parts proportionnelles de 49,5 % et de 7,2 %.

Dans le produit national total, enfin, la seule sidérurgie intervenait en 1952 pour 29,6 % en 1953 pour 17,7 %⁹⁴).

3. Les autres activités économiques

Il ne saurait évidemment être question de passer ici en revue l'ensemble des ramifications multiples que comporte la vie économique nationale. Aussi allons-nous nous contenter d'un aperçu succinct des diverses activités⁹⁵).

Le premier tableau nous indique, pour chaque secteur industriel, le nombre d'entreprises, d'employés et d'ouvriers en 1954⁹⁶):

Branches d'activité	d'entreprises	Nombre d'employés	d'ouvriers
Mines de fer	36	230	2.350
Ardoisières	3	20	190
Carrières, sablières, gravières...	221	10	1.130
Briqueteries	5	10	50
Fours à chaux, à plâtre, à dolomie	12	20	330
Sidérurgie	7	2.450	19.050
Fonderies et ateliers	40	250	1.650
Cimenteries et produits en béton	6	150	250
Industrie céramique	3	80	620
Industrie chimique	20	360	820
Tanneries	5	60	300

93) Cf. *Annuaire Statistique 1955*, p. 248.

94) Calculs effectués sur la base des chiffres publiés dans l'*Annuaire Statistique 1955*, pp. 250 et 414.

95) Voir planche N° 36.

96) Cf. *Annuaire Statistique 1955*, pp. 134 et ss. et 255/256.

Branches d'activité	d'entreprises	Nombre d'employés	d'ouvriers
Industrie du cuir	4	20	80
Industrie textile	3	30	110
Confection en gros	13	30	410
Industrie du tabac	4	30	200
Serries	15	20	350
Fabriques d'articles en bois ..	20	60	200
Minoteries	10	30	100
Industrie alimentaire	14	100	410
Vins et dérivés	20	70	150
Brasseries et malteries	13	100	500
Distilleries industrielles	4	50	50
Toutes entreprises industrielles.	488	4.180	29.300
Entreprises artisanales:			
— Artisanat proprement dit ..	6.500	180	9.700
— Bâtiment	220	100	6.070
— Livres	7	40	70
— Journaux	6	140	220
Toutes entreprises artisanales..	6.733	460	16.060
Entreprises commerciales:			
— Commerce de gros	450	670	600
— Commerce de détail	4.500	2.740	1.650
— Transport par route	700	420	510
— Cinémas	45	30	100
— Hôtels, Cafés	2.700	70	3.200
— Divers	50	2.480	270
Toutes entreprises commerciales	8.445	6.410	6.330
Toutes entreprises à l'exclusion des entreprises publiques	15.666	11.050	51.690

D'après le recensement de l'artisanat du 21 octobre 1951⁹⁷), cette branche d'activité comprenait alors 6.420 entreprises, occupant de façon permanente 22.810 personnes dont 13.671 salariés qui se répartissent ainsi: compagnons: 6.429; apprentis: 1.784; ouvriers spécialisés: 2.200; manoeuvres: 2.557; employés: 701. A la même date, le nombre total des chefs d'entreprise, tant actifs qu'inactifs, s'élevait à 6.891; le nombre du personnel familial occupé de façon permanente (y compris les chefs d'entreprise) était de 9.139.

Répartie sur les différents métiers, cette population artisanale se présentait de la façon suivante:

97) Cf. *Le Recensement de l'Artisanat au Grand-Duché de Luxembourg en 1951*, Office de la Statistique Générale, Luxembourg, 1954, et *Annuaire Statistique 1955*, pp. 262 et ss.

A part le canton de Vianden qui, en raison de l'exiguïté de son territoire et du nombre réduit de sa population, ne peut pas servir d'exemple, nous trouvons effectivement le nombre moyen le plus élevé de personnes par entreprise dans la circonscription de Luxembourg-Ville et dans le canton d'Esch-sur-Alzette. Vient ensuite le canton de Diekirch qui, grâce aux deux centres urbains de Diekirch et d'Ettelbruck, comporte une population plus abondante, ce qui suscite et favorise évidemment le développement de certains métiers. Dans toutes les autres régions rurales il n'existe que peu d'écart d'un canton à l'autre.

La conclusion essentielle qui se dégage du tableau précédent est que l'entreprise artisanale, de même que l'exploitation agricole, a gardé un caractère presque exclusivement familial, le nombre moyen de personnes employées dans les entreprises restant en effet extrêmement réduit, sauf en ce qui concerne le bâtiment. Ainsi, sur les 6.420 entreprises recensées, il y en a 2.447, ou 38,1 % qui n'occupent qu'une seule personne de façon permanente; plus de 60 % des entreprises comptent moins de 3 personnes; 75,7 % d'entre elles ont moins de 4 personnes, et 88,2 % des entreprises occupent moins de 6 personnes.

En ce qui concerne l'évolution de l'artisanat au cours des dernières années, nous constatons, malgré une documentation déficiente, que le nombre des entreprises inscrites à la Chambre des Métiers est en régression constante. De 6.707⁹⁹⁾ en 1952, il passe en effet à 6.351 en 1956, soit une diminution, en 4 ans, de 5,3 %.

4. La population et les grands secteurs de la vie économique

Dans les paragraphes précédents nous avons déjà pu apprécier les profondes modifications intervenues dans la répartition des personnes actives ainsi que de l'ensemble de la population sur les grands secteurs de l'économie nationale.

En présentant ici, dans un aperçu très succinct, cette répartition et son évolution à travers le temps, il nous sera possible de récapituler les transformations fondamentales qu'a subies l'économie luxembourgeoise au cours des 80 dernières années¹⁰⁰⁾.

Entre 1871 et 1947, la population active, par rapport au nombre total des habitants, a connu l'évolution que voici:

99) Cf. *Bulletin Statistique*, 4/1957, p. 294. — On remarquera que ce chiffre est nettement plus élevé que celui qui a pu être établi lors du recensement de 1951. Il semble que l'explication en soit à rechercher dans le fait que bon nombre de patrons restent affiliés à la Chambre des Métiers sans qu'ils exercent effectivement leur métier.

100) Voir planche N° 31.

1871: 42,3 %; 1907: 49,3 %; 1935: 45,4 %; 1947: 46,1 %¹⁰¹⁾.

En 1871, la population active, constamment réduite par les excédents d'émigration, ne représentait donc qu'une fraction relativement faible de tous les habitants qui, par suite d'une natalité encore très élevée, comptaient évidemment une part dominante de jeunes.

En 1907 cette situation a largement évolué puisque les personnes actives, dont le nombre s'est fortement accru par suite des vagues successives d'immigration, représentent alors presque la moitié de l'ensemble de la population.

En 1935 cette part accuse une nouvelle diminution, due, selon toute vraisemblance, à deux causes principales: d'un côté, la réduction numérique de la population active par suite de l'émigration de nombreux ressortissants étrangers au moment de la grande crise économique; de l'autre côté, la réduction de l'importance proportionnelle de la population active par suite du vieillissement progressif du peuple luxembourgeois, la prolongation de vie humaine ayant compensé, sur le plan purement numérique, la chute des naissances.

En 1947, enfin, la situation ne diffère pas sensiblement de ce qu'elle était en 1935, les mêmes causes devant finalement provoquer les mêmes conséquences. Le pourcentage de 46,1 % que représentent les personnes actives par rapport à l'ensemble de la population, se situe pourtant au niveau moyen des autres pays, niveau qui varie généralement entre 45 % et 50 %¹⁰²⁾.

Au cours de la période 1871-1947, la part proportionnelle de la population active occupée dans chacun des grands secteurs économiques, a évolué de la façon suivante¹⁰³⁾:

	1871	1907	1935	1947
Agriculture, jardinage, élevage	60,4 %	43,2 %	30,2 %	26,1 %
ylviculture, pêche	20,2 %	38,4 %	38,4 %	39,6 %
Mines, Industries, Métiers, Commerce, Transports, Hôtels, Cafés	19,4 % ¹⁰⁴⁾	10,4 %	18,9 %	19,3 %
Services publics et privés ...	—	4,3 %	8 %	10,3 %
Services de la maison	—	3,7 %	4,5 %	4,7 %
	100 %	100 %	100 %	100 %

101) Cf. *Annuaire Statistique* 1955, p. 37.

102) Cf. *Bulletin du Service d'Etudes et de Documentation Economiques et de l'Office de la Statistique Générale*, 2/1950, p. 26.

103) Cf. *Annuaire Statistique* 1955, p. 37.

104) Le recensement de 1871 n'a pas été assez précis de sorte qu'on ne peut pas indiquer les composantes de ce chiffre.

Comme dans tous les pays, l'industrialisation du Luxembourg s'est accompagnée d'une refonte totale de la répartition de la population sur les différentes activités.

Dans une première phase, que nous pouvons analyser à l'aide du recensement de 1907, l'industrie a attiré non seulement un nombre important d'immigrants étrangers, mais aussi une part appréciable des surplus démographiques des campagnes, surplus qui, normalement, auraient dû grossir les effectifs agricoles ou prendre le chemin de l'émigration. Au cours de cette première période, la proportion de la population active occupée dans le secteur industriel passe de 20,2 % à 38,4 % tandis que celle de l'agriculture recule de 60,4 % à 43,2 %⁽¹⁰⁵⁾.

Entre 1907 et 1935 trois phénomènes nouveaux apparaissent. Les effectifs agricoles diminuent rapidement tant en chiffres absolus (53.184 en 1907 contre 40.766 en 1935) qu'en chiffres proportionnels (43,2 contre 30,2 %), de sorte qu'on doit réellement parler d'exode rural ou, du moins, d'abandon de l'agriculture sur une base assez vaste.

L'industrie, de son côté, semble avoir atteint une sorte de plafond. Si, en dehors de l'extraction minière, sa population augmente encore en chiffres absolus et passe de 47.262 unités à 51.739, sa part proportionnelle reste cependant stationnaire.

En revanche, les secteurs commerce et services enregistrent une augmentation remarquable de leurs effectifs qui passent du nombre de 22.570 à 42.342 ou, en chiffres proportionnels, de 18,4 % à 31,4 %.

Au cours de la troisième phase, qui va de 1935 à 1947, le mouvement précédemment déclenché se poursuit régulièrement. Les effectifs agricoles ne cessent de se dégonfler, le secteur industriel ne s'accroît plus que faiblement, cependant que le « tertiaire » enregistre un développement constant et très net de sa population.

Toute cette évolution semble donc confirmer les théories sur le progrès économique, théories présentées, avec certaines nuances divergentes, selon les auteurs, par les économistes Colin Clark, Jean Fourastié et Alfred Sauvy⁽¹⁰⁶⁾. Selon ces théories, le progrès technique, en révolutionnant les méthodes de production du primaire (dans lequel on range également le travail des mines) et, quoique dans une

(105) Dans le paragraphe consacré à l'agriculture, nous avons vu que seule l'importance relative de cette activité a baissé et non pas le nombre absolu de ses effectifs.

(106) Colin Clark, *The conditions of Economic Progress*, Macmillan, Londres-New York, 1940; Jean Fourastié, *Le grand espoir du 20^e siècle*, PUF, Paris, 1952. — La civilisation de 1975, PUF, Paris, 1953. — La productivité, PUF, Paris, 1954. — A. Sauvy, *Théorie Générale de la population*, PUF, Paris, 1^{er} vol. 1952, 2^e vol. 1954.

moindre mesure, celles du secondaire, doit progressivement libérer de la main-d'oeuvre dans ces deux secteurs où les besoins humains se trouvent d'ailleurs vite, ou relativement vite, saturés pour gonfler au stade final les effectifs du secteur tertiaire où les besoins restent pour ainsi dire illimités. Ayons que dans cette théorie l'abandon de la terre apparaît sous un jour entièrement nouveau; loin de constituer une catastrophe, il se présente comme la condition même du progrès technique et, partant, du mieux-être de l'homme⁽¹⁰⁷⁾. Aussi constate-t-on que, dans tous les pays où le tertiaire représente une part importante de la population (non pas, bien entendu, par un gonflement artificiel de ce secteur, comme il peut facilement arriver), le revenu moyen par habitant accuse un niveau particulièrement élevé. Nous en trouverons bientôt la confirmation dans le cas luxembourgeois.

Avant d'y arriver, examinons la répartition de la population active sur les différentes positions sociales dans chaque branche de l'économie nationale⁽¹⁰⁸⁾:

1907	Patrons	Membres de famille	Fonct. et Employés	Ouvriers	Total
Agriculture et activités annexes (nombres absolus) :	16.860	25.533	226	10.565	53.184
en %	31,7	48	0,4	19,9	100
Industrie et métiers	9.801	252	2.196	35.013	47.262
en %	20,7	0,5	4,7	74,1	100
Commerce et Transports .	4.418	1.709	1.374	5.303	12.804
en %	34,5	13,4	10,7	41,4	100
Services publics et privés .	2.646	—	1.709	927	5.282
en %	50	—	32,4	17,6	100
Services de la maison ...	—	—	—	4.584	4.584
Totaux (nombres absolus)	33.725	27.494	5.505	56.392	123.116
en %	27,4	22,3	4,5	45,8	100
1935	Patrons	Membres de famille	Fonct. et Employés	Ouvriers	Total
Agriculture et activités annexes	12.558	22.194	193	5.821	40.766
en %	30,8	54,4	0,5	14,3	100
Industrie et métiers ...	9.384	785	4.221	37.349	51.739
en %	18,1	1,5	8,2	72,2	100
Commerce et Transports .	6.698	4.220	6.904	7.648	25.470
en %	26,3	16,6	27,1	30	100

(107) L'exode rural comporte évidemment de multiples incidences socio-économiques et humaines, que nous ne saurions évoquer ici.

(108) Cf. *Annuaire Statistique 1955*, p. 38.

1935	Patrons	Membres Fonct. et de famille Employés	Ouvriers	Total
Services publics et privés. en %	1.616 15	9 0,1	6.928 64,5	2.186 20,4
Services de la maison ... en %	—	—	136 1,3	5.997 57,4
Totaux	30.256 en %	27.208 22,4	18.382 13,6	59.001 43,8
1947	Patrons	Membres Fonct. et de famille Employés	Ouvriers	Total
Agriculture et activités annexes	10.765 en %	19.335 55,2	120 0,4	4.810 13,7
Industrie et métiers	30,7 7,128	735 1,4	4.725 8,9	40.665 76,3
Commerce et Transports . en %	13,4 6.734	3.551 13,7	8.457 27,6	7.140 25.882
Services publics et privés. en %	26 1.421	4 8.788	3.606 26,1	13.819 62,59
Services de la maison ... en %	10,3 —	—	25 0,4	6.259 99,6
Totaux	26.048 en %	23.645 19,4	22.115 16,5	62.480 46,5
				134.288 100

Ainsi qu'il résulte des résultats globaux des trois années de recensement, l'évolution de la population active luxembourgeoise est caractérisée par une diminution du nombre des patrons et des membres de famille aidants; par une augmentation sensible du nombre des fonctionnaires et employés; enfin, par une relative stagnation de la population ouvrière. La part proportionnelle de chaque groupe social dans l'ensemble de la population active n'évolue guère différemment.

En 1947, l'année de recensement la plus proche de la période actuelle, la part du monde ouvrier dans la population active atteint le nombre proportionnel de 46,5 %: celle des fonctionnaires et employés se situe à 16,5 %, cependant que les patrons représentent 19,4 % et les membres de famille aidants 17,6 % de toutes les personnes actives.

Comme les deux dernières catégories sociales doivent pratiquement se confondre, et ceci d'autant plus facilement que l'immense majorité des membres de famille aidants est fournie par l'agriculture, nous n'avons finalement qu'à distinguer 3 groupes sociaux: celui des patrons, au sens large, que nous pourrions encore appeler la population indépendante, laquelle représente, en 1947, 37 % des personnes actives; celui des employés et fonctionnaires qui en représente 16,5 % et, enfin,

le groupe ouvrier qui en totalise 46,5 %. L'ensemble des salariés (employés, fonctionnaires et ouvriers) atteint ainsi, en 1947, un pourcentage total de 63 % contre seulement 57,4 % en 1935 et 50,3 % en 1907, ce qui prouve que l'évolution du peuple luxembourgeois tend vers un développement de plus en plus marqué du salariat.

Jusqu'ici nous nous sommes uniquement préoccupés de la répartition de la population active sur les différents secteurs de la vie économique. Avant de quitter ce sujet, il convient de voir quelles proportions de la population totale tirent leur subsistance de chacune de ces activités. En voici l'évolution parcourue entre 1871 et 1947⁽¹⁰⁹⁾:

	1871	1907	1935	1947
	(% de la population totale dépendant du secteur indiqué)			
Agriculture et activités annexes .	66,3	37,6	22,8	19,8
Mines, Industrie et Métiers	16,9	43,5	47,6	47,2
Commerce, Transports		12,5	19,7	20,1
Services publics et privés	16,8	4,1	7,3	10
Services de la maison		2,3	2,6	2,9

Aux phénomènes précédemment relevés, à savoir la diminution constante et très marquée de la proportion agricole, dans une première phase, la relative saturation de la branche industrielle dans une seconde phase et le gonflement sans arrêt du secteur «services», il n'y a rien à ajouter, si ce n'est que le recul de l'agriculture accuse des dimensions encore plus frappantes que lorsqu'il était question de la seule population active. Ceci s'explique d'ailleurs aisément du fait que les membres de famille sans profession se retrouvent particulièrement nombreux dans le secondaire et le tertiaire, cependant que la plupart des membres de famille du monde agricole sont déjà compris dans la population active.

5. L'évolution du Revenu National

Nous avons vu tout à l'heure que, pour les économistes modernes, la réduction progressive des effectifs humains occupés dans les activités primaires, au profit des secteurs secondaire et tertiaire, est à la fois signe et condition du progrès technique, et que pareille évolution doit finalement conduire au relèvement du standard de vie de l'ensemble de la population.

⁽¹⁰⁹⁾ Cf. *Annuaire Statistique*, 1955, p. 37. — Voir également planche N° 31.

De fait, nous constatons que le revenu national luxembourgeois calculé en prix constants par tête d'habitant, a pratiquement doublé depuis 1913. En voici l'évolution¹¹⁰⁾:

	Prix courants R.N. ¹¹¹⁾ global (en millions de francs)	R.N. par habitant (en francs)	Prix constants (base 1914) R.N. global (en millions de francs)	R.N. par habitant (en francs)
1913 ..	279	1.050	279	1.050
1937 ..	2.258	7.510	328	1.090
1950 ..	9.667	32.377	424	1.421
1956 ..	16.200	51.840	638	2.041

Comme il appert de ce tableau, les progrès réalisés depuis 1937 surtout, et particulièrement au cours des dernières années, sont très appréciables. Ainsi, entre 1913 et 1956, le revenu global réel (prix 1914) a augmenté de 128,6 %, cependant que le revenu réel par tête d'habitant a enregistré un accroissement de 94,4 %. A l'heure actuelle le revenu moyen de 51.840 frs-1956, dont dispose chaque Luxembourgeois, représente l'équivalent d'environ 1.035 dollars. Cette somme reste évidemment inférieure aux 1.600 ou 1.700 dollars qui reviennent en moyenne à chaque citoyen américain, mais même si l'on ne tient pas compte des différences du coût de la vie en Amérique et en Europe, on doit reconnaître que le revenu moyen de chaque Luxembourgeois atteint un niveau remarquable.

La confirmation ou le signe de ce standard de vie élevé, nous pouvons les trouver dans l'analyse des dépenses des consommateurs en biens et services, dépenses calculées pour l'année 1953¹¹²⁾:

Dépenses des consommateurs en biens et services, en 1953:	
Dépenses alimentaires	33,3 %
Vêtements et autres effets personnels	14,6 %
Loyer, chauffage, éclairage et eau	13,2 %
Services de transports	7,5 %
Articles ménagers durables	6,2 %
Boissons alcoolisées	6 %
Loisirs	5,3 %
Soins personnels, frais médicaux et paramédicaux ..	5,2 %
Dépenses d'entretien courant de la maison	3 %

110) Cf. «Annuaire Statistique 1955», p. 412, et «Bulletin Statistique», 4/1957, p. 304.

111) Il s'agit chaque fois du Revenu National au coût des facteurs.

112) Cf. «Annuaire Statistique 1955», p. 414.

Tabac	2,3 %
Dépenses personnelles à l'étranger	2 %
Services divers	1,4 %

Ce budget des dépenses du Luxembourgeois moyen répond, grosso modo, aux caractéristiques de celui d'un représentant du milieu bourgeois aisé: Nous constatons en effet que les dépenses alimentaires n'y représentent plus qu'une part relativement modeste, alors qu'elles devaient absorber, vers le milieu du siècle passé, la presque totalité des disponibilités du budget familial. En revanche, on note actuellement des dépenses proportionnellement importantes pour les soins vestimentaires, le «décorum» de l'habitat et toutes sortes de services qui ne sont nullement d'une nécessité vitale.

Aussi trouvons-nous là le résumé de tout ce que nous a appris ce chapitre sur l'évolution économique du Grand-Duché, à savoir le passage d'un pays agricole extrêmement pauvre, dont, selon une adresse des métallurgistes au Roi Guillaume Ier, en 1828, «la première industrie consistait à savoir s'imposer des privations¹¹³⁾», à un standard de vie tel que, de nos jours, nombre de ses citoyens ne savent plus que difficilement s'imposer des privations.

113) Cf. P. Weber, Histoire de l'Economie Luxembourgeoise, Luxembourg, 1950, p. 106.

CHAPITRE IV

LE PEUPLE LUXEMBOURGEOIS

Renseignements bibliographiques:

- Nicolas Ries: «Le peuple luxembourgeois», Essai de Psychologie, Deuxième Edition revue et augmentée, Paul Snoell, Editeur, Diekirch, 1920.
- Jos. Hess: «Luxemburger Volkskunde», Paul Faber, Grevenmacher, 1929.
- «Luxemburger Volksleben in Vergangenheit und Gegenwart, Beiträge zur Luxemburger Volkskunde, Paul Faber, Grevenmacher, 1939.
- Jos. Meyers: «Le peuple luxembourgeois», dans «Le Luxembourg, Livre du Centenaire» (comporte une bibliographie très détaillée), Luxembourg, 1949.
- Ernest Ludoviczy: «Le peuple luxembourgeois», dans la «Revue de Psychologie des Peuples», novembre 1948.
- «Notes sur le bilinguisme», dans la Revue précitée, 2e trimestre 1954.
- Nicolas Margue: «Histoire sommaire du sentiment national luxembourgeois», dans «Academia», Revue de l'Association Luxembourgeoise des Universitaires Catholiques, juin 1935.
- «Die Entwicklung des Luxemburger Nationalgefühls» dans «T'Hemecht», Luxembourg, 1937, Heft 3.
- Charles Lehmann: «A la recherche de l'âme luxembourgeoise», Bâle, 1953.

*

Depuis deux millénaires déjà, le territoire luxembourgeois constitue essentiellement un lieu de rencontre et de fusion des populations et civilisations celtiques, latines et germaniques. C'est sur cette base hétérogène qu'est né et s'est développé le peuple luxembourgeois dont les aspirations les plus profondes s'expriment dans un amour farouche du sol natal, de la liberté et de la paix dans l'indépendance.

Sans vouloir minimiser les causes politiques et militaires qui, au cours de l'histoire, ont décidé du sort du Luxembourg, il semble indéniable que la conviction de ce peuple d'occuper une position

particulière entre ses grands voisins et de se distinguer tant des Allemands que des Français, constitue la base sociologique de ce que d'aucuns peuvent regarder aujourd'hui comme un anachronisme: une agglomération de 315.000 habitants, occupant une superficie de 2.587 km², prétend vouloir être un Etat au même titre que les autres.

Si, à l'intérieur de ce creuset luxembourgeois, les courants germaniques et latins perdent leur physionomie propre pour s'embrasser intimement dans une sorte d'amalgame typiquement luxembourgeois, il reste quand même évident que l'étroitesse des frontières ne permet pas de se contenter de ce qui est définitivement acquis. Aussi l'œuvre d'assimilation ne s'arrête-t-elle jamais. Il ne se passe pas d'époque où ne seraient apportés des éléments nouveaux, français, allemands et, plus récemment, anglosaxons, au patrimoine existant. Ces courants d'échanges et d'apports nouveaux, la lente et parfois difficile assimilation d'éléments hétérogènes ont sans doute largement influencé la mentalité et le comportement de ce peuple.

De nos jours, la population luxembourgeoise, pas plus que celle des autres pays, n'est faite d'une simple juxtaposition d'individus ou de familles. Comme ailleurs, nous y trouvons des «groupes relativement clos, de dignité inégale», si l'on entend ainsi définir les classes sociales. Comme ailleurs, nous enregistrons des intérêts de groupe différents, et parfois opposés, ainsi que toute la gamme des multiples problèmes sociaux qui caractérisent la civilisation technique.

Il convient cependant de souligner tout de suite que ces problèmes, dont il serait faux de nier l'existence, présentent des aspects un peu particuliers. Si, en général, il est déjà plus juste de parler de milieux sociaux au lieu de classes, ceci devient tout à fait vrai dans le cas luxembourgeois. Les groupes sociaux, formés sous la pression de la vie sociétaire moderne, ne se révèlent, en effet, que relativement clos; leur hiérarchie, établie selon une dignité différente, est souvent difficile à esquissier; le fossé qui les sépare ne prend pas des dimensions telles que le passage d'un groupe à l'autre soit devenu impossible; les contours mêmes des différents milieux ne se laissent pas définir aisément. Aussi se présentent-ils plutôt comme des cercles qui s'entrelacent.

Tout ceci fait comprendre que la vie sociale luxembourgeoise n'évolue point sous le signe de crises profondes et d'antagonismes de classe violents, comme il est souvent le cas chez les peuples voisins.

A première vue, on pourrait être tenté d'attribuer cette situation au fait de l'exiguïté du territoire. Mais ce serait là, sans doute, fournir une explication très superficielle et simpliste des choses. Car, comme nous venons de le voir au chapitre précédent, le Luxembourg présente

aujourd'hui tous les traits d'un pays industrialisé, et, malgré sa surface territoriale réduite, la population qui le compose est loin d'une homogénéité sociale et sociologique parfaite.

Aussi les aspects sociaux actuels du Luxembourg doivent-ils plutôt s'expliquer par la conjonction de toute une gamme de facteurs dont les uns résultent de la psychologie nationale, les autres d'institutions assez heureuses, créées par l'homme. Ce qui nous intéresse surtout dans ce chapitre, ce sont les traits saillants de cette psychologie sociale et leur manifestation dans les différents milieux socio-professionnels.

1. Quelques traits dominants de la psychologie nationale

A la fin du 18^e siècle, la Révolution Française, ici comme ailleurs, se chargeait de balayer tout ce qui restait encore de l'ancien régime féodal terrien. A partir du 19^e siècle, le Grand-Duché ne comptait plus que quelques agglomérations humaines peu importantes dont la population était composée de représentants des professions libérales, de commerçants et d'artisans. Les habitants des localités rurales faisaient presque tous partie du monde agricole, même s'ils exerçaient quelque métier en rapport avec la vie villageoise. Les «industries» existantes, sidérurgie, textile, tannerie, carrières, gardaient toutes un caractère artisanal, parfois très rudimentaire, comme nous l'avons vu au chapitre précédent.

Tout ceci revient à dire que l'immense majorité du peuple luxembourgeois actuel est de souche agricole et qu'il ne faut dès lors pas trop s'étonner de retrouver toujours, dans tous les milieux sociaux, les attitudes fondamentales de cette psychologie paysanne dont voici les traits les plus apparents:

Habitués, depuis des générations, à travailler durement un sol très ingrat, les Luxembourgeois ont acquis un sens prononcé du travail. Le travail, surtout le travail manuel, format jadis à peu près le seul critère selon lequel était jugée la valeur d'un homme. Dans le travail intellectuel, par contre, beaucoup de vieux cultivateurs ne flâtraient qu'une forme très habile de paresse; or la paresse était considérée comme le péché par excellence.

Semblables à la terre qu'ils cultivaient et qui, malgré de gros efforts, ne donnait jamais que des récoltes médiocres, les gens se sont peu à peu formés un caractère renfermé, tétu, peu enclin aux enthousiasmes collectifs et à la manifestation ouverte des sentiments intérieurs, méfiant et sceptique, enfin, devant tout ce qui est nouveau et qui n'a pas fait ses preuves. Une allure plutôt flegmatique va aisément de pair avec cet esprit conservateur.

Dans leur village, les habitants ne connurent, à part, l'autorité du curé, qu'une seule hiérarchie, établie sur la richesse qui s'exprimait moins en argent liquide qu'en biens fonciers. Posséder beaucoup de champs, un nombre respectable de porcs et de vaches, une maison bien solide, pourvue d'une réserve appréciable en draps de lin et en viande fumée et, en automne, une grange bien remplie, voilà ce qui faisait l'orgueil d'un vrai paysan.

Cette hiérarchie, basée sur la richesse et reconnue par tout le monde, était d'autant plus facilement supportable qu'il n'existait pour ainsi dire pas de grande exploitation et que la presque totalité des gens ne possédaient que des patrimoines médiocres. Cette dernière circonstance doit d'ailleurs être à l'origine d'un sens très vif de l'égalité de tous dont fait preuve le Luxembourgeois, cependant que la valeur accordée à la richesse ne pouvait que stimuler son éprit au travail.

Si, dans un même village, il existait toutefois plusieurs exploitants au même niveau de richesse, il s'ensuivit facilement des querelles de prestige, parfois très aiguës, qui pouvaient engendrer la division de toute une population, chacun des belligérants voulant gagner à sa cause le plus possible de partisans. Pendant des années, des villages entiers sont ainsi restés divisés par des intérêts de partis.

Les moins fortunés de la population, ceux qui ne possédaient pas de terre ou dont les champs ne suffisaient pas pour nourrir une famille, toujours très nombreuse, s'engageaient comme journaliers dans une ferme plus importante. Mais les rapports entre «grands propriétaires» et journaliers n'avaient socialement rien d'humiliant pour les derniers. Etablis suivant des coutumes parfois séculaires, ils tournaient franchement au profit du journalier. Le grand principe dont ils s'inspiraient ne reposait nullement sur quelque taux de salaire, mais sur une fidélité réciproque. Une loi non écrite, mais non moins efficace pour autant, voulait que le journalier et sa famille eussent toujours droit à leur part dans tous les rendements de la ferme.

Beaucoup de ces travailleurs agricoles sont peu à peu arrivés à acquérir quelques champs ou à agrandir leur mince patrimoine. Car c'était bel et bien là le grand rêve de tous — et il l'est resté jusqu'à nos jours — : devenir propriétaire, posséder une maison et un bout de terre.

Comme la plupart des habitants ressentiaient vivement le besoin de relever quelque peu leur niveau de vie et comme l'ascension sociale ne pouvait se réaliser que par un travail acharné auquel devait s'allier l'esprit d'économie, les gens avaient vite fait d'adopter une mentalité essentiellement pratique et utilitaire.

Depuis que, à la suite du relèvement économique, l'argent a fait son entrée dans les villages, cette attitude tourne franchement vers un matérialisme pratique. Une fois qu'on avait appris à «calculer» dans les villages et que l'argent était devenu signe de richesse, le paysan s'est révélé d'une avarice proverbiale; aussi ne restait-il plus grand-chose de la solidarité d'autan et notamment des rapports coutumiers entre patrons et journaliers.

La lutte pour l'ascension sociale étant essentiellement un effort à mener par ses propres forces, elle favorise le développement d'un certain individualisme qui ne va cependant pas, sauf des cas exceptionnels, jusqu'à braver l'opinion publique. Le «qu'en dira-t-on?» est en effet une des formes de pression sociale — et de nivellement — les plus manifestes de la vie luxembourgeoise. Cette peur du jugement de l'opinion publique pousse à la mentalité conservatrice et à la méfiance devant le prochain, de même qu'elle favorise une certaine timidité presque innée et renforce le manque de spontanéité dans l'expression des sentiments personnels.

Cette puissance de l'opinion publique s'explique aisément par les conditions de vie des ancêtres. Leur horizon mental finissait pratiquement là où s'arrêtaient leurs champs; réalistes au plus profond d'eux-mêmes, ils ne se faisaient point d'illusions ni sur leur propre situation, ni sur celle de leurs voisins; doués en outre d'un humour très sarcastique, ils découvriraient vite le côté ridicule de telle ou telle prétention et ne cachaient jamais leur dédain, plein d'ironie, devant celui d'entre eux qui se croyait supérieur aux autres. Inutile de souligner quelle force égalisatrice peuvent constituer ces moqueries et cette peur du ridicule, surtout dans le cadre restreint d'un village où elles finissent par devenir insupportables et par faire rentrer dans le rang celui qui aurait voulu s'en éloigner. Aussi le conformisme social est-il — ou a-t-il été — une des normes de vie les plus puissantes et les plus respectées.

Malgré un certain penchant individualiste et en dépit de sa sensibilité à l'esprit goguenard de ses concitoyens, le Luxembourgeois conserve le sens de la société. Il aime à se retrouver en famille ou entre égaux, notamment lors des fêtes de village qu'il veut toujours joyeuses.

Dans le temps, durant les longues soirées d'hiver, les voisins se réunissaient en veillées, et c'est là, au son du rouet, que fut transmise la tradition, qu'on commentait les événements et que se formait l'opinion publique. Signe d'une époque nouvelle et d'un individualisme progressif, ces veillées communautaires sont tombées en désuétude depuis bien des années, cependant que, à part les ateliers de travail, les cafés servent de nos jours de lieux de rencontre habituels et de centres de cristallisation de l'opinion publique.

Pendant tout le 19^e siècle, la lente évolution économique a peu à peu grignoté l'ancien cadre social pour le faire plus ou moins éclater au début du 20^e. Depuis lors deux centres de gravité se sont constitués autour desquels évolue et par lesquels est largement influencée la vie nationale: le bassin minier et industriel d'un côté, la région de Luxembourg-Ville, qui doit son extension territoriale et démographique au démantèlement de la forteresse, après 1867, de l'autre côté. Mais il n'en reste pas moins vrai que tous les milieux sociaux actuels se ressentent toujours de leur commune ascendance paysanne.

2. Les différents milieux sociaux

a) Le milieu agricole

Sur le plan géographique, le milieu agricole est toujours présent un peu partout. S'il prédomine largement dans le nord et dans l'est du pays, sa part proportionnelle dans la population du sud-ouest cependant devient tout à fait insignifiante. Ailleurs le monde agricole se trouve en contact avec une proportion croissante d'ouvriers et de représentants des classes moyennes.

Sa baisse numérique a eu pour contrepartie une amélioration très sensible du niveau de vie de l'ensemble de la population et des agriculteurs eux-mêmes. Cet enrichissement est dû, d'une part, à l'évolution économique en général et, d'autre part, à l'importance qu'avait prise la profession agricole pendant les deux guerres mondiales, importance qui fit affluer l'argent dans les fermes.

Au point de vue psychologique, ce milieu reste à coup sûr le plus fortement attaché aux anciennes traditions. Mais il ne faudrait pas méconnaître les signes d'une évolution profonde qui, depuis bien des années, se fait jour dans ce groupe social. Plus que jamais, les villages agricoles d'aujourd'hui sont entrés en contact avec la civilisation nouvelle. Et l'on doit franchement avouer qu'ils ne la méprisent pas trop; au contraire, les jeunes générations ont vite fait de découvrir tous les avantages, réels ou chimériques, qu'elle semble leur promettre.

Un des traits frappants de cette mentalité nouvelle qui s'infiltre de plus en plus dans les campagnes, c'est que beaucoup de jeunes paysans envient les conditions de travail de l'ouvrier d'usine. Le nombre de ceux qui perdent la joie au travail de la terre et qui ne savent plus apprécier à leur juste valeur les conditions de vie de l'agriculteur va en croissant. Ce phénomène, qui traduit indubitablement une crise de la psychologie paysanne, se double d'une tendance, toujours plus prononcée, à rechercher la sécurité collective, quitte

à sacrifier la liberté et l'indépendance qui faisaient jadis la distinction et la fierté du cultivateur. En d'autres termes, le monde agricole se sent aujourd'hui désavantagé par rapport aux autres classes de la société, et c'est là, en dehors des conditions de vie et de travail propres à lui, une des caractéristiques nouvelles de ce milieu.

Nous retrouvons un autre aspect de la mentalité actuelle du monde paysan dans la rapidité avec laquelle la dénatalité s'est introduite et répandue dans les campagnes. Dans un autre chapitre de cette étude nous avons dû constater que les premiers signes de la baisse des naissances nous étaient donnés par des milieux ruraux¹⁾. Mais il ne s'agissait là, somme toute, que d'une première entorse peu grave et les taux de natalité se maintenaient finalement à un niveau très respectable. Dans une seconde phase, le recul des naissances prit des dimensions franchement alarmantes dans les milieux aisés des centres urbains. A la campagne, les riches propriétaires d'abord, les autres ensuite, ne tardèrent pas trop à adopter, à leur tour, cette attitude nouvelle devant la transmission de la vie, quoique à l'heure actuelle, la fécondité reste toujours un peu plus élevée en milieu rural que dans les villes.

De toute façon, il faut bien reconnaître qu'ils sont révolus, les temps où l'on acceptait l'enfant comme une bénédiction du ciel, ce qui n'empêchait pas d'y voir également un travailleur de plus pour l'avenir. De nos jours, l'enfant, surtout s'il ne s'agit déjà plus du premier ou du second, est facilement considéré comme une charge encombrante, comme un obstacle au relèvement du standard de vie, et moins il y en a plus il y aura de chances d'éviter les discussions et les querelles et de garder intacte la ferme paternelle au moment du partage.

b) Le milieu ouvrier

Nous avons vu que l'industrialisation proprement dite du Luxembourg ne s'est faite qu'à partir de 1870. Mais bien avant cette date, l'industrialisation progressive des pays voisins a eu des répercussions sur la vie économique du Grand-Duché. Ceux qui s'en ressentirent les premiers, ce furent les artisans dont les produits écartés sur le marché par la concurrence industrielle ne trouvaient plus de clients. Au milieu de cet artisanat urbain, entassé dans les faubourgs de la forteresse, se développait ainsi une forme de vrai prolétariat qui n'a pas encore complètement disparu de nos jours.

1) Voir page 45.

La situation de l'artisanat rural se révélait beaucoup moins dramatique puisque, comme nous l'avons souvent souligné, ils exploitaient presque toujours quelques champs et trouvaient ainsi de quoi vivre.

Au moment où l'industrie lourde s'installait dans le bassin minier, cet artisanat en chômage forcé, auquel s'ajoutaient évidemment des journaliers agricoles, affluait vers les usines et constituait ainsi le noyau de la classe ouvrière actuelle.

Abstraction faite de l'élément artisanal en provenance d'un centre urbain et des immigrés étrangers, le gros de la population ouvrière vient donc directement de la campagne, voire de la culture des champs. Et c'est grâce à cette circonstance que nous y retrouvons encore beaucoup de traits de la psychologie paysanne, ce qui fait que le monde ouvrier luxembourgeois se distingue quelque peu de celui des pays étrangers.

Il faut tout d'abord considérer à part deux sections de la population ouvrière, celle qui a quitté la campagne pour s'installer dans les nouveaux centres industriels et celle qui a continué et qui continue d'habiter sa localité rurale d'origine.

Les ouvriers qui tournaient le dos à leur village natal, échappaient en même temps à l'ancien cadre de pression sociale qui déterminait largement leurs idées et leur comportement. Dans leur nouvel entourage ils se trouvaient en contact permanent avec un monde absolument inaccoutumé: usines aux dimensions prodigieuses, organisation entièrement inconnue du travail, coude à coude quotidien avec les ressortissants étrangers venus de partout, cependant qu'ils étaient regardés eux-mêmes comme des intrus par la population de souche de ces villages qui se transformaient rapidement en villes.

Dans leur localité de départ on ne leur avait pas appris à développer des convictions et des attitudes personnelles; tout ce que demandait le village, c'était de faire comme tout le monde, de se conformer aux pratiques de la collectivité et de s'abstenir de ce qu'interdisait son code. Aussi ne devons-nous pas être surpris de constater que, dans son nouveau monde si étrange, l'ouvrier devenait facilement un déraciné et que, face à la dureté de sa condition, il prêtait volontiers attention aux idées nouvelles qui pénétraient son milieu.

En revanche, l'ouvrier luxembourgeois emportait avec lui tout ce qu'il y avait de plus profond dans la psychologie paysanne, tout ce qui ne tenait pas uniquement au cadre social qu'il venait de quitter, à savoir le sens du travail qui, seul, permet l'amélioration du niveau de vie et l'ascension sociale, de même que cet ancestral attachement à la terre qui se traduit toujours par la recherche de la propriété

foncière sous forme de maison avec, éventuellement, un petit jardin. Ce but de leur travail et de leur vie, beaucoup d'entre eux l'ont effectivement réalisé. Les autres ne l'abandonnent jamais, car dès qu'on y arrive, on sait qu'on est devenu quelqu'un²⁾!

Le second groupe d'ouvriers d'industrie (le plus important sans doute en ce qui concerne les ouvriers de nationalité luxembourgeoise), s'il a abandonné — comme c'est aujourd'hui le plus souvent le cas — le travail des champs ou l'atelier artisanal, n'a pas pour autant quitté son village d'origine. Au début de l'industrialisation nombreux étaient ceux qui restaient absents de leur famille pendant une semaine, voire un mois entier, mais grâce au développement progressif des moyens de communication, la plupart d'entre eux rentrent aujourd'hui quotidiennement.

Ces ouvriers demeurent donc largement sous l'influence du cadre traditionnel de leur vie. Très souvent ils possèdent une maison en propriété. Jusqu'à une époque récente, beaucoup conservaient également une petite exploitation agricole dont s'occupaient leur femme et les autres membres de la famille et dans laquelle ils travaillaient eux-mêmes aux heures de loisir. Ceci leur permettait non seulement de disposer d'un supplément de revenu, mais encore de ne pas sombrer dans la misère au moment des crises économiques.

De toute façon, cette partie de la population ouvrière garde un contact très réel avec tout ce qui constitue la mentalité du petit groupe villageois, agricole ou simplement rural. Ces ouvriers subissent, certes, et de façon profonde, les influences de leur milieu de travail, mais, très souvent, toutes leurs positions extrêmes s'émoussent quelque peu dès qu'ils se retrouvent chez eux et qu'ils redevenaient eux-mêmes. D'autre part, il ne faut pas méconnaître que ce groupe minime, qui constitue néanmoins à la longue l'un des messagers les plus actifs des idées modernes et des comportements nouveaux qui s'installent peu à peu dans le milieu villageois pour infirmer les valeurs et les opinions traditionnelles et la pression sociale d'antan.

Si cette évolution se révèle relativement lente, s'il lui manque ce caractère brusque et violent qui, du jour au lendemain, remet tout en question, il faut cependant avouer que, depuis la dernière guerre mondiale, elle a tendance à précipiter sa marche.

Dans beaucoup de villages luxembourgeois, l'élément ouvrier représente aujourd'hui la majorité de la population comme nous avons pu le voir au chapitre précédent. Le plus souvent, ces ouvriers font l'impression de gens aisés, appartenant à la classe

²⁾ Il est évident que dans la masse des ouvriers, comme dans d'autres professions également, il en existe aussi qui ne se soucient nullement d'une éventuelle promotion sociale, mais ils sont de loin la minorité.

moyenne ou à la bourgeoise. S'il n'y avait pas, comme partout, de célèbres exceptions, on y verrait difficilement ce qu'on appelle ailleurs des «prolétaires».

Ce niveau de vie, les ouvriers luxembourgeois le doivent sans aucun doute à leurs qualités personnelles de travail, de même qu'au développement, relativement rapide, de la législation sociale, deux circonstances qui se trouvent à la base de la stabilité sociale du Grand-Duché.

Par ailleurs, il ne faudrait pas croire que les ouvriers n'eussent pas acquis une certaine conscience de classe, conscience qui est certes beaucoup plus développée chez eux que dans n'importe quel autre milieu social et qui se manifeste sur le plan politique dans la fidélité au parti socialiste.

Si l'on examine un peu en profondeur les revendications ouvrières et les causes de mécontentement, on ne peut pas ne pas constater qu'au fond ils souffrent, face aux autres milieux professionnels, d'une sorte de complexe d'infériorité et ceci malgré leur standard de vie généralement élevé. Beaucoup de leurs attitudes et de leurs réactions semblent en effet prouver qu'ils supportent mal le fait de n'être «qu'un simple ouvrier» et de n'appartenir pas à un milieu professionnel auquel la société, à tort ou à raison, reconnaît une plus grande «dignité». Aussi l'avancement, voire l'abandon de la condition ouvrière par ses descendants, constituent-ils une des grandes ambitions de l'ouvrier, même si le salaire escompté ne doit pas dépasser de beaucoup, ou pas du tout, celui qu'il touche actuellement. Nous retrouvons donc là une tendance très nette, avouée ou non, à l'embourgeoisement³⁾.

Cette poussée vers les classes considérées comme supérieures est d'ailleurs plus facilement réalisable que dans certains autres pays. Bien que le nombre de fils d'ouvriers soit encore relativement limité dans l'enseignement supérieur, il va néanmoins en croissant dans le secondaire et beaucoup de jeunes du milieu ouvrier ne rentrent plus à l'usine que comme employés.

Du point de vue psychologique et par rapport aux autres couches de la population, les ouvriers sont généralement plus francs, surtout dans les centres industriels mêmes, moins têtus aussi et plus généreux. Mais ils gardent, eux aussi, une certaine susceptibilité à l'égard de l'ironie publique.

En ce qui concerne les groupements syndicaux ouvriers, dont le rôle ne doit aucunement être sousestimé, nous en parlerons dans le détail au chapitre suivant qui traite des problèmes sociaux.

³⁾ Un autre aspect de cette tendance peut être répété dans le fait que l'ouvrier luxembourgeois abandonne de plus en plus les travaux durs et malsains, comme les mines et le bâtiment, aux immigrés étrangers.

c) Les classes moyennes

Par classes moyennes nous entendons ici l'artisanat, les commerçants en détail, les cadres inférieurs de l'industrie, les techniciens et les groupes subalternes des employés et fonctionnaires.

Comme il est facile de comprendre, la hétérogénéité des professions, sinon des intérêts socio-économiques, dont se compose ce milieu, ne favorise guère l'éclosion d'une cohésion interne et d'une conscience collective qui feraient d'eux une classe sociale au sens strict du terme. Si cette population se distingue néanmoins de celle des autres milieux et notamment de la classe ouvrière, c'est qu'elle constitue un groupe de transition, une sorte d'échelon intermédiaire entre l'ouvrier et la bourgeoise proprement dite.

De l'ouvrier elle se distingue, en effet, par le travail qui n'est plus du tout ou n'est plus exclusivement manuel. Dans la mesure où il reste manuel (artisans, techniciens, etc.) il se double souvent d'une sorte de direction personnelle ce qui, psychologiquement, libère les représentants de ces milieux de certains complexes de la classe ouvrière.

Par rapport aux membres de la bourgeoisie, les classes moyennes disposent en général d'un niveau de vie moins élevé et d'une aisance matérielle moins prononcée.

Groupe de transition, comme nous venons de le dire, les éléments inférieurs de ce corps social ne se distinguent généralement pas beaucoup du milieu ouvrier, surtout à la campagne. Leur niveau de vie moyen reste parfois plus bas que celui d'un ouvrier d'usine, mais ce qui situe toujours à part l'artisan et le petit commerçant, c'est que, dans leur activité, ces derniers conservent largement leur initiative personnelle et leur autonomie de décision, bref, ils peuvent se considérer comme leurs propres maîtres et contrôleurs.

Les éléments supérieurs des classes moyennes, surtout en ville, présentent déjà des allures plus ou moins bourgeoises. Ayant atteint un certain degré d'instruction, ils s'estiment facilement au-dessus des milieux ouvriers et agricoles. Quand même leurs revenus ne sont pas plus élevés que le salaire d'un ouvrier qualifié, ils en consacrent déjà une certaine fraction aux facteurs de «décorum» et de «prestige». Aussi peut-il arriver que ces personnes vivent moins bien — au point de vue alimentation — que les ouvriers, parce que, ayant le souci de relever encore leur rang, ils font preuve d'un sens de l'épargne plus poussé.

Comme dans beaucoup de pays, nous constatons au Luxembourg également une relative opposition entre les classes moyennes et la classe ouvrière. Au cours des années, les ouvriers ont en effet assez

bien profité de l'essor économique et su obtenir des garanties sociales et des relèvements de salaire qui font généralement l'envie des autres milieux. D'où les remous dans le monde artisanal et commercial de même que parmi les employés et fonctionnaires intérieurs qui demandent à l'Etat soit des allègements fiscaux, soit des institutions sociales analogues à celles dont disposent les ouvriers.

d) Le milieu bourgeois

Des représentants des classes moyennes nous glissons souvent presque imperceptiblement vers le milieu proprement bourgeois qui comprend les hauts fonctionnaires et employés, les hommes d'affaires, les membres des professions libérales etc.

Ici encore, la composition en est trop hétérogène pour que nous puissions parler d'une classe sociale au sens rigoureux du terme. Ses éléments se distinguent néanmoins par un certain niveau de culture et un genre de vie qu'ils veulent souvent expressément différer de celui des autres milieux.

Pendant longtemps le phénomène de classe réellement à part n'a même pas pu se développer, puisque ses membres manquaient de tradition. Si les milieux en question se distinguent, en effet, par les postes qu'ils occupent, il faut aussitôt souligner le fait que ces professions ne constituent nullement l'apanage de quelques familles particulièrement privilégiées.

L'ancienne bourgeoisie, peu nombreuse d'ailleurs, avait vite été absorbée par la population qui montait d'en bas, en provenance du milieu agricole et des classes moyennes. C'est dire que l'immense majorité de la bourgeoisie actuelle ne peut pas nier ses origines agricoles, souvent très récentes. Aujourd'hui cependant, elle assure déjà en bonne partie son propre recrutement. Dans la mesure où la relève provient des autres couches de la population, les classes moyennes ont depuis un certain temps déjà relayé le milieu agricole qui n'est plus, comme nous l'avons vu, le grand réservoir d'hommes du Luxembourg. L'accès direct d'un fils d'ouvrier aux hautes fonctions de direction ou à une carrière libérale reste encore l'exception, quoique ces cas deviennent déjà plus fréquents que jadis. Le plus souvent ce sont les classes moyennes qui servent d'intermédiaire entre la classe ouvrière et la classe bourgeoise; l'ascension sociale du milieu ouvrier aux professions bourgeoises, si elle n'est pas impossible, se réalise encore difficilement au cours d'une seule génération.

Nous voyons donc que le milieu bourgeois est loin de former une caste fermée, inaccessible aux autres couches de la population. L'individualisme assez prononcé de ses membres empêche d'ailleurs

qu'il n'en soit jamais ainsi. Par ailleurs, ses origines rurales et agricoles se reflètent dans maints traits de la psychologie paysanne que beaucoup de ses représentants ont conservés. Ceci n'inflirme aucunement le fait que nombre de ses membres, surtout du sexe féminin, se comportent absolument en parvenus lorsqu'ils affichent ouvertement le souci de se distancer dans leur genre de vie des «campagnards» et de tous ceux qui ne sont pas de leur «rang». Cet esprit semble d'ailleurs être beaucoup plus répandu à Luxembourg-Ville que dans les centres urbains du bassin minier, par exemple, où le ton est nettement plus franc et la manière de se donner plus directe de sorte qu'on a l'impression qu'il y existe peu de distances entre les diverses couches sociales.

Mais quoi qu'il en soit du comportement même de la bourgeoisie, il faut constater que la société reconnaît à ces milieux une estime ou une dignité particulière qui les met quelque peu à part ou qui les place au-dessus des autres groupes sociaux; s'opposer à ces choses, partir en guerre contre pareilles attitudes, c'est avouer qu'elles existent!

*

Parvenu au terme de cette esquisse rapide des milieux sociaux dont se compose aujourd'hui le peuple luxembourgeois, il convient de noter que les différences entre les divers groupes ne sont pas telles qu'elles suscitent des oppositions violentes. En dehors des inégalités inévitables, qui se rencontrent dans toute société humaine, la population luxembourgeoise, dans son ensemble, reflète aujourd'hui une réelle aisance, nous en avons eu la preuve au chapitre précédent. Ce peuple ne connaît ni les richesses accumulées dans les mains de quelques familles privilégiées ni la misère des classes ouvrières d'autres pays. Aussi serait-on tenté d'affirmer que les Luxembourgeois appartiennent tous à la classe moyenne, en voie d'embourgeoisement progressif. Ceci contribue non seulement au maintien de l'ordre social et de la stabilité politique, mais rend compréhensibles bon nombre d'attitudes et de réactions dans tous les domaines de la vie privée et sociale.

CHAPITRE V

L'EVOLUTION SOCIALE

I. La famille luxembourgeoise

Nombreux et complexes sont de nos jours les problèmes qui assaillent la famille, cette cellule fondamentale de la société humaine. Il va sans dire que nous ne pourrions en traiter ici que quelques-uns.

1. Les dimensions de la famille

Depuis bien des années, dans tous les pays industrialisés, la famille nombreuse a fait place à la famille restreinte, non seulement en ce qui concerne le nombre des enfants, mais aussi par rapport aux personnes adultes appartenant jadis à la famille: grands-parents, frères et soeurs du mari ou de l'épouse. Il n'en est pas autrement de la famille luxembourgeoise.

La chute vertigineuse des naissances au cours des dernières décades nous a déjà fait entrevoir cette restriction. Il faut toutefois ne pas oublier que la forte mortalité de jadis ne cessait de réduire constamment le nombre des enfants, de sorte que, dans une famille donnée, ce nombre ne correspondait jamais à celui des naissances.

Pour nous faire une idée de cette évolution, nous ne disposons malheureusement que de renseignements indirects se rapportant à toutes les personnes vivant dans le même ménage. Or, il est évident que les deux notions de ménage et de famille ne se recouvrent pas totalement. Sous cette réserve, l'enseignement à tirer de l'évolution du nombre de personnes par ménage reste néanmoins valable, puis- qu'il s'agit toujours de la même réalité, examinée à différentes époques.

En 1864 un ménage luxembourgeois comprenait en moyenne 5,52 personnes. Entre 1870 et 1885 ce nombre ne se maintient plus qu'autour de 5,05 pour tomber ensuite au-dessous de 5. A partir de 1890 la baisse s'accroît régulièrement de recensement en recensement; en 1930 le nombre moyen de personnes par ménage, de 4,1, se situe pour la dernière fois à un niveau supérieur à 4. En 1935, il n'est déjà plus que de 3,88; lors du dernier recensement de 1947 il était tombé à 3,63 et en 1956 il est estimé à 3,41. Depuis 1864, le nombre moyen de personnes par ménage a donc diminué de 39,4 %.

Sur le plan régional, surtout à la fin du 19^e et au début du 20^e siècle, les écarts entre les divers cantons ne sont pas notables. Signalons simplement que le nombre moyen de Luxembourg-Ville se situe constamment au-dessous de la moyenne nationale, cependant que certains cantons ruraux, de même que la circonscription d'Esch-sur-Alzette (jusqu'en 1927) excèdent ce terme moyen. Voici d'ailleurs un aperçu sur les valeurs de chaque canton en 1947 (recensement) et en 1956 (estimation):

	1947	1956
1. Vianden.....	4,29	4,1
2. Clervaux.....	4,22	4
3. Redange.....	4,09	4
Echternach.....	4,09	4,1
5. Grevenmacher.....	4,07	3,9
6. Diekirch.....	4,02	4
7. Wiltz.....	4,01	3,8
8. Remich.....	3,93	3,9
9. Mersch.....	3,87	3,8
10. Luxembourg-Campagne.....	3,8	3,6
11. Capellen.....	3,74	3,2
12. Esch-sur-Alzette.....	3,42	3,2
13. Luxembourg-Ville.....	3,3	2,9

Bien que l'évolution démographique accuse des chutes très brusques de la natalité, la réduction du nombre de personnes par ménage s'est effectuée sans aucune transition violente. Cette constatation apparemment contradictoire ne doit pas nous surprendre, car, comme nous l'avons déjà souligné, le ménage ne correspond pas exactement à la notion de famille et, d'autre part, la régression des naissances a été largement compensée, sur le plan numérique, par le recul concomitant de la mortalité.

1) Cf. *Annuaire Statistique* 1955, pp. 22 et ss., et *Bulletin Statistique*, 3/1957, p. 149

L'évolution des dimensions de la famille peut encore être abordée par un autre biais, nettement plus important que le premier. Il nous est, en effet, possible de calculer le nombre moyen d'enfants par mariage au moment où ce mariage se trouve dissous par la mort de l'un des conjoints. Ici encore, il ne s'agit certes que d'une approximation, puisque tous les mariages n'ont pas été conclus au même moment et n'ont pas duré un nombre d'années égal au moment de leur dissolution. Nos calculs ne constituent donc qu'une approche relative, laquelle peut néanmoins servir de point de repère valable. En voici l'évolution entre 1901 et 1955²⁾:

Mariages dissous entre	Durée moyenne (années)	Mariages conclus entre (en moyenne)	Nombre d'enfants par mariage tous mariages	abstraction faite des mariages stériles
1901-05	26,5	1874-1879	4,5	5
1921-25	27,8	1892-1897	3,8	4,4
1946-50	31,8	1913-1919	3	3,5
1951-55	33	1922-1927	2,8	3,4

Ce tableau ne nous révèle apparemment aucune coupure violente, la restriction du nombre des enfants se poursuivant lentement, mais de façon continue. Lorsqu'on se réfère à toutes les familles on constate finalement que les mariages conclus, en moyenne, entre 1874 et 1927, accusent une diminution du nombre d'enfants par mariage de 37,8 %; elle est de 32 % pour les seuls mariages ayant réellement mis au monde des enfants.

Il convient cependant de noter que l'absence de césure très nette dans cette évolution n'est vraiment qu'apparente; la régularité de la baisse cache, en effet, des bouleversements profonds à l'intérieur même du corps familial. D'autre part, nous savons que la chute extrêmement rapide de la natalité ne s'est produite qu'après 1930, de sorte qu'elle n'a pas encore pu sensiblement influencer notre tableau.

La représentation graphique de la planche No 37 nous fait saisir de façon beaucoup plus frappante les modifications intervenues dans la composition des familles. En voici les traits essentiels:

Parmi les mariages dissous entre 1901 et 1905, on ne note que 11,2 % de mariages sans enfants; entre 1921 et 1925, cette fraction représente déjà 13 % de tous les mariages; entre 1946 et 1950, elle est de 16,2 % et entre 1951 et 1955 elle atteint la proportion de 17,6 %.

2) Ces calculs ont été effectués à l'aide des renseignements contenus dans l'*Annuaire Statistique* 1955, pp. 73 et 74, et le *Bulletin Statistique*, 4/1957, p. 229.

En 50 ans la part proportionnelle de cette catégorie de mariages s'est donc accrue de 57,1 %.

Pendant la même période, les mariages n'ayant mis au monde qu'un seul enfant passent d'une représentation proportionnelle de 8,5 % entre 1901 et 1905 à 10,3 % entre 1921 et 1925, à 15,3 % entre 1946 et 1950 et à 16,4 % entre 1951 et 1955. Cette fraction des mariages atteint donc une augmentation de 93 %!

Parmi les mariages dissous au début de ce siècle, la catégorie de ceux qui avaient donné la vie à 5 enfants était proportionnellement la plus importante et représentait 11,6 % de tous les mariages; elle était suivie, en ordre descendant, des familles à 4 enfants, groupe qui se tenait à égalité avec celui des mariages sans enfants; venaient ensuite les mariages à 3, 2 et 6 enfants, derrière lesquels se classaient ceux à 1 seul enfant.

L'évolution des 50 dernières années a complètement renversé cette hiérarchie. Les familles n'ayant eu que deux enfants ne représentent pas moins de 20,7 % de tous les mariages dissous entre 1951 et 1955, alors que leur part ne dépassait pas les 10 % au début de notre siècle. Les mariages à 5 enfants, par contre, n'atteignent plus que le chiffre proportionnel de 6,6 % contre 11,6 % entre 1901 et 1905.

Cette prédominance désormais écrasante des mariages à un nombre d'enfants réduit s'est évidemment opérée au détriment de toutes les autres catégories, mais elle a particulièrement affecté les familles de 5 à 10 enfants; comme dans d'autres pays (en France, par exemple) nous constatons également au Luxembourg que les familles comptant plus de 10 enfants ont généralement la vie plus longue que celles comprenant entre 5 et 10 enfants.

L'examen des courbes retraçant l'évolution de chaque catégorie de mariages³⁾ nous révèle que c'est la période 1916-1925 qui détermine un revirement très net dans toutes les classes de familles, revirement qui tourne de plus en plus en faveur d'un nombre d'enfants restreint. Or ces mariages dissous entre 1916 et 1925 ont duré en moyenne entre 26 et 28 ans. Ils auraient donc été conclus entre 1890 et 1900, c'est-à-dire au moment où le pays entier ressentit les premiers grands bouleversements dus au développement rapide de l'industrialisation.

L'analyse de l'évolution des naissances du point de vue du rang qu'elles occupent dans l'ordre des naissances d'une famille ne vient pas seulement confirmer nos constatations précédentes, mais elle nous permet en outre de recueillir des renseignements précieux sur la situation actuelle⁴⁾.

Les enfants venus au monde entre 1901 et 1905 représentaient, dans 20,8 % des cas, une première naissance; entre 1921 et 1925 cette proportion s'élève déjà à 33,4 %; entre 1946 et 1950 elle est de l'ordre de 44,1 % et entre 1951 et 1955 elle se situe à 44,9 %⁵⁾.

En ce qui concerne les deuxièmes naissances, elles représentaient 19,1 % des nouveau-nés entre 1901 et 1905, contre 29,6 % entre 1951 et 1955.

Cette évolution a naturellement affecté tous les rangs de naissance plus élevés. Voici, à ce sujet, les faits nouveaux que nous pouvons enregistrer: Dès la période 1921-1925, la part proportionnelle de la 3^e naissance est en baisse continue; celle de la 4^e naissance atteint de nos jours une réduction très prononcée, passant de 12,4 % en 1901-1905 à 5,9 % en 1951-55. Tous les rangs de naissance, en dehors du premier et du second, sont donc désormais en perte de vitesse sans que, pour autant, les familles très nombreuses (10 enfants et plus) aient complètement disparu.

Le graphique retraçant le développement de chaque rang (ou groupe de rangs) de naissance⁶⁾ indique, lui aussi, que certaines époques ont particulièrement précipité le cours de cette évolution. Il s'agit en premier lieu de la période de la première guerre mondiale et de l'immédiat après-guerre où s'accroissent rapidement les parts relatives des 1^{er} et 2^e rangs aux dépens de tous les autres, à partir du 4^e. Après une relative stabilisation, les années 1930 déclenchent une nouvelle accélération du mouvement général qui n'est freiné que pendant la seconde guerre où, par suite de l'effondrement de la nuptialité, les premières et deuxièmes naissances sont en perte de vitesse sur les autres rangs de naissance. Mais depuis 1945 cette évolution se poursuit de nouveau à une allure des plus accentuées.

En ce qui concerne le nombre d'enfants par famille à l'heure actuelle, nous pouvons nous en faire une idée à l'aide des données relatives aux allocations familiales. Mais ici encore, des réserves s'imposent puisque nous ne connaissons que la situation des familles et le nombre d'enfants ayant réellement droit aux allocations, cependant que nous n'obtenons aucun renseignement sur les familles sans enfants.

En 1956 les familles allocataires étaient au nombre de 40.261 totalisant 69.897 enfants, soit en moyenne 1,7 enfants par famille. D'après le nombre d'enfants à leur charge, ces familles se répartissent de la façon suivante:

3) Voir planche N° 38.

4) Cf. *Annuaire Statistique 1955*, p. 90, et *Bulletin Statistique*, 4/1957, p. 232.

5) Voir planche N° 39.
6) Voir planche N° 40.

	Nombre d'enfants	Nombre proportionnel pour 100 familles
1	53,2 %	
2	30 %	
3	10,8 %	
4	3,5 %	
5	1,4 %	
6	0,5 %	
7	0,4 %	
8	0,1 %	
9	0,05 %	
10	0,02 %	
11	—	
12	0,01 %	

En 1956, 83,2 % de ces familles n'ont donc à leur charge que 1 ou 2 enfants; par contre, celles qui doivent nourrir plus de 3 enfants ne représentent plus qu'une fraction infime de 6 %.

Réparties d'après le groupe socio-professionnel auquel appartiennent ces enfants, les mêmes données nous présentent de la famille luxembourgeoise l'image que voici⁷⁾:

Groupe socio-professionnel	Nombre moyen d'enfants par famille 1954	1955	1956
Agriculteurs	2,01	2,01	2,02
Professions libérales	1,99	1,96	1,89
Ouvriers d'industrie	1,75	1,75	1,74
Artisans	1,71	1,70	1,69
Fonctionnaires et Employés publics ..	1,63	1,64	1,67
Commerçants	1,67	1,66	1,64

Remarquons tout d'abord que, dans la mesure où ces renseignements statistiques reflètent la structure exacte de la famille luxembourgeoise, les écarts entre les divers groupes sont peu prononcés. Le fait que la famille paysanne se range toujours en tête ne doit pas nous faire oublier que, proportionnellement aux autres groupes, la famille agricole a connu, avec la famille ouvrière, la restriction la plus forte.

*

Pour ce qui est des autres aspects de la famille luxembourgeoise, signalons en premier lieu qu'elle comprend de plus en plus fréquemment, surtout dans les milieux urbains et suburbains, le seul couple conjugal et les enfants qui en naissent. Dans ce sens également, elle est donc devenue une famille restreinte.

⁷⁾ L'ensemble de ces renseignements est tiré d'un article paru dans le *Luxemburger Wort* du 3 juin 1958, p. 3.

Quant à la nationalité des conjoints au moment du mariage, les unions entre Luxembourgeois représentaient, dans l'entre-deux-guerres, environ 70 % de toutes les familles nouvellement fondées. Entre 1946 et 1950 ce pourcentage s'élève à 78,7 %; cependant que les mariages conclus entre étrangers ne représentent que 4,1 %. Il en résulte que les mariages de nationalité mixte sont assez fréquents et que l'assimilation des ressortissants étrangers, au moins en ce qui concerne certaines nationalités, ne rencontre finalement pas de difficultés insurmontables. Par ailleurs, au cours de la même période 1946-50, les mariages entre époux luxembourgeois et épouses étrangères sont légèrement plus nombreux que ceux entre époux étrangers et épouses luxembourgeoises, les premiers représentant 9,1 %, les seconds 8,1 % de toutes les unions célébrées pendant ces années⁸⁾.

Du point de vue confession, la population luxembourgeoise ne comprend qu'environ 3 % de non-catholiques. Aussi les mariages mixtes restent-ils généralement peu nombreux. Entre 1946 et 1950 les unions entre parties catholiques atteignent la proportion de 98,4 %; contre 0,3 % pour les mariages entre époux catholiques et épouses non-catholiques, et 0,8 % entre époux non-catholiques et épouses catholiques. Notons donc le fait, qui se trouve d'ailleurs constamment confirmé tout au long de l'évolution des 50 dernières années, que les jeunes filles catholiques concluent plus fréquemment un mariage mixte que les jeunes gens catholiques. Les mariages entre conjoints non-catholiques, d'autre part, ne représentent que 0,5 % de toutes les unions scellées entre 1946 et 1950⁹⁾.

Rappelons enfin qu'au cours des dernières années, l'âge des conjoints au moment du mariage tend à baisser, circonstance dont il peut naître quelque espoir relatif à une évolution plus favorable de la courbe de natalité. Entre 1951 et 1956 l'âge de l'épouse restait inférieur à 25 ans dans 60,3 % des cas, contre 54,9 % au cours des années 1946-50; en ce qui concerne les époux, les chiffres respectifs s'élèvent à 39,1 % contre 28,6 %, soit une amélioration encore plus nette que celle du sexe féminin¹⁰⁾.

2. La stabilité du lien conjugal

On parle souvent, et non sans raison, du poids énorme des problèmes et menaces qui pèsent sur la famille, devant tous les assauts. Certains observateurs s'étonnent même que, devant tous les assauts qui ébranlent quotidiennement, jusqu'aux fondements les plus profonds, cette communauté de vie, la plupart des familles trouvent

⁸⁾, ⁹⁾ et ¹⁰⁾ Cf. *Annuaire Statistique 1955*, pp. 58-72.

encore suffisamment de force intérieure et de réserves morales pour résister et ne pas sombrer dans cette lutte sourde et sans merci.

Tout cela est vrai, mais on peut néanmoins se demander si l'on n'oublie pas un peu trop que la vie familiale des temps révolus n'était pas non plus de toute sérénité. Pensons simplement aux conditions de vie matérielles, à cette indigence souvent affreuse qui ne disparut que vers la fin du siècle passé. En revanche, le nombre de bouches à nourrir ne se compare plus à celui de la famille d'aujourd'hui. Par ailleurs, l'harmonie des caractères et l'entente entre époux ne devaient jadis pas plus souvent être réalisées que de nos jours. D'autres problèmes s'y ajoutaient: l'exercice d'une autorité quasi absolue, et parfois cruelle, du seul chef de famille sur les autres membres de son groupe; les multiples tensions quotidiennes qui devaient presque nécessairement naître entre les époux et les beaux-parents ainsi que les beaux-frères et les belles-sœurs qui partageaient la vie du ménage. Signalons également que dans le temps la fidélité conjugale, elle aussi, ne résistait pas à toute épreuve.

Mais malgré ces multiples dangers, la stabilité de la famille n'a pas été ébranlée pendant tout le 19^e siècle.

De nos jours, face à la multiplication rapide du nombre des divorces, il y a donc lieu de conclure que l'instabilité du foyer familial ne s'explique pas essentiellement par le fardeau des problèmes qui l'assaillent (dont certains sont d'une gravité réelle et parfois in-édite, tandis que d'autres accusent aujourd'hui un caractère moins aigu que par le passé), mais bien plus par un changement profond et radical de la mentalité et de l'attitude devant le mariage.

Bien que le divorce soit resté inscrit dans la législation luxembourgeoise depuis les temps napoléoniens sans aucune interruption, il n'a jamais pris quelque ampleur avant le 20^e siècle ainsi qu'il ressort de tous les renseignements disponibles. En 1841 un seul divorce a été prononcé, en 1851 on en compte deux, en 1861 un seul, en 1871 il n'y en a pas eu du tout, en 1881 on en note deux, et en 1891 leur nombre est de trois¹¹⁾.

A partir du début du 20^e siècle le mouvement gagne du terrain, d'abord timidement puis assez rapidement, dès la fin de la première guerre mondiale; il s'accélère non seulement vers les années 1930, mais aussi au lendemain de la seconde guerre ainsi qu'il appert du tableau ci-après¹²⁾:

11) Cf. Henri Neuman, *Les Communes, Luxembourg, 1894*.
12) Cf. *Annuaire Statistique 1955*, p. 74, et *Bulletin Statistique*, 4/1957, p. 230.

Période	Moyenne annuelle de divorces ¹³⁾	Proportion de divorces pour 100 mariages contractés
1901-1905	10	0,5
1916-1920	30	1,5
1921-1925	70	2,9
1926-1930	76	2,8
1931-1935	98	4,2
1946-1950	144	5,5
1951-1955	109	4,2
1956	127	5,06

Si le mouvement a été particulièrement prononcé au lendemain de la libération de 1944/45 avec une proportion de 5,5 divorces pour 100 mariages nouveaux, il s'est ensuite quelque peu ralenti pour se maintenir à son niveau d'avant-guerre; mais l'année 1956 en marque une nouvelle recrudescence qui, cette fois-ci, ne peut plus être attribuée aux circonstances particulièrement néfastes de la guerre et de l'immédiat après-guerre. Avec 5,06 % de divorces pour 100 mariages nouvellement contractés ou 40,5 divorces pour 100.000 habitants, la situation s'avère d'autant plus alarmante que ce chiffre ne comprend que les divorces officiellement «terminés»; il ne renseigne donc ni sur les divorces admis par jugement, mais non encore prononcés par l'Officier de l'état civil, ni sur les divorces non admis ou ceux qui sont en instance.

Quant aux causes pour lequel le divorce a été obtenu, il faut souligner tout d'abord la part rapidement croissante des dissolutions admises par consentement mutuel; entre 1930 et 1934 cette part ne représentait que 2,4 % des divorces prononcés, entre 1946 et 1950 elle n'était toujours que de 3,8 %¹⁴⁾, mais au cours des années 1951-55 elle monte brusquement à 9,2 %¹⁵⁾.

En ce qui concerne les divorces pour cause déterminée, la majorité des demandes provient traditionnellement de la part des femmes, celles en provenance du mari ne cessent néanmoins d'augmenter. En voici un exemple¹⁵⁾:

Période	Mari	Partie demanderesse Femme	les deux époux
1930-34	23,9 %	73,4 %	2,7 %
1951-55	37,9 %	60,3 %	1,8 %

13) Notons qu'il s'agit ici uniquement de divorces «terminés», c'est-à-dire prononcés par l'officier de l'état civil, après avoir été admis par un jugement.

14) Cf. *Bulletin Statistique*, 4/1957, p. 231.

15) Voir note 14.

En dehors des divorces admis par consentement mutuel, les causes pour lesquelles les divorces ont été prononcés au cours des années 1951 à 1955 se répartissent de la manière suivante¹⁶⁾:

Séances et injures	68,4%
Adultères	16,1%
Abandon du foyer conjugal ...	2,8%
Condamnation	0,8%
Autres causes	3,6%
Cause non indiquée	8,3%

Bien que ces proportions ne soient pas restées absolument identiques à toutes les époques, il y a lieu de signaler que, depuis 1930, les ordres de grandeur n'ont guère changé. Durant les premières décades de ce siècle, les divorces prononcés pour sévices et injures atteignaient des chiffres moins élevés qu'actuellement, cependant que les divorces pour abandon du foyer ont depuis lors considérablement diminué.

Quant à la durée du mariage au moment de sa dissolution, le tableau suivant nous en retrace l'évolution des dernières 25 années.

Sur 100 divorces, ont été prononcés après une durée du mariage de ¹⁷⁾ :					
Période	0-4 ans	5-9 ans	10-14 ans	15-19 ans	20 ans et plus
1932-35 ..	18,3	38,7	18,3	11,8	11,8
1936-39 ..	17,8	33	26	14,2	9
1946-50 ..	11,2	32	25,6	18	13,2
1951-55 ..	9,2	30	27,5	16,5	17,4
1956	15,7	36,2	19	9,4	19,4

Une année isolée, comme celle de 1956 par exemple, peut évidemment comporter des irrégularités sans suites, de sorte que nous devons nous interdire d'en tirer une conclusion générale.

Pour ce qui est des périodes antérieures, il semble en résulter que les moments les plus critiques pour la stabilité et la durée des mariages se situent entre 5 et 9 ans de vie conjugale. Un examen plus fouillé nous désigne les 6e et 7e années de mariage comme les plus décisives. Viennent ensuite les périodes de 10 à 14 ans et de 20 ans et plus. S'il y a lieu de s'étonner que beaucoup de mariages aboutissent encore au divorce après plus de 20 ans de vie en commun, il faut relever en outre que leur proportion, dans l'ensemble des foyers dis-

sous, accuse une progression très nette, tandis que les toutes premières années de la vie conjugale y sont de moins en moins fortement représentées. En 1956, les choses se passent néanmoins un peu autrement: les divorces étaient alors les plus fréquents après 3 années de mariage; venaient ensuite la 6e et la 9e, puis la 5e année, mais les dissolutions après 20 ans de mariage ne représentaient pas moins de 19,4% de tous les divorces!

En ce qui concerne l'âge même des personnes divorcées, le tableau ci-dessus nous a déjà suffisamment fait comprendre que tous les âges adultes se trouvent effectivement représentés. Entre 1949 et 1955, l'âge moyen au moment du divorce se situe, pour les hommes, à environ 40 ans, et pour les femmes à environ 36 ans. Pour la seule période 1951-55, l'âge moyen des divorcés est de 39,3 ans, celui des divorcées de 36,1 ans¹⁸⁾.

Quant aux enfants¹⁹⁾ affectés par le divorce des parents, leur nombre moyen annuel s'élève à 109 pour la période 1946-56, soit 86,5 enfants pour 100 divorces. Parmi tous les mariages voués ainsi à l'échec, la part de ceux qui n'ont aucun enfant est proportionnellement la plus importante. Entre 1951 et 1955 elle représente 45% (en 1956 même 51,2%) de tous les divorces contre 33% (en 1956: 28,3%) pour les mariages à un enfant, 12,8% (en 1956: 15%) pour ceux à deux enfants, et 5,5% (en 1956: 2,3%) pour ceux à trois enfants. Les mariages ayant plus de 3 enfants n'atteignent donc plus que 3,7% (en 1956: 3,2%) de tous les divorces. Il semble ainsi se confirmer, bien que les familles très nombreuses soient en régression constante, qu'un nombre d'enfants élevé constitue généralement un facteur de stabilité accrue.

Sur le plan régional, les divorces sont évidemment fonction du nombre d'habitants ainsi que du caractère urbain ou rural du secteur envisagé, ce dernier facteur constituant sans doute l'un des plus décisifs.

Avant la première guerre mondiale, entre 1906 et 1910 plus précisément, la circonscription de Luxembourg-Ville enregistre 47,3% de tous les divorces prononcés; le canton d'Esch en réunit à son compte 33,7% soit pour les deux régions une proportion totale de 81%. Parmi les autres cantons, méritent seuls notre attention ceux qui se trouvent situés dans l'aire d'influence immédiate des centres urbains et industriels: les cantons de Luxembourg-Campagne, de Capellen

16) Voir note 14.

17) Calculs effectués sur la base des renseignements publiés dans le «Bulletin Statistique», 4/1957, p. 230.

18) Cf. «Annuaire Statistique 1955», p. 79, et «Bulletin Statistique» 4/1957, p. 230.

19) Il s'agit des enfants mineurs en vie lors de la prononciation du divorce.

et de Mersch qui totalisent chacun 4,2% des divorces. Tout le reste du pays n'en réunit donc que 6,4%⁽²⁰⁾.

Après 1918, et au fur et à mesure que le nombre absolu des divorces augmente, certains aspects nouveaux se font jour. Dès la période 1921-25, le canton d'Esch surclasse le secteur de Luxembourg-Ville; les cantons suburbains gardent toujours une avance très nette sur les circonscriptions rurales du nord et de l'est du Grand-Duché, alors que, parmi ces dernières, celles qui comptent des centres urbains quelque peu représentatifs, se hissent rapidement au même niveau.

Finalement la répartition sur les différents cantons de tous les divorces prononcés entre 1906 et 1954 aboutit aux résultats que voici:

Canton	Nombre proportionnel pour 100 divorces	Nombre de divorces pour 100.000 habitants en 1951-54
1. Esch-sur-Alzette	45,2 %	46,8
2. Luxembourg-Ville	36,7 %	61,7
3. Luxembourg-Campagne	2,7 %	14
4. Capellen	2,5 %	16,2
5. Mersch	2 %	12
6. Diekirch	2,8 %	21
7. Grevenmacher	1,9 %	6,7
8. Remich	1,4 %	11,7
9. Wiltz	1,4 %	8,4
10. Redange	1,2 %	17,5
11. Echternach	1,1 %	25,5
12. Clervaux	0,79 %	8,6
13. Vianden	0,26 %	20,2
Grand-Duché		35,7

Le nombre des personnes divorcées, enregistrées lors des divers recensements, reste toujours de beaucoup inférieur à ce qu'il devrait être d'après la fréquence des divorces. Et dans ce nombre même, les femmes l'emportent constamment sur le sexe masculin. Ce dernier phénomène peut s'expliquer par les mouvements migratoires, d'une part, et par la mortalité différemment prononcée dans les deux sexes, d'autre part. Les remariages, de leur côté, n'y contribuent guère, puisque, comme nous le verrons dans un instant, les femmes sont encore plus nombreuses à se remarier que les hommes.

Le recensement de 1880 relève dans la population luxembourgeoise la présence de 61 personnes divorcées (17 hommes et 44 femmes); en 1900, leur nombre est de 123 (50 hommes et 73 femmes); en 1922 il s'élève à 475 (178 hommes et 297 femmes); en 1935 il atteint le niveau de 1.190 (563 hommes et 627 femmes); en 1947 il monte à

⁽²⁰⁾ Pour ces calculs, voir les données statistiques de l'Annuaire Statistique 1955, p. 76, et le Bulletin Statistique, 2/1955, p. 147.

1.843 (856 hommes et 987 femmes), soit 6°/oo de la population totale du Grand-Duché.

Entre 1901 et 1954 le nombre global des divorces prononcés est de 3.584 ce qui représente un total de 7.168 personnes divorcées. Au cours de la même période 4.457 personnes divorcées ont contracté un nouveau mariage. En supposant nulle la mortalité et la migration, ce chiffre représente 62,18% des personnes ayant obtenu la dissolution de leur mariage; calculées par sexe, les proportions sont de 60% pour les hommes et de 65,5% pour les femmes.

Les 2.109 hommes divorcés et remariés se sont unis à 1.354 femmes célibataires, 344 veuves et 411 divorcées. Les 2.348 femmes remariées ont trouvé comme partenaires: 1.546 célibataires, 391 veufs et 411 divorcés.

Pour l'ensemble de la période 1901-1954, les diverses unions accusent les ordres de grandeur suivants:

Homme	Femme
Célibataire ..	Divorcée ... 38,21% des remariages
Divorcé	Célibataire .. 33,47% des remariages
Divorcé	Divorcée ... 10,16% des remariages
Veuf	Divorcée ... 9,66% des remariages
Divorcé	Veuve
	8,50% des remariages

Les conclusions à en tirer sont très claires: — les femmes divorcées procèdent plus fréquemment à un remariage que les hommes (65,5% des femmes contre 60% des hommes); — beaucoup de célibataires des deux sexes ne reculent aucunement devant une union avec une personne divorcée puisque cette catégorie de remariages totalise 71,68% contre seulement 18,16% pour l'ensemble des remariages entre personnes divorcées d'un côté et veufs ou veuves de l'autre, et 10,16% pour les unions entre partenaires divorcés tous les deux. Dans l'ensemble, 65,8% des femmes remariées et 64,2% des hommes remariés ont contracté leur seconde alliance avec une personne célibataire.

Comme il est facile de comprendre, les remariages deviennent de plus en plus fréquents à la suite de l'accroissement rapide du nombre des divorces. Les périodes ayant marqué des étapes dans cette évolution sont, dans les deux cas, les années qui ont immédiatement suivi la première guerre mondiale et celles qui ont précédé la seconde, de même que l'époque actuelle qui a débuté au lendemain de la libération.

Ainsi, entre 1906 et 1910, les mariages avec au moins un conjoint divorcé ne représentaient que 0,6% de tous les mariages contractés à cette époque; entre 1921 et 1925 cette proportion monte à 2,65%

entre 1936 et 1940 elle atteint le chiffre de 4,48 %; entre 1946 et 1950 elle se situe à 6,95 %; en 1954, après avoir reculé quelque peu, elle se maintient à 5,2 %.

*

A la fin de cette analyse, il serait certes faux de ne vouloir considérer que ce côté négatif, encore que celui-ci reste incomplet puisque nous avons uniquement parlé des demandes en divorce arrivées à leur terme. Or, la dislocation du lien familial ne s'en tient pas là.

Mais s'il reste bien vrai que la stabilité de la famille luxembourgeoise ne doit pas être jugée d'après les seuls échecs puisque la grande majorité des foyers familiaux possèdent toujours suffisamment de force morale pour vaincre toutes les crises potentielles et réelles, il ne faut néanmoins pas en tirer prétexte pour fermer les yeux devant la gravité indéniable de la situation actuelle: Environ 5 % des mariages²¹⁾ aboutissent, de nos jours, au divorce, sans compter le nombre beaucoup plus élevé de ceux qui, pour ne pas échouer à ce terme final et définitif²²⁾, n'en sont pas moins dangereusement ébranlés et parfois cruellement déchirés. Un autre signe alarmant est le nombre croissant de divorces par consentement mutuel dont il a été question plus haut.

L'évolution actuelle aboutit fatalement à une multiplication rapide des remariages civils, invalides sur le plan religieux. Or, comme nous l'avons pu voir précédemment, ces remariages se concluent en nombre extrêmement élevé avec un patenaire non divorcé!

S'il est donc vrai que la majeure partie des familles luxembourgeoises, malgré toutes les vicissitudes, restent unies pour le meilleur et le pire, et s'il faut s'en réjouir, nous avons néanmoins le devoir de reconnaître en toute objectivité que tous les ans un nombre croissant de foyers se trouve irrémédiablement désuni. Cette situation est d'autant plus sérieuse que le mouvement se poursuit sans répit.

3. Le logement familial

Nous avons vu que le Luxembourgeois est de tout temps resté intimement lié à la terre. Ce lien trouvait son expression dans la possession d'une maison et d'un lopin de jardin ou de champ. Dans les cas apparemment rares où pareille propriété faisait défaut, le désir

majeur de la famille tournait vers l'acquisition de ces biens. De nos jours, ce souci demeure un des traits caractéristiques de la population. Les conditions mêmes du logement laissaient toujours beaucoup à désirer. A la campagne, vers la fin du 19e siècle, la majorité des habitations méritait plutôt le nom de cabanes que de maisons. Les extensions les plus élémentaires de salubrité et d'hygiène, tant familiale que publique, restaient chose inconnue. Il existait donc déjà à cette époque un problème du logement²³⁾.

A la suite du rapide développement industriel, ces problèmes devinrent d'une acuité toute nouvelle dans le bassin minier où, en quelques années, les villages agricoles se transformaient en cités ouvrières. Non seulement les logements disponibles étaient souvent insalubres, mais la construction même d'habitations nouvelles ne put aller de pair avec l'accroissement prodigieux de la population. Dans certaines agglomérations industrielles, vers la fin du 19e siècle, les conditions de vie des milieux ouvriers devenaient, sous ce rapport, franchement misérables. Aussi avons-nous vu, dans un autre chapitre, qu'au début de l'industrialisation les Luxembourgeois préféraient l'émigration aux conditions de logement qui leur étaient réservées dans les centres sidérurgiques indigènes.

Ce n'est que vers la fin du 19e et le début du 20e siècle que le patronat luxembourgeois prit l'initiative de construire des maisons d'ouvriers et que la situation s'améliorait lentement. Vers la même époque l'Etat intervenait, lui aussi, en créant, le 27 mars 1900, le crédit foncier puis, le 29 mai 1906, le «Service des Habitations à Bon Marché». Les primes de construction ne furent instituées qu'en 1922, elles étaient suivies, en 1929, de la création du «Service des Logements Populaires».

L'indéniable succès de toutes ces mesures appert parfaitement des chiffres que voici:²⁴⁾

Année de recensement	Maisons habitées	Personnes par maison habitée	Ménages par maison habitée
1871	35.340	5,59	1,11
1895	37.518	5,80	1,19
1900	39.117	6	1,22
1930	55.054	5,45	1,32
1947	59.223	4,91	1,35
1956 (estimation) ...	69.434	4,52	1,33

21) Ce chiffre représente bien la proportion de divorces pour 100 mariages nouvellement conclus en une année, mais il doit s'appliquer également, avec une vraisemblance bien fondée, au nombre de mariages dont sont issus les divorces puisque le nombre annuel des mariages ne varie pas énormément d'une époque à l'autre et que la majorité des divorces intervient pendant les 15 premières années de mariage.

22) Au Luxembourg, en cas d'adultère, les époux divorcés ne peuvent plus contracter de mariage civil entre eux.

23) Renseignements bibliographiques concernant ce paragraphe: — «Häuser- und Wohnungsuntersuchung in den Gemeinden Differdingen, Diddelgen, Esch a. d. Alzette, Hollerich, Arsdorf, Mertel, Rodemburg und Klerf», Publicationen der ständigen Kommission für Statistik, 2 Bände, Luxemburg, 1908 und 1909. — Annuaire Statistique 1955", pp. 22-25. — H. Frommes: «La politique du logement dans le Grand-Duché de Luxembourg», Luxembourg 1935.

24) «Annuaire Statistique 1955», p. 22 et ss.

Dans l'ensemble, la situation luxembourgeoise est donc très enviable puisque, entre 1871 et 1956, la population n'a augmenté que de 58,7%, alors que le nombre des maisons habitées s'est accru de 96,4%. C'est ainsi que depuis 1930 le nombre de personnes par maison habitée reste inférieur à ce qu'il fut en 1871. La proportion même de 1,33 ménages par maison habitée en 1956 peut être considérée comme très satisfaisante, puisqu'elle fait supposer que la grande majorité des ménages disposent d'une maison entière. Si, malgré tout, cette dernière proportion est constamment allée en croissant pour ne baisser que pendant la période toute récente, ceci tient essentiellement au fait que le nombre même des ménages s'est accru de 134,9% entre 1871 et 1956.

Sur le plan régional, dans les centres à forte agglomération humaine, la situation évidemment n'est plus si rassurante. Si, en 1900 par exemple, le nombre moyen de ménages par maison habitée est de 1,22 pour l'ensemble du Grand-Duché, il atteint le chiffre de 1,83 à Luxembourg-Ville et de 1,52 dans le canton d'Esch, alors que dans aucun des 11 autres cantons il ne dépasse la moyenne de 1,08. En 1947 la situation se trouve quelque peu améliorée à Luxembourg-Ville avec 1,75 ménages par maison habitée; dans le canton d'Esch elle demeure stationnaire (1,52, comme en 1900) et dans le reste du Grand-Duché le nombre moyen de ménages par maison varie entre 1,09 et 1,16.

En ce qui concerne la propriété du logement habité, nous ne disposons de renseignements que pour un nombre limité de localités. Leur choix a cependant été fait de telle sorte que les résultats obtenus peuvent être regardés comme représentatifs des diverses régions du pays.

A Luxembourg-Ville, en 1947, 34% des ménages seulement sont propriétaires de la maison qu'ils habitent, contre 41% en 1927. A Esch-sur-Alzette ce pourcentage ne dépassait pas 25% en 1906, en 1927 il est de 26% et en 1947 il n'atteint toujours que 27%. Les autres localités du bassin minier, qui ont fait l'objet de cette étude, accusent en 1947 les proportions suivantes: Bettembourg: 52%; Differdange: 32%; Dudelange: 39%; Kayl: 49%; Pétange: 45%; Rumelange: 33%; Belvaux: 47%; Schifflange: 34%. Quant au reste du pays, l'enquête a porté sur 15 localités rurales du «Bon Pays» et sur 9 localités rurales de l'«Ösling». Or, dans les deux régions, le chiffre moyen des ménages propriétaires de la maison qu'ils habitent s'établit chaque fois à 64%. Cette moyenne cache évidemment des variations très sensibles qui peuvent aller de 90% à moins de 50%, suivant qu'il s'agit d'une localité foncièrement agricole ou à population mixte.

En 1947 les logements d'une quarantaine de communes ont également été analysés du point de vue du confort qu'ils offrent à leurs occupants: En voici les principaux résultats exprimés proportionnellement pour 100 logements²⁵⁾:

	Localités urbaines				Localités rurales			
	Luxembourg-Ville	Ville d'Esch-sur-Alzette	Reste du bassin minier ²⁶⁾	Autres localités urbaines ²⁷⁾	Toutes localités urbaines	«Bon Pays» ²⁸⁾	«Ösling» ²⁹⁾	Toutes localités rurales
Conduite d'eau: — dans le logement	93%	95%	93%	95%	93%	93%	90%	93%
— pas dans l'immeuble .	2%	0%	1%	2%	2%	2%	12%	5%
Cabinet de toilette réservé au ménage	83%	76%	82%	88%	82%	89%	88%	82%
Cabinet de toilette avec chasse d'eau	75%	92%	52%	71%	69%	21%	32%	24%
Salle de bain .	32%	19%	11%	26%	21%	7%	10%	8%
Chauffage centr.	29%	12%	6%	13%	17%	3%	4%	3%
Tout confort: — cabinet réservé av. chasse d'eau, — salle de bain et								
— chauff. centr.	22%	9%	5%	11%	13%	2%	3%	3%
								12%

En ce qui concerne l'eau courante, les proportions moyennes — 93% des logements urbains et 90% des logements ruraux — peuvent être considérées comme très satisfaisantes d'autant plus que, par rapport aux immeubles, on ne note que respectivement 2 et 5% qui en soient dépourvus. En 1947 seuls les logements ruraux ardennais restent encore défavorisés sur ce point.

25) Cf. «Annuaire Statistique 1955», p. 25.

26) Il s'agit des localités que voici: Bettembourg, Differdange, Dudelange, Kayl, Pétange, Rumelange, Belvaux, Schifflange.

27) Voici les noms de ces localités: Diekirch, Ettelbruck, Wiltz, Niederwiltz, Echternach et Grevenmacher.

28) et 29) Il s'agit des mêmes 15 localités et communes du «Bon Pays» et des 9 localités de l'«Ösling» dont il fut question tout à l'heure.

La proportion de cabinets de toilette réservés au ménage atteint partout des moyennes assez respectables, bien qu'on ne puisse nier que dans ce domaine des progrès doivent encore être réalisés. Les W.C. avec chasse d'eau restent trop, en effet, le privilège des villes; mais dans les centres urbains du bassin minier même, en dehors toutefois de la ville d'Esch-s-Alzette, on ne compte que 52 % des logements qui en soient pourvus, alors que dans les autres localités urbaines cette proportion atteint le chiffre de 71 %. Quant aux localités rurales, on constate, non sans étonnement à première vue, que les logements ardennais dépassent sur ce point ceux du «Bon Pays». La raison en est cependant facile à trouver: En 1944/45, l'«Ösling» avait terriblement souffert de l'offensive des Ardennes et au moment de la reconstruction, beaucoup de logements furent dotés d'un confort moderne.

Si une habitation peut parfaitement se passer de chauffage central, surtout à la campagne, il n'en va plus ainsi des salles de bain. Mais, comme il ressort de notre tableau, il reste encore énormément à faire dans ce domaine. A Luxembourg-Ville, seul 1/3 des logements en est pourvu; à Esch-sur-Alzette, 1/5 à peine des habitations peut s'en flatter; dans les autres localités urbaines du bassin minier, on dépasse tout juste le niveau de 1/10, alors que les centres urbains du reste du Grand-Duché accusent, avec une proportion de 26 %, un niveau nettement supérieur. Dans les localités rurales, les chiffres moyens sont de respectivement 7 et 10 %, mais il faut concéder qu'à la campagne, les possibilités de prendre un bain à domicile ne sont pas aussi étroitement liées à l'existence d'une salle de bain que dans la plupart des appartements urbains.

Voici quelques autres indications concernant le degré de confort des logements:

Au point de vue de l'éclairage, la presque totalité de la population se trouve aujourd'hui desservie par les réseaux électriques.

D'autre part, le Grand-Duché compte en 1954 le nombre de 29.849 abonnés au téléphone³⁰, soit en moyenne 1 téléphone pour 10 habitants, alors qu'en France et en Allemagne fédérale cette moyenne est de 1:16, et en Belgique de 1:12.

Sur le plan cantonal, toutes les régions ne sont évidemment pas pourvus au même degré de raccordements téléphoniques. En ne tenant compte que des abonnements privés, la ville de Luxembourg accuse le nombre moyen de 1 téléphone pour 6 habitants, alors que le rapport du canton d'Esch, de 1:23, reste le moins favorable du Grand-Duché. Voici d'ailleurs le nombre de personnes par téléphone dans les divers

autres cantons: Diekirch, Echternach et Remich: 12; Redange: 13; Grevenmacher et Wiltz: 15; Mersch: 16; Luxembourg-Campagne: 17; Capellen et Clervaux: 18; Vianden: 19.

Le recensement agricole du 15 mai 1957 nous fournit en outre quelques renseignements intéressants sur l'équipement des ménages agricoles³¹. Il en résulte que les 12.232 exploitations ayant fait l'objet de l'enquête rassemblent 3.936 appareils de téléphone, soit 1 appareil sur environ 3 exploitations; 8.917 postes de radio, soit 1 poste pour 1,3 exploitations ou 3 appareils pour 5 exploitations; 5.584 lessiveuses, soit une lessiveuse pour 2,2 exploitations ou 5 lessiveuses pour 11 exploitations; 3.288 essoreuses, soit une essoreuse pour 4 exploitations; enfin, 928 réfrigérateurs et 123 congélateurs, soit 1 réfrigérateur pour 13 exploitations et 1 congélateur pour 100 exploitations.

Dans l'ensemble, il doit être permis de conclure que la majorité, voire la presque totalité des logements luxembourgeois se trouvent aujourd'hui dotés d'un minimum indispensable de confort (électricité, eau courante, W.C.). Mais il faut bien convenir, d'autre part, que des installations regardées jadis comme un luxe superflu (salle de bain, cabinet de toilette avec chasse d'eau, etc.) se rangent aujourd'hui parmi les exigences hygiéniques de première importance. Or, dans ce dernier domaine, il reste encore énormément de progrès à réaliser, tant en ville qu'à la campagne. Soulignons également le fait que le problème des taudis, résolument attaqué en ville, existe non moins dans les villages où on lui prête cependant une moindre attention parce qu'il s'agit de cas isolés n'alarmant pas directement l'opinion publique.

Quant au nombre même des logements, la crise aiguë qui sévissait à la fin de la seconde guerre mondiale, par suite tant des destructions que d'une affluence nouvelle de la population vers les grandes agglomérations, a pu être jugulée assez rapidement grâce au développement très poussé des constructions nouvelles. Il serait néanmoins faux de prétendre que cette crise n'existe même plus sous une forme larvée; beaucoup de logements vieux et malsains devraient depuis longtemps être abandonnés si les familles en question pouvaient payer les loyers parfois assez élevés qui sont demandés pour les appartements nouveaux. D'autre part, il ne faut pas moins souligner le fait qu'en ville maints logements sont trop exigus pour héberger une famille quelconque peu nombreuse. Nombre d'efforts réalisés pour aider cette catégorie de familles, efforts que justifie d'ailleurs la situation démographique alarmante du pays, se trouvent ainsi souvent contrecarrés, et de façon combien efficace, par un logement déficient.

30) Les postes publics ne sont pas compris dans ce chiffre.

31) Cf. «Bulletin Statistique», 3/1957, p. 154.

Bien qu'il reste donc toujours d'importants problèmes à résoudre, il faut néanmoins convenir que les logements dont disposent les familles luxembourgeoises, peuvent, dans leur ensemble, pleinement rivaliser avec ceux de beaucoup de pays étrangers.

II. Le monde du travail

1. Le syndicalisme ouvrier

Les premières tentatives d'organisation ouvrière remontent en plein 19^e siècle³². Au Luxembourg, comme partout d'ailleurs, ces mouvements qui supposent de la part des adhérents une certaine formation et une prise de conscience de leurs problèmes et de leurs intérêts, ne sont pas nés dans les masses ouvrières, trop souvent amorphes et inertes, mais dans quelques vieilles branches artisanales, dont les effectifs ouvriers réduits possédaient une qualification très réelle. L'impulsion donnant lieu à la fondation de ces premiers groupements ouvriers est d'ailleurs presque toujours venue du dehors, notamment des pays allemands avec lesquels le Luxembourg vivait alors en union douanière.

La première en date fut la création, en 1861, d'une association d'ouvriers de brasserie; elle vit le jour grâce à l'initiative de quelques ouvriers brasseurs allemands, immigrants de Munich. Pendant toute la durée du «Zollverein», cette association restait affiliée à l'association allemande des ouvriers de brasserie. Après la guerre de 1914-1918, elle fit d'abord partie de l'association des industries d'alimentation, puis adhéra définitivement, à partir de 1923, à la Confédération des syndicats ouvriers libres.

Peu de temps après les ouvriers brasseurs, les typographes s'associèrent à leur tour, le 17 juillet 1864. L'initiative était partie de quelques ouvriers luxembourgeois ayant préalablement travaillé à l'étranger où ils furent en contact soit avec l'Union Gutenberg (Allemagne), soit avec l'Union des Typographes Suisses ou encore avec la Société Typographique Parisienne. Ce syndicat restait une création purement luxembourgeoise qui, en 1869, refusa à l'unanimité d'adhérer à la fédération allemande. Aujourd'hui, après une évolution

mouvementée, mais non moins fructueuse, le syndicat des typographes fait, lui aussi, partie de la Confédération des syndicats libres.

Les ouvriers de la ganterie, vieille industrie luxembourgeoise, jadis florissante, mais aujourd'hui ruinée, s'unirent en 1868. Ce syndicat a finalement sombré, avec la ganterie elle-même, dans l'entre-deux-guerres.

Pendant longtemps, ces trois associations restaient les seules organisations professionnelles ouvrières du Grand-Duché.

Contrairement à ce qui se passait pour les deux autres groupements, les débuts de l'union des ouvriers de brasserie ne semblent pas avoir été trop mouvementés. Au cours de son existence, cette association a d'ailleurs pu enregistrer des succès remarquables: augmentation de salaire à plusieurs reprises (entre 1884 et 1893, en 1906, et en 1912), réduction de la journée de travail à 11 heures en 1906, puis à 10 heures en 1912, obtention de 7 jours fériés payés en 1912 etc.

A peine quelques mois après que leur association eut été fondée, les ouvriers typographes virent déjà certains de leurs camarades licenciés pour appartenance au syndicat. En 1872 des poursuites judiciaires furent engagées contre 18 de ses membres. Un mouvement de grève assez sérieux, en 1898, fut mis en échec par le patronat qui eut recours à des ouvriers allemands. Ce coup s'avéra fatal pour les typographes luxembourgeois qui devaient aller s'embaucher, pendant plusieurs années, en dehors du pays, à Metz et à Thionville notamment.

Malgré ces déboires, les résultats que put enregistrer ce syndicat ne le cèdent en rien aux succès des ouvriers de brasserie. Dès 1871, en effet, fut signé un premier accord tarifaire avec le patronat; en 1872 la journée de travail était ramenée de 11 à 10 heures; en 1902 sa durée se trouvait limitée à 9 heures et en 1918 on adoptait le principe de la journée de 8 heures; en 1913 le patronat concédait 3 jours de congé payé; en 1920 on obtint 6 jours de congé payé pour tous les ouvriers occupés depuis 3 ans dans l'entreprise; la même année vit l'octroi, de la part du patronat, d'une allocation familiale de 10 fr. par mois. En dehors de ces succès indéniables, le syndicat des ouvriers typographes a créé des institutions sociales très appréciées: caisses d'aide aux malades, aux chômeurs, aux familles des membres défunts, aux invalides etc.

Les débuts du syndicat des ouvriers de la ganterie rappellent singulièrement ceux des typographes. En 1871, lors d'une grève en vue d'une augmentation de salaire, le président du groupement fut arrêté et emprisonné. Mais les ouvriers eurent néanmoins peu à peu satisfaction.

32) Renseignements bibliographiques: «Die Luxemburger Arbeiterkammer, ihr Entstehen und ihr Aufgabengebiet», Imprimerie P. Jungers-Bartsch, Remich, 1931. — cf. notamment: Die luxemburgischen Arbeitergewerkschaften, pp. X-VI et ss. des Employés privés, Imprimerie P. Jungers, Remich, 1940. — «Aus der Geschichte der luxemburgischen Arbeiterbewegung», article publié dans la «Warte» (Perspectives) du 18 juin 1958. — 20 Jahre Verband, Esch-Alzette, 1936. — Sozialer Fortschritt, n° 10 du 19 mai 1956.

C'est seulement en 1903 que nous assistons à la création d'un premier groupement d'ouvriers de l'industrie sidérurgique, suscité et patronné par l'Union des Métallurgistes Allemands. Quelques années plus tard furent jetées les bases du cartel des syndicats socialistes (en 1906). Mais les ouvriers d'industrie montraient si peu d'allant qu'en 1914 ce mouvement avait complètement avorté.

Survint alors la première guerre mondiale dont l'une des premières conséquences fut le chômage, lequel appliqua comme un coup de fouet aux masses ouvrières. En août 1916 fut arrêtée la création d'une Association luxembourgeoise des ouvriers mineurs et sidérurgistes. Le mois suivant vit la fondation de l'Association luxembourgeoise des ouvriers métallurgistes. Au moment de la fusion de ces deux groupements, en février 1917, le nombre total de leurs membres s'élevait à 16.000. Ceci prouve à l'envi combien l'idée syndicale avait gagné du terrain à la suite de la misère provoquée par les troubles politiques et militaires. Soulignons également que cette première confédération syndicale se proposait comme but la défense des intérêts ouvriers, en dehors de toute liaison politique ou idéologique.

Sur le plan confessionnel, les catholiques luxembourgeois, pour des motifs divers, se prononçaient au début de notre siècle pour l'organisation ouvrière selon le système dit de Berlin en opposition au système de Cologne. Ce système de Berlin comportait des cercles ouvriers catholiques, dont le but essentiel était la formation religieuse et sociale de l'ouvrier, et des associations professionnelles, réparties selon les diverses activités économiques. En 1906 le premier cercle ouvrier vit le jour à Differdange. Une fois solidement enraciné, le mouvement, au sein duquel apparurent bientôt les groupements professionnels de nature syndicale, prit un essor très encourageant jusqu'à la première guerre mondiale.

Lors de la création, en 1916, de l'Association des ouvriers mineurs et métallurgistes, les ouvriers catholiques furent invités à adhérer à ce mouvement qui se voulait absolument neutre au point de vue politique et confessionnel. C'est donc en ce moment qu'on sacrifia, contre l'avis de certains dirigeants minoritaires, les groupements professionnels catholiques, cependant que les cercles ouvriers proprement dits étaient maintenus.

La neutralité originelle de l'Association des ouvriers mineurs et métallurgistes eut la vie assez courte. Son orientation socialiste, de plus en plus prononcée, amena finalement les dirigeants catholiques à réviser leur décision de 1916 et à créer en automne 1920 des syndicats chrétiens dont la liaison avec les cercles ouvriers était beaucoup moins étroite que celle des sections professionnelles d'avant 1914.

Les débuts de ce syndicalisme chrétien étaient particulièrement pénibles, non seulement par suite de l'activité des syndicats socialistes qui mettaient tout en oeuvre pour étouffer le mouvement chrétien, mais aussi du fait de la confusion créée dans l'esprit de beaucoup d'ouvriers auxquels on enjoignit de quitter à nouveau l'association «neutre», alors qu'ils avaient été invités à y adhérer quelques années plus tôt.

Avant 1914 les sections professionnelles des cercles ouvriers catholiques groupaient plus de 6.000 membres. En 1922, à la suite des péripéties que nous venons d'énumérer, les syndicats chrétiens n'en enrégistrent plus que 2.400. Le mouvement ne cessa cependant de se développer de façon très satisfaisante pour atteindre, en 1938, le nombre de 8.995 membres inscrits, représentant toutes les branches de l'activité économique. Bien que le syndicalisme chrétien n'ait jamais pu totaliser un nombre de membres égal à celui des syndicats socialistes, son essor n'en reste pas moins remarquable lorsqu'on n'oublie pas les circonstances particulièrement défavorables dans lesquelles il a dû prendre le départ. Ajoutons également que son influence réelle dans le monde ouvrier dépassait toujours le cadre des seuls membres inscrits sur les listes.

Sous l'occupation allemande (1940-1944), l'ensemble des organisations syndicales fut anéantie par l'envahisseur. En 1945, on aurait pu croire un moment à la création d'un syndicat unique. Mais, mis en garde par les événements qui s'étaient produits quelques années plus tôt où la bonne foi de certains militants chrétiens avait été si profondément déçue et où le syndicalisme chrétien avait reçu un coup presque mortel, les dirigeants chrétiens, estimant insuffisantes les garanties de neutralité proposées, se prononcèrent finalement pour le maintien d'une confédération syndicale chrétienne autonome, appelée «Letzburger Chreschtleche Gewerkschaftsbond» (L.C.G.B.).

Les événements ultérieurs devaient d'ailleurs confirmer les appréhensions des militants chrétiens. Les fractions socialistes et communistes ne pouvant pas se mettre d'accord à propos de la direction du «Syndicat unique», les communistes fondèrent à leur tour un syndicat autonome.

Depuis la libération, le monde ouvrier luxembourgeois est donc représenté par trois confédérations: Le «Letzburger Chreschtleche band» (L.A.V.) d'obédience socialiste; le «Letzburger Chreschtleche Gewerkschaftsbond» (L.C.G.B.) dont il fut question tout à l'heure; et le «Freie Letzburger Arbeiterverband» d'obédience communiste.

Au départ toutefois, les trois confédérations se mirent d'accord pour créer une commission de coopération syndicale qui devait réaliser l'entente commune sur le plan pratique. Les communistes en sortirent

cependant bientôt, et la commission ne comprend désormais que des représentants socialistes et chrétiens dont la collaboration remonte d'ailleurs à l'année 1934.

Depuis toujours, tous les syndicats gardent un peu jalousement le secret sur les renseignements concernant leurs effectifs numériques. Mais on arrive néanmoins à se faire une idée précise de l'influence de chacune des trois confédérations dans le monde ouvrier luxembourgeois en partant des résultats qu'elles obtiennent lors des diverses élections.

Dans ce domaine, ce sont, à coup sûr, les élections des délégués ouvriers auprès des caisses de maladie qui doivent retenir tout particulièrement notre attention. Ces élections se révèlent en effet les plus significatives puisqu'elles englobent la presque totalité des ouvriers luxembourgeois.

Les dernières élections, les premières d'ailleurs depuis la libération, datent de 1956 où sur 59.973 électeurs inscrits 50.157 ont exercé leur droit de vote pour déterminer les 200 délégués ouvriers de 3 caisses régionales et de 7 caisses d'entreprise³³.

Au total, les syndicats socialistes obtinrent 44,53 % de tous les suffrages, les syndicats chrétiens 38,97 % et les syndicats communistes 16,50 %. La grande surprise de ces élections fut le succès éclatant des listes chrétiennes qui ne se trouvaient devancées par les listes socialistes que de 5,56 %. Aussi faut-il souligner que ce succès dépasse nettement l'importance numérique des membres inscrits de cette confédération.

Une analyse des résultats par caisses met parfaitement en évidence l'influence respective de chaque syndicat sur le plan régional. Les 7 caisses d'entreprise, comprenant les industries sidérurgique et minière, sont toutes, à l'exception d'une seule (Arbed-Dommeldange), localisées dans le bassin minier. Les suffrages des 19.921 votants sur 25.121 électeurs inscrits se répartissent de la manière suivante:

Syndicats socialistes:	43,68 %
Syndicats communistes:	30,19 %
Syndicats chrétiens:	26,13 %

Bien que le résultat obtenu par la confédération chrétienne soit très honorable et dépasse toutes les estimations de ses chefs, il n'en est pas moins vrai que l'influence socialiste et, par endroits, l'influence

³³ Cf. «Krankenkassenwahlen und Betriebsausschusswahlen», dans «Sozialer Fortschritt», n° 10 du 19 mai 1956. - Ce paragraphe ne revêt plus qu'une valeur historique, puisque les toutes dernières élections se sont déroulées en 1960. Quant à leur résultat, les suffrages recueillis par le syndicat chrétien se sont révélés moins satisfaisants qu'en 1956, surtout aux élections pour les caisses régionales.

communiste restent prépondérantes dans les grandes entreprises sidérurgiques qui rassemblent tous les jours un nombre important d'ouvriers dans leurs ateliers de travail.

La part proportionnelle des suffrages exprimées varie dans les différentes entreprises, pour les socialistes entre 70,51 % et 26,18 % pour les communistes entre 46,12 % et 9,46 %, pour les chrétiens entre 30,74 % et 15,90 %. C'est dans les exploitations minières de la société «Arbed» que les listes chrétiennes n'ont réuni que 15,90 % des voix, contre 28,67 % pour les candidats communistes et 55,43 % pour les militants socialistes.

Dans une seule entreprise, celle d'Arbed-Belval, les communistes ont réussi à emporter la majorité en recueillant 46,12 % des suffrages exprimés, contre 27,70 % pour les chrétiens et seulement 26,18 % pour les socialistes.

Le grand fief des syndicats socialistes reste l'entreprise d'Arbed-Dudange où ils purent rassembler 70,51 % de toutes les voix, contre 20,03 % pour les chrétiens et 9,46 % pour les communistes.

Si, compte tenu des circonstances particulièrement difficiles qu'ils rencontrent dans l'industrie lourde³⁴, l'on peut parler d'un réel succès des syndicats chrétiens dans les élections par entreprises, cette réussite devient tout à fait éclatante dans les élections pour les caisses régionales. Bien que le nombre des électeurs inscrits soit supérieur à celui des électeurs du groupe de l'industrie sidérurgique et minière, nous n'avons plus affaire ici à des entreprises réunissant des masses importantes d'ouvriers. Or, l'enseignement capital à tirer de ces résultats est l'influence prépondérante du syndicalisme chrétien dans tous les milieux où, par suite du nombre plus réduit des effectifs, l'individu ne subit pas de façon aussi décisive le poids d'une masse anonyme et ne sombre pas, presque automatiquement, dans l'esprit grégaire et opportuniste, toujours prêt à suivre quelques chefs de file particulièrement bien placés.

Voici les résultats des élections pour les caisses de maladie régionales:

	Luxembourg	Diekirch	Grevenmacher	Total
Syndicats chrétiens	42,71 %	57,32 %	61,33 %	47,37 %
Syndicats socialistes ...	46,70 %	42,68 %	38,67 %	45,07 %
Syndicats communistes.	10,59 %	—	—	7,56 %

³⁴ Ainsi par exemple, dans les usines, les cotisations des membres du L.A.V. socialiste sont retenues sur le salaire de l'ouvrier avant que ce dernier ne touche effectivement sa paye.

Plus encore que dans la région du nord (Diekirch), les cantons de l'est ont apporté une majorité appréciable aux listes chrétiennes qui, dans la circonscription de Luxembourg, talonnent de très près les socialistes, cependant que les communistes ne gardent qu'une faible influence dans cette seule région de Luxembourg; n'ayant pu réunir un nombre suffisant de candidats dans les circonscriptions de Diekirch et de Grevenmacher, les communistes n'y présentaient pas de listes.

*

Avant de terminer ce paragraphe, il convient de dire un mot sur les organisations professionnelles des autres salariés, et notamment des employés dont le nombre va en croissant d'année en année. Notons tout de suite que les divers groupements restent le plus souvent indépendants des autres fédérations et se déclarent politiquement neutres.

Il en va ainsi de la Fédération des Employés Privés, créée en 1917; toutefois un nouveau groupement s'est récemment constitué sous l'égide de la C.G.T. socialiste: la Fédération Nationale des Employés.

Dans le secteur public, les intérêts professionnels des fonctionnaires et employés sont défendus par l'Association Générale des Fonctionnaires de l'Etat et des Services Publics, tandis que la «Fédération Générale des Fonctionnaires et Employés Communaux» assume la représentation professionnelle des employés communaux.

Finalement le monde salarié luxembourgeois connaît donc les organisations syndicales suivantes qui, à l'exception des communistes, se trouvent toutes représentées au sein d'un «Comité d'Action Intersyndicale»³⁵:

1. La Confédération Générale du Travail (d'obédience socialiste):
 - Letzeburger Arbechterverband (L.A.V.; Fédération ouvrière luxembourgeoise)
 - Fédération Nationale des Cheminots et des Ouvriers des Transports Luxembourgeois
 - Fédération Nationale des Employés
 - Fédération Luxembourgeoise des Travailleurs du Livre
 - GANYMED
 - Fédération des Contremaitres et Machinistes en chef

³⁵ Cf. «Bulletin de l'Association Générale des Fonctionnaires de l'Etat et des Services Publics du Grand-Duché de Luxembourg», n° 2/1957, p. 78.

- Association du Personnel de Garde des Etablissements Pénitentiaires du Luxembourg
- 2. La Confédération syndicale chrétienne luxembourgeoise, avec la Fédération Chrétienne du Personnel des Transports.
- 3. Le «Freie Letzeburger Arbechterverband» (F.L.A.: Fédération ouvrière luxembourgeoise libre), d'obédience communiste.
- 4. L'«Association Générale des Fonctionnaires de l'Etat et des Services Publics».
- 5. La «Fédération des Employés Privés».
- 6. La «Fédération Générale des Fonctionnaires et Employés Communaux».

2. Les groupements patronaux

Les événements de 1830 à 1839 (révolution belge) d'abord, les pourparlers difficiles avec la Prusse au sujet de l'accès du Luxembourg au «Zollverein» ensuite, bref, l'ensemble de la situation économique, peu réconfortante, du Grand-Duché, avaient amené le patronat à prendre conscience de sa responsabilité non plus seulement envers sa propre entreprise, mais encore envers la nation tout entière dont l'isolement économique pouvait devenir mortel. A cette époque, l'économie l'emportait nettement sur toutes les questions d'ordre politique. Du fait même, les représentants des diverses activités virent leur autorité monter en flèche. Aussi le Roi Grand-Duc Guillaume II ne tarda-t-il pas à donner suite à plusieurs suggestions provenant de ces milieux. Par arrêté du 1er octobre 1841, il décréta la création d'une Chambre de Commerce à base nominative, groupant les principales activités industrielles et commerciales du pays.

Bien que les attributions d'une Chambre de Commerce soient tout autres que celles d'une association professionnelle syndicale, il ne faut cependant pas méconnaître que, grâce à cet organisme consultatif, le patronat luxembourgeois disposait désormais d'un moyen puissant pour faire entendre sa voix. D'autre part, l'existence d'un syndicat patronal réel s'avérait absolument superflu à cette époque, et ceci dans toutes les branches de l'activité économique.

Issu de quelques grandes familles, très souvent apparentées entre elles, sinon liées financièrement l'une à l'autre dans les premières sociétés d'entreprise, le patronat de l'industrie sidérurgique ne devait que très tard sentir le besoin de se grouper en associations de défense d'intérêts personnels.

Après l'éclosion prodigieuse de l'industrie lourde, on vit se développer rapidement des sociétés anonymes très puissantes, grâce à leur

politique déterminée d'intégration de plus en plus poussée. Aussi longtemps que les forces ouvrières restaient émiettées et inertes, elles ne pouvaient absolument pas constituer le moindre danger pour ces sociétés industrielles. Mais dès que le monde ouvrier se révéla et prit conscience de sa propre force en créant, au cours de la première guerre mondiale, de vastes fédérations syndicales, cette situation était appelée à changer.

Aussi la réaction du patronat ne se fit-elle pas attendre. La «Fédération des Industriels», groupant dans son sein un assez grand nombre d'associations autonomes, vit le jour le 1er juin 1920. Quelques années plus tard, le 15 janvier 1927, les trois sociétés sidérurgiques ARBED, HADIR et S.A. Minière et Métallurgique de Rodange s'unirent dans le «Groupeement des Industries Siderurgiques Luxembourgeoises», auquel ils donnèrent la forme d'une société coopérative.

Dans le monde commercial, le besoin de s'unir s'était fait sentir plus tôt que dans le secteur industriel. Dès 1909, en effet, on assista à la création d'une «Fédération des Commerçants du Grand-Duché de Luxembourg», laquelle compte actuellement 17 groupements affiliés représentant autant de branches commerciales.

Au cours des années récentes, deux nouvelles fédérations ont vu le jour: la «Fédération Luxembourgeoise des Commerçants», fondée en 1949 dans le bassin minier, et la «Fédération Luxembourgeoise des Négociants en Gros» qui, créée en 1948, comprend quelque 14 groupements et syndicats de commerce de gros.

Dans l'industrie hôtelière il existe aujourd'hui le «Sacol», (Syndicat des Aubergistes, Cafetiers et Hôteliers organisés du Grand-Duché de Luxembourg) issu, en 1928, de l'ancienne «Association des Cafetiers et Aubergistes», créée en 1908. Depuis peu de temps, le Sacol est concurrencé par le «Nele Letzeburger Wirtverband».

Le secteur «Banques et Assurances» est de nos jours représenté par l'«Association des Banques et Banquiers», fondée en 1945, par l'«Association des Mandataires et Agents généraux de Compagnie d'Assurances dans le Grand-Duché de Luxembourg» créée en 1920, enfin par le «Syndicat des Compagnies étrangères d'Assurances opérant dans le Grand-Duché de Luxembourg», lequel vit le jour en 1950 et auquel adhèrent quelque 31 compagnies d'assurances.

Le monde artisanal s'est groupé le 10 décembre 1905 dans la «Fédération des Artisans». La «Fédération des Commerçants» et la «Fédération des Artisans» ont constitué, en 1928, la «Coopérative des Classes moyennes» puis, en 1936, avec l'adhésion de l'agriculture et de la viticulture, le «Comité interfédéral des Classes moyennes».

Dans le milieu agricole, le plus ancien du pays, les associations tardèrent à se développer. Bien que la constitution des premiers groupements d'entraide remonte à 1875, il a fallu attendre la loi du 12 mars 1900 pour voir se répandre le mouvement. En 1909 toutes les associations agricoles locales du pays se groupèrent dans la «Fédération Générale des Associations Agricoles». Depuis la libération, l'ensemble des associations agricoles et viticoles se trouve réunie dans la «Centrale Paysanne», organisme auquel sont affiliés 16 groupements divers.

3. Les Chambres professionnelles

Jusqu'en 1924, la Chambre de Commerce, créée à base nominative en 1841, restait le seul organisme représentatif de l'économie nationale. Devant cette carence des voix de plus en plus pressantes se firent entendre, exigeant une représentation analogue des intérêts professionnels des classes moyennes et des salariés. Mais il fallait attendre la loi du 4 avril 1924 pour voir se réaliser la création des 5 Chambres professionnelles que voici⁽³⁶⁾:

1. la Chambre de Commerce;
2. la Chambre des Artisans;
3. la Chambre de Travail;
4. la Chambre des Employés privés (Chambre à laquelle furent rattachés les cheminots);
5. la Chambre d'Agriculture (comprenant également la viticulture).

Depuis cette loi de 1924, toutes les Chambres sont constituées à base élective; elles possèdent la personnalité civile ainsi que l'initiative et l'autonomie budgétaires.

Dissoutes par l'occupant, ces diverses Chambres furent reconstituées après la libération; les attributions de la Chambre d'Agriculture, toutefois, devaient provisoirement être reconnues à la «Centrale Paysanne», décision qui a ceci de particulier que la «Centrale Paysanne» joue effectivement le rôle d'organisme syndical du monde agricole.

4. La politique sociale du patronat⁽³⁷⁾

Si le Luxembourg se distingue depuis toujours par sa paix sociale — des mouvements de grève, dignes d'être relevés, n'eurent lieu qu'en 1917, en 1921, puis en 1948 et en 1953 — si, d'autre part,

36) Cf. P. Weber, «Histoire de l'Economie Luxembourgeoise», Luxembourg, 1950, p. 292. — «Die Luxemburger Arbeiterkammer, ihr Entstehen und ihr Aufgabengebiet», 1951. — «Exposition Sociale du Centenaire, 1839-1939», 1940.

37) Cf. J. Wagner et C. Aschmann: «Fondateurs d'usines, Maîtres de Forges et Grands Maîtres de l'Industrie Siderurgique Luxembourgeoise...», dans «Revue Technique Luxembourgeoise», n° 6/1937. — C. Hemmer: «L'Economie du Grand-Duché de Luxembourg», 2 tomes, Luxembourg, 1948 et 1953.

l'ouvrier luxembourgeois garde généralement une réelle fidélité à l'entreprise dans laquelle il a trouvé un emploi, le pays doit cette situation privilégiée non seulement aux qualités particulières des habitants, qualités dont il fut question dans le chapitre précédent³⁹, mais encore au développement rapide de la législation sociale et au sens social du patronat. Il nous mériterait trop loin si nous voulions énumérer ici toutes les réalisations patronales en faveur du mieux-être du monde ouvrier. Bornons-nous à en citer simplement les plus marquantes:

Dès 1875 tel fondateur d'usine moyenne créa une caisse d'épargne ouvrière⁴⁰; en 1885 il institua l'assurance collective contre les accidents; en 1892 il organisa une caisse de maladie pour ouvriers et employés et ouvrit une école professionnelle; en 1898 une caisse de pension et d'invalidité vit le jour... Depuis 1890 l'usine contribuait financièrement à la construction de nombreuses maisons ouvrières. Et l'on pourrait facilement multiplier les exemples.

A l'image de ce pionnier de l'action sociale patronale, plusieurs parmi les grands maîtres des puissantes sociétés sidérurgiques, comme les Muller-Tesch, les Metz, les Bian, les Mayrisch, les Meyer... se souciaient constamment de l'amélioration du sort ouvrier. D'Emile Mayrisch, cet homme au rayonnement international, on a pu écrire: «Pour lui, la production de la richesse n'avait de raison que si elle servait au bien-être de la collectivité»⁴¹.

Bien sûr, il y eut également le revers de la médaille. Des heurts se produisirent entre patrons et syndicats ouvriers qui durent parfois longtemps attendre telle ou telle amélioration, mais, dans l'ensemble, l'œuvre patronale mérite qu'on ne la passe pas sous silence. En voici, en ce qui concerne notamment la sidérurgie, les réalisations essentielles⁴²: Fondation d'écoles professionnelles et de centres ménagers, contribution financière aux écoles professionnelles de l'Etat; versement d'allocations familiales à partir de 1916; construction de nombreuses habitations pour ouvriers et employés⁴³; mise à la disposition des ouvriers de matériaux de construction et de terrains à bâtir, le tout à des prix réduits; encouragement de la culture jardinière afin

de favoriser le sens de la propriété privée; développement des services médicaux; mise en place d'un équipement sanitaire assurant l'hygiène générale; nomination, dans des cas de plus en plus fréquents, de médecins d'usine; création d'hôpitaux d'usine ou participation financière à la construction et à l'entretien d'hôpitaux privés ou communaux; ouverture d'une maison de retraite pour vieux ouvriers sans famille; création et maintien du contact entre l'usine et la famille de l'ouvrier ou de l'employé grâce au service des assistantes sociales; ouverture d'écoles en forêts et de préventoriuns pour enfants débiles; aménagement de stades et de piscines en vue de fortifier la santé générale de la population.

Dans le domaine de la rémunération, on peut noter le versement de primes spéciales annuelles après 20 ans de service ininterrompu; une certaine participation aux bénéfices de l'entreprise moyennant des gratifications annuelles; le versement d'un supplément aux rentes que touchent les retraités, les veuves et les orphelins d'ouvriers et d'employés décédés; l'allocation d'une prime aux enfants d'employés et d'ouvriers qui poursuivent des études...

Bien que ces initiatives aient souvent été dictées, notamment au début de l'essor industriel, par un souci de paternalisme philanthropique et que pareille «condescendance» ne soit pas très appréciée par l'ouvrier lui-même, qui s'en trouve facilement blessé dans sa dignité d'homme libre, nous devons néanmoins reconnaître que ces mesures patronales, parfois directement sollicitées par les ouvriers, étaient souvent vivement applaudies par les milieux intéressés.

En outre, il convient de ne pas sous-estimer la part qui, dans ces réalisations, revient à la pression constante des syndicats sans lesquels la situation sociale luxembourgeoise ne serait certes pas ce qu'elle est aujourd'hui.

5. L'évolution de la législation sociale

L'absence d'une législation sociale⁴⁴ très développée n'est pas nécessairement signe de conditions sociales arriérées. Pendant longtemps, dans les pays anglo-saxons notamment, la plupart des réalisa-

38) Un rapport de la Chambre de Commerce de 1890 note ceci: «Le malaise social, comme on se plaint à l'appeler, n'a pas encore pris racine chez nous, grâce à l'existence d'une classe ouvrière mixte, tenant à la maisonnette attachée à leur motte de terre. Nous avons pu ainsi, sans que l'on s'ait pour développer l'épargne, l'amour de la propriété et l'esprit de famille... Ce rapport est cité par M. P. Weber dans son «Histoire de l'Economie Luxembourgeoise», Luxembourg, 1950, p. 237.)

39) Il s'agit d'André Duchescher qui fonda l'entreprise de construction de machines agricoles à Wecker.

40) Cf. J. Wagner et C. Aschmann, op. cit., p. 18.

41) Cf. C. Hemmer, op. cit., IIe tome, pp. 100 et ss.

42) Vers 1952, l'industrie sidérurgique disposait de plus de 2.600 logements à loyer réduit pour ouvriers et employés.

43) *Renseignements bibliographiques:*

— «Mémoires du Grand-Duché de Luxembourg».

— «Annuaire officiel 1958/59» Luxembourg, Victor Buck, 1959.

— «Exposition Sociale du Centenaire, 1839-1939», éd. par la Chambre de Travail et la Chambre des Employés privés, Imprimerie P. Jungers, Remich, 1940. (Suite page suivante)

tions sociales restaient l'oeuvre d'accords bilatéraux entre patrons et groupements professionnels ouvriers. Sur le continent toutefois, les syndicats ouvriers, dans la mesure où ils avaient abandonné leur hostilité ouverte à l'égard de l'Etat, ne cessaient de réclamer la garantie de leurs droits par voie légale.

Il n'en fut pas autrement au Luxembourg où certaines lois sociales avaient cependant été votées avant même la constitution de syndicats professionnels proprement dits, tout comme le patronat n'avait pas attendu l'obligation légale pour s'attacher à l'amélioration des conditions de travail. Mais il faut convenir que les syndicats ont été et restent néanmoins les grands promoteurs de cette législation sociale dont le Luxembourg, aujourd'hui comme hier, peut à juste titre se flatter.

Bien que la législation sociale très développée soit une des causes essentielles de la paix sociale du Grand-Duché, il ne peut pas rentrer dans le cadre de cette étude d'en présenter ici un examen détaillé et exhaustif. Aussi allons-nous nous contenter d'un simple rappel des grandes lois qui ont marqué toute cette évolution.

- Emile Etienne: «Cent ans de Législation sociale», dans «Le Luxembourg, Livre du Centenaire», Luxembourg, 1949.
- G. Hemmer: «L'Economie du Grand-Duché de Luxembourg», IIe tome, Edit. Jos. Belfort, Luxembourg, 1953.
- Pierre Majerus: «L'Etat Luxembourgeois», Joseph Belfort, Luxembourg, 1948.
- Roger Maul: «Le Conseil d'Etat et les tendances actuelles du régime de sécurité sociale», dans le Livre Jubilaire du Conseil d'Etat, 1856-1956, Luxembourg, 1957.
- Robert Schack: «Prestations Sociales au Grand-Duché de Luxembourg», Office des Imprimés de l'Etat, 1958.
- «L.C.G.B.: Der bezahlte Jahresurlaub der Lohn- und Gehaltsempfänger laut den gesetzlichen Bestimmungen».
- «Die Alters- und Invalidenversicherung im Großherzogtum Luxemburg», herausgegeben von der Alters- und Invalidenversicherungsanstalt anlässlich der 50 Jahr-Feier der Stadt Esch-Alzette, Juli 1956.
- «Die Gewerbliche Unfallversicherung im Großherzogtum Luxemburg nach Inkrafttreten des Gesetzes vom 24. April 1954», herausgegeben durch die Gewerbliche Unfallversicherung anlässlich der 50 Jahr-Feier der Stadt Esch-Alzette, Juli 1956.
- «Die Land- und Forstwirtschaftliche Unfallversicherung im Großherzogtum Luxemburg, nach Inkrafttreten des Gesetzes vom 24. April 1954», herausgegeben durch die Gewerbliche Unfallversicherung anlässlich der 50 Jahr-Feier der Stadt Esch-Alzette, Juli 1956.

a) Lois concernant les groupements professionnels

Depuis la fin du 18e siècle le Luxembourg était incorporé à la France sous le vocable de «Département des Forêts». Ici comme ailleurs, les lois révolutionnaires renversaient le cadre social de l'Ancien Régime. La loi du 17 mars 1791 abolit les corporations; la Loi le Chapelier (14-17 juin 1791) interdit toute espèce de coalition professionnelle, interdiction renforcée et sanctionnée par les art. 414 à 416 du Code Pénal promulgué en 1810.

Dans ce domaine la législation proprement luxembourgeoise a évolué de la façon suivante:

- 1848: La constitution libérale de 1848 proclame la liberté d'association absolue des Luxembourgeois.
- 1856: L'article 26 de la Constitution de 1856 reconnaît le droit d'association, mais le soumet à des dispositions légales établies dans l'intérêt de l'ordre public.
- 1856: L'arrêté royal-grand-ducal du 1er décembre prescrit les modalités à respecter lors de la création de toute association comportant plus de 20 membres: aviser les autorités, indiquer les noms des administrateurs; présenter les statuts et la liste nominative des adhérents. Si l'administrateur général de la Justice peut interdire les réunions et éventuellement proclamer la dissolution d'une association, l'arrêté même stipule qu'aucune association ou confrérie ne pourra poursuivre un but politique, socialiste ou communiste.
- 1868: L'article 26 de la Constitution de 1868 réagit contre les dispositions précédentes en soulignant que le droit d'association des Luxembourgeois ne peut être soumis à aucune autorisation préalable. — Les groupements professionnels formés après cette révision constitutionnelle étaient donc tous licites, mais ils ne possédaient aucun statut légal.
- 1879: Le code pénal de 1810 est abrogé. Le nouvel article 310, (remplaçant les art. 414 à 416 du code pénal français) complètement par la loi du 10 juin 1898, stipule que seront punies uniquement les violences, les injures, les menaces ou toute proscription quelconque portant atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail, ceci tant en ce qui concerne les patrons que les ouvriers.

Ces dispositions n'interdisent donc pas la coalition paisible des ouvriers en vue d'améliorer leur situation. Par le fait même, le droit de grève est implicitement reconnu.

- 1883-1900: Premières lois sur l'organisation des associations agricoles.
 - 1891: Lois sur l'organisation des sociétés de secours mutuels.
 - 1900: Lois sur l'organisation des syndicats des communes.
 - 1915: Loi du 10 août sur les sociétés coopératives.
 - 1919: L'arrêté grand-ducal du 26 avril, modifié ensuite par celui du 26 juillet 1920, crée des conseils d'usine dans les établissements industriels.
 - 1924: La loi du 4 avril crée 5 Chambres professionnelles (Agriculture-Artisanat-Commerce-Employés privés-Travail). — Ces Chambres, formées à base élective et dotées de la personnalité civile, doivent constituer une sorte de chaînon intermédiaire entre le Gouvernement et les professions qu'elles représentent.
 - 1925: L'arrêté grand-ducal du 8 mai procède à une réforme générale de la représentation ouvrière dans les entreprises: Tout établissement industriel, occupant au moins 20 ouvriers, comprendra désormais une délégation ouvrière permanente, élue par tous les ouvriers âgés de 18 ans au moins, jouissant de tous leurs droits civils et occupés depuis un certain temps dans l'établissement. «Ces délégations ont pour mission de cultiver l'entente entre les patrons et les ouvriers en réglant légalement les affaires communes. Les travaux... auront pour objet les questions relatives au bien-être matériel et moral des ouvriers, ils auront égard notamment aux désirs et aux propositions concernant le contrat de travail, les institutions de l'établissement et celles de prévoyance, les problèmes relatifs aux salaires et autres conditions de travail».
 - 1928: La loi du 21 avril sur les associations sans but lucratif, définit les conditions requises pour l'octroi de la personnalité civile.
- Si la plupart des syndicats n'ont pas voulu profiter de ces avantages juridiques, en restant simplement des associations de fait, la raison en est probablement que les associations sans but lucratif doivent annuellement déposer la liste nominative de leurs membres.
- 1936: La loi du 11 mai 1936 garantit la liberté d'association. Une autre loi, promulguée le même jour, abroge l'art. 310 du Code pénal qui contenait des restrictions au droit de grève.

- 1958: Un arrêté grand-ducal du 30 octobre concerne l'institution de délégations ouvrières dans les entreprises industrielles, artisanales et commerciales.

b) Lois concernant le droit du travail

- Pendant longtemps la loi du 21 avril 1810 et le décret impérial du 3 juin 1813, relatifs au travail dans les mines et stipulant notamment l'interdiction d'y employer des enfants de moins de 10 ans, restaient les seules dispositions légales concernant l'organisation du travail. Ce n'est que vers le milieu du siècle passé que le pouvoir législatif prit de nouvelles initiatives dont voici un aperçu succinct:
- 1842: La loi du 14 octobre fixe les mesures de sécurité dans les mines, minières et carrières et précise l'activité de l'ingénieur des mines.
 - 1869: La loi du 20 juillet institue un «Service des Mines».
 - 1876: La loi du 6 décembre marque une étape dans la protection des enfants mineurs. Ses dispositions principales sont les suivantes: interdiction d'embaucher des enfants de moins de 12 ans en dehors de leur famille; interdiction du travail de nuit et du travail souterrain aux enfants de moins de 16 ans; interdiction du travail souterrain dans les mines et les carrières aux femmes de tout âge.
 - 1877: Le règlement d'exécution du 23 août fixe la durée du travail à 8 heures pour les enfants de moins de 14 ans et à 10 heures pour les moins de 16 ans. En outre, certains travaux dangereux et pénibles resteront désormais interdits aux moins de 16 ans.
 - 1883: L'arrêté du 30 mai stipule que, dans les mines et carrières, les jeunes gens de 16 à 18 ans ne pourront être employés, qu'à des travaux déterminés.
 - 1888: La loi du 23 mars ordonne la création d'un «Conseil des Mines».
 - 1890: La loi du 30 avril interdit le travail des femmes dans les mines et carrières à ciel ouvert.
 - 1891: L'arrêté grand-ducal du 2 janvier contient des prescriptions minutieuses sur les mesures de sécurité dans les mines.
 - 1895: La loi du 12 juillet, modifiée plus tard par celle du 7 août 1906, ordonne le paiement des salaires au moins deux fois par mois et déclare illégaux les salaires en marchandises.
 - 1902: La loi du 22 mai crée l'Inspection du Travail.

- 1903: La loi du 15 juin et l'arrêté grand-ducal du 11 mars 1904 établissent un règlement de sécurité pour les ouvriers en général.
- 1906: Les statuts de la «Bourse du Travail» pour la commune de Luxembourg et les communes contiguës sont adoptés le 11 février.
- 1907: Le 3 août est ratifiée la convention de Berne de 1906, interdisant le travail de nuit des femmes.
- 1908: Création d'une «Bourse du Travail» à Esch-sur-Alzette. Le 22 août est établi un règlement de sécurité pour les ouvriers occupés dans le bâtiment.
- 1913: La loi du 2 mai et l'arrêté grand-ducal du 21 août de la même année fixent le régime légal des bureaux de placements. — La loi du 21 août et son règlement d'exécution du 21 août 1914 déterminent le repos hebdomadaire.
- 1916: Création d'une «Bourse du Travail» à Diekirch.
- 1918: L'arrêté grand-ducal du 14 décembre dispose que dans certaines branches d'activité particulièrement pénibles (mines, carrières, chantiers, usines, etc...) la durée du travail ne doit plus dépasser 8 heures par jour. Restent cependant exclus du bénéfice de cette loi les établissements comptant moins de 20 ouvriers.
- 1919: La loi du 31 octobre, modifiée par celle du 7 juin 1937 et par l'arrêté grand-ducal du 21 octobre 1938, octroie un statut spécial aux employés privés. Elle ordonne notamment la création de délégations d'employés, analogues à celles des ouvriers, et de tribunaux paritaires d'arbitrage.
- 1920: La loi du 28 décembre et l'arrêté grand-ducal du 14 mai 1921 établissent le statut du personnel des chemins de fer.
- 1924: La loi et l'arrêté grand-ducal du 28 août contiennent des prescriptions concernant la santé et la sécurité des ouvriers occupés dans les entreprises industrielles et commerciales.
- 1926: La loi du 6 décembre règle les congés ouvriers.
- 1928: Le 5 mars furent ratifiées plusieurs conventions internationales, notamment celles concernant l'âge minimum des enfants admis à des travaux industriels; le travail de nuit des enfants; l'âge minimum des enfants travaillant dans l'agriculture; le travail de nuit des femmes; le repos hebdomadaire et la durée du travail (convention de Washington).
- 1929: Une loi du 5 janvier réglemente l'apprentissage.

- 1930: L'arrêté grand-ducal du 26 avril fixe de nouvelles conditions d'exploitation des mines, minières et carrières.
- 1936: L'arrêté grand-ducal du 23 janvier crée un «Conseil National du Travail», instance de conciliation, appelée à régler les conflits collectifs. La procédure de conciliation devient d'ailleurs obligatoire. — Dès la création de cet organisme, les conventions collectives, dont les premières remontent à 1894 (imprimerie), prennent une extension rapide.
- 1937: L'arrêté grand-ducal du 5 mars stipule que les conflits collectifs entre patrons et employés privés tombent également sous la compétence du Conseil National du Travail. La loi du 7 juin et l'arrêté grand-ducal du 21 octobre créent la semaine anglaise au profit des employés privés.
- 1938: L'arrêté grand-ducal du 17 octobre prévoit que la durée du travail pourra progressivement être réduite jusqu'à 40 heures par semaine.
- 1938: L'arrêté grand-ducal du 31 décembre institue des conseils de Prud'hommes, appelés à trancher, par voie de conciliation ou par jugement, les conflits individuels entre patrons et salariés.
- 1944: L'arrêté grand-ducal du 30 décembre fixe des salaires minima légaux.
- 1945: L'arrêté-loi du 30 juin abolit les anciennes bourses du travail et crée un Office National du Travail dont la mission consiste à servir d'intermédiaire entre les offres et les demandes d'emploi, à organiser l'orientation professionnelle, à assurer le placement des apprentis, à exercer le contrôle des chômeurs et à surveiller l'embauchage des travailleurs étrangers.
- 1945: L'arrêté grand-ducal du 6 octobre crée un Office National de conciliation, la procédure de conciliation étant obligatoire à propos de tous les conflits du travail.
- 1945: L'arrêté grand-ducal du 8 octobre porte révision de la loi du 5 janvier 1929 sur l'apprentissage et fixe le congé payé annuel des compagnons occupés dans les entreprises artisanales.
- 1947: L'arrêté grand-ducal du 8 août réglemente les jours fériés légaux.
- 1948: Le 21 mai les stipulations ci-après sont ajoutées à l'article 11 de la constitution: «La loi garantit le droit au travail et assure à chaque citoyen l'exercice de ce droit. — La loi

- organise la sécurité sociale, la protection de la santé et le repos des travailleurs et garantit les libertés syndicales».
- 1950: La loi du 27 juillet porte réglementation du congé payé annuel.
- 1955: La loi du 24 décembre modifie les dispositions du 8 août 1947 au sujet des jours fériés légaux.
- 1956: L'arrêté grand-ducal du 31 décembre stipule que les taux légaux minima des salaires et appointements seront adaptés au coût de la vie selon les mêmes modalités que les traitements et pensions des fonctionnaires de l'Etat.
- 1958: Le 10 février sont adoptées 16 conventions internationales du travail. Elles ont trait au salaire minimum, à la durée du travail, à la lutte contre les maladies professionnelles, à la liberté syndicale, au travail de nuit des femmes et des enfants.

c) Lois concernant la prévoyance et la sécurité sociales

Dans le domaine de la sécurité sociale, les caisses de secours se sont développées bien avant l'intervention du législateur. Deux formes de caisses ont prévalu au début: des caisses mutuelles et des caisses d'entreprises. En dehors des cotisations versées, soit par les bénéficiaires seuls, soit par ceux-ci et les entrepreneurs, ces caisses touchaient des subsides de la part des pouvoirs publics. Peu à peu le législateur est intervenu pour réorganiser et réglementer l'ensemble des mesures préventives devant garantir la sécurité sociale de la population. En voici les étapes principales⁴⁴⁾:

- 1856: Le 21 février est créée la Caisse d'Epargne de l'Etat.
- 1863: Les lois du 16 janvier et du 11 décembre réglementent les pensions des fonctionnaires de l'Etat et des Employés publics.
- 1891: La loi du 11 juillet et le règlement du 22 juillet accordent un statut légal aux sociétés de secours mutuels constituées antérieurement.
- 1900: Le 27 mars est institué le «Crédit foncier».
- 1901: La loi du 31 juillet prescrit l'assurance-maladie obligatoire des ouvriers par leur adhésion, soit à une société de secours

mutuels reconnue, accordant le minimum de secours prévu par la loi, soit à une caisse patronale, soit, enfin, à une caisse de maladie régionale créée par la nouvelle loi. (Depuis 1925 il n'existe plus que les caisses patronales (caisses d'entreprises) et les caisses régionales).

- 1902: La loi du 5 avril introduit l'assurance obligatoire des ouvriers contre les accidents sous forme d'assurance mutuelle entre les chefs d'entreprise.
- 1906: La loi du 29 mai ouvre auprès de la Caisse d'Epargne de l'Etat un «Service des Habitations à Bon Marché». Ce service doit consentir des prêts, à taux d'intérêt très faibles, aux classes peu fortunées de la population en vue de la construction, de l'achat ou de l'assainissement d'un logement.
- 1909: La loi du 20 décembre prescrit l'assurance obligatoire contre les accidents dans les exploitations agricoles et forestières.
- 1911: La loi du 6 mai rend obligatoire l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse au profit des ouvriers.
- 1921: La loi du 6 août et l'arrêté grand-ducal portant la même date réglementent l'allocation de chômage.
- 1922: Le gouvernement institue le service des primes de construction.
- 1925: La loi du 17 décembre réorganise l'ensemble des dispositions concernant la sécurité sociale.
- 1927: L'arrêté grand-ducal du 23 décembre institue des tribunaux paritaires d'arbitrage en matière d'assurances sociales.
- 1929: La loi du 26 avril institue le service des logements populaires.
- 1931: La loi du 29 janvier introduit la caisse de pension des employés privés.
- 1946: La loi du 21 juin étend l'assurance obligatoire contre les accidents aux entreprises commerciales et artisanales, aux gens de maison, aux artisans de l'industrie domestique et aux employés de bureau. La même loi prescrit l'assurance contre la vieillesse et l'invalidité aux salariés de l'agriculture, aux gens de maison et aux artisans.
- 1947: La loi du 20 octobre institue un régime d'allocations familiales, obligatoire pour tous les salariés. Les cotisations correspondantes restent à la charge exclusive de l'employeur.
- 1948: L'arrêté grand-ducal du 8 juillet étend le bénéfice des prestations de naissance aux non-salariés.

⁴⁴⁾ Nous nous bornons ici à ne citer que les premières lois ayant réglé tel ou tel cas; il va sans dire que toutes ces lois ont maintes fois été réorganisées au cours des années, et toujours dans le but d'accroître une aide plus efficace et d'en faire bénéficier un nombre croissant de la population.

- 1951: La loi du 21 mai 1951 crée la caisse de pension des artisans.
- 1951: La loi du 29 août rend l'assurance-maladie obligatoire pour les fonctionnaires, les agents et les employés de l'Etat, les employés communaux ainsi que pour tous les autres employés non encore atteints par la législation antérieure.
- 1954: La loi du 24 avril révisé l'ensemble des questions touchant la sécurité sociale.
- 1954: L'arrêté ministériel du 25 mai étend les allocations familiales d'entretien des enfants aux non-salariés.
- 1956: La loi du 3 septembre crée une caisse de pension agricole.
- 1957: La loi du 29 juillet institue l'assurance-maladie des professions indépendantes.

*

Comme il est facile de s'en convaincre, la conception de la sécurité sociale, garantie par voie législative, a pris au cours des dernières années une extension telle qu'elle englobe actuellement la presque totalité de la nation.

En dehors de l'adaptation des rentes et pensions au coût de la vie, le législateur a prévu que l'Etat contribuera à garantir les prestations prévues par la loi et à couvrir les déficits éventuels des caisses de pension ainsi que ceux de l'Etablissement contre la Vieillesse et l'Invalidité. De plus en plus les risques individuels et familiaux que comporte la vie professionnelle sont aujourd'hui socialisés, c'est-à-dire rejetés sur l'ensemble de la nation.

De multiples raisons ont conduit toutes les classes de la population à se tourner constamment vers l'Etat pour en attendre le salut: raisons économiques, monétaires etc... Parmi toutes ces causes il en est une que nous ne devrions pas négliger, à savoir le vieillissement progressif de la population.

Ce vieillissement, dont il fut déjà question dans un autre chapitre de la présente étude, contribue sans doute à rechercher la sécurité à tout prix, quitte à sacrifier une partie de plus en plus grande de la liberté individuelle à un Etat impersonnel et tout-puissant. Les dangers que comporte pareille subordination, toujours plus prononcée, de la personne humaine aux rouages de l'appareil étatique ne sauraient cependant trop troubler l'esprit utilitaire de la population pourvu que, le cas échéant, l'Etat paie réellement. Mais l'on doit se demander sérieusement si tout l'édifice de la sécurité sociale ne va pas s'écrouler un jour, du fait même de ce vieillissement démographique rapide. L'évolution actuelle de la population luxembourgeoise

aura, en effet, pour conséquence que les rentes et pensions à verser iront en augmentant alors que les rentrées sous forme de cotisations ne pourront que s'amincir, à moins de vouloir faire peser un fardeau écrasant sur les épaules des jeunes.

Une autre menace toujours latente provient de la très grande vulnérabilité de l'économie luxembourgeoise qui, comme nous le savons, repose presque exclusivement sur l'industrie sidérurgique. Si, lors d'une période de haute conjoncture économique, il doit être facile d'honorer tous les engagements, l'on peut et l'on doit se demander ce qu'il adviendra lorsqu'une crise de longue durée frappera la production industrielle. L'Etat pourra-t-il alors tenir toutes ses promesses? Entre 1950 et 1957 la participation des finances publiques à la sécurité sociale est, en effet, passée de 185 millions de francs à plus de 444 millions. Bien que cette charge ne représente, somme toute, que 9,06 % des dépenses publiques, il faut néanmoins convenir qu'elle constituerait, le cas échéant, un danger très sérieux pour l'équilibre général du budget.

Au lieu d'insister sur les dangers que comporte la socialisation de tous les risques pour l'ensemble de la population, on pourrait également souligner les avantages qui en résultent et qui conduisent notamment à une certaine redistribution du revenu national d'après le principe de la solidarité nationale. Ceci est certainement vrai et mérite l'assentiment de tous, dans la mesure précisément où l'intervention de l'Etat n'empêche pas trop sur les droits de la personne humaine et de la famille et ne contribue pas à l'étouffement de valeurs authentiques qu'aucun paragraphe législatif ne saurait maintenir en vie.

D'autre part, on doit se demander si le principe de la solidarité nationale n'est pas souvent invoqué pour justifier des mesures dont l'origine est uniquement due à la pression égoïste exercée sur les pouvoirs publics par les différentes représentations professionnelles qui s'observent jalousement et dont les revendications, nées plus d'une fois des rivalités entre les divers groupes, ne font pas précisément croire à un sens très développé de cette solidarité nationale. Aussi pouvons-nous affirmer qu'elle apparaît plus souvent comme un simple fait consacré par le législateur que comme un principe de départ admis par tous et avec toutes les conséquences qui en résultent.

Mais quoi qu'il en soit, telle qu'elle se présente aujourd'hui, la législation sociale du Luxembourg ne le cède en rien à celle d'autres pays. Dans la mesure où elle est susceptible d'assurer la paix sociale et de garantir à tous les citoyens des conditions de vie vraiment humaines — dans ce domaine, elle a sans doute fait ses preuves — on doit s'en réjouir dans l'espoir qu'elle arrivera aussi un jour à créer et à renforcer un véritable esprit de solidarité nationale.

6. L'évolution des revenus salariaux

A diverses reprises déjà, nous avons souligné le standard de vie élevé de la population luxembourgeoise. Que cet enrichissement progressif n'est pas, comme d'aucuns pourraient le croire, le privilège de quelques classes supérieures, mais qu'il atteint réellement toutes les couches de la population, il suffit, pour s'en convaincre, de suivre l'évolution du niveau des salaires.

Pour la période d'avant-guerre, nous ne disposons malheureusement pas de renseignements sur la masse totale des revenus salariaux. Mais les données disponibles n'en parlent pas moins un langage assez éloquent, ainsi qu'il appert du tableau que voici:

Secteur d'activité	Salaire moyen réel annuel par ouvrier ⁴⁵⁾					
	1914	1929	1939	1946	1950	1954
Hauts-Fourneaux	1775	1694	2231	2865	3478	3750
Acieries	2025	1800	1974	2598	3110	3415
Laminoirs	1998	1892	2173	2892	3305	3625

Les perturbations de la première guerre mondiale n'ont évidemment pas favorisé le pouvoir d'achat des revenus; mais, dès 1930, à la suite d'une augmentation continue des salaires nominaux, les salaires réels atteignent puis dépassent rapidement le niveau de 1914. Après la seconde guerre, ce mouvement s'est accéléré à une allure inconnue jusqu'alors. Ainsi, entre 1946 et 1954, l'indice du gain moyen réel annuel par ouvrier dans l'industrie luxembourgeoise est passé de 100 à 128,4 alors que le même indice n'a progressé en Belgique que de 100 à 108,3⁴⁶⁾.

A partir de 1949 nous avons à notre disposition des renseignements sur la masse globale des revenus salariaux distribués dans l'économie luxembourgeoise; de la somme de 5.536 millions de francs en 1949 celle-ci passe à 9.494 millions en 1956, soit une augmentation de la valeur nominale de 71,3%. En tenant compte de la dépréciation monétaire, on constate que les salaires réels se sont néanmoins relevés de 48,1% au cours de ces 7 années (5.536 millions de francs en 1949 contre 8.201 millions de francs en 1956⁴⁷⁾). Bien que cette augmentation reste en partie imputable à l'accroissement du nombre

des salariés au détriment des professions indépendantes, il n'en est pas moins facile de comprendre que les revenus salariaux individuels n'ont pas seulement augmenté en valeur nominale, mais aussi, et de façon appréciable, en valeur réelle. Cette évolution est d'ailleurs due, pour une part, à l'accroissement constant du salaire direct (accroissement de 62,8% entre 1949 et 1956) et, d'autre part, à l'extension de plus en plus marquée du salaire social, des prestations familiales, pensions et retraites (accroissement, en valeur nominale, de 118,3% entre 1949 et 1956).

Afin de comprendre qu'ici encore toutes les classes de la population ont vu augmenter leurs revenus, il suffit de prendre connaissance du tableau que voici:

Augmentation en % des revenus salariaux nominaux pendant la période 1949-1956			
	Revenu global	Salaire direct	Salaire social
Ouvriers	79,9	61,5	162,7
Employés privés		106,2	
Fonctionnaires et Employés publics		40,1	
Agents de chemin de fer	48,2		70
Total	71,3	62,8	118,3

La dépréciation monétaire étant bien la même pour tout le monde, il ressort des chiffres précédents qu'en moyenne les revenus salariaux du secteur privé ont augmenté plus rapidement que ceux du secteur public. Pour aboutir à une interprétation plus exacte de cette évolution, il faut évidemment tenir compte du changement numérique des effectifs des différentes branches puisque le tableau ci-dessus ne traduit que le développement de la masse globale des revenus salariaux. Or, pendant la même période le nombre des ouvriers, y compris celui des rentiers, a augmenté de 21,4%; celui des employés privés, y compris les pensionnés, s'est accru de 39,5%, alors que les effectifs du secteur public accusent un accroissement de seulement 16,6%.

Si l'augmentation du salaire direct des employés privés est largement supérieure à celle des ouvriers, ce décalage s'explique donc facilement par le développement beaucoup plus important de leurs effectifs de sorte que, sur le plan individuel, l'évolution du revenu moyen par salarié ne doit plus présenter des écarts très notables.

Dans tous les domaines, le secteur public cède le pas au secteur privé, comme nous venons de le constater. Ceci doit trouver son explication partielle dans le fait que les effectifs du secteur public

⁴⁵⁾ Cf. *Annuaire Statistique 1955*, p. 227. — Il s'agit ici, bien entendu, de francs-1914; le taux de conversion en dollars est de 1 dollar pour 2 francs.

⁴⁶⁾ Cf. *Annuaire Statistique 1955*, p. 345.

⁴⁷⁾ Cf. *Annuaire Statistique 1955*, p. 342, et *Bulletin Statistique*, 4/1957, pp. 301 et ss. — L'indice général du coût de la vie s'établit de la façon suivante: 1er janvier 1948 = 100; moyenne de l'année 1949 = 107,08; moyenne de l'année 1956 = 123,96.

ne se sont pas aussi rapidement accrus que ceux du privé, mais il n'est pas moins vrai que les fonctionnaires et employés publics n'ont pas profité dans la même mesure que les ouvriers et les employés privés de la haute conjoncture économique des dernières années.

En divisant la masse globale des salaires des deux secteurs par le nombre des bénéficiaires respectifs, on aboutit aux constatations suivantes: Dans le secteur privé, le revenu salarial moyen est en 1956 de 60.477 francs contre 41.560 francs en 1949, ce qui représente une augmentation nominale de 45,5 %; dans le secteur public, le revenu moyen annuel par salarié passé, pendant la même période, de 76.105 francs à 96.701 francs, soit une augmentation de seulement 27 %.

La haute conjoncture économique d'un côté, la redistribution partielle du revenu national par le truchement de la sécurité sociale de l'autre côté, ont donc indéniablement beaucoup plus favorisé le secteur privé que le secteur public.

Les revenus globaux dont il était question jusqu'ici se composent d'un salaire direct et d'un salaire social. De ce point de vue il est intéressant de suivre l'évolution de chacune de ces parts dans la masse salariale des deux secteurs.

En 1949 le revenu total des salariés du secteur privé se chiffrait à 4.068,202 millions de francs, somme dans laquelle le salaire direct représentait une part proportionnelle de 88,77 % contre 11,23 % pour le salaire social. En 1956 le revenu total s'élève à 7.319,1 millions de francs, le salaire direct n'y intervenant plus que pour une part de 83,62 % contre 16,38 % pour le salaire social.

Dans le secteur public le revenu global est passé, entre 1949 et 1956, de 1.467,8 millions de francs à 2.175,2 millions de francs. Pendant la même période, la part du salaire direct est tombée de 72,16 % à 68,22 %, cependant que celle du salaire social a évolué de 27,84 % à 31,78 %. — Dans les deux secteurs, à la suite du développement rapide de la législation sociale, la part sociale du revenu global a donc pris en quelques années une extension non négligeable.

Voici, pour terminer cet aperçu sur l'évolution du pouvoir d'achat des salariés luxembourgeois, un tableau qui retrace l'évolution numérique de ceux qui, à un titre ou un autre, bénéficient des diverses caisses de la sécurité sociale⁴⁸⁾:

48) Cf. *Annuaire Statistique 1955*, pp. 348 et ss., et *Bulletin Statistique*, 4/1957, p. 302.

	Nombre total des assurés:					
	1903	1910	1920	1930	1945	1956
Assurance-maladie.	1903	1910	1920	1930	1945	1956
Assurance-accidents	29.701	38.432	39.486	65.618	66.420	122.879
- section agricole et forestière ⁴⁹⁾	—	—	—	—	33.953	106.215 ⁵²⁾
- sect. industrielle ⁵⁰⁾	37.330	40.003	31.578	51.229	45.991 ⁵¹⁾	94.889
Assurance-pension ⁴⁹⁾	—	—	—	—	83.600 ⁵³⁾	—

Ainsi qu'il ressort de ce tableau, c'est surtout au cours des années qui ont suivi la libération que, dans tous les domaines, le nombre des assurés monte brusquement en flèche, grâce, comme nous avons pu nous en convaincre dans le paragraphe précédent, à l'extension de la sécurité sociale à des couches de plus en plus nombreuses de la population et notamment aux fonctionnaires et employés publics ainsi qu'aux professions indépendantes.

En ce qui concerne les allocations familiales, elles rentrent, avant 1947, dans le domaine de la politique sociale du patronat. Légalisées en 1947, elles n'ont cessé depuis lors d'embrasser un nombre toujours croissant de familles. De 25.302 en 1947 ce nombre est effectivement passé à 40.261 en 1956. Comme les non-salariés sont désor-mais également attributaires d'allocations familiales, ces prestations ne peuvent plus être considérées comme un surplus de salaire au sens strict du terme, mais comme émanant des mesures prises au nom de la solidarité nationale.

Après avoir analysé l'évolution des revenus salariaux, il doit être permis de conclure que l'aisance matérielle du peuple luxembourgeois, dans son ensemble, n'est pas qu'apparente, mais assez réelle et que le pouvoir d'achat de l'ouvrier luxembourgeois en particulier se révèle supérieur à celui de ses collègues de beaucoup de pays européens, ainsi que l'ont d'ailleurs prouvé les enquêtes effectuées par les services de la C.E.C.A.⁵⁴⁾.

7. Les migrations professionnelles

Le village d'autrefois, fermé sur lui-même, formait une unité sociale autonome, caractérisée non seulement par une autarcie éco-

49) Pour les années 1903, 1910, 1920 et 1930, les chiffres ne sont pas disponibles; le chiffre de 1945, relatif à l'assurance-accidents et la section agricole et forestière ne représente pas les personnes, mais les entreprises assurées.

50) Dans cette section il s'agit du nombre des ouvriers assurés.

51) Résultat non pas de 1945, mais de 1946.

52) Chiffre relatif à 1955 et non pas à 1956.

53) Il ne s'agit que d'un chiffre approximatif.

54) Cf. *Les revenus réels des travailleurs de la Communauté*, Service d'information de la Haute-Autorité, Luxembourg, janvier 1957.

nomique souvent totale ainsi que par une stabilité démographique remarquable (seuls les surplus émigrationnels), mais encore par un accord profond sur toutes les questions et les valeurs essentielles de la vie.

La révolution industrielle a sensiblement bouleversé ces données fondamentales sur lesquelles reposait la vie rurale. Un de ses aspects les plus frappants est l'apparition, aux environs des grands centres, des villages-dortoirs qui voient quotidiennement un grand nombre de leurs habitants faire la navette entre le domicile légal et le lieu de travail.

Ces migrations professionnelles ne constituent pas seulement un problème social relativement récent et nouveau, mais elles se révèlent également d'une importance capitale dans l'évolution du groupe humain dans lequel elles prennent naissance.

Ce qui nous intéresse ici, c'est d'en connaître l'envergure numérique qui doit nous laisser entrevoir dans quelle mesure les localités luxembourgeoises ont vu éclater leur cadre de vie et leur unité sociale d'autant, dans le sens d'une séparation très nette du lieu de résidence et de l'endroit de travail.

Mais comme dans ce domaine encore il est extrêmement difficile d'obtenir des chiffres exacts, nous ne saurions procéder autrement que par approximations qui, pour ne pas répondre totalement à nos désirs, fournissent néanmoins des indices assez valables.

Les migrations professionnelles, quotidiennes ou hebdomadaires, ne sont pas, à vrai dire, un phénomène absolument récent, bien qu'elles aient pris, au cours des dernières années, des dimensions de plus en plus vastes. Nous savons, en effet, qu'au début de l'industrialisation, beaucoup d'ouvriers luxembourgeois, contrairement aux immigrés étrangers, montraient une certaine répugnance à venir habiter les nouveaux centres du bassin minier. Une bonne partie d'entre eux restaient donc fixés dans le village d'origine, quitte à faire tous les jours ou toutes les semaines, selon les distances et les possibilités de communications, le trajet entre ce domicile et le lieu de travail. Si, plus tard, à la suite de l'amélioration des conditions de vie et de logement dans les centres industriels, des Luxembourgeois de plus en plus nombreux sont venus s'y fixer définitivement, en revanche, le développement des réseaux de transports et l'accroissement des facilités de déplacement de même que l'expansion économique en général n'ont cessé d'attirer de nouveaux travailleurs et de brancher sur ce circuit des migrations professionnelles des localités parfois assez éloignées des centres à forte activité économique. Loin de se tarir, les mouvements migratoires, surtout quotidiens, se sont ainsi constamment amplifiés.

S'il reste extrêmement difficile d'en saisir l'ampleur totale, nous pouvons néanmoins nous en faire une idée à l'aide des chiffres que voici: En 1956 le Grand-Duché comptait 24.274 voitures de tourisme et 300 autocars. Certes, on ne peut pas affirmer qu'une part importante de ces véhicules, surtout de la première catégorie, serve effectivement aux déplacements professionnels, mais il en va tout autrement des motocyclettes et des vélos-moteurs qui, en 1956 également, étaient au nombre de respectivement 9.765 et 10.387, soit un total de 20.152 véhicules. Bien sûr, ces chiffres ne nous renseignent nullement sur le nombre des personnes qui s'en servent quotidiennement pour se rendre à leur lieu de travail.

Le seul moyen adéquat, quoique toujours incomplet, pour serrer le plus intelligemment et de plus près cette question nous a semblé être le dénombrement de tous les abonnements mensuels et hebdomadaires délivrés sur l'ensemble du réseau ferroviaire du pays.

Pour le mois de janvier 1958, ce chiffre s'élève à 12.095 abonnements, y compris 2.005 abonnements scolaires. Ces 12.095 personnes, qui se déplacent donc tous les jours pour des raisons professionnelles, représentent 3,86 % de la population luxembourgeoise. En faisant abstraction des abonnements scolaires, le nombre proportionnel des déplacements purement professionnels assurés par les chemins de fer (trains et autocars du C.F.L.) s'élève à 3,20 % de la population totale. Soulignons tout de suite le fait que ce chiffre ne comprend ni les ouvriers, ni les employés du C.F.L., lesquels voyagent gratuitement⁵⁵⁾.

A première vue, ces pourcentages de respectivement 3,86 % et 3,20 % se révèlent assez modestes. Mais il faut se rappeler qu'il s'agit là uniquement d'un chiffre moyen, établi par rapport à l'ensemble de la population, et d'autant moins significatif que la moitié des habitants du Grand-Duché se trouve aujourd'hui concentrée dans les grandes agglomérations et ne doit plus avoir recours aux services du chemin de fer pour se rendre sur son lieu de travail. D'autre part, nous ne devons pas oublier non plus que nous sommes sans renseignement aucun sur le nombre de ceux qui se déplacent tous les jours sans faire appel au C.F.L. Or, le seul nombre des motocyclettes et des vélomoteurs nous incite à croire que leurs usagers représentent une fraction importante de toutes les personnes actives impliquées dans ces migrations professionnelles. Il est cependant à souligner que nos statistiques relatives aux voyageurs en chemin de fer se rapportent au mois de janvier, mois d'hiver où les intempéries doivent réduire à un minimum les déplacements à vélo, à vélo-moteur ou à motocyclette. Mais il va sans dire que cette circonstance ne peut plus être

55) Le personnel du C.F.L. atteint le nombre de 5500 ouvriers et employés.

alléguée pour ceux qui ont habituellement recours à une ligne de transports routiers autre que celles du C.F.L. ou qui se déplacent dans leur propre voiture. En fin de compte, notre chiffre de 12.095 personnes est donc loin de représenter l'ensemble des gens en déplacement professionnel quotidien.

Aussi sa valeur réelle se situe-t-elle sur un tout autre plan. Grâce aux chiffres respectifs des divers cantons, il nous devient en effet possible d'établir des comparaisons entre cantons et de voir quelle proportion de gens de chaque canton passe quotidiennement un temps plus ou moins long dans les trains ou dans les autobus du C.F.L. Or, tout comme les lieux de travail mêmes, dont ils ne sont d'ailleurs souvent que le prolongement, ces moyens de transport constituent aujourd'hui des centres où s'affrontent les idées, où se forme et s'exprime l'opinion publique, où s'élaborent et se transforment peu à peu les mentalités et les attitudes. Celles-ci sont ensuite, par l'intermédiaire des voyageurs, communiquées aux diverses familles et, par elles, à toute une localité dont les moeurs et coutumes ne peuvent pas ne pas s'en ressentir. Il est donc juste et nécessaire de ne pas considérer uniquement l'individu qui est tous les jours arraché à son foyer, mais de voir aussi derrière lui toute sa famille et, plus loin encore, la localité tout entière qu'il représente.

Voici maintenant, pour tous les cantons, les proportions d'habitants qui, pour des raisons professionnelles ou scolaires, se sont quotidiennement déplacés en chemin de fer au mois de janvier 1958⁵⁶ :

	Déplacements professionnels et scolaires	Déplacements professionnels seuls
(Nombres proportionnels pour 100 habitants)		
Luxembourg-Ville	2,22%	2,20%
Capellen	6,58%	5,70%
Esch-sur-Alzette	3,60%	2,92%
Luxembourg-Campagne ..	5 %	4,07%
Mersch	8,37%	6,90%
Clerveaux	0,92%	0,72%
Diekirch et Vlanden ...	4,30%	3,28%
Redange	3,45%	3,03%
Wiltz	2,83%	2 %
Echternach	6,56%	5,60%
Grevenmacher	6,23%	4,65%
Remich	3,13%	2,56%

56) Voir planche N° 41.

Bien que les écarts entre les diverses régions puissent s'expliquer par le fait que tel canton est mieux desservi par les réseaux du C.F.L. que tel autre, nous devons néanmoins admettre que ces chiffres gardent une valeur représentative assez satisfaisante⁵⁷.

Ici encore nous constatons en premier lieu comment le territoire du Grand-Duché se subdivise en plusieurs zones assez distinctes qui sont toujours les mêmes, quel que soit le phénomène social ou économique que nous examinons.

Pour des raisons faciles à deviner (lignes d'autobus, tramways, voitures et autres véhicules privés de même que les possibilités d'emploi offertes précisément par les grands centres), les nombres proportionnels de Luxembourg-Ville, du canton d'Esch et, partiellement, du canton de Luxembourg-Campagne restent non seulement largement en dessous de la réalité, mais se révèlent aussi nettement inférieurs à ceux des autres circonscriptions. Compte tenu de ces circonstances, le chiffre de 2,22 % de Luxembourg-Ville prend une importance toute particulière puisqu'il fait supposer un courant migratoire professionnel non négligeable qui, en partance de la capitale, se déverse tous les jours sur les environs, voire les régions plus éloignées.

En revanche, les cantons contigus de la capitale et des centres sidérurgiques, à savoir les cantons de Luxembourg-Campagne, de Capellen et de Mersch, accusent les taux de migrations les plus élevés de l'ensemble du pays. Viennent ensuite les cantons d'Echternach et de Grevenmacher, relativement bien pourvus de liaisons ferroviaires, tandis que les circonscriptions agricoles des Ardennes et de Remich, dans le sud-est du pays, se rangent en bas de l'échelle.

Lorsqu'on retrace le nombre des déplacements scolaires, qui évoluent généralement dans le même sens que les migrations proprement professionnelles, la hiérarchie des diverses régions ne subit aucune modification sensible. Le canton de Mersch, avec des taux de respectivement 8,37 % et de 6,90 % se classe toujours premier, cependant que le canton de Clerveaux ne dépasse pas les chiffres de 0,92 et 0,72 %.

Les taux élevés du canton de Mersch mettent parfaitement en évidence le caractère hybride de cette région⁵⁸. Situées en pleine campagne, beaucoup de ses localités perdent de plus en plus leur

57) Il faut, en effet, noter que dans les localités les plus éloignées les habitants ne font souvent que rejoindre, par leurs propres moyens, l'arrêt le plus proche de sorte que leur nombre est finalement compris dans les chiffres ci-dessus.

58) Ces taux élevés sont, plus précisément, le fait de quelques communes qui enregistrent des chiffres proportionnels de 15,6 % et de 14,1 %. Ces communes comptent en outre un nombre remarquable d'agents C.F.L. non compris dans les chiffres précédents, tout comme les personnes qui se déplacent par leurs propres moyens.

aspect agricole de jadis pour se transformer peu à peu en centres de résidences suburbaines.

Comme les stations du C.F.L. desservent presque toujours une aire plus grande que celle de la localité ou de la commune dont elles portent le nom, il nous est évidemment impossible de présenter des taux individuels pour chaque village ou chaque commune. D'autre part, malgré de multiples démarches, nous n'avons pu nous procurer des données sur les diverses destinations pour lesquelles les abonnements de voyage sont délivrés. Or, ces renseignements seraient d'une utilité irremplaçable pour l'étude plus complète des migrations professionnelles dont nous n'avons pu fournir ici que quelques indices.

III. L'équipement sanitaire

L'une des conquêtes les plus remarquables de la civilisation moderne est la prolongation de la vie humaine, obtenue dans une lutte acharnée contre la maladie sous toutes ses formes, et finalement contre la mort elle-même.

Beaucoup de maladies jadis redoutées comme de véritables fléaux sociaux ont tout ou presque tout perdu de leur terreur d'antan. En revanche, d'autres maladies, peu connues, voire complètement ignorées il n'y a pas si longtemps, ont fait leur apparition et d'aucuns voudraient aujourd'hui juger du stade de civilisation ou d'évolution d'un pays d'après les causes de décès de sa population. Avec l'empirisme croissante de ces nouvelles maladies, les responsables de la santé publique se voient constamment acculés devant la nécessité de développer non seulement les mesures préventives, mais de créer aussi les meilleures conditions pour traiter le malade avec un maximum d'espoir de guérison. Moins que jamais on n'arrivera donc au terme de cette lutte pour la santé; après chaque victoire il restera toujours un pas de plus à faire.

Pour juger équitablement la situation sanitaire du Luxembourg, il faut savoir que le pays ne dispose pas d'université et qu'il lui manque ainsi non seulement les grands laboratoires, mais aussi certains centres de traitements très spéciaux. Mais dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, le pays ne vit néanmoins pas renfermé sur lui-même. Il a constamment les yeux ouverts sur ce qui se réalise à l'étranger et se déclare prêt à l'introduire chez lui, dès que les méthodes nouvelles ont fait leur preuve. Ceci revient à dire que si le Luxembourg, dans le domaine sanitaire, ne marche pas précisément en tête du progrès,

il tient néanmoins une place très honorable parmi les nations les plus avancées. Quelques chiffres doivent nous en convaincre.

L'ensemble du Grand-Duché dispose actuellement de 280 médecins, omnipraticiens et spécialistes, de sorte que nous comptons 1 médecin pour 1.220 habitants. En France les proportions correspondantes sont les mêmes, en Belgique le rapport est de 1:1.000 et en Allemagne fédérale il s'établit à 1:750.

Sur le plan régional, nous constatons les proportions suivantes:

Cantons	Habitants par médecin
Luxembourg-Ville	575
Capellen	3.495
Esch-sur-Alzette	1.234
Luxembourg-Campagne	5.590
Mersch	2.528
Clervaux	2.276
Diekirch	828
Redange	2.850
Vianden	611
Wiltz	2.330
Echternach	1.812
Grevenmacher	2.158
Remich	1.333

Signalons tout de suite que les écarts assez notables entre les diverses régions proviennent essentiellement de la présence ou non d'un centre hospitalier dans telle ou telle circonscription. Dans l'ensemble, il faut avouer que le nombre de médecins est suffisant puisque, vu l'exiguïté du territoire, la consultation même d'un spécialiste ne pose jamais de graves problèmes de déplacement. Ainsi la situation apparemment défavorable des cantons de Luxembourg-Campagne et de Capellen s'explique et s'atténue en même temps par la proximité des grands centres de Luxembourg-Ville et du canton d'Esch.

En ce qui concerne les mesures préventives contre les maladies, nous avons déjà mentionné les efforts accomplis dans les grandes entreprises industrielles. D'autre part, beaucoup de communes ont aujourd'hui introduit un service médical à l'école; l'Etat, de son côté, a organisé un service ambulancier de Rayons X, destiné en premier lieu à la surveillance de l'état pulmonaire des écoliers; mais il offre également des radioscopies gratuites à tous les adultes de toutes les localités. Signalons en outre que l'extension du bénéfice de la caisse de maladie aux non salariés favorise évidemment la fréquence des consultations

médicales, et par là même, la prévention ou la détection rapide de la maladie.

Les médecins-dentistes sont en 1958 au nombre de 116, soit 1 pour 2.700 habitants. Entre 1938 et 1958 leur nombre a augmenté de 19,6%. Pendant la même période le nombre des pharmaciens, actuellement de 162, s'est accru de 28,6% alors que celui des accoucheuses-diplômées (69 en 1958) a diminué de 44,8%.

Quant aux lits disponibles dans les divers centres hospitaliers, nous manquons malheureusement de renseignements très récents. En 1953⁵⁹) ce nombre, représentant le total de 31 établissements, se montait à 2.870, soit 1 lit d'hôpital pour seulement 106 habitants. Signalons cependant que les établissements spéciaux (Sanatoriums, Maternités, etc.) groupaient 44% du nombre de lits. En dehors de cet équipement, le Grand-Duché disposait en 1952 de 3 maisons de cure et de convalescence avec 220 lits, de 6 préventoriums avec 405 lits, de 7 homes d'enfants avec 592 lits et de 21 maisons de vieillards avec 1.273 lits.

Tous ces chiffres ne correspondent pourtant plus à la situation actuelle puisque, entretemps, une nouvelle clinique a été construite, d'autres ont été agrandies, les homes d'enfants et de vieillards se sont multipliés.

Les installations mêmes des cliniques et des hôpitaux se révèlent souvent des plus modernes. Aussi rencontre-t-on de moins en moins des chambres contenant plus de trois lits, la plupart d'entre elles n'en comptent effectivement que deux, et un nombre croissant n'en contient plus qu'un seul.

Dans tous les pays, depuis de longues années, une lutte vigoureuse est menée contre la mortalité infantile. Vu la natalité peu élevée du Grand-Duché, ce problème revêt une importance capitale. En 1938 on dénombrait encore 82,3 décès d'enfants de moins de 1 an pour 1.000 naissances; en 1951 cette proportion avait déjà baissé de presque la moitié puisqu'elle n'atteignit plus que le chiffre de 42,6‰ en 1956 la mortalité infantile s'exprime par 36,8 décès pour 1.000 naissances⁶⁰). Cette évolution heureuse est due avant tout aux services des maternités et des maisons d'accouchement auxquelles les familles recourent en nombre constamment croissant. Ainsi, en 1947, le nombre des naissances à domicile, pour l'ensemble du pays, s'élevait encore à 29,7%; en quelques années il a marqué un recul assez sensible puisque, en 1953, il ne se situe plus qu'à 10,8%. La même année, 36,1% de toutes les naissances ont eu lieu à la Maternité Grande-Duchesse

Charlotte de Luxembourg-Ville, et 53,1% des enfants virent le jour dans une autre maison d'accouchement.

L'analyse des causes de décès révèle un recul considérable de la tuberculose et des pneumonies tandis que le nombre des cancers et des affections de l'appareil circulatoire sursaute en flèche. Voici l'évolution qu'accusent entre 1938 et 1956 les causes de décès les plus fréquentes⁶¹):

Tuberculose: diminution de 83,5%

Pneumonies: diminution de 65,2%

Cancers et autres tumeurs: augmentation de 136,3%

Maladies de l'appareil circulatoire: augmentation de 195,5%.

Ces chiffres prouvent à l'envi combien les maladies dites «de civilisation», devant lesquelles la science reste souvent impuissante, ont gagné du terrain au Luxembourg. Dans la mesure où ils reflètent une évolution du genre de vie de la population, ils nous font saisir une fois de plus jusqu'à quel degré le Luxembourg a fait sien le style de vie des temps modernes.

IV. L'évolution de l'enseignement

Bien que la première loi scolaire luxembourgeoise date du 26 juillet 1843, il fallait attendre celle du 20 avril 1881 pour voir l'enseignement primaire devenir obligatoire. Actuellement le pays vit sous la loi scolaire fondamentale du 10 août 1912, modifiée par celles des 2 août 1921, 7 juillet 1958 et par l'arrêté grand-ducal du 27 septembre 1946⁶²). La durée de l'enseignement primaire est de 8 années, si l'élève ne fréquente pas une école primaire supérieure ou un établissement secondaire. Par ailleurs, les conseils communaux peuvent porter sa durée à 9 années, si bon leur semble.

1. L'enseignement primaire

Pour ce qui est de l'enseignement primaire, le législateur a prévu des écoles publiques communales et des écoles privées, qui se trouvent toutes placées sous un contrôle étroit de l'Etat. L'ouverture d'une école privée doit en outre être précédée d'une autorisation spéciale

59) Cf. «Annuaire Statistique 1955», p. 432.
60) Cf. «Annuaire Statistique 1955», p. 96.

61) Cf. «Bulletin Statistique», 4/1957, p. 305.
62) Pour l'ensemble des textes législatifs, voir l'«Annuaire Officiel 1958/59», Victor Buck, Luxembourg, 1959, pp. 122 et ss.

du gouvernement. Vu ces restrictions, les écoles privées sont tellement rares qu'on peut parler d'un monopole effectif de l'Etat en matière d'enseignement.

Pendant l'année scolaire 1956-57⁶³, le Grand-Duché disposait de 110 écoles gardiennes avec 3.853 élèves et 110 maîtresses dont 25 % environ sont des religieuses. Les écoles gardiennes privées étaient au nombre de 10 avec 350 élèves.

Au cours de la même année, l'ensemble des 126 communes du pays comptait 1.062 classes primaires qui se répartissaient à peu près à parts égales en classes de garçons, en classes de filles et en classes mixtes. Toutes ces classes étaient fréquentées par 28.070 élèves (contre 40.466 en 1913-1914) ce qui donne une moyenne de 26,4 élèves par classe (contre 32,9 en 1938-39, et 42,2 en 1913-14). Plus qu'au développement du nombre des classes ce recul des effectifs s'inscrit au compte de la chute des naissances. D'autre part, nous pouvons affirmer, bien que des statistiques précises fassent défaut, que la plupart des communes rurales disposent au moins de deux écoles.

En 1956-57 le nombre du personnel enseignant, de 1.080 instituteurs et institutrices, dont 10 % environ sont des religieuses, atteint de nouveau son niveau de 1938-39 (1.095) après avoir connu un moment critique en 1945-46 où les effectifs totaux ne dépassaient plus le chiffre de 952.

Pour ce qui est de l'enseignement privé, nous notons en 1953-54 le nombre total de 27 écoles primaires avec 790 élèves.

Tandis que les effectifs de l'enseignement primaire supérieur n'ont que relativement peu baissé par rapport à l'avant-guerre (on compte actuellement 26 écoles avec 619 élèves contre 22 écoles et 720 élèves en 1938-39), le nombre des élèves des cours post-scolaires destinés à ceux qui, après l'enseignement primaire, ne fréquenteraient aucune autre école, a considérablement diminué. En 1938-39, on dénombrait encore 436 élèves dans cette catégorie d'enseignement, soit 212 garçons et 224 filles; après une chute rapide au lendemain de la dernière guerre, on n'en compte plus en 1953-54 que 116, soit 52 garçons et 64 filles. Cette évolution fournit une preuve manifeste que l'instruction de la grande majorité des enfants luxembourgeois ne s'arrête désormais plus à la fin de l'enseignement primaire.

2. L'enseignement secondaire

Malgré les conditions de surveillance communale et gouvernementale très strictes, il existe plusieurs établissements d'enseignement secondaire pour jeunes filles, alors que pour les garçons nous nous

⁶² Cf. *Annuaire Statistique 1955*, pp. 416 et ss., et *Bulletin Statistique*, 4/1957, p. 305.

trouvons en face d'un monopole effectif de l'Etat. Signalons cependant que dans tous les lycées publics la doctrine chrétienne fait matière d'enseignement au même titre que toutes les autres branches.

Bien que dans le Grand-Duché le nombre des jeunes soit depuis des années en régression constante, la population estudiantine n'a cessé d'augmenter. En 1909-10, les 7 établissements publics comptaient 1.616 élèves; en 1938-39 on y dénombrait 3.242 élèves; en 1948-49 leur nombre était de 2.793; en 1956-57 il se situe à 4.052⁶⁴. — Les effectifs des 4 écoles privées accusent une évolution identique: entre 1947-48 et 1953-54 leur nombre passe de 496 à 702 élèves.

Les diplômés de fin d'études secondaires délivrés annuellement voient également leur nombre en croissance continue: de 186 en 1938-39 il passe à 269 en 1956-57, soit 1 diplôme pour 1.165 habitants. Depuis la fin de la guerre, le nombre moyen annuel des diplômés de fin d'études primaires s'établit à 1.728; celui des diplômés de fin d'études secondaires à 263 de sorte que nous comptons en moyenne 10 diplômés de fin d'études secondaires pour 66 diplômés de fin d'études primaires.

Les effectifs des deux écoles normales, l'une pour futurs instituteurs, l'autre pour futures institutrices, ne suivent pas cette évolution générale: en 1938-39 on y enregistrerait le nombre total de 181 élèves, en 1952-53 on n'en notait plus que 125, mais en 1956-57 on en compte de nouveau 190.

Quant à l'origine géographique des élèves, nous possédons des renseignements relatifs à l'année scolaire 1956-57 sur 4.412 étudiants et étudiantes, soit la presque totalité des effectifs de l'enseignement (public) normal, moyen et supérieur (Cours supérieurs préparatoires à l'Université). En voici la répartition sur les différents cantons⁶⁵:

Cantons	Garçons	% de la population masculine	Filles	Total Garçons et Filles
Luxembourg-Ville et Campagne	1281 + + + ⁶⁶	3,3 %	563 + +	1844
Capellen	121	1,3 %	28	149
Esch-sur-Alzette	926 +	1,7 %	442 +	1368
Mersch	75	1,2 %	15	90
Clerveaux	76	1,3 %	3	79
Diekirch	218 +	2,4 %	28	246
Redange	84	1,4 %	17	101

⁶³ Cf. *Annuaire Statistique 1955*, p. 418, et *Bulletin Statistique*, 4/1957, p. 305.

⁶⁴ Ce tableau a été effectué grâce aux renseignements publiés dans *Chroniques des Etablissements d'enseignement secondaire et normal*, Grand-Duché de Luxembourg, Ministère de l'Education nationale, 1956/57.

⁶⁵ Le nombre de croix (+) derrière ces chiffres désigne le nombre d'établissements se trouvant dans le canton en question.

Cantons	Garçons	% de la population masculine	Filles	Total Garçons et Filles
Vanden.....	19	1,5%	1	20
Wiltz.....	87	1,5%	12	99
Echternach.....	122+	2,2%	9	131
Grevenmacher.....	145	1,9%	18	163
Remich.....	74	1,4%	13	87
Canton non spécifié.....	12		8	20
Venant de l'étranger....	12		3	15
Totaux.....	3252		1160	4412

Il nous est malheureusement impossible de calculer le pourcentage exact des jeunes qui, dans chaque canton, fréquentent un établissement secondaire. D'un côté, nous ignorons, pour l'année scolaire 1956-57, la composition par âges de la population des diverses circonscriptions; d'autre part, nous ne possédons, pour les jeunes filles, que les chiffres respectifs de l'enseignement public; or, comme nous l'avons signalé plus haut, les effectifs de l'enseignement privé atteignent en 1953-54 le nombre non négligeable de 702 élèves. Les ignorer serait donc fausser entièrement nos pourcentages. Voilà pourquoi nous ne pouvons nous référer qu'au rapport étudiants: population masculine.

Dans la mesure où ce rapport permet de cerner approximativement la question — encore qu'il faille ne pas oublier que dans les cantons de Luxembourg et d'Esch-sur-Alzette l'afflux constant de travailleurs vienne sensiblement baisser ces nombres proportionnels — nous pouvons donc constater que, grâce sans doute à la répartition des établissements secondaires sur quatre villes différentes, tous les cantons envoient une proportion largement identique de leur population masculine faire des études secondaires. Abstraction faite du canton d'Esch, en raison justement de sa situation démographique particulière, les proportions d'étudiants sont toujours plus élevées dans les circonscriptions mêmes où il existe une école moyenne.

En ce qui concerne le domicile des élèves pendant l'année scolaire, les 4.412 étudiants et étudiantes se répartissent de la manière suivante:

	Garçons	Filles	Garçons et Filles
Dans la commune où se trouve l'établissement:			
a) chez leurs parents.....	45,4%	63,8%	50,2%
b) chez des correspondants.....	2,7%	2,3%	2,6%
c) dans un internat ⁶⁶⁾	19,3%	8,4%	16,4%

66) Bien qu'il s'agisse de l'enseignement public, les élèves, sauf ceux des établissements de la ville d'Esch/Alzette, ont à leur disposition des internats épiscopaux.

	Garçons	Filles	Garçons et Filles
Hors de la commune où se trouve l'établissement:			
a) chez les parents.....	32,1%	25,5%	30,4%
b) chez des correspondants.....	0,5%	—	0,4%
	100	100	100

Ainsi qu'il appert de ce tableau, la moitié de la population scolaire du secondaire public provient des communes mêmes qui abritent un établissement d'enseignement moyen. Ces communes sont donc nettement plus avantagées que ne le laissait supposer la répartition géographique des élèves par canton.

La fraction d'élèves qui ne séjournent pas dans la commune de leur école et qui doivent donc parcourir tous les jours une distance plus ou moins longue pour assister aux cours représente un peu plus de 30%: soit 32,6% chez les garçons, mais seulement 25,5% chez les jeunes filles.

Les internats accueillent presque 20% des étudiants, tandis que les étudiantes demeurant dans un pensionnat ne représentent que 8,4% de toutes les jeunes filles dans l'enseignement secondaire public. Il faut cependant ajouter que ce nombre serait beaucoup plus élevé si nous disposions des données relatives à l'enseignement secondaire privé; les 4 écoles moyennes pour jeunes filles sont, en effet, toutes dotées d'un internat qui y tient généralement une place importante. Signalons enfin qu'à peine 3% des étudiants luxembourgeois séjournent chez des correspondants.

Par rapport à l'origine sociale des élèves, les statistiques des divers établissements nous permettent d'établir les chiffres proportionnels suivants⁶⁷⁾:

Origine socio-professionnelle	Garçons	Filles	Total
Fonctionnaires et Employés.....	43,5%	49,1%	45,1%
Ouvriers.....	15,1%	14,9%	15,1%
Commerçants.....	12,8%	19,0%	20,9%
Artisans.....	9,2%	10,0%	8,1%
Professions libérales.....	7,6%	3,5%	5,1%
Agriculteurs.....	5,7%	3,5%	5,4%
Divers.....	6,1%		

67) Ces chiffres ne portent plus que sur 4130 élèves, alors que les données concernant l'origine géographique représentaient un nombre total de 4412 élèves.

Comme nous ne connaissons pas le nombre d'enfants que compte chacun de ces groupes professionnels, il est impossible de préciser quel pourcentage de jeunes de chaque milieu social poursuit des études secondaires.

Dans l'ensemble on peut cependant affirmer que la composition de la population estudiantine est loin de correspondre exactement à la force numérique de chaque milieu social au sein de la population luxembourgeoise. A ce propos, il ne doit pas faire de doute que les enfants originaires des familles d'employés, de fonctionnaires et de professions libérales ne soient pas plus fortement représentés que ceux des autres milieux. Ce phénomène s'explique évidemment par le fait que dans toutes ces professions les chefs de famille ont souvent fréquenté eux-mêmes une école moyenne ou supérieure et qu'ainsi leurs enfants se trouvent presque automatiquement orientés vers l'enseignement secondaire ce qui n'est pas aussi facilement le cas dans les autres milieux sociaux. Il faut relever, d'autre part, qu'en dehors de cette espèce de tradition de famille le côté financier des études doit beaucoup moins peser sur le budget d'un fonctionnaire, d'un employé ou d'un membre d'une profession libérale que sur celui d'un ouvrier ou d'un artisan.

Rappelons par ailleurs que si les enfants des fonctionnaires et employés représentent 45,1 % des effectifs estudiantins du secondaire, ces professions ne constituent que 16,5 % de toute la population active du Grand-Duché d'après le recensement de 1947.

Un sérieux souci d'ascension sociale anime sans aucun doute les milieux commerçants et artisans ce qui doit expliquer le pourcentage remarquable qu'accusent leurs enfants dans les écoles moyennes, pourcentage qui est de 20,9 %. Au sein de la population active, le secteur commerce et transport, patrons et membres de famille actifs, ne représente que 7,6 %; les artisans de leur côté ne doivent pas dépasser le nombre proportionnel de 5 ou 6 %.

En 1947 les agriculteurs, patrons et membres de famille, ne fournissaient que 22,4 % de la population active, la part proportionnelle des ouvriers s'élevait à 46,5 %. Au sein de la population estudiantine, les fils et filles d'agriculteurs ne représentent cependant plus que 5,1 %, alors que les enfants du milieu ouvrier atteignent le chiffre proportionnel de 15,1 %. Bien que les termes de comparaison nécessaires nous fassent défaut pour mesurer l'évolution de la représentation de ces deux groupes dans le temps, il doit être absolument certain que le nombre des enfants du milieu agricole est allé en diminuant et que celui des étudiants venant de la population ouvrière n'a cessé d'augmenter ce qui ne fournit pas seulement une preuve très nette de progrès social, mais aussi de volonte d'ascension sociale.

Sur le plan régional, les différents milieux socio-professionnels accusent les proportions suivantes⁶⁸⁾:

	Agriculteurs	Ouvriers	Fonctionnaires et Employés	Artisans	Commerçants	Professions libérales	Divers
	en %						
Athénée Luxembourg-Ville	6,8	9,7	49,6	8,6	10,8	7,0	7,2
Lycée de garçons Luxembourg-Limpertsberg ...	4,03	6,78	47,21	9,02	16	11,48	6,48
Lycée classique Diekirch ⁶⁹⁾	16,5	8,2	34	14,5	15,4	4,1	7,2
Lycée classique Echternach	14,5	12	37,9	12,6	16,4	5,6	0,9
Lycée de garçons Esch-sur-Alzette.....	—	38	38	6,5	8	4	5,5
Ecole normale d'instituteurs Luxembourg-Ville	11,2	16,3	30,6	17,3	10,2	1	13,2
Lycée de Jeunes Filles Luxembourg-Ville	2,2	4,4	54,5	7,2	14,4	11,7	5,3
Lycée de Jeunes Filles Esch-sur-Alzette	0,5	32,2	43,3	14,9	9,1	—	—
Ecole normale d'instituteurs Luxembourg-Ville	26,1	17,4	34,7	9,7	5,4	1,1	5,4

Le milieu agricole est donc le plus fortement représenté dans les régions proprement rurales (Lycées classiques de Diekirch et d'Echternach) ainsi que parmi les élèves de l'école normale d'institutrices dont il fournit 26,1 % des effectifs. Dans le bassin minier il n'attient plus que le chiffre proportionnel de 0,5 % au Lycée de Jeunes Filles, tandis qu'il n'est plus du tout représenté au Lycée de garçons.

Le monde ouvrier occupe les premières places parmi les élèves des établissements de la ville d'Esch-sur-Alzette (38 % des garçons et 32,2 % des filles) et fournit également une part importante des effectifs des deux écoles normales.

Les enfants de fonctionnaires et d'employés dominent dans tous les établissements, mais ils sont particulièrement nombreux au Lycée de Jeunes Filles et à l'Athénée de Luxembourg-Ville, cependant que leur part proportionnelle est la moins élevée, par rapport à leur représentation dans les autres établissements, dans les écoles normales et au Lycée classique de Diekirch.

68) Voir les représentations graphiques, planches N° 42 et 43.

69) Pour le Lycée classique de Diekirch, il ne s'agit que de résultats partiels.

L'artisanat enregistre sa plus forte représentation parmi les candidats-instituteurs et dans les deux lycées des cantons ruraux de Diekirch et d'Echternach.

Le milieu commercial connaît ses nombres proportionnels les plus élevés d'enfants au Lycée classique d'Echternach et au Lycée de garçons de Luxembourg-Limpertsberg.

Les professions libérales sont particulièrement bien représentées au Lycée de Jeunes Filles et au Lycée de garçons de Luxembourg-Limpertsberg; par contre, ils ne fournissent qu'une part infime des élèves des écoles normales.

Une enquête privée sur les dimensions des familles d'un nombre total de 383 élèves de l'Attnée et du Lycée de Jeunes Filles de Luxembourg-Ville a révélé les faits suivants:

1. Agriculteurs et viticulteurs 3,7 enfants par famille;
2. Instituteurs et professeurs 3,3 enfants par famille;
3. Ouvriers 3 enfants par famille;
4. Commerçants..... 2,8 enfants par famille;
5. Fonctionnaires et Employés 2,5 enfants par famille;
6. Professions libérales et indépendantes . 2,5 enfants par famille;
7. Artisans-patrons 2,3 enfants par famille;
8. Artisans-salariés 2,1 enfants par famille;
9. Ingénieurs 2 enfants par famille.

Il convient de souligner que ces chiffres ne sont évidemment valables que pour les 383 familles soumises à l'enquête et qu'il serait abusif de vouloir en tirer des conclusions sur les dimensions des familles de chacun de ces milieux sociaux sur le plan national.

Il est tout d'abord intéressant de noter que dans aucun groupe professionnel, représenté parmi ces 383 élèves, le nombre moyen d'enfants par famille ne descend en dessous de 2; dans les milieux agricoles et ouvriers il accuse même les valeurs respectives de 3,7 et 3.

Dans la mesure où ces chiffres permettent de dégager des conclusions sur les dimensions des familles de tous les étudiants, il semble qu'on puisse affirmer ceci: les enfants du milieu agricole s'adonnant aux études secondaires viennent en moyenne de familles relativement nombreuses. La diminution du nombre d'élèves provenant du milieu agricole, diminution qui ne doit absolument pas faire de doute quand même nous ne pouvons pas l'exprimer en chiffres précis, ne s'explique donc pas seulement par le recul constant du nombre des cultivateurs, mais encore et peut-être davantage, par la baisse de la natalité de ce groupe professionnel. La chute des naissances dans la famille agricole a beau ne pas encore être aussi grave que celle des autres milieux sociologiques, elle aboutit cependant au fait qu'il ne reste plus, une fois les questions de succession dans l'exploitation

paternelle réglées, qu'un nombre restreint d'enfants qui puissent encore se consacrer à des études secondaires et supérieures. En traitant dans le premier paragraphe de ce chapitre du nombre d'enfants par groupe social sur le plan national, nous avons constaté, sur la foi des chiffres relatifs aux allocations familiales, que les familles d'agriculteurs, abstraction faite de celles qui n'ont aucun enfant à leur charge, comptent en moyenne 2,02 enfants en 1956. Si les étudiants et étudiantes du groupe professionnel agricole proviennent donc de familles ayant en moyenne 3,7 enfants, ceci permet de penser que seules les familles paysannes relativement nombreuses peuvent encore envoyer l'un ou l'autre de leurs enfants faire des études. Le côté financier des études joue donc apparemment un moindre rôle que les questions relatives à l'avenir de la ferme. Or, dans toutes les autres professions, ce problème de la succession paternelle ne joue pas en défaveur d'études secondaires à accomplir.

Le nombre moyen d'enfants par famille ouvrière s'établit à 3, chiffre frappant, lui aussi, et qui prouve également que les considérations d'ordre financier pesent finalement moins que la volonté d'ascension.

Dans tous les autres groupes socio-professionnels, le nombre moyen d'enfants par famille se situe également à un niveau supérieur à celui enregistré pour ces mêmes milieux à propos des allocations familiales. Les écarts restent cependant moins élevés que pour les agriculteurs et ouvriers. Mais on peut néanmoins affirmer qu'en fin de compte les élèves ayant répondu à notre enquête représentent des familles plus nombreuses que ne le laissait supposer le nombre moyen d'enfants par famille établi pour chaque milieu professionnel d'après les statistiques des allocations familiales.

Voici d'ailleurs comment se répartissent les 383 familles représentatives de la population scolaire et les 40.261 familles bénéficiant d'allocations familiales d'après le nombre d'enfants que comporte chacune d'entre elles:

Nombre d'enfants	% par rapport aux 383 familles d'étudiants	% par rapport aux 40.261 familles
1	20,1%	53,2 %
2	37,1%	30 %
3	24,0%	10,8 %
4	8,6%	3,5 %
5	5,0%	1,4 %
6	2,9%	0,5 %
7	1,3%	0,4 %
8	0,2%	0,1 %
9	—	0,05%
10	0,5%	0,02%
11	0,2%	—
12	—	0,01%

La part proportionnelle la plus élevée des élèves ayant répondu à l'enquête vit donc dans une famille à 2 enfants; viennent ensuite, avec un décalage assez net, les familles à 3 enfants et, en troisième position seulement, les familles à un enfant. Bien que ces proportions s'amenuisent rapidement à partir de 4 enfants, il faut avouer que la comparaison, groupe par groupe, des deux colonnes de chiffres, confirme largement nos remarques précédentes. Et bien qu'il faille concéder que notre enquête n'a porté que sur 383 familles, alors que le nombre d'élèves du secondaire dépasse le chiffre de 4.400, nous ne pouvons pas ne pas considérer ce résultat comme un indice approximativement valable. Car notre enquête a porté sur des élèves de deux établissements de Luxembourg-Ville comportant évidemment une forte proportion d'étudiants du milieu urbain. Or, comme nous savons que les dimensions familiales sont en moyenne plus étendues à la campagne qu'à la ville, il est à prévoir que les établissements des cantons ruraux comportent éventuellement un nombre moyen d'enfants par famille encore plus élevé que celui qu'accusent ces 383 élèves de Luxembourg-Ville et qu'ainsi notre enquête garde une certaine valeur d'ensemble pour le milieu étudiantin du secondaire.

3. L'enseignement professionnel

Depuis la libération, l'enseignement professionnel a pris un développement considérable. Quelques chiffres seulement en prouvent facilement toute l'ampleur:

Les élèves des Cours Techniques Supérieurs n'étaient qu'au nombre de 33 en 1938-39; en 1953-54 ils atteignent le chiffre de 103, soit une augmentation de 212,1%.

Les effectifs de l'Ecole d'Artisans à Luxembourg varient parfois sensiblement d'une année à l'autre. En 1954-55 le nombre total des élèves, de 322, restait inférieur à ce qu'il était en 1938-39 où l'on enregistrait le chiffre de 392. — Par contre, l'Ecole professionnelle d'Esch-sur-Alzette accuse une augmentation notable du nombre de ses élèves. De 529 en 1938-39, celui-ci passe en effet à 765 en 1954-55 après avoir atteint le chiffre record de 1.235 en 1947-48.

En vertu de l'arrêté-loi du 8 octobre 1945 et de la loi du 1er décembre 1953, le gouvernement a créé des centres d'enseignement professionnel qui préparent à l'examen de fin d'apprentissage, mais ne délivrent pas de certificats de fin d'études analogues à celui de l'Ecole d'Artisans de Luxembourg-Ville ou de l'Ecole Professionnelle d'Esch-sur-Alzette. En 1954-55 les élèves fréquentant ces centres d'enseignement professionnel étaient au nombre de 1.706 ce qui porte le total des élèves de l'ensemble de l'enseignement professionnel à 2.793, soit,

par rapport à 1938-39, si cette comparaison est permise, une augmentation de 203,2%.

Malgré la réduction numérique du monde agricole, le nombre des élèves de l'enseignement agricole enregistre, lui aussi, un accroissement sensible. En 1954-55 l'Ecole Agricole de l'Etat compte 204 jeunes gens contre seulement 129 en 1938-39, soit une augmentation de 58,1%. Avec les 51 jeunes filles fréquentant l'Ecole Agricole Ménagère et les 140 élèves des Cours d'hiver les effectifs de l'ensemble de l'enseignement agricole atteignent en 1954-55 le nombre total de 395 élèves.

Quant à l'enseignement professionnel privé, nous comptons, en 1953-54, 3 écoles avec le nombre total de 256 élèves contre seulement 197 en 1947-48; en 1952-53 le Luxembourg disposait en outre de 11 écoles ménagères privées fréquentées par 903 élèves, alors qu'on n'en dénombrait que 500 en 1946-47.

Quel que soit donc le degré de l'enseignement que l'on considère, l'évolution des dernières années nous prouve nettement qu'il y aura à l'avenir un pourcentage de plus en plus important de Luxembourgeois dont la formation scolaire ne sera pas close avec la fin de l'enseignement primaire.

V. Les loisirs

Le progrès technique et ses répercussions socio-économiques se trouvent non seulement à l'origine d'une amélioration sensible du niveau de vie des hommes, mais ils ont en même temps profondément modifié le genre de vie des populations. Une des conséquences les plus manifestes de ces transformations est le développement des loisirs résultant de la réduction constante du temps que l'homme doit consacrer au travail.

Au Luxembourg, les fonctionnaires et employés bénéficient depuis de nombreuses années de la semaine anglaise. La dernière convention collective dans l'industrie sidérurgique consacre le principe de la semaine de 44 heures; le congé payé annuel varie, selon certaines conditions, entre 12 et 20 jours. Par ailleurs, l'arrêté grand-ducal du 8 août 1947 a fixé à 10 le nombre des jours fériés.

L'extension de ces temps de loisirs pose partout des problèmes nouveaux à tel point qu'on parle aujourd'hui de l'«organisation» des loisirs comme de l'une des questions sociales les plus pressantes! Ceci revient à avouer que l'homme ne sait souvent plus que faire de

ses heures libres et, au lieu d'en profiter physiquement, intellectuellement et moralement, il ne cesse de s'ennuyer.

La durée des loisirs ainsi que la façon de passer les moments libres varient sans doute avec les hommes et les possibilités de récréation, de récupération ou de divertissement qui leur sont offertes ou qu'ils peuvent se payer. Sous ce rapport, les loisirs traduisent donc le standard de vie atteint par tel ou tel groupe ou par une population entière.

Ce qui peut et doit nous intéresser ici, ce sont uniquement quelques faits qui se prêtent à la mesure chiffrée et jouent un rôle certain aux heures libres de l'individu et des collectivités.

Dans une autre partie de ce chapitre, nous avons suffisamment parlé du logement et de son confort pour qu'il ne soit plus besoin d'y revenir.

A domicile, après le travail, la presse et la radio occupent incontestablement une place prépondérante dans la plupart des foyers luxembourgeois. A ce propos nous comptons dans le Grand-Duché, en 1957, 5 quotidiens avec un tirage total de 142.000 exemplaires, 87.309 postes de T.S.F. et 1.584 appareils de télévision. Par rapport à l'année 1938, le tirage des quotidiens a augmenté de 77,5 %, le nombre des postes de radio de 153,2 %; en 1954 le nombre d'appareils de télévision n'était encore que de 35, alors qu'en 1957 il s'élève déjà à 1.584 unités⁷⁰⁾.

En chiffres moyens, nous obtenons donc en 1957: 450 journaux pour 1.000 habitants, 1 poste de radio pour 3,6 habitants et 1 appareil de télévision pour 191 habitants⁷¹⁾. Ajoutons également qu'en dehors des quotidiens et des autres journaux et publications luxembourgeoises il entre chaque semaine un nombre important de journaux et de magazines étrangers dans les foyers du pays.

En ce qui concerne le recours aux bibliothèques, nous ne possédons des renseignements que sur les lecteurs de la seule Bibliothèque Nationale qui, parmi toutes les autres, connaît à coup sûr le moins de rayonnement dans les milieux populaires.

Voici, pour la période 1953-55, dans quelles proportions les lecteurs de la Bibliothèque Nationale se sont répartis sur les différentes professions⁷²⁾:

⁷⁰⁾ Cf. «Bulletin Statistique», 4/1957, p. 305.

⁷¹⁾ Par rapport aux mêmes chiffres des pays voisins, le Luxembourg se place nettement en première place: D'après l'Annuaire Statistique des Nations Unies, 1954, le tirage des quotidiens, pour 1000 habitants était de 447 au Luxembourg, de 383 en Belgique, de 238 en France, de 249 aux Pays-Bas, de 346 aux U.S.A., de 490 en Suède et de 615 au Royaume-Uni; le nombre de postes de radio pour 1000 habitants était de 256 en Angleterre, de 201 en France, de 211 en Belgique, de 230 en Allemagne, de 223 aux Pays-Bas, de 237 au Luxembourg (277 en 1957).

⁷²⁾ Cf. «Bulletin Statistique» 1/1956, p. 32.

Professeurs	9,8 % des lecteurs;
Instituteurs	5 % des lecteurs;
Professions libérales	10,2 % des lecteurs;
Employés	18,2 % des lecteurs;
Ouvriers et Artisans	4,8 % des lecteurs;
Etudiants	22,2 % des lecteurs;
Autres ou sans profession.	29,8 % des lecteurs.

Parmi les livres empruntés, la catégorie littérature l'emporte de loin, avec 68,8 %, sur toutes les autres matières.

Bien que le foyer familial joue un rôle essentiel dans le domaine des loisirs, on ne peut cependant pas nier que dans beaucoup de cas une grande partie du temps libre est généralement passé en dehors du cercle familial ou tout au moins en dehors du logement. Entrent ici en ligne de compte: les associations de tout genre; les séances de cinéma; la fréquentation des cafés puis, sans vouloir présenter une énumération exhaustive, les excursions avec les multiples aspects du tourisme moderne.

Toujours plus nombreuses sont aujourd'hui les associations qu'a fait naître la vie sociétaire moderne. Toute la gamme en est représentée au Luxembourg: partis politiques, groupements syndicaux, associations culturelles, unions sportives, cercles désintéressés, mouvements religieux... etc. Mais quel que soit le groupement qu'on analyse, tous ont ceci de commun que seule une minorité d'adhérents se montre vraiment active — et très souvent nous rencontrons les mêmes hommes aux postes-clés de plusieurs associations —, cependant que le gros des membres se contente, si ce n'est encore à contre-cœur, de payer la cotisation.

Cette situation change un peu dans les cercles culturels dont les membres restent d'ailleurs forcément peu nombreux et, bien entendu, dans les associations sportives. Aussi devons-nous avouer que le sport seul réussit de nos jours à remuer les masses et à enthousiasmer jeunes et vieux, hommes et femmes. Signaux d'ailleurs que l'intérêt des masses spectatrices se limite à peu près exclusivement au football, sorte de sport national, et au cyclisme.

Les 126 communes du Grand-Duché totalisent le nombre de 114 terrains de football, le canton de Luxembourg (Ville et Campagne) et celui d'Esch en comptent chacun 25; le canton le moins bien équipé n'est pas un canton ardennais, mais la circonscription mosellane de Remich où l'on ne repère qu'un terrain pour 2,5 communes. Malgré ce pouvoir magique des manifestations sportives, il faut reconnaître qu'au Luxembourg, comme ailleurs, l'engouement pour le sport s'arrête souvent net dès qu'il s'agit de dépasser le rôle purement passif du spectateur.

Quant aux autres associations, signalons que les sociétés de musique, malgré les exigences assez dures, exercices, répétitions, etc. arrivent souvent à susciter l'intérêt et l'adhésion de bon nombre de jeunes.

Dans la vie urbaine, les séances de cinéma occupent incontestablement une première place pendant les heures de loisir. Mais il est non moins exact que l'emprise du film s'étend de plus en plus jusque dans le dernier recoin de la campagne et ceci grâce au développement des facilités de déplacement de même qu'à la multiplication rapide des salles de projection.

En décembre 1956, le Luxembourg disposait de 47 salles de cinéma, totalisant le nombre de 21.131 fauteuils, soit, en moyenne, 1 fauteuil pour 15 habitants⁷³. La même année, le nombre de séances par semaine atteignait le chiffre de 568 ce qui représente un nombre hebdomadaire théorique de places de 298.358 pour une population totale de 315.000 habitants.

Sur le plan régional, l'équipement cinématographique se répartit de la manière que voici:

	Nombre de salles	Nombre de fauteuils	Capacité théorique hebdomadaire ⁷⁴
Luxembourg-Ville ...	8	4.324	116.179
Bassin minier	23	11.954	153.710
Reste du «Bon Pays»	7	2.183	11.592
Ardenne.....	9	2.670	16.877

Devant la carence d'une statistique sur le nombre réel des spectateurs, la capacité théorique hebdomadaire reste sans doute plus significative que le nombre même des salles. Sous ce rapport, la circonscription de Luxembourg-Ville et le bassin minier, compte tenu de la supériorité numérique de la population de cette dernière région, se placent sur un niveau à peu près identique. Bien que l'Ardenne l'emporte théoriquement sur le reste du «Bon Pays», il faut signaler que beaucoup de gens des cantons limitrophes de Luxembourg-Ville se rendent facilement dans les salles de projection de la capitale de sorte que c'est réellement dans les Ardennes où le film joue un moindre rôle aux moments de loisir.

La coutume de fréquenter les cafés, jadis souvent la seule distraction dans beaucoup de villages, semble actuellement être en régression.

⁷³ Cf. «Bulletin Statistique», N° 1/1957, pp. 15 et 16.

⁷⁴ La capacité théorique hebdomadaire désigne, pour chaque salle, le nombre de fauteuils multiplié par le nombre normal de séances par semaine.

Mais le nombre des débits de boisson n'a néanmoins cessé de croître, surtout à la suite du développement de l'industrie touristique. Aussi, en 1957, le Grand-Duché comptait-il 2.718 cafés, restaurants et hôtels, soit, en moyenne, 1 établissement pour 115 habitants⁷⁵.

Avec la haute conjoncture économique des dernières années et l'enrichissement général de la population le nombre des véhicules à moteur a considérablement augmenté, favorisant ainsi les excursions familiales ou les simples sorties de week-end. En 1956 le nombre des voitures de tourisme admises à la circulation était de 24.274 contre seulement 7.668 en 1937⁷⁶. Par rapport à l'avant-guerre, nous enregistrons donc une augmentation de 216,6 %. En ce qui concerne le nombre moyen d'habitants par voiture de tourisme, nous avons pu noter les chiffres suivants en 1953: France: 21; Belgique: 27; Pays-Bas: 55; Allemagne occidentale: 49; Luxembourg: 19; (en 1956: 13); Royaume Uni: 18; U.S.A.: 3,5⁷⁷.

Outre les 24.274 voitures de tourisme, le Grand-Duché compte, en 1956, 300 autocars (211 en 1937), 9.765 motocyclettes (3.113 en 1937) et 10.387 vélos-moteurs. Bien que ces derniers véhicules servent principalement aux déplacements professionnels, l'ensemble de ces moyens de transport nous laisse néanmoins deviner quelle envergure peuvent prendre, notamment aux jours fériés, les excursions en voiture, soit à l'intérieur des frontières luxembourgeoises, soit à l'étranger.

Jusqu'ici nous avons uniquement examiné l'«équipement» dont dispose le peuple luxembourgeois pour passer ses loisirs. Mais il est tout au moins aussi intéressant de savoir ce que font réellement les gens à leurs moments libres. A ce propos nous devons en premier lieu souligner le fait que tel ou tel équipement n'est pas seulement une conséquence d'un certain standard de vie, mais qu'il est précisément aussi un signe de ce que désire le peuple et, partant, de ce qu'il pratique à ses heures libres. En poussant plus loin nos investigations dans ce sens, nous pouvons signaler que l'Action Catholique de la Jeunesse Luxembourgeoise a lancé une grande enquête sur l'utilisation des loisirs. En voici quelques résultats intéressants⁷⁸:

Voici d'abord les résultats en provenance du milieu des jeunes ouvriers. A la question de savoir quelle était la principale occupation

⁷⁵ Cf. «Bulletin Statistique», 4/1957, p. 300.

⁷⁶ Cf. «Bulletin Statistique», 4/1957, p. 299.

⁷⁷ Cf. «Annuaire Statistique 1955», p. 473. Il est à noter que les résultats concernant la Belgique et l'Allemagne occidentale se rapportent à l'année 1952.

⁷⁸ Voir les journaux de l'A.C. «Letzebuerger Anzeiger», «Letzebuerger Dueren» et «Katholisch Aktion», N° 4-10, 1958.

aux moments de loisirs, 321 réponses ont été fournies. Dans le tableau suivant, le groupe I représente les jeunes de 14 à 17 ans incl., le groupe II les jeunes de 18 à 25 ans.

Occupation principale ⁷⁹⁾	Groupe I (138 réponses)	Groupe II (183 réponses)
Sport.....	63%	44%
Radio.....	58%	63%
Cinéma.....	54%	50%
Lecture - Livres.....	54%	52%
Collectionner.....	44%	22%
Aller à bicyclette.....	42%	24%
Lecture - Magazines illustrés.	41%	47%
Lecture - Journaux.....	39%	57%
Promenades.....	36%	27%
Télévision.....	27%	20%
Audition de disques.....	25%	17%
Bricolage.....	21%	15%
Dancing.....	19%	37%
Café.....	19%	37%
Jouer un instrument de musique	17%	26%
Jouer aux quilles.....	16%	27%
Travaux dans la maison...	15%	18%
Aller à motocyclette.....	6%	15%

Bien que les goûts des jeunes évoluent évidemment avec l'âge, nous constatons que, dans les deux groupes, le sport, la radio, le cinéma et la lecture se partagent les premières places, cependant que la fréquentation des cafés, par exemple, se range presque en queue du premier groupe et ne dépasse pas une position moyenne dans le groupe II.

Dans le milieu étudiant, 349 élèves (masculins) ont répondu à l'enquête, ce qui représente environ 12% de tous les étudiants de l'enseignement moyen du Grand-Duché. Sur ces 349 élèves nous comptons 280 externes et 69 internes. Leur âge moyen varie entre 16 et 17 ans. Voici le classement des réponses obtenues⁸⁰⁾:

79) et 80) Chaque réponse comportant mention de plusieurs occupations principales, le nombre proportionnel relatif à chaque «activité» indique simplement combien de fois, sur cent réponses, cette occupation a été citée parmi les occupations principales.

Occupation préférée	Externes	Internes
Lecture.....	26,5%	36%
Sport.....	22,5%	14%
Musique.....	21%	20%
Bricolage.....	9%	6%
Promenades.....	6,5%	—
Aller à bicyclette.....	5,5%	8%
Etudes privées.....	3,5%	5%
Photographier et filmer...	3%	—
Peinture et dessin.....	3%	5%
Cinéma.....	2,5%	—
Scoutisme.....	2,5%	—
Collectionner.....	2,5%	—
Jeux.....	2,5%	—
Diverses autres activités: chaque fois: 1-2%		
(Visite de musées; fréquentation de cafés; dancing; théâtre, etc.)		

Contrairement à ce qui s'est passé pour les jeunes ouvriers, le milieu étudiant donne une préférence très nette à trois domaines d'occupation seulement, à savoir la lecture, le sport et la musique. Ajoutons cependant qu'il s'agit ici forcément d'un milieu un peu artificiel en raison même de la liberté dont peuvent disposer les élèves et des possibilités de divertissement qui leur sont offertes ce qui appert déjà de certaines différences entre les internes et les externes. Nous ne blâmons pas non plus que l'âge moyen de ce groupe ne dépasse pas 17 ans.

CHAPITRE VI

L'ÉVOLUTION POLITIQUE

Renseignements bibliographiques:

- Albert Calmes: «Histoire contemporaine du Grand-Duché de Luxembourg», voir les détails sous les renseignements bibliographiques du chapitre traitant de l'évolution économique, p. 53.
- Joseph Goedert: «Jean-Théodore Laurent, Vicaire apostolique de Luxembourg, 1804-1884», VIII^{me} fascicule de la «Biographie Nationale», collection présentée par Jules Mersch, Luxembourg, 1957.
- Pierre Grégoire: «100 Jahre Luxemburger Wort», Luxembourg, 1948.
- Arthur Herchen: «Manuel d'Histoire Nationale», 5^e édition revue par N. Margue et J. Meyers, Luxembourg, 1945.
- «Le Luxembourg, Livre du Centenaire», Luxembourg, 1949; voir les articles de MM. N. Margue, «Aperçu historique», Albert Wehrer, «Le Statut International du Grand-Duché de Luxembourg», Paul Weber, «La Constitution», Victor Molitor: «Histoire de l'Idéologie Politique dans le Grand-Duché de Luxembourg de 1841 à 1867», Worre-Mertens, Luxembourg, 1939.
- Prosper Mülendorff: «Das Großherzogtum Luxemburg unter Wilhelm I.», Luxembourg, 1921.
- «Das Großherzogtum Luxemburg unter Wilhelm II. und Wilhelm III.», Luxembourg, 1945.
- Paul Weber: «Geschichte des Luxemburger Landes», 3. vermehrte und durchgesehene Ausgabe, V. Bück, Luxembourg, 1948.
- «Le Conseil d'Etat», 1856-1956, Livre Jubilaire, Luxembourg, 1957.
- Dr. P. Dupong: «Die Partei der Rechten», Luxembourg, 1917.
- «Organisationsstatut der Sozialdemokratischen Partei Luxemburgs», Luxembourg, 1917.
- «Die Partei der Rechten», Luxembourg, 1920.
- «Die Partei der Rechten», Luxembourg, 1922.
- P. Kieffer: «Merkblätter aus der Geschichte der sozialistischen Arbeiterbewegung Luxemburgs», Luxembourg, 1927.
- Leo Müller: «Zwölf Jahre Rechtspartei», Luxembourg, 1931.
- «Un siècle de politique libérale», «Annuaire du parti radical-libéral Luxembourgeois», 1939-1940, Th. Schreell, S.A., Luxembourg.

- P.O.S.L., 1902-1952: 50 Jahre Dienst am Volk, Das Werden und Wachsen der sozialistischen Bewegung in Luxemburg, 1. Band (1900-1924), Esch-Alzette.
- «25 Jahre Tageblatt und Genossenschaftsdruckerei, Esch-Alzette, 1953.
- «Annuaire Statistique, 1955», — Statistiques politiques, pp. 444 et ss.
- «Bulletin Statistique», 1/1954, p. 66.
- Les quotidiens du Grand-Duché.

*

En 1814, après la défaite de Napoléon, le Département des Forêts» passa provisoirement sous l'administration prussienne. Mais après avoir élevé l'ancien Duché au rang de Grand-Duché²⁾ le Congrès de Vienne lui reconnut le statut d'Etat autonome et l'attribua, le 9 juin 1815, à Guillaume I^{er}, Roi de Hollande, qui devint ainsi Grand-Duc de Luxembourg.

Pour contenter les exigences de la Prusse qui tenait absolument à conserver un droit de regard sur la forteresse de Luxembourg, le Grand-Duché devait en même temps faire partie de la Confédération Germanique ce qui permit à Berlin de maintenir une garnison à Luxembourg.

Loin de respecter les stipulations du Congrès de Vienne, Guillaume I^{er}, Roi et Grand-Duc, considérait et fit administrer le Luxembourg comme une simple province des Pays-Bas.

Survint en 1830 la révolution belge contre Guillaume I^{er}. Du coup, le Luxembourg se trouva divisé en ce sens que seule la capitale, grâce à la présence de la garnison étrangère, resta fidèle au monarque, alors que tout le reste du pays se rallia plus ou moins ouvertement à la cause belge. La période passée sous l'administration belge — plusieurs Luxembourgeois étaient ministres dans le nouveau gouvernement de Bruxelles — prit fin en 1839 où le Grand-Duché fut appelé à payer une bonne part des frais de cette révolution qui aboutit à la reconnaissance officielle du nouveau Royaume de Belgique auquel le Luxembourg devait céder tous ses cantons wallons, soit 5 districts sur 8. La conférence de Londres du 19 avril 1839, adoptant le fameux traité des Vingt-quatre Articles, déchira ainsi des liens plusieurs fois séculaires; en revanche, elle se hâta de réaffirmer l'indépendance du Luxembourg, tout en maintenant le régime d'union personnelle avec le Souverain des Pays-Bas et la participation du Grand-Duché à la Confédération Germanique.

En 1867, le Luxembourg ayant été l'objet d'une crise extrêmement sérieuse entre la France et la Prusse, une nouvelle conférence de Londres décréta, le 11 mai, la neutralité perpétuelle du pays sous la garantie collective des parties signataires et ordonna en même

1) Cette mesure devait compenser la perte des territoires luxembourgeois au delà de la Moselle, de la Sûre et de l'Ouer, territoires que la Prusse s'était appropriés.

temps le démantèlement de la puissante forteresse, éternel sujet de discorde entre Français et Allemands. Maintenant que la garnison prussienne était obligée de quitter la capitale, le Grand-Duché profita aussitôt de l'occasion pour sortir de la Confédération Germanique.

Mais même après 1867, le régime de l'union personnelle avec la Hollande restait en vigueur. A Guillaume I^{er}, souverain apparemment peu aimé des Luxembourgeois, ainsi que semble le prouver leur enthousiasme au moment de la révolution belge³⁾, avait succédé, en 1840, Guillaume II puis, en 1849, Guillaume III. Ce dernier Roi Grand-Duc mourut en 1890 sans laisser d'héritier masculin, circonstance dont profita le Luxembourg pour rompre également ses liens dynastiques avec les Pays-Bas. A cette époque, Adolphe de Nassau, déchu de ses territoires nassoviens en 1866 au profit de la Prusse, fut invité à occuper le trône du Grand-Duché. C'est ce souverain qui se trouve à l'origine de la maison grand-ducale actuelle.

A Adolphe de Nassau succéda en 1905 son fils Guillaume avec qui s'éteignit en 1912 également la ligne masculine des anciens ducs de Nassau. Par abrogation de la loi dynastique, Marie-Adélaïde, fille de Guillaume, put monter sur le trône du Grand-Duché. A la suite des troubles déclenchés autour de sa personne en 1918/19, elle fut contrainte d'abdiquer en faveur de sa sœur puînée Charlotte, décision confirmée par un plébiscite dans lequel le peuple se prononça, le 28 septembre 1919, à une très forte majorité pour le maintien de la monarchie constitutionnelle³⁾. Le 6 novembre 1919, la Grande-Duchesse Charlotte épousa le Prince Félix de Bourbon-Parme. Sa sœur, la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde, entra dans les ordres; elle mourut en 1924, à l'âge de 30 ans.

Sous le régime de Guillaume I^{er}, un homme très autoritaire, le Luxembourg jouait simplement le rôle de 18^e province des Pays-Bas, la loi fondamentale hollandaise de 1815 (une constitution d'états) lui ayant été simplement appliquée. A la suite des troubles révolutionnaires de 1830 à 1839, Guillaume II accorda aux Luxembourgeois le 12 octobre 1841 une constitution particulière qui, bien que constitution d'états comme la première, ne comportait plus de distinctions d'ordres. A la tête des représentants des trois états (nobles, villes et campagnes) se trouvait un gouverneur nommé par le Roi Grand-Duc. Reconnaisant, à l'article 41, l'admission exclusive des Luxem-

2) «Le 2 décembre 1830, le «Courrier des Pays-Bas», journal libéral de Bruxelles, avait déjà relaté que tous les Luxembourgeois se seraient soulevés aux cris de «Religion de France», si les hommes de troupe n'avaient pas assourdi leur ardeur.» Cf. V. Mothion, op. cit. p. 25.

3) Lors du référendum du 28 septembre 1919, 66.811 suffrages (= 80 %) furent émis en faveur de la Grande-Duchesse; 16.855 suffrages se prononcèrent pour la république; 1286 voix réclamant une autre Grande-Duchesse et 889 votants exigeaient une autre dynastie. Voir P. Weber, Geschichte des Luxemburger Landes, 1948, p. 321.

bourgeois aux emplois publics, cette loi fondamentale de 1841 peut être considérée comme consacrant l'émancipation nationale — et politique — du peuple luxembourgeois.

Bien que les troubles révolutionnaires de 1848 n'eussent pas provoqué des remous particulièrement graves au sein de la population luxembourgeoise, Guillaume II crut quand même bon de doter son Grand-Duché d'une nouvelle constitution démocratique en 1848, mais son successeur Guillaume III abolit en 1856 cette «œuvre de temps d'exaltation et d'appréhensions sinistres», pour réintroduire une nouvelle constitution d'états.

Après la tourmente de 1867, le Luxembourg, désormais Etat absolument indépendant et perpétuellement neutre, procéda à une nouvelle révision constitutionnelle. Cette loi fondamentale, promulguée le 17 octobre 1868, se rapprocha de celle de 1848.

Au lendemain de la première guerre mondiale, la constitution du 15 mai 1919 proclama la souveraineté du peuple et consacra le droit de suffrage universel, y compris celui des femmes.

La révision constitutionnelle qui suivit la libération de 1944 a eu pour objet l'abandon d'une neutralité rendue caduque par les événements et que l'Allemagne n'avait pas hésité à violer pendant les deux guerres mondiales. Le texte de la loi du 28 avril 1948 stipule donc que «Le Grand-Duché de Luxembourg forme un Etat libre, indépendant et indivisible».

Au moment où naquit une vie nationale autonome, la constitution de 1841 consacrait le régime électoral censitaire. Bien qu'il ne fût plus question des trois ordres du temps féodal et que le terrain politique restât encore vierge de tout groupement idéologique, la division politique n'en existait pas moins, grâce à cette hiérarchie «naturelle» créée par la richesse.

Les élections aux états se réalisaient en deux temps: les électeurs primaires, dont le cens électoral était fixé à 10 frs, devaient désigner les électeurs proprement dits, dont le cens s'élevait à 20 frs, réunis en collèges électoraux, ces derniers avaient alors à élire les députés.

La poignée d'hommes qui se partageaient le pouvoir se recrutait essentiellement parmi les membres de la haute magistrature, «mal payée, mais bien mariée», et parmi les riches propriétaires. Cette mince couche dominante que séparait un profond fossé du reste de la population et contre laquelle se tournaient les échaffourées de 1848 représentait en même temps le milieu intellectuel du pays. Formés aux universités de France et de Belgique, «entraînés de l'époque voltaïrisme», ils étaient libres-penseurs, nourris des idées du 18^e siècle — «La dévotion et la bigoterie leur répugnaient. D'ailleurs, la plupart des

gens éclairés faisaient partie de la loge, dont M. Gellé, doyen du gouvernement, était le grand-maître⁴⁾. Mais, chose curieuse, tout ce monde bizarre, y compris les francs-maçons, se déclarait chrétien et catholique pratiquant. Le clergé luxembourgeois, toujours quelque peu imbu du josphisme du 18^e siècle, ne réagissant pas contre pareille situation anormale, la paix intérieure ne semble pas avoir été troublée pendant les premières décades du 19^e siècle.

Mais des conflits idéologiques surgirent aussitôt après l'arrivée à Luxembourg, le 30 janvier 1842, du nouveau Vicaire Apostolique Mgr. J. Th. Laurent, né à Aix-la-Chapelle d'un père luxembourgeois. Après avoir «éclaté dans la forteresse comme une bombe», selon ses propres paroles, J. Th. Laurent était décidé d'aller de l'avant, de mettre en échec la toute-puissance de la loge, d'assurer l'autorité et l'indépendance de l'Eglise et de rénover le catholicisme luxembourgeois.

C'est à cette époque qu'apparaît pour la première fois, à côté du groupe libéral, un noyau d'hommes politiques catholiques parmi les membres des états.

Exaspérées peu à peu par le contraste indiscutable entre leur propre détresse et le bien-être des hommes au pouvoir, les masses populaires de la capitale et du plat pays se rangeaient derrière l'évêque en qui ils voyaient leur protecteur, à tel point que, lors des troubles de 1848, elles parcoururent la ville en harcelant les francs-maçons et en criant «Vive l'Evêque!»

Accusé, par le gouvernement, de fauteur de troubles et de messager voulant germaniser le Luxembourg, le vicaire apostolique qui, en effet, n'avait jamais pris soin de cacher ses sentiments proallemands et s'opposait à ses adversaires sur le plan de leurs attaches probelges ou profrançaises, fut finalement rappelé par Rome le 1^{er} mai 1848.

Ainsi la lutte proprement idéologique se doubla malheureusement de querelles entre sentiments proallemands et tendances profrançaises ou probelges, lesquelles n'avaient plus rien à voir avec le problème religieux si ce n'est que les chefs de la loge devaient leur formation aux pays de langue française. De cette lutte, l'évêque était sorti vaincu. Mais un comité d'«Action Catholique» se constitua et prit à charge la défense du vicaire apostolique et, en général, la cause de l'Eglise contre l'anticléricalisme de plus en plus prononcé du gouvernement.

A côté de cette opposition catholique se forma peu à peu un groupe opposant de jeunes libéraux progressistes, issus de la

4) Cf. Victor Mollat, op. cit. p. 43.

nouvelle aristocratie financière que constituèrent les quelques familles d'industriels. Si les premiers réclamaient avant tout le retour de Mgr. Laurent à Luxembourg, les derniers s'en prirent essentiellement au conservatisme et à la toute-puissance de la caste gouvernementale, mais sur le plan idéologique ils ne le cédaient en rien à l'anticléricalisme du groupe libéral des fonctionnaires.

Lors des élections du 8 mai 1848, lesquelles devaient désigner les représentants luxembourgeois au Parlement de Francfort, un avocat présentait un premier manifeste socialiste émanant du «parti populaire». Contre la coalition des catholiques et des socialistes, les libéraux de tout bord firent front commun et remportaient un succès éclatant.

C'est donc en cette année 1848 que le Luxembourg, vibrant sous l'agitation des esprits, traversa non seulement une première phase de «Kulturkampf», mais vit encore s'ébaucher les premiers contours de partis politiques tels que nous les connaissons aujourd'hui. Cependant, de même que beaucoup d'autres réalisations issues de cette effervescence de 1848 ne se révélèrent finalement qu'un feu de paille, les temps n'étaient pas non plus mûrs pour voir éclore de vastes organisations politiques. Aussi les partis en présence ne dépassaient-ils absolument pas le stade embryonnaire, mais les heurts idéologiques n'en étaient pas moins violents, surtout depuis la proclamation de la liberté de la presse, une des acquisitions essentielles et durables de 1848.

Les sujets de polémique se nourrissaient de toute la gamme des problèmes soulevés autour de la personne et de l'activité puis du rappel de Mgr. Laurent, mais ils ne tournaient pas moins autour des revendications des couches populaires. Plus tard, avec les événements d'Italie et de Rome en particulier, les questions religieuses reprirent nettement le dessus de sorte que depuis 1842 l'opinion publique du Grand-Duché restait constamment divisée et envenimée par ces querelles. Et c'est à cette douloureuse scission idéologique, qui mit longtemps en opposition le pays légal d'un côté et l'Eglise et ses représentants de l'autre côté, que remonte l'origine des partis politiques actuels.

Lors de l'élaboration de la constitution libérale de 1848, le mouvement catholique ainsi que le parti radical prônaient le suffrage universel; les libéraux progressistes s'y ralliaient en principe, mais voulaient maintenir un certain cens électoral. Finalement la constitution qui, dans ses grandes lignes, suivait celle de la Belgique laissa la question ouverte en renvoyant à la loi électorale. Celle-ci, malgré les protestations du parti radical et des catholiques, fixa le cens électoral à 10 frs.

Les premières élections qui suivirent la promulgation du nouveau pacte constitutionnel eurent lieu le 28 septembre 1848. Comme toutes les élections de cette époque, celles-ci tournaient également beaucoup plus autour des différentes personnes qu'autour d'un programme bien défini. Finalement la Chambre fut peuplée par 10 catholiques et 42 libéraux, progressistes et conservateurs dont les lignes de partage restaient d'ailleurs toujours peu précises.

Quelques mois après ces élections, en décembre 1848, la vieille oligarchie des fonctionnaires dut céder la place à un gouvernement que soutenaient libéraux progressistes et catholiques. Mais ces derniers se montraient bientôt froissés par l'attitude que le gouvernement décida d'adopter dans l'affaire concernant le vicaire apostolique. En fin de compte, les conservateurs, renversés en 1848, purent reprendre en main les rênes du gouvernement, le 23 septembre 1853. Ce gouvernement «d'autorité» était d'ailleurs beaucoup plus conforme aux vues de Guillaume III qui, le 27 novembre 1856, par ce qu'on est convenu d'appeler «le coup d'Etat», imposa au pays une nouvelle constitution réactionnaire. Signalons également que, quelques mois auparavant, le politique qu'on considérait comme le chef de file du parti catholique était entré au gouvernement; il en sortit à nouveau le 29 novembre 1857.

Pendant toute cette période, l'Assemblée des Etats⁵⁾ dont les droits restaient extrêmement limités, comptait constamment une large majorité de libéraux «constitutionnels» en opposition très violente parfois contre le gouvernement conservateur qu'elle rendait plus ou moins responsable du «coup d'Etat» de 1856. Finalement, un semblant d'union et de collaboration put être arrangé en 1860 lorsque, après avoir donné satisfaction à certaines revendications de l'opposition, le gouvernement conservateur céda le pouvoir aux libéraux modérés.

*

Quant à la mentalité politique du Luxembourgeois moyen au cours de ces années — ayons nous qu'elle n'a pas complètement changé de nos jours — nous en trouvons quelques traits caractéristiques dans l'ébauche d'une «Charte selon le goût libéral» qu'un correspondant du canton de Wiltz fit publier dans un des journaux de l'époque. En voici quelques extraits⁶⁾:

«Art. 1. Le Grand-Duché de Luxembourg forme un Etat indépendant, très divisé et toujours agité. Il fait partie du Zollverein qui lui paie une rente, et de la Confédération germanique qui lui en demande une.

5) Ces textes sont empruntés à V. Molitor, op. cit. pp. 218 et ss.

Il entretiendra toujours des relations amicales avec la première et cherchera une bonne occasion de rompre avec l'autre.

Art. 2. Le Roi Grand-Duc est nommé et révoqué par la Chambre. Tout Luxembourgeois, qui aura donné de fortes preuves de patriotisme aux dernières élections, peut être Grand-Duc. Ce titre sera plus tard un acheminement à la Couronne des Pays-Bas.

Art. 3. La qualité de Luxembourgeois ne se perd jamais. Le Luxembourgeois restera toujours incorrigible.

Art. 4. La naturalisation est inutile. Tout homme qui réside dans le pays et qui crie que le Gouvernement est un tas de chenapans est excellent Luxembourgeois de droit et de fait.

Art. 8. Les administrateurs-généraux sont tenus de fréquenter les cabarets pour se rendre populaires, ils se rendront aux foires, boiront sous les tentes et danseront avec les mamans des électeurs.

Art. 9. Chaque Luxembourgeois a le droit d'enfoncer le chapeau à un administrateur-général et de tutoyer ce fonctionnaire. Pour le cas que ces procédés ennuiant ce dernier, celui-ci tombera sous les dispositions de l'art. 12. (La peine de mort en matière politique est abolie; néanmoins les administrateurs-généraux pourront être pendus sur la demande de deux députés modérés).

Art. 10. Les cabarets étant les lieux où se forme l'opinion publique du pays, ils seront rétablis dans toute leur splendeur. La cloche de retraite est abolie. Tout agent de l'autorité qui voudrait faire évacuer un cabaret, sera condamné comme perturbateur de l'ordre public.

Art. 13. Chaque député défendra en outre son clocher et démolira celui de son voisin.

Art. 27. Toute place vacante sera demandée par cinquante compétiteurs; les quarante-neuf rebutés uniront leur activité dans les prochaines élections contre le Gouvernement; ils auront de ce fait droit à un traitement d'attente.

*

Si, pendant un certain temps, les querelles proprement politiques l'avaient emporté sur tous les autres sujets de discorde, les questions religieuses se mirent à nouveau à l'avant-plan avec l'éclatement des hostilités en Italie. La question du pouvoir temporel du Pape, notamment, fut âprement débattue entre libéraux et catholiques.

Sur le plan purement politique, les élections ne sortaient cependant pas du cadre étroit des luttes personnelles, encore que le fait ne restât pas l'exception que tel ou tel homme politique ou journaliste

fit tout d'un coup volte-face pour brûler le lendemain ce qu'il avait adoré la veille.

Après les événements de 1867 où la question du Luxembourg faillit aboutir à une guerre franco-prussienne, le Grand-Duché, libéré des entraves que lui causait son appartenance à la défunte confédération germanique, corrigea quelque peu le «coup d'Etat» de Guillaume III en se donnant une nouvelle constitution démocratique le 17 octobre 1868.

Au cours des dernières décades du 19^e siècle, les luttes idéologiques, qui se livraient presque partout en Europe, eurent évidemment leur répercussion sur les esprits luxembourgeois. Aussi rencontrons-nous désormais une opposition encore beaucoup plus nette, au sein de la Chambre des Députés, entre catholiques d'une part et libéraux d'autre part. Mais, comme il était déjà de tradition, ce dernier groupe resta scindé en plusieurs troupes que seule unit la verve anticléricale.

A la suite de l'appel lancé en 1889 par la II^e Internationale en vue de réaliser l'unité des prolétaires, un nouveau mouvement socialiste prit naissance au Luxembourg en mai 1896. Il se présenta aux élections du 9 juin de la même année sous le titre de parti démocratique. En 1897 il comptait deux membres au sein de la Chambre. Le 26 janvier 1902 il changea de nom pour s'appeler désormais parti social-démocrate. La même année, sa fraction parlementaire comptait 5 députés provenant tous des milieux intellectuels.

Depuis plusieurs années déjà, le groupe catholique, qui n'était toujours pas rassemblé en véritable parti, restait, dans l'enceinte du Parlement, numériquement aussi fort que le camp libéral adverse qui se donna, le 17 janvier 1904, une organisation plus serrée en fondant la Ligne libérale. Cet équilibre des forces antagonistes fut cependant rompu à la suite des événements politico-religieux qui secouaient la France au début de notre siècle. Oubliant leur programme et leurs revendications sociales, diamétralement opposés aux vues libérales, les socialistes luxembourgeois firent cause commune avec les libéraux sous la bannière de l'anticléricalisme. Une nouvelle fois, les questions idéologiques primaient donc les problèmes sociaux et économiques et mirent d'accord les frères ennemis, si radicalement opposés par ailleurs, pour attaquer en commun le «cléricalisme», ce bouc émissaire qu'on chargea de tous les péchés du présent et du passé. Lors des élections de 1908, la «gauche» remporta la victoire et le «bloc» des libéraux et des socialistes disposait ainsi de la majorité parlementaire.

Cette période, entrée dans l'histoire comme celle du «bloc», connut son apogée en 1912/13 lorsque fut votée une nouvelle loi scolaire qui limita sérieusement les prérogatives antérieures du clergé

en matière de nomination et de surveillance des instituteurs. Pour marquer son désaccord, la jeune Souveraine Marie-Adélaïde, refusait, pendant un certain temps, de signer cette loi.

Il convient de rappeler ici que tous les Grands-Ducs d'Orange et de Nassau avaient été protestants. Guillaume IV, fils d'Adolphe de Nassau, en se mariant avec Marie-Anne de Bragançe, Infante du Portugal, avait cependant accepté de faire baptiser et éduquer ses enfants dans la religion catholique. C'est ainsi que sa fille Marie-Adélaïde devint la première Souveraine catholique du Grand-Duché ce qui explique son hostilité à l'égard de la nouvelle loi scolaire de 1912, loi qu'elle fut néanmoins contrainte de signer. Cette hostilité, quoique temporaire, ne lui fut jamais pardonnée par les milieux libéraux et socialistes. La pression exercée sur la Souveraine en 1919 en vue de son abdication trouvait sa raison lointaine dans les événements de 1912.

Triomphe éclatant de l'esprit libéral et anticlérical, le vote de cette loi dont le scandale qu'elle provoqua à l'époque et les passions qu'elle déchaîna nous apparaissent aujourd'hui, avec le recul du temps, assez étranges et, pour le moins, exagérés, en marqua également le début du déclin, surtout sur le plan politique. C'est qu'à partir de ce moment, l'évêque et le clergé sonnant l'alarme, la conscience chrétienne de la population se réveilla et se mit à réagir. De son opposition passive de jadis, elle passa à l'action, facilitée par le retour au pays de quelques jeunes avocats et autres intellectuels formés à Paris aux idées de la démocratie sociale-chrétienne du cercle de Marc Sangnier.

Les forces chrétiennes du pays, trop longtemps amorphes et insouciantes de leur responsabilité politique et sociale, avaient d'ailleurs déjà été groupées dans le «*Volksverein*» (action populaire chrétienne), fondé le 29 novembre 1903. Bien qu'elle n'eût pas directement un rôle politique à jouer, cette association tâchait d'atteindre tous les catholiques de tous les milieux pour les intéresser à la mise en oeuvre d'un programme visant à maintenir et à rétablir l'esprit chrétien dans la vie publique et dans les institutions politiques du Grand-Duché.

L'aboutissement de tous ces efforts fut la création, le 16 janvier 1914, du parti de la droite.

Ainsi, au moment où allait éclater la première guerre mondiale, les partis représentatifs de la vie politique luxembourgeoise étaient tous en place. Les autres groupements qui, depuis lors, ont vu le jour pour disparaître souvent quelque temps après, ne tirent leur origine que de scissions survenues à l'intérieur de l'un des trois grands partis. L'influence réelle de ces groupements dissidents n'a d'ailleurs jamais dépassé des proportions très modestes.

Si nous nous sommes attardé au 19^e siècle, c'était avant tout pour montrer quel rôle prédominant ont joué dans la vie politique luxembourgeoise les dissensions idéologiques et notamment religieuses. Aussi croyons-nous pouvoir affirmer que les partis politiques luxembourgeois, bien qu'ils ne se distinguent pas sur ce point de ceux de beaucoup d'autres pays, sont, pour une part écrasante, le produit des luttes idéologiques et qu'il ne faut, dès lors, pas trop s'étonner s'ils ont conservé ce caractère jusqu'à nos jours.

Au cours de la première guerre mondiale, le Grand-Duché devait bien subir l'occupation allemande, donc la violation flagrante de sa neutralité, mais il ne fut pas porté atteinte à ses institutions politiques autonomes.

Face aux difficultés matérielles extrêmes, les problèmes de ravitaillement reléguèrent dans l'ombre tous les autres points de discorde antérieurs et firent finalement éclater le fameux «*bloc*». Par ailleurs, le manque de biens de consommation, et notamment de vivres, opéra un nouveau partage de la population en producteurs et en consommateurs. De ce fait, les partis, volontairement ou non, se firent un premier devoir de prendre en main les problèmes socio-économiques.

Tandis que le parti social-démocrate — il ne devait prendre nom de parti socialiste ouvrier que le 29 juin 1924 — se fit le porte-parole du consommateur et réussit à réunir sous son drapeau le monde ouvrier, notamment dans le canton d'Esch, le parti de la droite s'efforça, tout en défendant vigoureusement la population agricole, de ne pas perdre de vue les justes revendications de toutes les classes de la population; le parti libéral, à cette époque, concentra ses efforts avant tout sur la population de la capitale. Signalons également qu'au sein du monde ouvrier, un nouveau parti indépendant vit le jour, s'attaquant vivement aux leaders socialistes, ce parti revendiqua une politique d'émancipation ouvrière au lieu des polémiques anticléricales.

Si, au cours de ces années de guerre, les problèmes économiques semblaient ainsi opérer une refonte totale de la plate-forme politique, il apparaissait néanmoins bientôt que les dissensions idéologiques ne se trouvaient que pour un moment mises en veilleuse. Aussi reprenaient-elles avec une violence presque inconnue auparavant lorsque fut signé l'armistice et que se posa le problème de la dynastie.

Quelques mois plus tôt, le 28 juillet et le 4 août 1918, le Luxembourg avait élu une nouvelle assemblée constituante en vue de la révision de la Charte fondamentale. Dans le canton d'Esch, le parti de la droite soutenait, lors de ce vote, les candidats socialistes qui, comme lui, revendiquaient le droit du suffrage universel et la repré-

sentation proportionnelle. Finalement, ces élections aboutirent aux résultats que voici: parti de la droite: 23 députés; sociaux-démocrates: 12; libéraux: 8; parti populaire (ouvriers dissidents): 5; indépendants: 2.

Au moment où libéraux et socialistes, alliés une nouvelle fois, lancèrent l'attaque suprême contre la Grande-Duchesse et, sans le cacher le moins du monde, contre la dynastie elle-même, le parti de la droite, soutenu in extremis par le parti populaire, réussit à sauver le trône et la dynastie, moyennant l'acceptation d'un référendum qui, le 28 septembre 1919, vit se prononcer 80 % des suffrages en faveur de la Grande-Duchesse Charlotte.

Après ce vote bien net, les élections générales du 26 octobre 1919 appelèrent aux urnes tous les Luxembourgeois des deux sexes, ayant l'âge de 21 ans révolus. Pour la première fois dans son histoire, l'ensemble du pays devait donc se prononcer et faire son choix en faveur de l'un des partis en présence. A cette occasion, le parti de la droite, qui avait établi des listes dans les quatre circonscriptions électorales, réussit brillamment en remportant la majorité absolue tant des suffrages que du nombre des députés. En voici les résultats pour tous les partis: Parti de la droite: 27 députés; Radicaux (=Libéraux): 8; Sociaux-démocrates: 8; Parti populaire: 2; Indépendants: 3.

*

Comme il nous importe ici avant tout de connaître et de suivre dans leur évolution les appartenances ou les votes politiques des Luxembourgeois, nous allons nous borner par la suite à l'analyse des résultats obtenus par les partis les plus représentatifs. Ces résultats sont d'ailleurs d'autant plus significatifs que le Grand-Duché connaît, depuis 1919, le vote obligatoire.

1. Le Parti de la droite (depuis 1945: parti chrétien-social)

Canton ou circonscription électorale	1919	1922	1925	1928	1931	1934	1937	1945	1948	1951	1954
			(Nombres proportionnels pour 100 suffrages)								
Lux.-Ville....	37,0	36,2	31,7	28,5	35,0	—	32,2	—	—	—	39,8
Lux.-Camp...	58,6	53,6	40,7	34,3	40,7	—	43,4	—	—	—	45,9
Mersch	57,5	54,1	46,9	44,5	47,2	—	47,5	—	—	—	52,0
CENTRE	45,2	43,1	36,1	32,4	38,2	—	36,6	39,8	—	—	42,3
Esch/Alzette ..	31,8	—	29,0	32,3	35,1	30,6	—	—	—	—	34,2
Capellen	51,7	—	41,8	49,4	46,6	49,8	—	—	—	—	49,2
SUD	36,8	—	32,0	35,9	37,3	33,9	—	35,5	31,6	—	36,5
Clerveaux.....	61,8	58,3	51,1	—	54,7	—	55,5	—	—	—	69,7
Diekirch	60,5	55,9	49,2	—	48,2	—	53,3	—	—	—	53,5
Redange	71,1	60,8	54,0	—	62,6	—	67,6	—	—	—	62,4
Wiltz.....	64,2	61,1	56,4	—	59,9	—	59,3	—	—	—	60,2
Vianen	71,1	64,3	67,0	—	62,7	—	62,2	—	—	—	57,1
NORD	64,5	59,0	53,1	—	56,1	—	58,4	61,0	—	—	60,7
Echternach ..	69,7	—	58,0	65,1	—	58,3	—	—	—	—	57,6
Grevenmacher	72,6	—	49,4	55,8	—	55,3	—	—	—	—	50,7
Remich	83,0	—	69,0	71,6	—	69,5	—	—	—	—	62,1
EST	75,1	—	57,9	63,3	—	60,5	—	58,2	50,4	—	56,6
GR.-DUCHE.	52,8	(50,6)	42,6	(42,9)	(45,5)	(41,5)	(45,6)	44,6	(36,3)	(42,1)	45,4

Depuis les élections de 1919, le parti de la droite, bien qu'il n'ait jamais pu, par la suite, enregistrer un succès aussi éclatant que lors de cette première épreuve, est néanmoins resté le groupement politique le plus important du Grand-Duché. Et comme il est de notoriété que les partis au pouvoir s'usent presque nécessairement, il faut signaler que depuis la fin de la guerre de 1914-18, sauf un bref intervalle de quelques mois, en 1925, le parti de la droite se trouve constamment à la tête du gouvernement luxembourgeois. Ainsi peuvent aisément s'expliquer les flottements de quelques électeurs traditionnels, irrités par telle ou telle mesure impopulaire, mais inévitable, ou, le cas échéant, simplement maladroite. D'autre part il faut également reconnaître que le succès et le maintien de ce parti tiennent à autre chose qu'au simple caprice de l'électeur. S'inspirant des principes chrétiens, le parti de la droite qui, malgré son nom, et au lieu de servir une seule couche de la population, s'est toujours présenté comme un véritable parti populaire, n'a jamais cessé de réaliser une politique sociale. Aussi, après la libération de 1944, pour mieux souligner encore cet aspect social de son programme et de son activité, a-t-il pris nom de parti chrétien-social.

Depuis 1919, où ce parti a pour la première fois profondément marqué de son seing la carte électorale du Grand-Duché⁶⁾, la répartition géographique de ses électeurs est toujours restée, à peu de chose près, la même. Ce sont, en effet, les cantons ruraux et notamment agricoles qui lui accordent de loin la majorité de leurs suffrages, cependant que les circonscriptions urbaines et industrielles, de même que leurs cantons satellites, ne le soutiennent pas de façon aussi prépondérante.

En 1919, le canton viticole de Remich lui confia 83 % de ses suffrages, tandis que la ville de Luxembourg et le canton d'Esch ne lui en accordaient que respectivement 37,05 % et 31,8 %. Comme nous l'avons déjà signalé à propos d'autres phénomènes, les cantons de Luxembourg-Campagne, de Mersch et de Capellen occupent, ici encore, une position intermédiaire entre les régions urbaines et industrielles d'une part et le reste du Grand-Duché d'autre part. Leurs pourcentages des suffrages exprimés au parti de la droite s'établissent à 58,65 %, 57,54 % et 51,78 % respectivement.

En 1954, donc 35 ans plus tard, la structure fondamentale de cette géographie électorale n'a guère changé. Vient en effet toujours en tête des zones d'influence du parti chrétien-social les régions foncièrement agricoles qui, comme les cantons de Clervaux, de Redange et de Remich, lui attribuent entre 60 et 70 % de leurs suffrages. Situation inchangée également quant aux centres urbains et industriels et leurs cantons limitrophes. A Luxembourg-Ville ce parti réunit sur sa liste 39,88 % des suffrages, dans le canton d'Esch il atteint 34,27 %, soit, dans les deux cas, une légère augmentation par rapport à 1919. Dans la zone de transition, le canton de Mersch lui accorde 52,07 % de ses suffrages, le canton de Capellen 49,26 % et le canton de Luxembourg-Campagne 45,94 %, soit une légère diminution par rapport à 1919.

Dans l'ensemble, le parti chrétien-social put inscrire à son compte, en 1954, 45,2 % de tous les suffrages exprimés contre 52,8 % en 1919, mais seulement 42,6 % en 1925. Abstraction faite du résultat extraordinaire de 1919, le parti chrétien-social accuse donc depuis 1925 une stabilité absolument remarquable. Devant pareille situation, il serait de peu d'utilité de vouloir commenter tous les résultats électoraux enregistrés par ce parti entre 1919 et 1954 puisque, pour expliquer telle ou telle variation, il faudrait finalement passer en revue tous les problèmes de la politique luxembourgeoise qui, à un moment ou à un autre, ont pu décider l'électeur de se prononcer pour tel parti ou pour tel homme. Signalons simplement que la coupure indiscutable

qui s'est opérée entre 1919 et 1925 doit trouver son explication dans les deux faits suivants: En 1919 le parti de la droite avait sans doute obtenu nombre de suffrages de gens qui ne lui auraient pas accordé leur confiance si, au moment des troubles révolutionnaires et des luttes dynastiques, ce parti ne s'était pas présenté comme garant de l'ordre et comme sauveur du pays tout court. Or, une fois que le calme était revenu et que la vie nationale évoluait de nouveau dans des voies normales, ces électeurs se détournèrent peu à peu de lui. En outre, le recul de 1925 est largement dû à l'apparition d'un groupe dissident vers lequel s'orientaient quelques cantons ruraux notamment.

Vue dans ces circonstances, la position du parti chrétien-social est même plus affermie en 1954 que vers 1930.

Bien que le facteur religieux joue indubitablement un rôle prépondérant dans la stabilité de ce parti, il est non moins vrai que le parti ne reçoit pas tous les suffrages de tous les catholiques pratiquants.

Au point de vue socio-professionnel, la masse de ses électeurs se recrute dans le milieu agricole et dans les classes moyennes; mais il rassemble également une part notable des suffrages «bourgeois»; dans le monde ouvrier le nombre de ses électeurs ne doit pas être négligeable non plus. A ce propos, signalons une nouvelle fois qu'en 1954, la position du parti chrétien social dans la circonscription de Luxembourg-Ville dépasse tous les résultats acquis aux élections antérieures et que dans le canton d'Esch sa part proportionnelle de l'ensemble des suffrages se révèle également une des meilleures qui aient été enregistrées jusqu'à ce jour.

6) Voir planche N° 44.

2. Le Parti ouvrier socialiste luxembourgeois (avant 1924: parti social-démocrate)

Canton ou circonscription électorale	1919	1922	1925	1928	1931	1934	1937	1945	1948	1951	1954
	(Nombres proportionnels pour 100 suffrages)										
Lux.-Ville....	24,2	14,9	13,1	—	24,4	—	30,8	—	—	—	33,9
Lux.-Camp...	20,0	12,6	13,6	—	24,8	—	34,1	—	—	—	34,5
Mersch	10,8	5,9	9,1	—	20,8	—	25,7	—	—	—	30,1
CENTRE ...	20,8	12,7	12,5	—	23,9	—	30,5	—	—	—	33,7
Esch/Alzette ..	28,0	—	38,9	51,9	44,9	43,9	—	—	—	—	41,2
Capellen	16,6	—	21,0	33,9	39,3	30,9	—	—	—	—	34,1
SUD	25,1	—	34,7	48,2	43,8	41,6	—	30,6	43,6	—	40,0
Clerveaux	4,1	6,8	7,3	—	9,2	—	9,2	—	—	—	17,5
Diekirch	13,9	10,9	13,2	—	14,2	—	19,9	—	—	—	31,7
Redange	6,8	7,8	8,1	—	10,0	—	13,9	—	—	—	18,4
Wiltz	9,3	4,9	7,4	—	17,0	—	21	—	—	—	27,7
Vianen	10,4	16,7	11,5	—	14,7	—	14,9	—	—	—	27,2
NORD	9,0	8,3	9,4	—	13	—	16,5	—	—	—	24,1
Echternach ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21,5
Grevenmacher	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25,9
Remich	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12,3
EST	Le P.O.S.L. ne présentait pas de liste individuelle										
GR.-DUCHE.	—	—	—	—	—	—	—	7,3	20,5	—	20,5
	—	—	—	—	—	—	—	23,3	(37,7)	(33,8)	32,9

Bien que le parti social-démocrate ait pu obtenir, en 1919, un succès certain dans les circonscriptions du Centre et du Sud, et ceci grâce à la mainmise progressive du parti sur les syndicats ouvriers auparavant neutres, ses chefs se montraient néanmoins peu satisfaits du résultat d'ensemble. Dans le Nord, ils ne réunirent même pas 10 % des suffrages exprimés et dans l'Est, où ils avaient fait chose commune avec les libéraux, aucun de leurs candidats n'avait été élu. Autre fait alarmant pour le comité-directeur du parti, les militants intellectuels, jadis absolument dominants, notamment pendant la période du « bloc », ne purent enregistrer que des résultats assez médiocres et bien piètres face au succès de tel ou tel militant ouvrier.

Les déboires successifs de ce parti n'étaient d'ailleurs pas à leur terme: alliance avec les libéraux, au début du 20^e siècle, sous le signe de l'anticléricalisme; puis éclatement peu glorieux du fameux « bloc » échec, ensuite, des tentatives révolutionnaires dont le but fut la proclamation de la république. Dans la mesure où ces tendances restaient toujours vivaces au sein du parti, elles ne pouvaient manquer d'en ébranler profondément la cohésion interne. Aussi assistons-nous,

après l'échec des grèves de 1921, à l'éclatement du parti en trois troupes, le premier étant le groupe communiste proprement dit qui suivra désormais son évolution particulière, cependant que les deux autres arrivent tout juste à se réconcilier pour affronter les élections de 1922. Celles-ci portent néanmoins la contre-marque de cette division peu profitable: Dans le Nord, le parti réussit, à peu de chose près, à maintenir sa faible position, mais dans le Centre il recule d'une manière éclatante, perdant presque la moitié de ses suffrages de 1919.

Tirant la leçon des événements, le parti s'assure ensuite de façon définitive le concours des syndicats « libres » (précédemment neutres) qui, après l'échec de 1921, et avec la reprise de la conjoncture économique, voient à nouveau se gonfler leurs effectifs. Aussi le parti change-t-il de nom en 1924 pour s'appeler désormais parti ouvrier. Cette nouvelle dénomination devait d'ailleurs s'avérer des plus heureuses. L'effacement du parti populaire, dont il fut question précédemment, aidant, le parti ouvrier put déjà enregistrer en 1925 un progrès très net dans le Sud, tandis que dans le Centre et dans le Nord il trottait toujours sur place. Les élections de 1928 sont marquées par un nouveau démarrage sensationnel du parti ouvrier dans la circonscription du Sud, résultat qui lui assure désormais dans cette région une avance très nette sur les autres partis. Ce succès ne devait d'ailleurs que prélude à celui que le parti remporta en 1931 dans le Centre où il recueillit presque 24 % de tous les suffrages contre seulement 12,54 % en 1925. Dans le Nord également, il passe à cette époque du chiffre de 9,46 % des suffrages à 13 %. Dans le Sud par contre, le résultat ne fut plus aussi brillant qu'en 1928: la position du parti, sans être réellement mise en danger, y ressentira d'ailleurs une nouvelle secousse en 1934, cependant qu'elle se fortifie dans les deux autres circonscriptions lors des élections de 1937.

Le premier verdict des urnes, au lendemain de la libération, était peu favorable aux candidats socialistes. Dans le Nord, ils récupéraient leur place d'avant-guerre; dans la circonscription de l'Est, où le parti présentait pour la première fois une liste particulière, le résultat resta fort médiocre, puisque 7,3 % des voix seulement allaient aux socialistes. Fait beaucoup plus alarmant encore, le parti ne recula pas seulement dans le Centre, mais subit un véritable échec dans le Sud, son fief principal.

Les élections partielles de 1948 ne tardèrent cependant pas à renverser cette situation: dans le Sud, le parti put reconquérir sa position d'avant 1940 et dans la circonscription de l'Est il avança considérablement, réunissant 20,5 % de tous les suffrages contre seulement 7,3 % en 1945. Les élections partielles de 1951, placées par les socialistes sous le signe de leur hostilité au service militaire obli-

gatoire introduit en 1945 renforcent cette tendance: dans le Centre le parti réussit à obtenir 39,9 % des suffrages, résultat encore jamais atteint auparavant; dans le Nord il améliore également sa position d'une manière appréciable, enregistrant 24,1 % de toutes les voix exprimées contre seulement 16,3 % en 1945.

Les élections générales de 1954 marquent ensuite un certain revirement du corps électoral: Si le parti ouvrier peut se maintenir dans les circonscriptions du Nord et de l'Est, il perd du terrain dans le Sud et notamment dans le Centre.

Comme presque tous les partis socialistes des pays occidentaux, le parti ouvrier luxembourgeois a, lui aussi, subi une profonde évolution au cours des dernières décades. Depuis longtemps ses chefs se heurtent au dilemme ou bien de rester le parti d'une classe déterminée, ou bien d'adopter une base plus large et de devenir ainsi un véritable parti populaire. Selon les besoins du moment, ils jouent l'une ou l'autre carte, parfois les deux en même temps ce qui ne va évidemment pas sans certaines confusions et contradictions. Le flottement de ses électeurs peut d'ailleurs partiellement s'expliquer ainsi.

Au point de vue doctrinal, le parti socialiste a depuis longtemps, pratiquement depuis la sécession du groupe communiste, renoncé à ses principes révolutionnaires d'antan et entend mener sincèrement le jeu démocratique.

Sur le plan religieux, le parti se déclare officiellement neutre, surtout en période d'élections. Ses chefs les plus en vue ne cachent cependant pas leur position qu'ils qualifient d'«anticléricale», mais qui, en fait, est antireligieuse. Sur ce point ils sont d'ailleurs toujours très fidèlement suivis par leur fraction parlementaire.

Bien que la plupart des réalisations sociales aient vu le jour sous un gouvernement dirigé par le parti chrétien-social, les socialistes ont néanmoins su inciter aux ouvriers la conviction que seul le parti socialiste reste le vrai défenseur de leurs intérêts. Grâce à sa toute-puissance dans les syndicats affiliés à la C.G.T., le parti socialiste bénéficie aujourd'hui de la majorité des voix ouvrières. Aussi la répartition et la densité différente de l'élément ouvrier sur le territoire du pays expliquent-elles la force inégale du parti dans les diverses circonscriptions. Ses progrès récents dans le Nord et dans l'Est sont sans doute en rapport avec l'accroissement du nombre d'ouvriers dans ces régions.

Mais à côté des voix ouvrières, le parti socialiste peut compter sur bon nombre de suffrages que lui apportent les employés et les fonctionnaires ainsi que des membres des professions libérales. Cet «embourgeoisement» progressif traduit bien toute l'évolution parcourue

par le parti socialiste: Après le parti chrétien-social, c'est lui aujourd'hui le groupement politique le plus important du pays. Et à ce titre, il reçoit indubitablement de nos jours une bonne partie des voix essentiellement anticléricales qui revenaient jadis au parti libéral.

3. Le Parti libéral (ou radical-libéral) et le Groupement démocratique

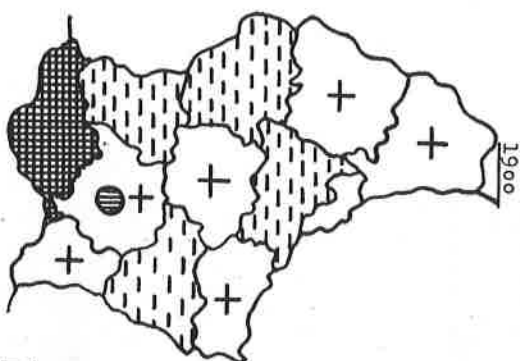
Grand champion politique au 19e et au début du 20e siècle, le parti libéral a été complètement décliné entre les deux guerres mondiales. A partir du moment, en effet, où la population entière était appelée aux urnes et que des préoccupations économiques et sociales commencèrent à influencer le choix de l'électeur, le parti libéral perdit pour ainsi dire battu d'avance puisqu'il ne pouvait pas compter sur une clientèle aussi nombreuse et dévouée que celle que trouvait le parti de la droite dans les milieux ruraux et le parti socialiste dans les syndicats ouvriers. Flairant d'avance le danger menaçant, les leaders libéraux, contrairement au parti de la droite et aux socialistes, se sont d'ailleurs toujours montrés hostiles à l'adoption du suffrage universel.

Voici l'évolution du parti libéral lors des élections de 1919 à 1937; les chiffres ultérieurs concernent non plus le parti libéral proprement dit, mais le Groupement démocratique, constitué en 1945:

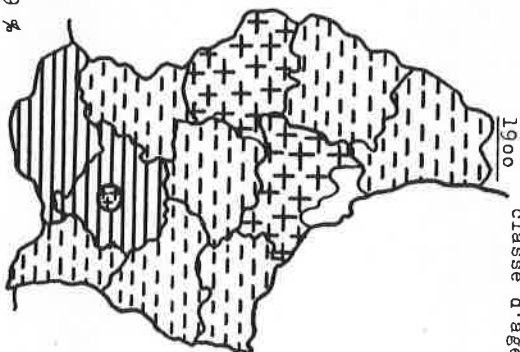
Canton ou circonscription électorale	1919	1922	1925	1928	1931	1934	1937	1945	1948	1951	1954
(Nombres proportionnels pour 100 suffrages)											
Lux-Ville....	35,1	47,0	10,9	—	15,7	—	17,2	—	—	—	19,1
Lux.-Camp..	19,1	31,1	6,7	—	5,9	—	9,9	—	—	—	12,9
Mersch	27,2	30,9	5,9	—	4,4	—	18,3	—	—	—	13,5
CENTRE ...	30,5	42,3	9,2	—	12,0	—	16,2	25,9	—	19,7	17,4
Esch/Alzette	17,8	—	16,7	9,4	—	14,7	—	—	—	—	4,3
Capellen	21,4	—	15,8	8,3	—	13,3	—	9,9	6,5	—	7,0
SUD	18,7	—	16,5	9,3	—	14,5	—	—	—	—	4,8
Clerveaux	—	—	—	—	1,7	—	10,3	—	—	—	11,5
Diekirch ...	—	—	—	—	5,4	—	9,6	—	—	—	13,7
Redange	—	—	—	—	1,8	—	8,4	—	—	—	16,8
Wiltz	—	—	—	—	0,9	—	8,9	—	—	—	9,8
Vanden	—	—	—	—	1,4	—	5,1	—	—	—	13,5
NORD	—	—	—	—	2,6	—	8,7	19,7	—	22,7	12,9
Echternach ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18,8
Grevenmacher	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22,2
Remich	—	—	—	—	—	—	—	19,5	26,6	—	23,5
EST	—	—	—	—	—	—	—	18,0	(11,5)	(20,8)	21,8
GR-DUCHE.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12,3

ASPECTS DEMOGRAPHIQUES DE CHAQUE CANTON

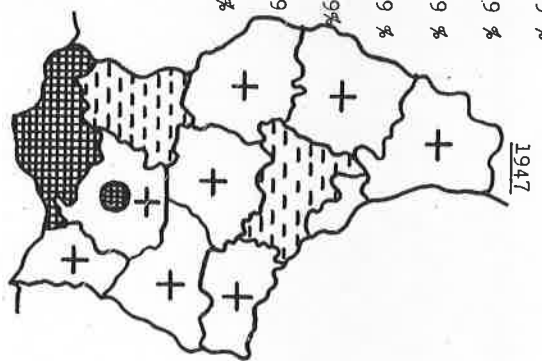
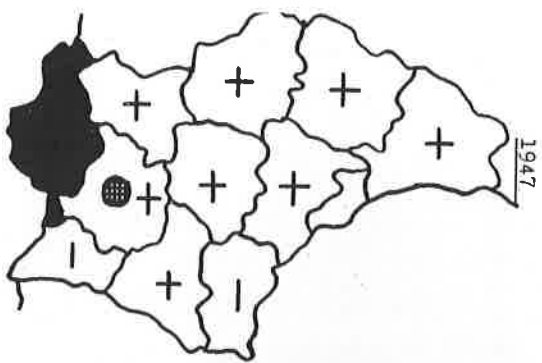
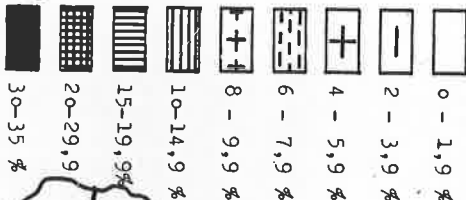
La population de chaque canton en % de la population totale du pays



Les personnes âgées de 65 ans et plus, en % du nombre total des personnes de cette classe d'âge



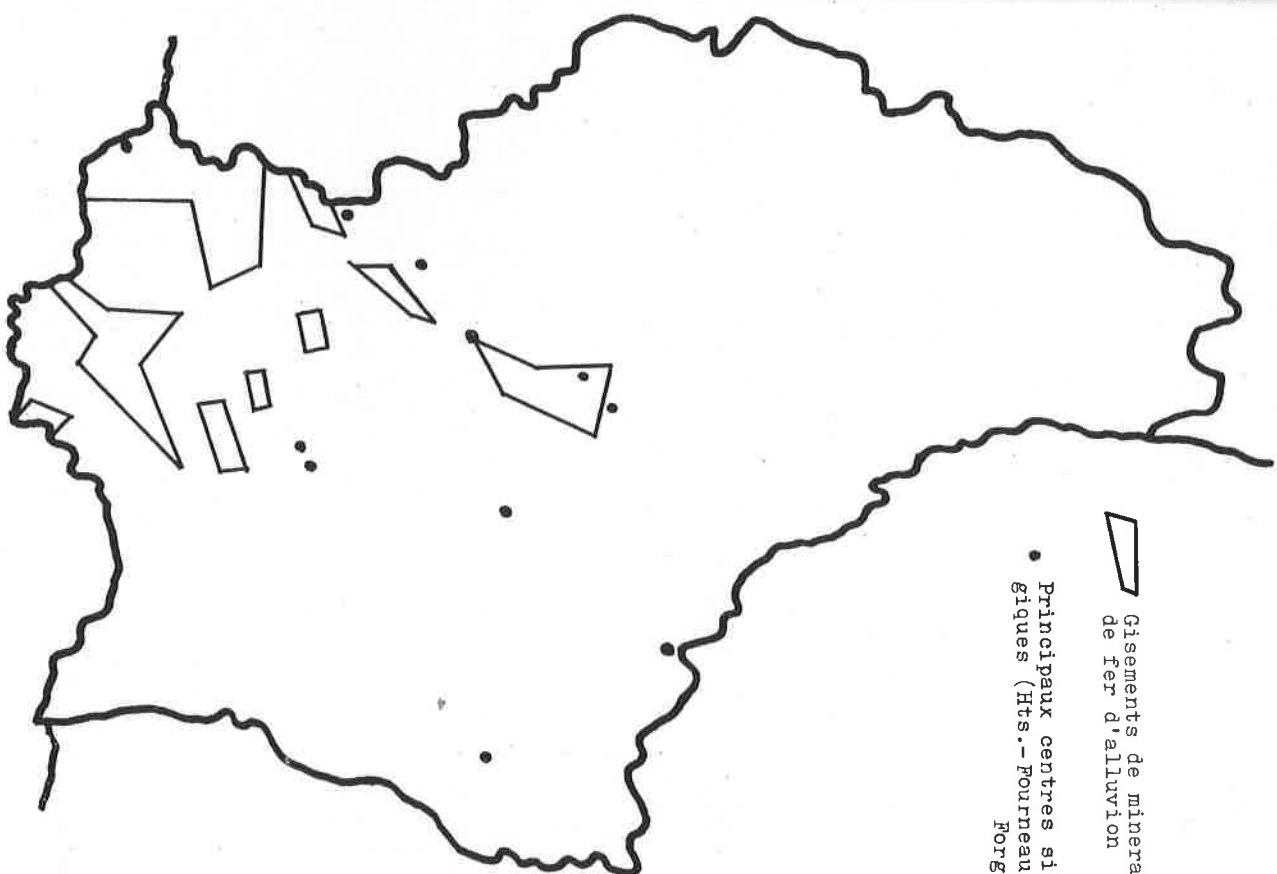
Légende:



L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE LUXEMBOURGEOISE D'AVANT 1860

Gisements de minerais de fer d'alluvion

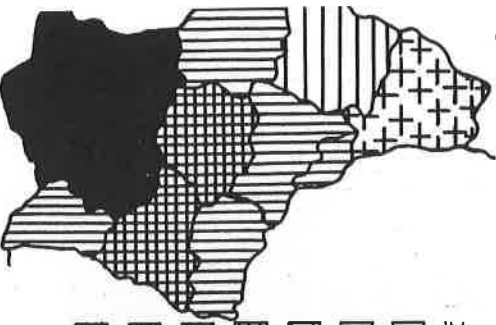
Principaux centres sidérurgiques (Hts.-Fourneaux ou Forges)



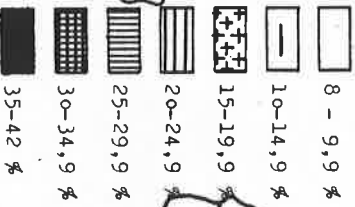
ASPECTS DU SECTEUR AGRICOLE

DIMINUTION DU NOMBRE DES DETENTEURS DE BOVINS PAR CANTONS ENTRE 1937 et 1954

Moyenne nat. = - 29,9 %

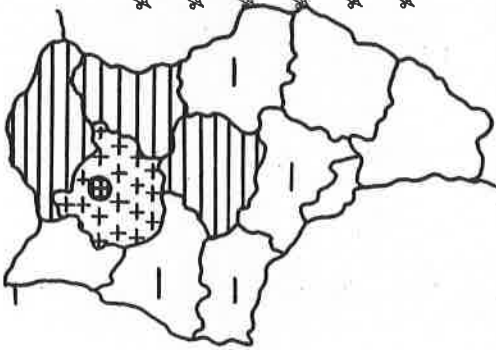


Légende:

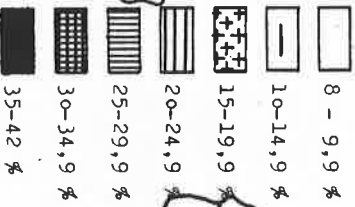


DIMINUTION DU NOMBRE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES DE 2 ha ET PLUS PAR CANTONS ENTRE 1950 et 1957

Moyenne nationale = - 14,6 %



Légende:

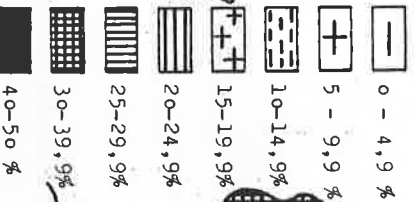


LA MAIN-D'OEUVRE AGRICOLE FAMILIALE ET SALARIEE, AGEES DE 15 A 20 ANS EN % DU NOMBRE TOTAL DES JEUNES DE 15 A 20 ANS PAR CANTONS

Jeunes Gens

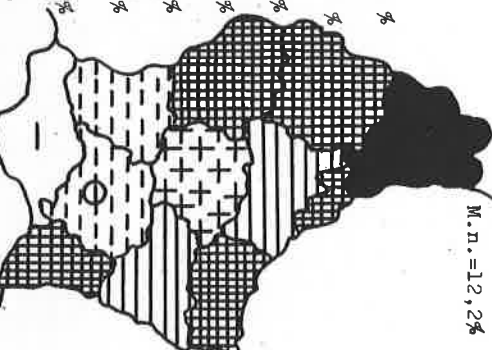
M.n.=13,8%

Légende:

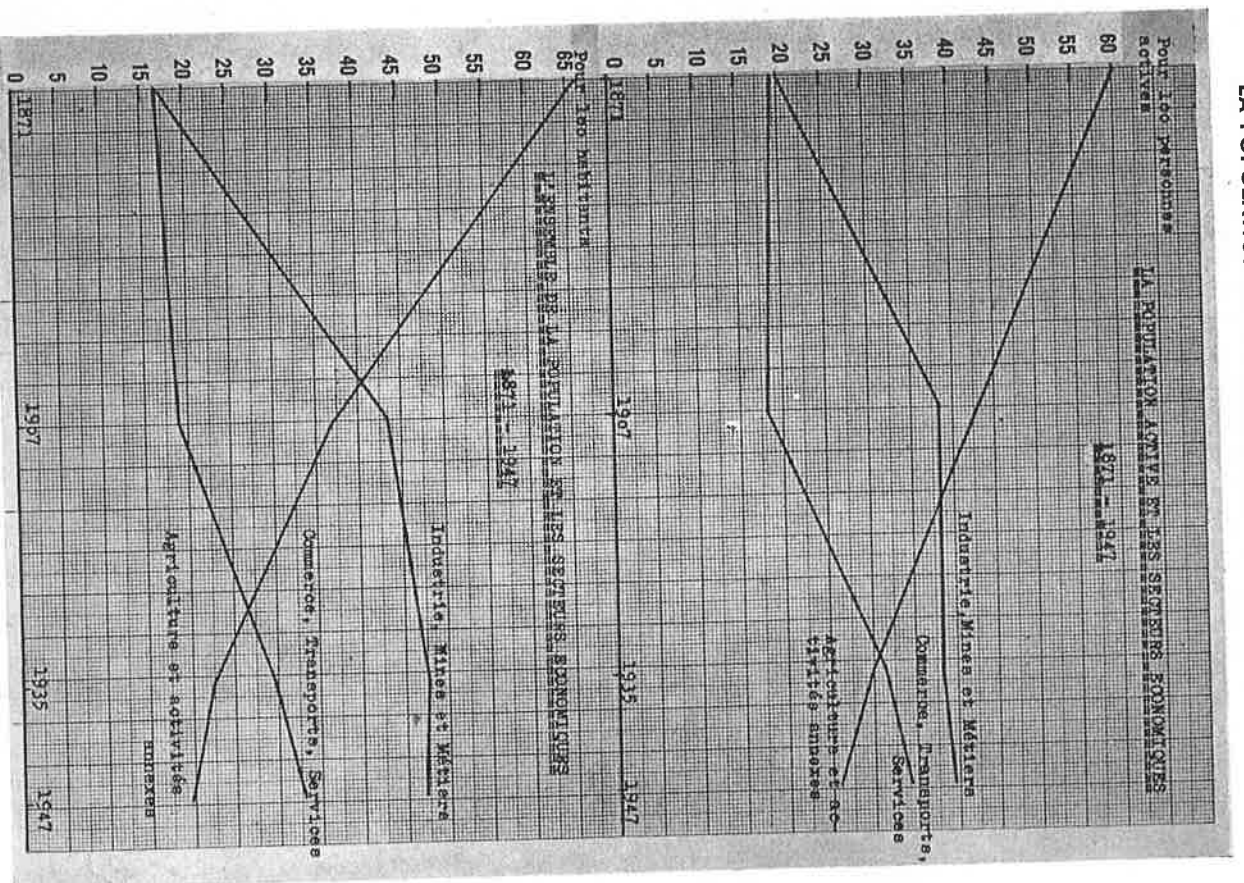


Jeunes Filles

M.n.=12,2%

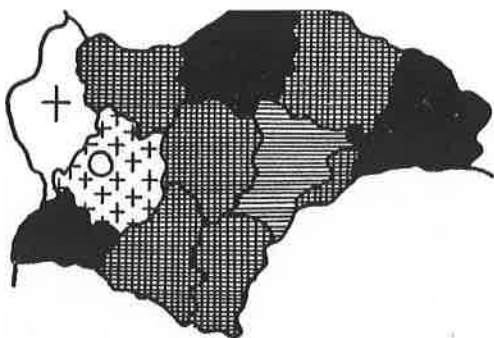


LA POPULATION ET LES SECTEURS ECONOMIQUES (1871-1947)

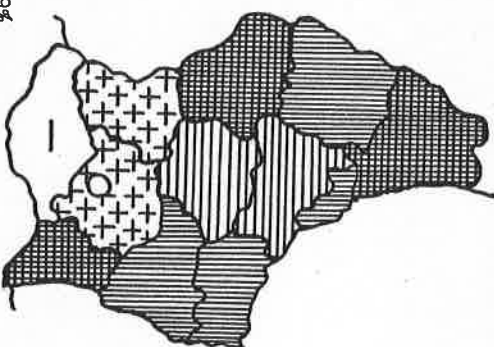


**A POPULATION ACTIVE AGRICOLE EN POURCENTAGE DE LA POPULATION ACTIVE
TOTALE SUIVANT LE CANTON EN 1907, 1935 et 1947**

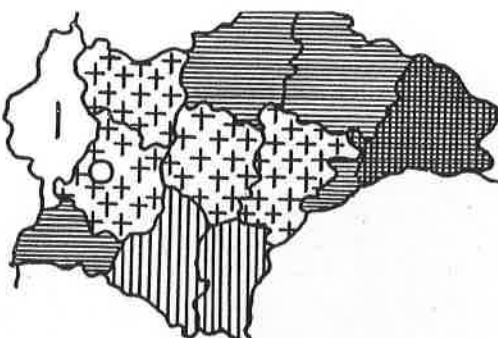
1907
M.n. = 43,2%



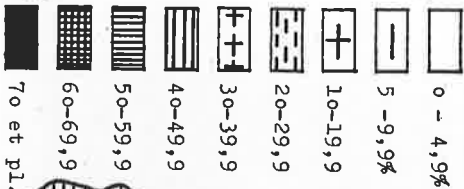
1935
M.n. = 30,2%



1947
M.n. = 26,1%

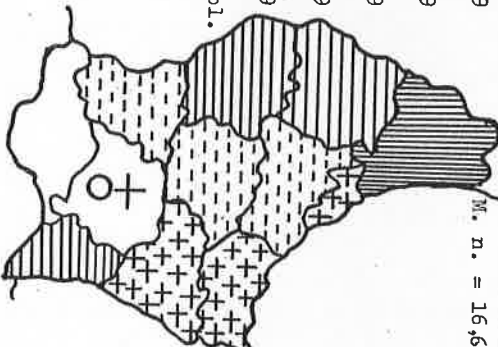


Légende:



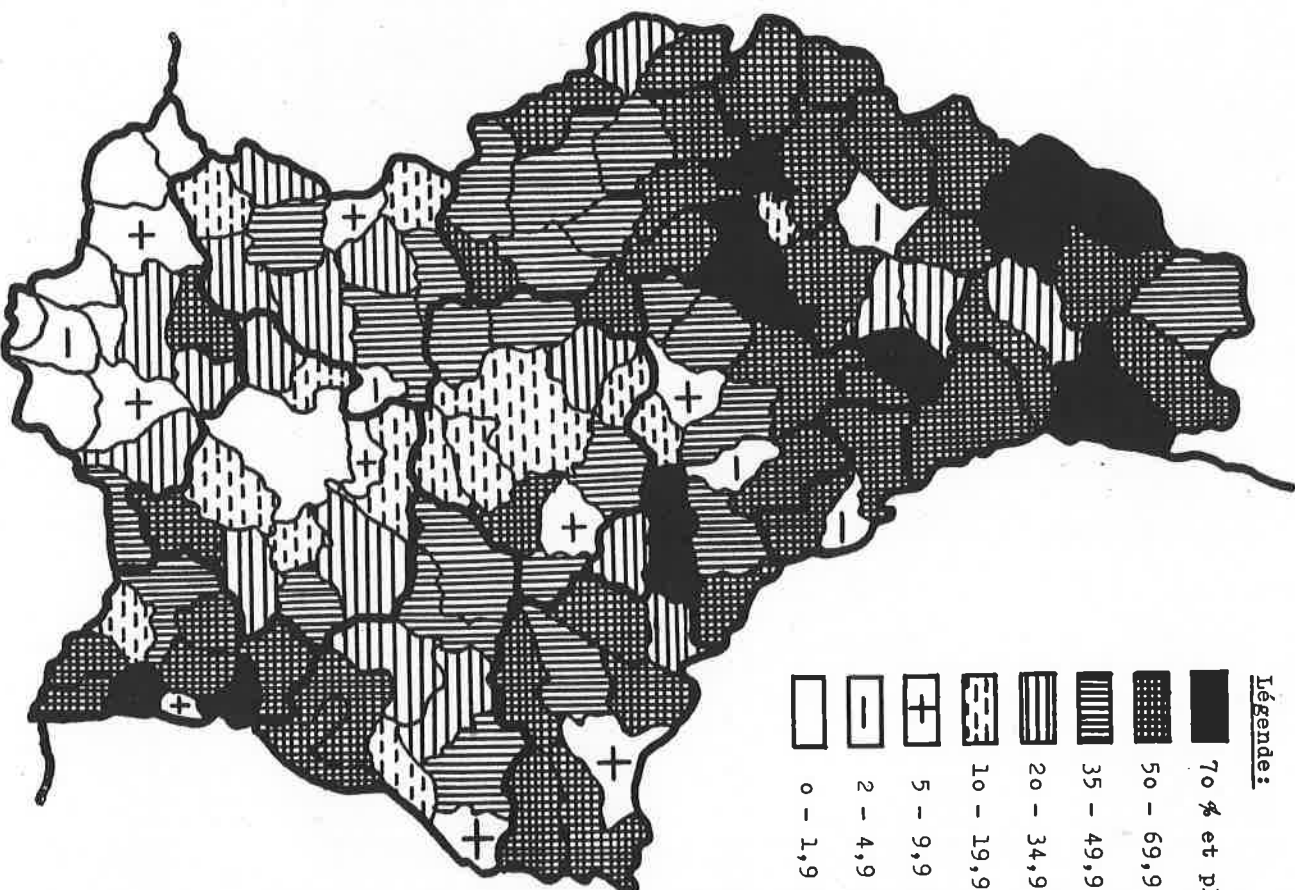
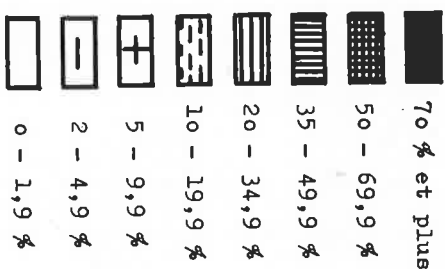
**PERSONNES VIVANT AUX FRAIS
D'UNE EXPLOITATION AGRICOLE EN
% DU NOMBRE TOTAL DES HABITANTS
SUIVANT LE CANTON EN 1950**

M. n. = 16,6%

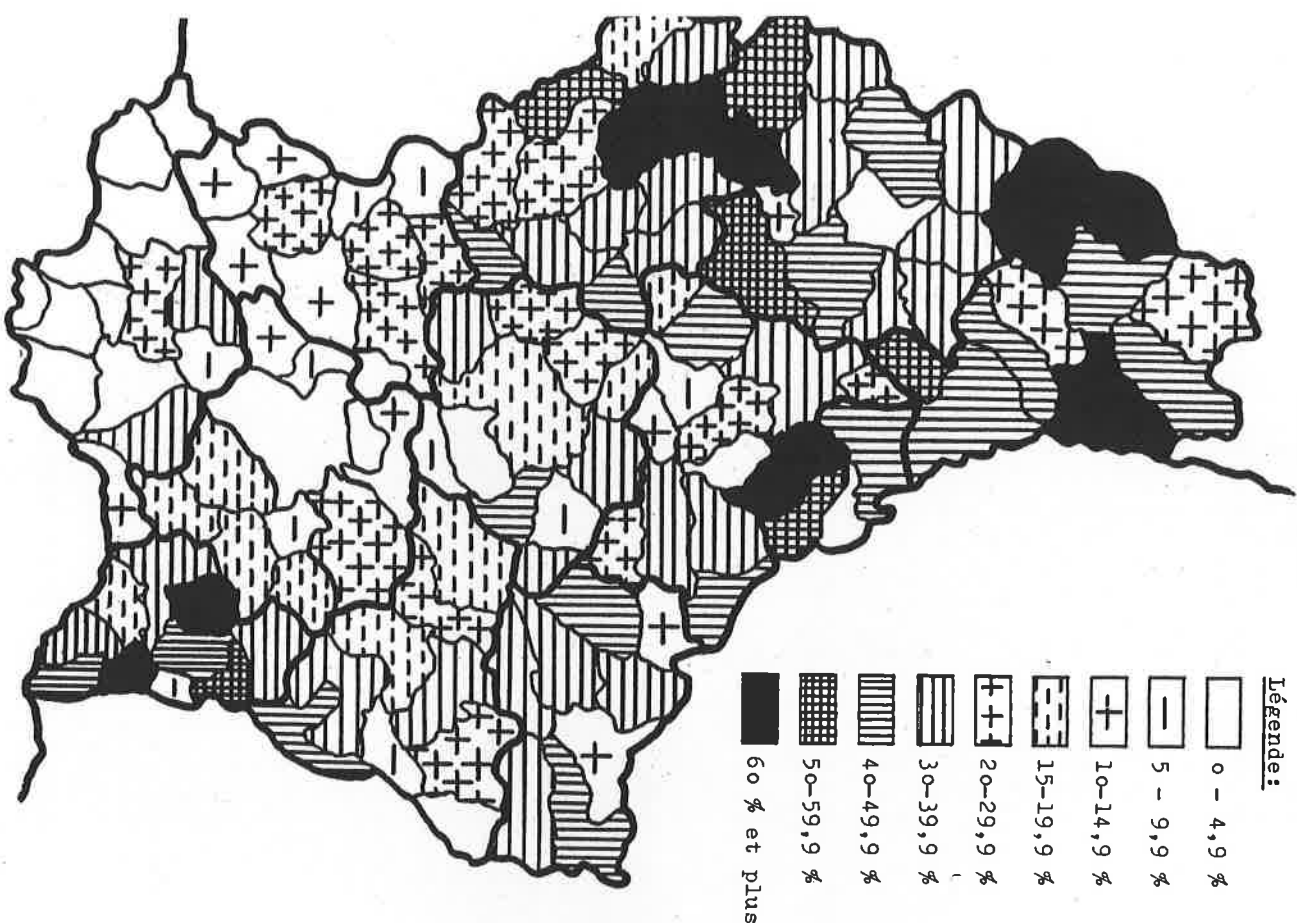


PERSONNES VIVANT AUX FRAIS D'UNE EXPLOITATION AGRICOLE EN 1950
(En pourcentage de la population totale des communes)

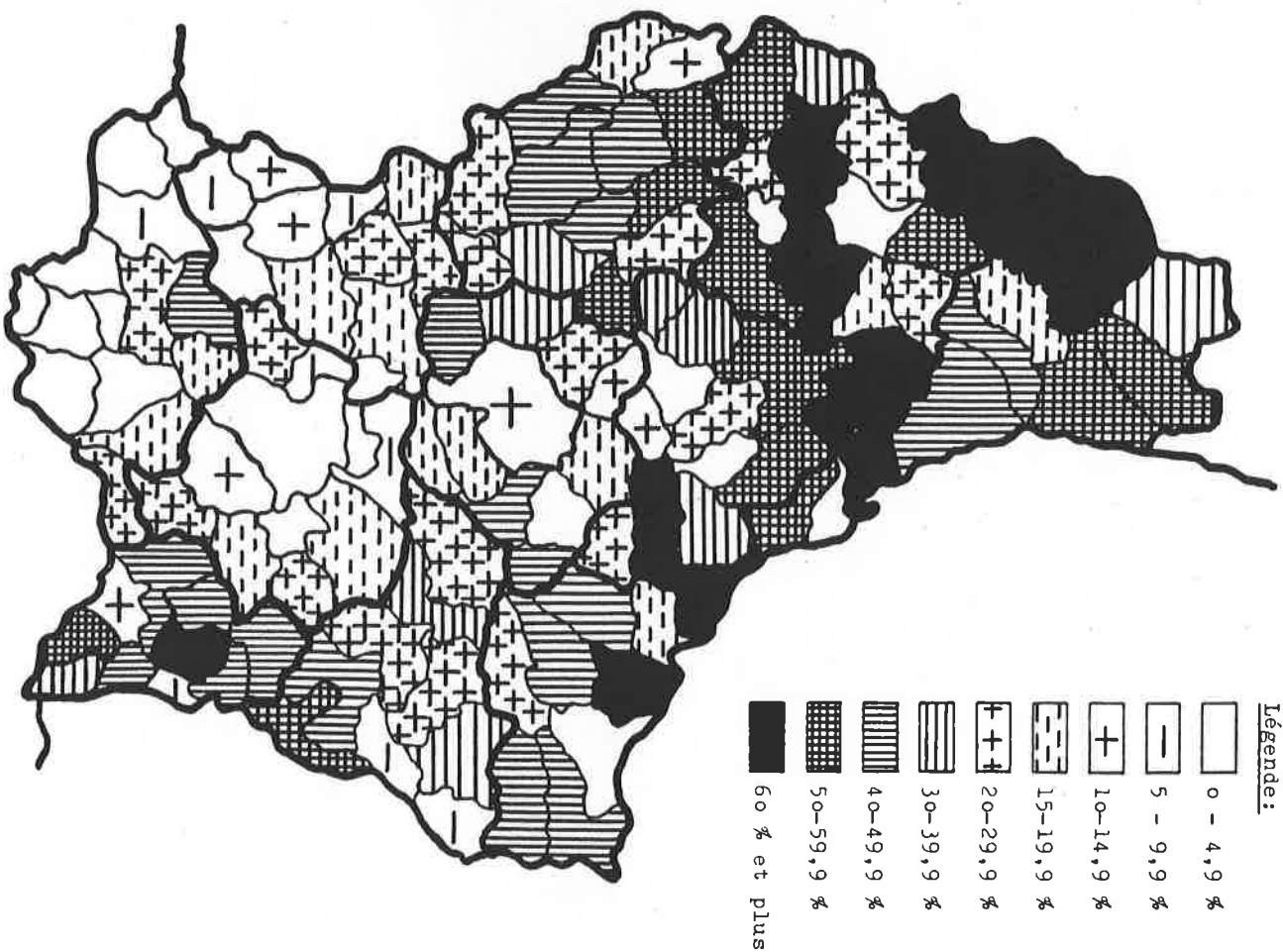
Légende:



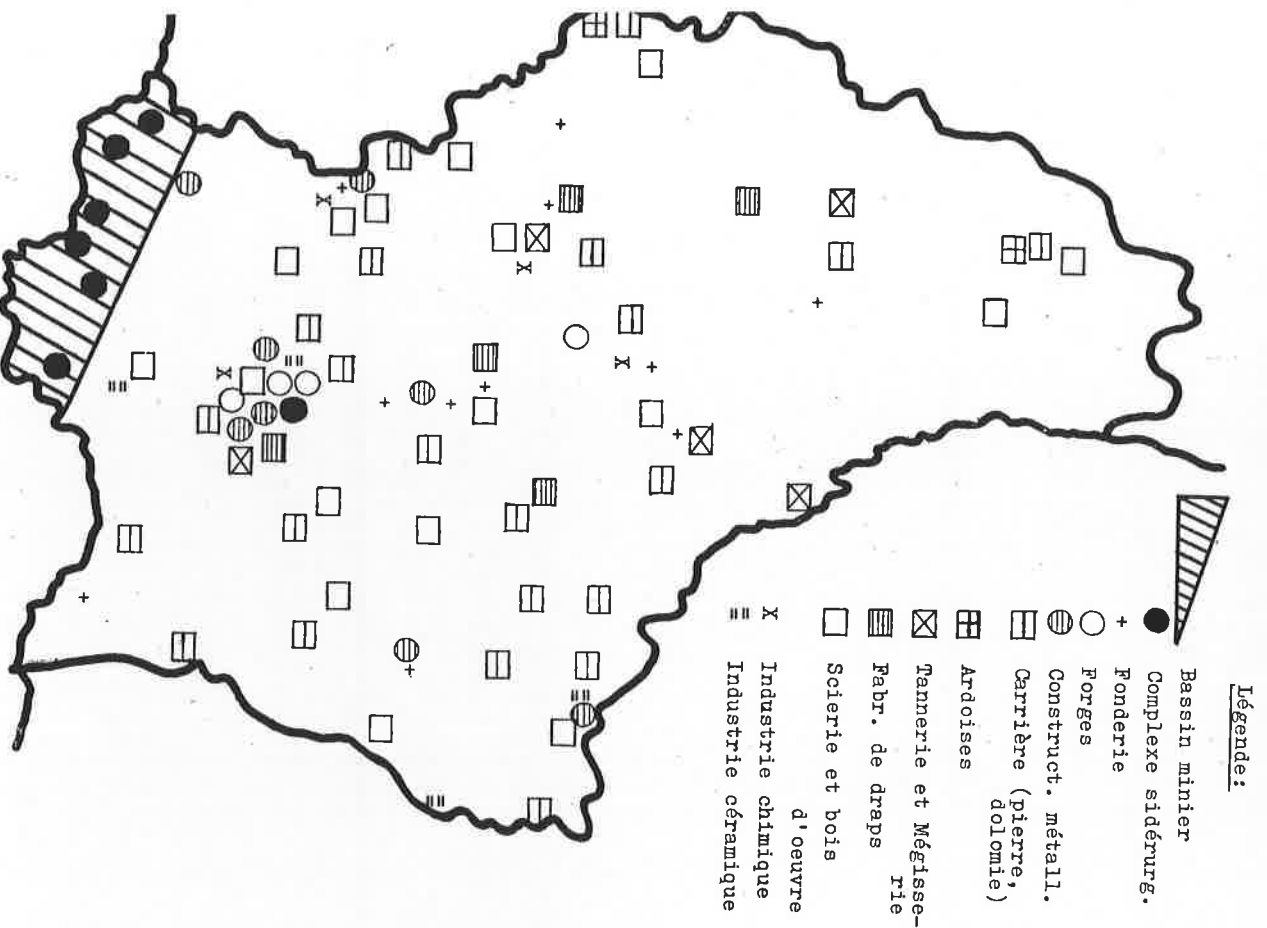
LA MAIN-D'OEUVRE AGRICOLE MASCULINE FAMILIALE ET SALARIEE, AGÉE DE 15 A 20 ANS, EN % DU NOMBRE TOTAL DES JEUNES GENS DE 15 A 20 ANS DE CHAQUE COMMUNE EN 1950



LA MAIN-D'OEUVRE AGRICOLE FÉMININE FAMILIALE ET SALARIEE, AGÉE DE 15 A 20 ANS, EN % DU NOMBRE TOTAL DES JEUNES FILLES DE 15 A 20 ANS DE CHAQUE COMMUNE EN 1950

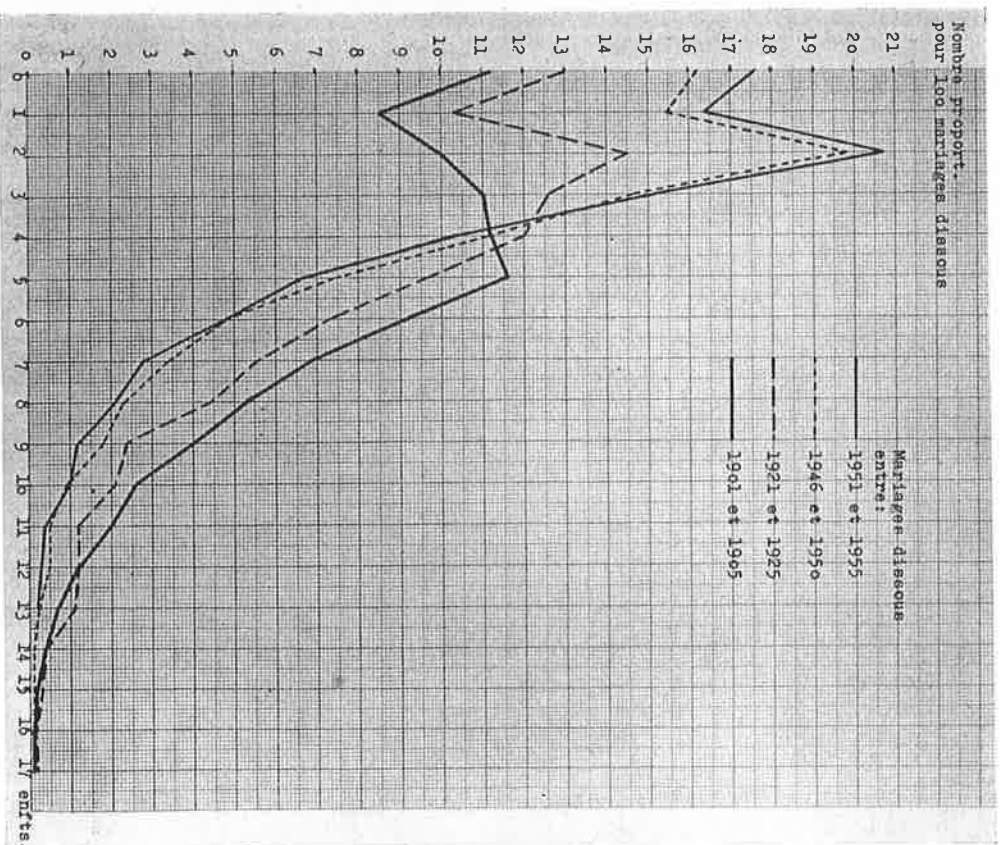


LES PRINCIPAUX CENTRES D'ACTIVITE INDUSTRIELLE

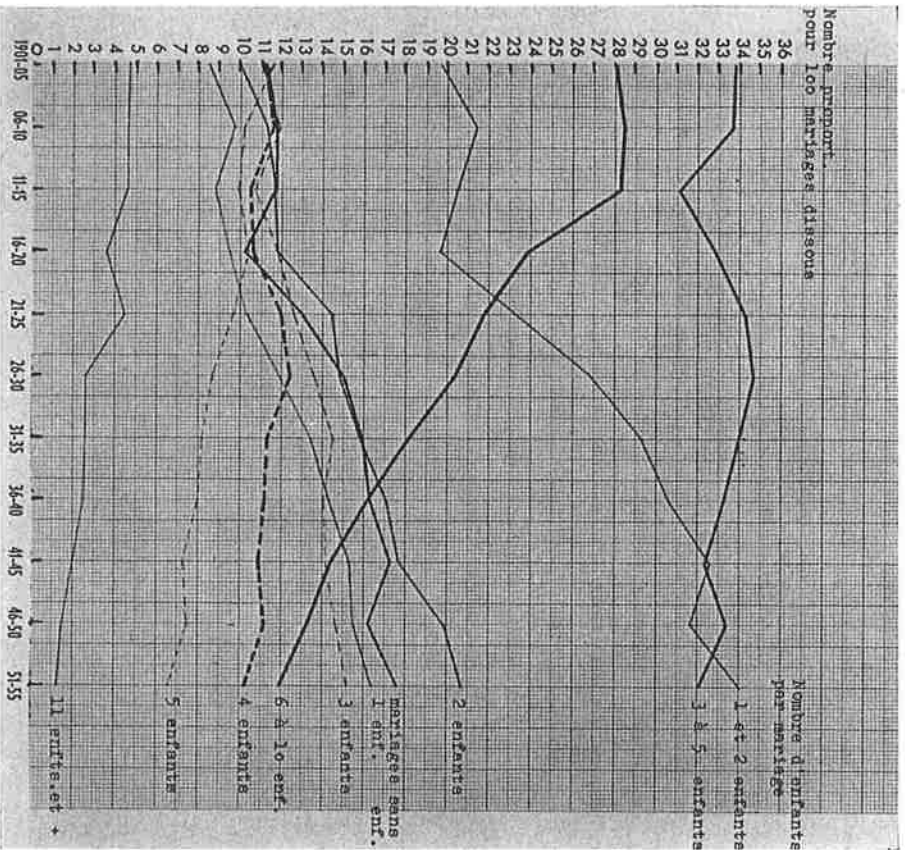


Source: "Annuaire Statistique 1955", p. 205

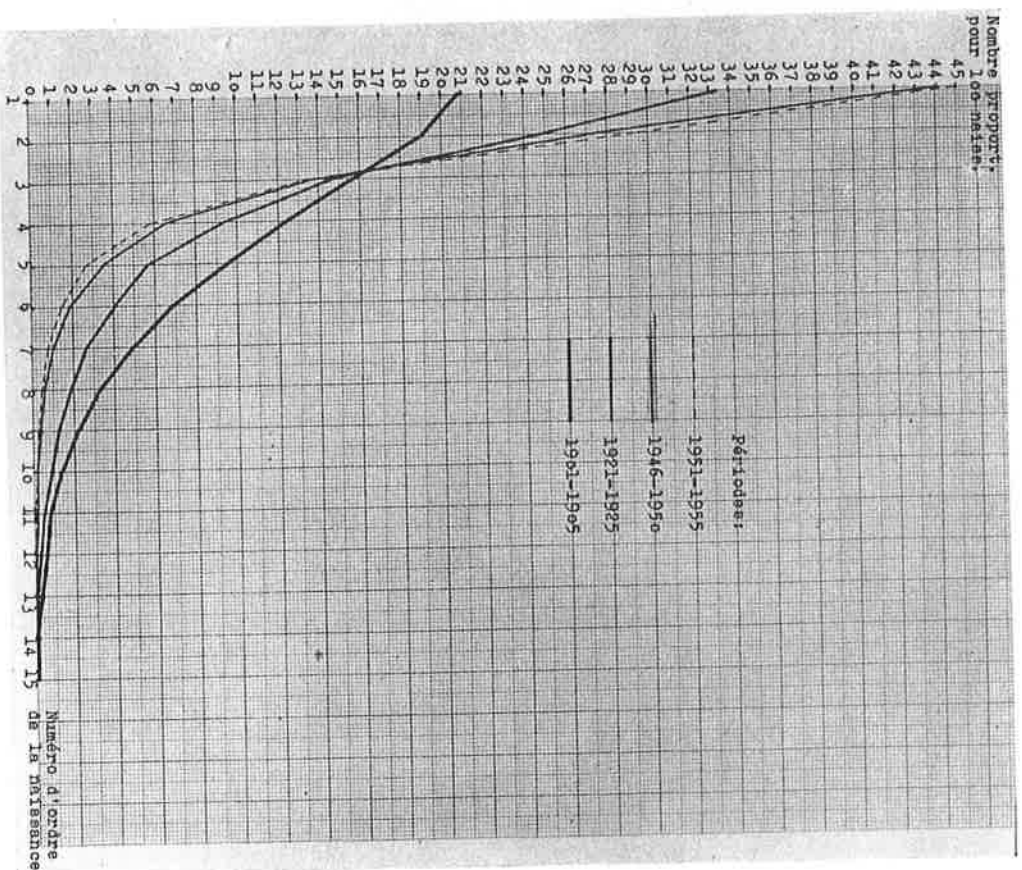
MARIAGES DISSOUS PAR LA MORT SELON LA FECONDITE LEGITIME A DIVERSES EPOQUES



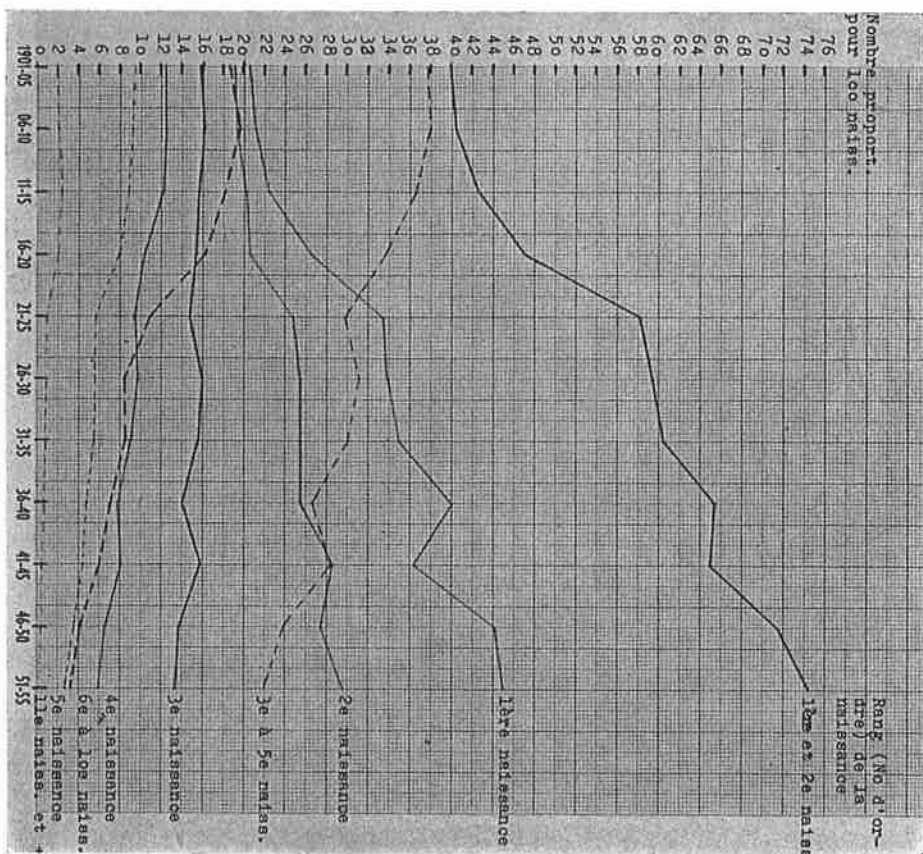
EVOLUTION DE LA FECUNDITE DES MARIAGES AU MOMENT DE LEUR DISSOLUTION PAR LA MORT (1900-1955)



NAISSANCES VIVANTES LEGITIMES SELON LEUR RANG A DIVERSES EPOQUES

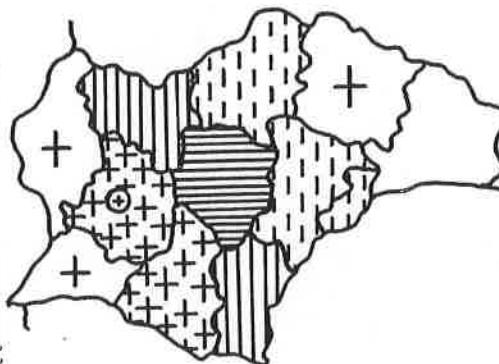
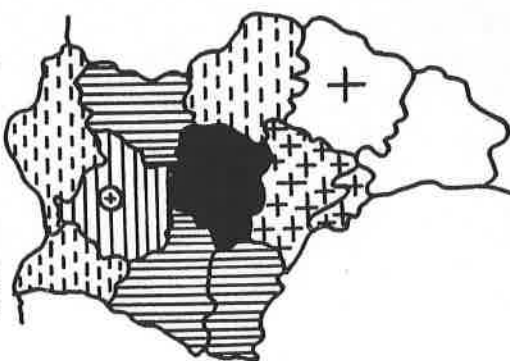


EVOLUTION DES NAISSANCES SUIVANT LEUR RANG (1901-1955)



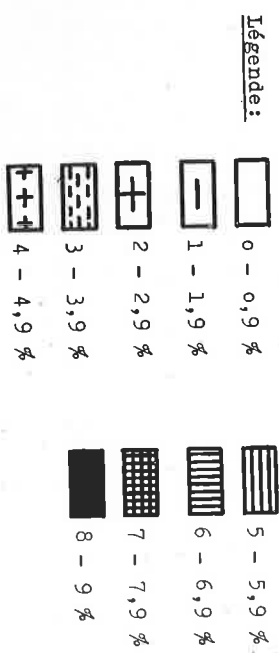
MIGRATIONS PROFESSIONNELLES ET SCOLAIRES QUOTIDIENNES ASSUREES PAR LA S.N.C.F.L. EN JANVIER 1958

(Déplacements en % de la population totale de chaque canton)

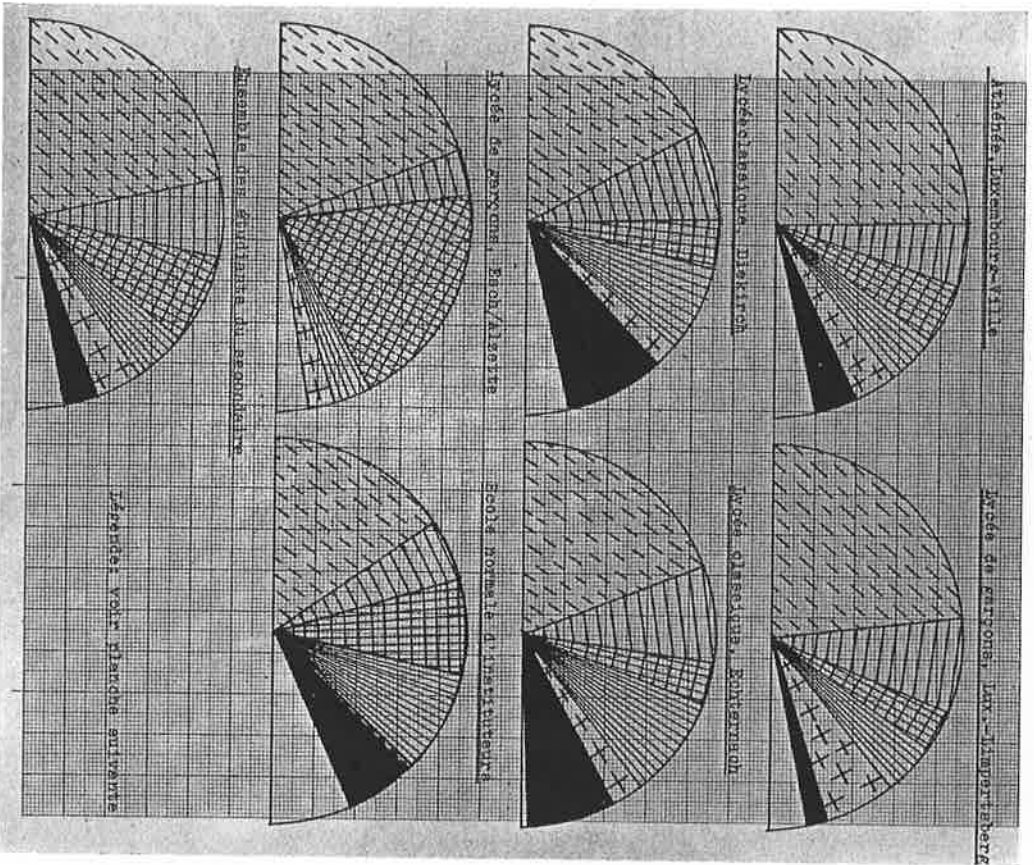


Migrations professionnelles et scolaires

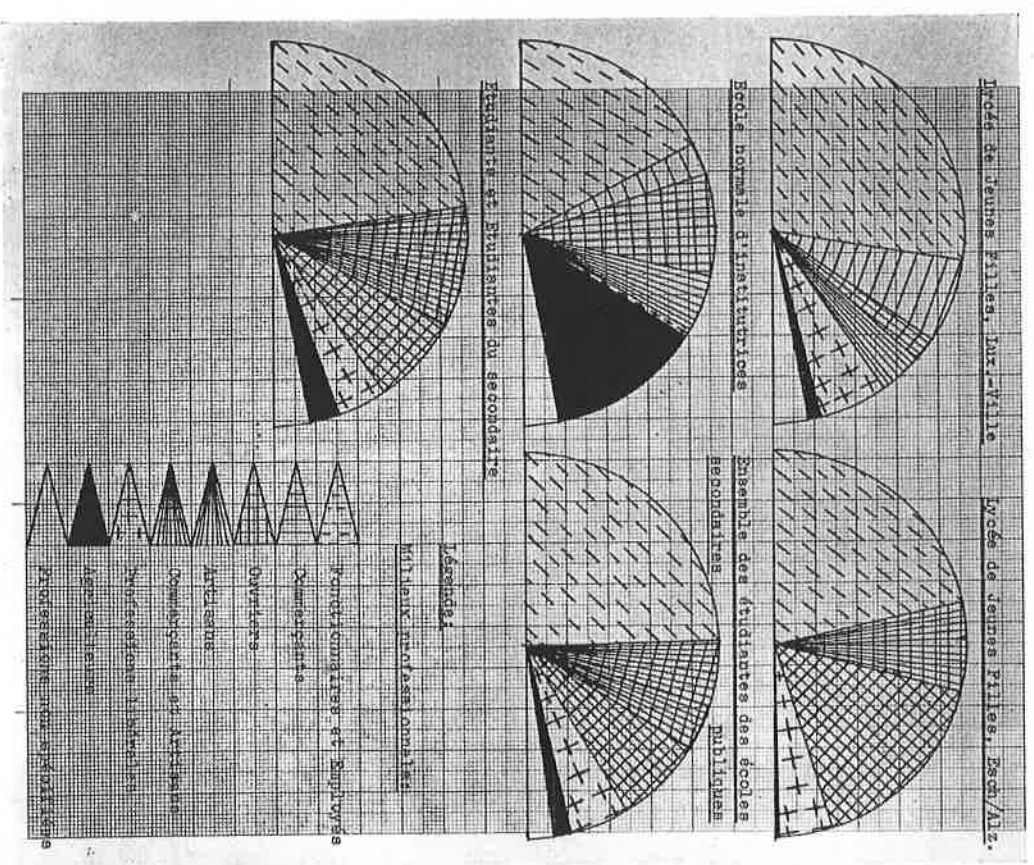
Migrations professionnelles



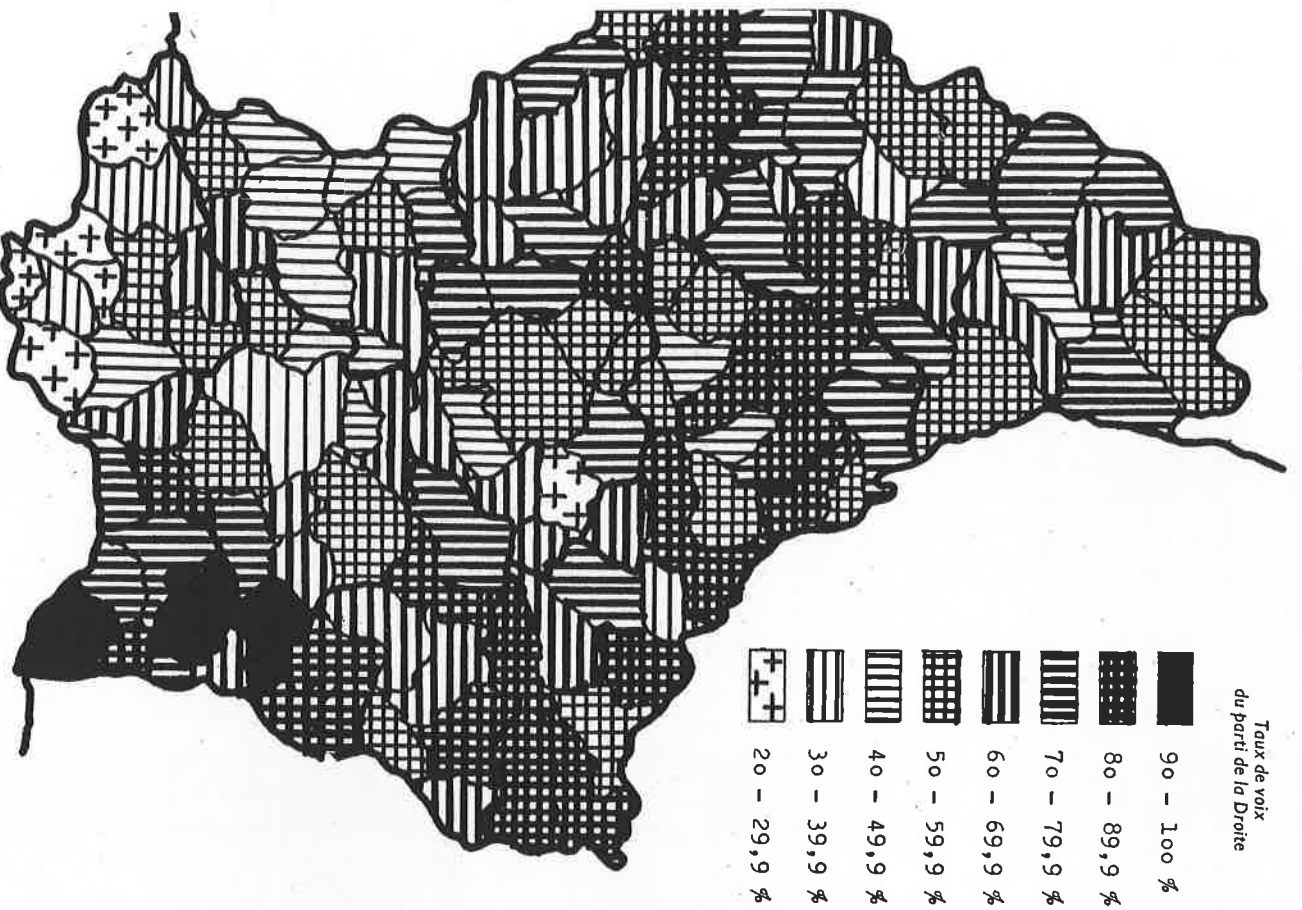
L'ORIGINE SOCIO-PROFESSIONNELLE DES ELEVES DU SECONDAIRE (1956-57)



L'ORIGINE SOCIO-PROFESSIONNELLE DES ELEVES DU SECONDAIRE (1956-57)



ELECTIONS LEGISLATIVES DE 1919

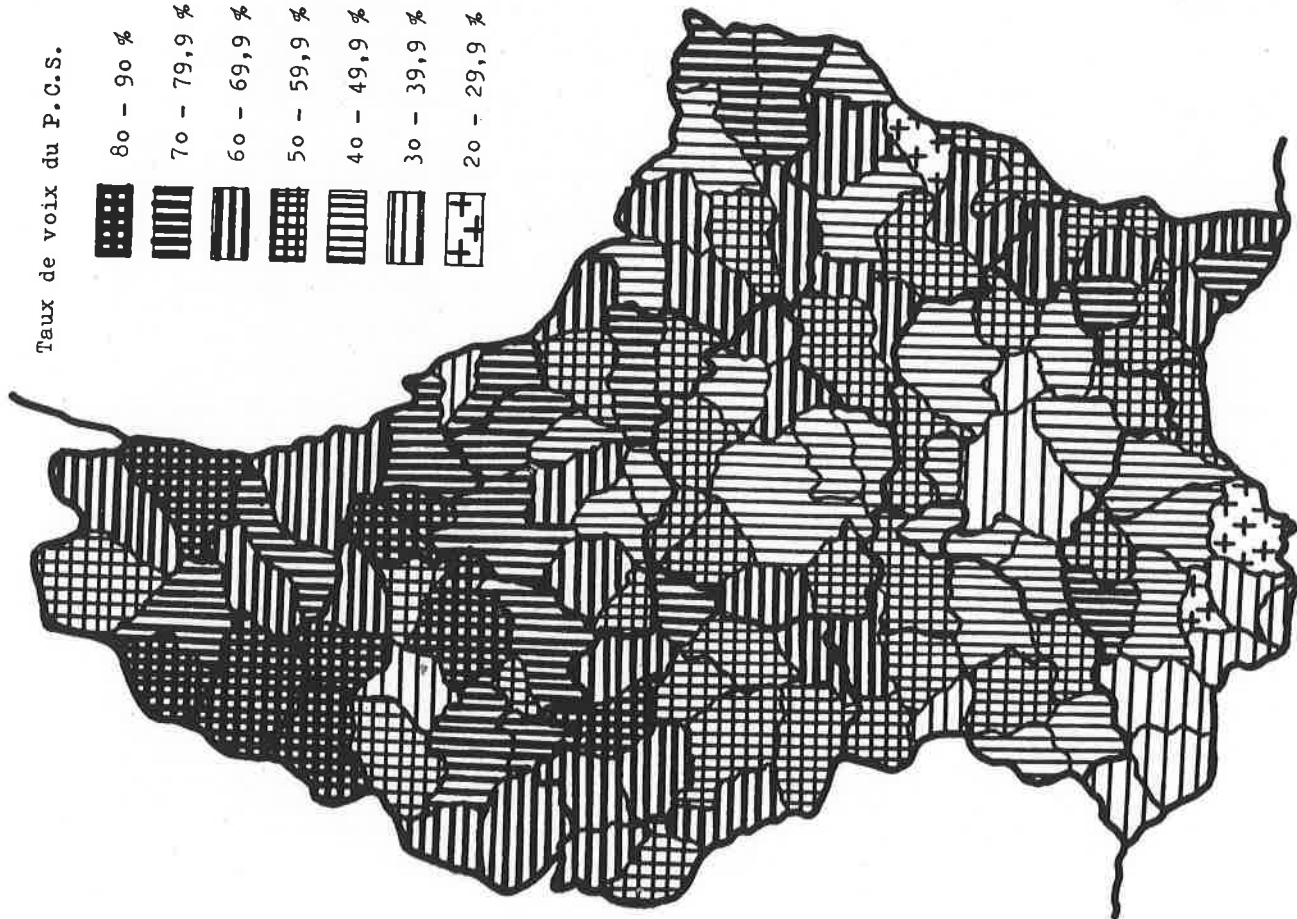
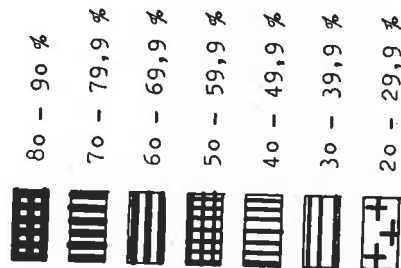


ELECTIONS LEGISLATIVES DE 1934 (SUD ET EST) ET DE 1937 (CENTRE ET NORD)



ELECTIONS LEGISLATIVES DE 1954

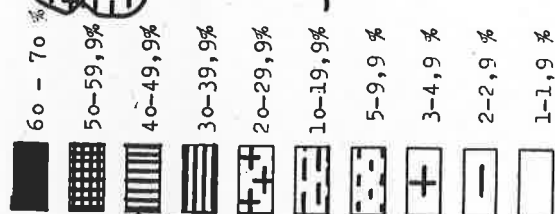
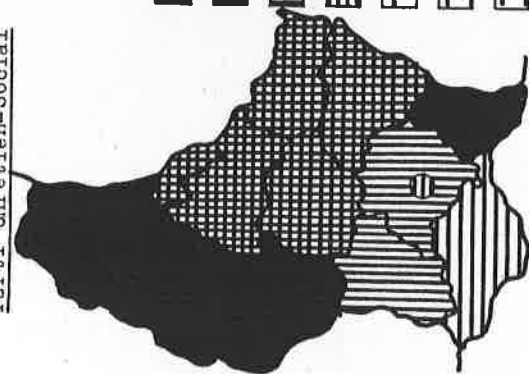
Taux de voix du P.C.S.



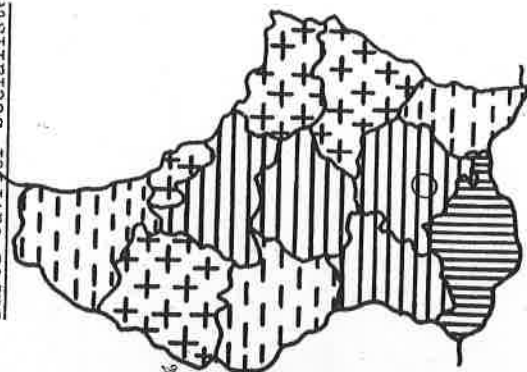
ELECTIONS LEGISLATIVES DU 30 MAI 1954

Taux de voix des différents partis par cantons

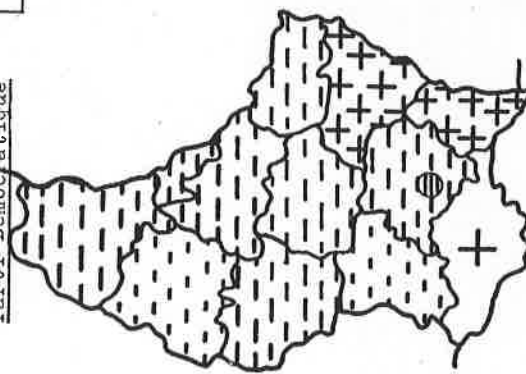
Parti Chrétien-Social



Parti Ouvrier Socialiste



Parti Démocratique



Parti Communiste

